*Université catholique de Louvain- **UCL***

*Faculté des Sciences économiques sociales et politiques- **ESPO***

*Département de Communication- **COMU***

*Observatoire du récit médiatique- **ORM***

Le conflit israélo-arabe dans la presse européenne

Analyse critique de neuf quotidiens belges, français et britanniques

Dissertation doctorale présentée en vue de l'obtention du grade de Docteur en information et communication par

Ziyad Abualrob

Promoteur: Professeur Marc Lits

Louvain-la-Neuve

Mai 2011

Pour Aaron et Mahjouba

À mes parents, à mon frère et à mes sœurs

À Christophe Leveau

Remerciements

«Ô *Seigneur ! Donne-moi encore plus de savoir* » (Coran, 20: 114)
Que dieu soit loué.

Je tiens en tout premier lieu à remercier mon promoteur, le professeur Marc Lits, pour son soutien précieux, ses critiques constructives, son accompagnement et sa disponibilité.
Je remercie les membres du jury: le professeur Jef Verschueren de l'Université d'Anvers, le professeur Benoît Grevisse, le professeur Gérard Dérèze et le professeur Vincent Legrand de l'UCL pour leur disponibilité, leur lecture attentive et leurs commentaires éclairants.

Je tiens également à remercier mon ami et confrère, Baudouin Loos, pour ses remarques précieuses et sa lecture de cette thèse.

Je remercie mon ami, Nidal Aboudagga, qui m'a encouragé pour commencer la rédaction de cette thèse. Lui qui a connu ce doute qui accompagne le thésard.

Je tiens également à remercier mes amis Alaa Salama, Rania Kutteneh, Mohamad Abou Zaineh, Suzanne Jarrar, Jihane Jarrar, Damien Poncelet, Rachid Naïm, Bruno Herin, Pablo Drama, Adel Atieh, Raed Atieh, Ahmad Frassini, Murad Al-Sudani, Abdul Rahim Al-Shaikh et Nadia Shabana pour leur encouragement, leur soutien et leur écoute.
Je remercie la CTB (Coopération Technique Belge) qui m'a accordé une bourse d'étude (04PZA/2545-2004-2009) pour réaliser cette thèse. Je remercie également l'IL&C pour son soutien financier qui a permis l'impression de cette thèse, ainsi que toutes les personnes qui ont contribué à préparer la soutenance publique.

Ziyad Abualrob

Table des matières

DÉDICACES ..... **II**
REMERCIEMENTS ..... **III**
TABLE DES MATIÈRES ..... **IV**
LISTE DES TABLEAUX ..... **IX**
LISTE DES FIGURES ..... **X**
INTRODUCTION **1**
1. Le conflit israélo-arabe dans la presse européenne *1*
2. Un conflit au centre du monde? *2*
3. Printemp arabe et tensions latentes *3*
PREMIÈRE PARTIE: MISE EN CONTEXTE **7**
CHAPITRE 1: HISTOIRES DU CONFLIT ISRAELO-ARABE 8
1.1 Introduction *8*
1.2 Le projet sioniste *9*
1.2.1 Sionisme politique 10
1.2.2 Sionisme religieux 12
1.2.3 Sionisme culturel 13
1.3 Le soutien britannique *14*
1.4 La Nakba de 1948 ..... *17*
1.5 Mouvement de libération nationale palestinienne *20*
1.6 Le processus de paix *27*
1.7 La seconde Intifada *28*
1.8 Conclusions *29*
CHAPITRE 2: GROUPES D'INTÉRÊT OU NÉGOCIATEURS DU SENS 31
2.1 Introduction *31*
2.2 Une question épineuse *32*
2.3 Lobby ou groupe d'intérêt? *33*
2.4 L'antisionisme est-il antisémitisme? *34*
2.5 Lobby juif ou lobby pro-israélien? *36*
2.6 En Belgique *38*
2.6.1 Groupes pro-israéliens 38
2.6.1.1 Groupes confessionnels 39
2.6.1.2 Groupes laïques 39
2.6.2 Groupes pro-palestiniens 41
2.7 En France *42*
2.7.1 Groupes pro-israéliens 42
2.7.1.1 Organisations confessionnelles juives 43
Le CRIF 44
L'Observatoire du monde juif 44
2.7.1.2 Organisations laïques 45

2.7.2 Groupes pro-palestiniens....46
2.8 Au Royaume-Uni....49
2.8.1 Groupes pro-israéliens....49
2.8.2 Groupes pro-palestiniens....50
2.9 En Israël et dans les territoires palestiniens occupés....51
2.10 Conclusions....55
CHAPITRE 3: ANALYSES PRÉCÉDENTES....59
3.1 Introduction....59
3.2 Analyses francophones....61
3.2.1 Le débat de la revue «Questions de communication »....64
3.3 Analyses britanniques....67
3.4 Conclusions....70
DEUXIÈME PARTIE: CADRES THÉORIQUE ET MÉTHODOLOGIQUE....74
CHAPITRE 4: L'ANALYSE CRITIQUE DU DISCOURS MÉDIATIQUE....75
4.1 Introduction....75
4.2 Anayse critique....75
4.3 Les différentes approches de l'ACD....78
4.4 Et les cinq caractéristiques communes....82
4.5 Du discours....83
4.6 Idéologie et discours....84
4.7 Le rectangle idéologique de van Dijk....88
4.8 Pouvoir du discours, discours du pouvoir....90
4.9 Représentations idéologiques....93
4.10 Stéréotypes....94
4.11 Conclusions....96
CHAPITRE 5: MÉTHODOLOGIE....98
5.1 Introduction....98
5.2 Corpus et données....98
5.2.1 Les Unes....98
5.2.2 Un échantillon aléatoire....99
5.2.3 Couverture de la violence et la politique....99
5.3 Modèle de l'analyse....100
5.4 Catégories et questions de l'analyse....102
5.4.1 La place du conflit israélo-arabe à la une....106
5.4.2 Les thèmes et les sous-thèmes traités....106
5.4.3 La prise de parole par les protagonistes....107
5.4.4 Désignation des acteurs....107
5.4.5 Désignation des territoires palestiniens occupés et d'Israël....108
5.5 Quelques concepts linguistiques....108
5.5.1 Analyse lexicale: le choix des mots....108
5.5.2 Transitivité....109

5.5.3 Rhétorique journalistique 110
5.5.3.1 De la métaphore 111
5.5.3.2 La métonymie 113
CHAPITRE 6: CORPUS, NEUF JOURNAUX EUROPÉENS 114
6.1 Introduction *114*
6.2 Proximités européennes avec le conflit israélo-arabe *115*
6.2.1 Proximité spirituelle 116
6.2.2 Proximité historique 116
6.2.3 Proximité culturelle 117
6.2.4 Proximité géographique 118
6.2.5 Proximité démographique 118
6.2.6 Proximité économique 119
6.2.7 Proximité médiatique 119
6.3 Corpus belge *122*
6.3.1 Groupes de presse belges 122
6.3.2 Diffusion et recettes publicitaires 123
6.3.3 Subsides publics 124
6.3.4 Régulation de la presse en Belgique francophone 125
6.3.5 Le Soir: un journal de contrepouvoir 126
6.3.6 La Libre Belgique 127
6.4 Corpus français *128*
6.4.1 Groupes de presse français 129
6.4.2 Diffusion et recettes publicitaires de la presse française 129
6.4.3 Subsides publics 131
6.4.4 Liberté d'expression et éthique journalistique en France 132
6.4.5 Le Monde: un journal de centre? 132
6.4.6 Libération: le journal de gauche 133
6.4.7 Le Figaro: le journal de droite 134
6.5 Corpus britannique *135*
6.5.1 Groupes de presse britanniques 136
6.5.2 Diffusion et publicité 137
6.5.3 Subsides publics 137
6.5.4 Liberté d'expression et éthique journalistique en Grande-Bretagne 138
6.5.5 The Times: l'influence du patronat sur l'information sous Rupert Murdoch 138
6.5.5.1 Fondation et modèle économique 138
6.5.5.2 Lectorat, orientation politique et ligne éditoriale 139
6.5.5.3 Couverture du conflit israélo-arabe 140
6.5.6 The Guardian: l'opinion est libre mais les fais sont sacrés 141
6.5.6.1 Fondation et modèle économique 141
6.5.7 The Independent: une réponse à Murdoch? 143
6.5.8 The Daily Telegraph: le conservateur est leader du marché 143
6.6 Conclusions *144*

TROISIÈME PARTIE: RÉSULTATS DE L'ANALYSE 145

CHAPITRE 7: LE CONFLIT ISRAÉLO-ARABE À LA UNE 146

7.1 Introduction 146

7.2 Précisions Méthodologiques 148

7.2.1 La place du conflit israélo-arabe à la une de la presse 148

7.2.2 Le corpus et questionnement 149

7.2.3 Les conflits dans le monde en 2006 150

7.3 Les résultats exploratoires 154

Les conflits armés –janvier 2006 157

Élections –janvier 2006 158

7.4 Données confirmatoires 158

7.4.1 L'actualité internationale à la une 158

7.4.2 Les organisations internationales mentionnées à la une 159

7.4.3 Les pays traités à la une de la presse européenne 159

7.4.4 La place du conflit israélo-arabe en comparaison avec d'autres conflits 162

7.4.5 Le traitement des élections dans le monde 163

7.5 Le conflit israélo-arabe à la une de la presse 167

7.6 Israël au centre de la couverture? 169

7.7 Thèmes du conflit israélo-arabe à la une 170

7.8 Photographies du conflit israélo-arabe à la une 171

7.9 Placement de l'actualité du conflit israélo-arabe 173

7.10 Des unes idéologiques ? 174

7.11 Conclusions 177

CHAPITRE 8: TRAITEMENT DES EVENEMENTS VIOLENTS ET POLITIQUES 180

8.1 Introduction 180

8.2 Objectifs du chapitre 181

8.3 L'importance du traitement d'événements 182

8.4 Précisions méthodologiques 188

8.4.1 Catégories de l'analyse de la violence dans la presse 189

8.4.2 Représentation et construction idéologique des événements 191

8.5 La transitivité et la construction de l'action 195

8.6 Le traitement de la violence 197

8.6.1 Le cliché de la violence israélo-arabe dans la presse européenne 197

8.6.2 La violence spectacle 198

8.6.3 La couverture médiatique de la mort 199

8.6.4 [e1: l'arrestation de Saadat]: 202

8.6.4.1 Contexte de l'événement 202

8.6.4.2 La couverture idéologique de l'arrestation de Saadat 203

8.6.5 E6-Enlèvement du soldat Shalit 206

8.6.6 E2- Attentat palestinien à Tel-Aviv 207

8.6.7 E4- L'armée israélienne tue sept Palestiniens à Gaza 208

8.7 E9- Guerre israélo-libanaise de 2006 211

8.7.1.1 Contexte....211
8.7.1.2 Positionnement médiatique....212
8.8 Construction de la politique....216
8.8.1 E11-Ariel Sharon dans le coma....216
8.8.1.1 Contexte de l'événement Sharon....216
8.8.1.2 Le traitement médiatique de l'État de santé de Sharon....217
8.8.2 Le traitement médiatique des élections palestiniennes....218
8.8.2.1 Contexte....218
8.8.2.2 Traitement médiatique....219
8.8.3 Le traitement médiatique des élections israéliennes....222
8.8.3.1 Contexte....222
8.8.3.2 Traitement médiatique....222
8.9 Conclusions....223
CHAPITRE 9: ANALYSE D'UN ÉCHANTILLON ALÉATOIRE....225
9.1 Introduction....225
9.2 Précisions méthodologiques....225
9.2.1 Text mining....225
9.2.2 Echantillon aléatoire....225
9.3 Intensité de la couverture....226
9.4 Nuages lexicaux de la lecture automatique....229
9.5 Les thèmes traités....237
9.5.1 Thèmes principaux....237
9.5.2 Catégories de la violence palestinienne....238
9.5.3 Catégories de la violence israélienne....239
9.5.4 Catégories de la politique palestinienne....241
9.5.5 Catégories de la politique israélienne....241
9.6 Nomination des lieux....242
9.6.1 Territoires palestiniens ou territoires palestiniens occupés....242
9.6.2 Israël ou État juif....243
9.6.3 Colonies ou implantations....244
9.7 Les sources....245
9.7.1 Les sources israéliennes....246
9.7.2 Les sources palestiniennes....247
9.7.3 Les sources internationales....247
9.8 Qualité et actions des acteurs....248
CONCLUSIONS GÉNÉRALES....251
ANNEXE: GRILLE DE L'ANALYSE....257
BIBLIOGRAPHIE SÉLECTIVE....268

Liste des tableaux

Tableau 1.2-1: Fréquence de quelques termes dans le livre de Herzl 11
Tableau 3.4-1: Quelques sites à vocation critique des médias (media watchdogs) 72
Tableau 5.2-1: Les événements violents et politiques analysés 100
Tableau 5.3-1: Modèle mixte d'analyse qualitative et quantitative 101
Tableau 6.3-1: Diffusion payante du Soir et de La Libre Belgique entre 2005 et 2009 123
Tableau 6.3-2 Soutien financier de la communauté française à la presse francophone en 2009 125
Tableau 6.4-1: Diffusion payante de la presse française entre 2005 et 2009 131
Tableau 6.4-2: Distribution des recettes publicitaires de la presse française. 131
Tableau 6.5-1: Diffusion de la presse britannique entre 2005 et 2009 137
Tableau 7.2-1: Classement des conflits selon l'intensité (Heidelberg Institute) 152
Tableau 7.2-2: Le classement d'Heidelberg Institute des 35 conflits armés intenses en 2006 153
Tableau 7.3-1: intensité de l'actualité nationale sur les unes de janvier 2006 154
Tableau 7.3-2: Les thèmes traités sur les unes de janvier 155
Tableau 7.3-3: Pays traités en unes, janvier 2006 156
Tableau 7.3-4: Les conflits armés traités sur les unes de janvier 2006 157
Tableau 7.3-5: Les élections traitées en une de janvier 2006 158
Tableau 7.4-1: Organisations internationales à la une de la presse britannique 159
Tableau 7.4-2: Organisations internationales à la une de la presse française et belge 159
Tableau 7.4-3: Traitement de l'actualité par pays sur les unes de la presse britannique 161
Tableau 7.4-4: Traitement de l'actualité par pays sur les unes de la presse française 162
Tableau 7.4-5: Conflits armés à la une de la presse britannique 163
Tableau 7.4-6: Conflits armés traités à la une de la presse française et belge 163
Tableau 7.4-7: Les élections organisées dans le monde en 2006 164
Tableau 7.4-8: Les élections traitées en unes de la presse britannique 166
Tableau 7.4-9: Les élections traitées en unes de la presse française et belge 166
Tableau 7.5-1: Fréquence de la couverture du conflit israélo-arabe à la une des journaux belges, français et britanniques 167
Tableau 7.7-1: Thèmes du conflit israélo-arabe à la une de la presse européenne en 2006 171
Tableau 7.8-1: Photographies utilisées à la une de la presse européenne en 2006 173
Tableau 7.9-1: Placement de l'actualité du conflit israélo-arabe à la une 174
Tableau 8.4-2 Nombre d'articles consacrés à chaque événement dans les neuf journaux 195
Tableau 8.6-1: Nombre de Palestiniens et d'Israéliens tués entre le 29 septembre 2000 et le 31 mai 2010 dans les territories palestiniens occupés et en Israël (source: B'Tselem) 200
Tableau 8.6-2: Articles consacrés à Gilad Shalit et à Salah Hamouri sur les sites des journaux 206
Tableau 9.2-1: L'échantillon aléatoire 226
Tableau 9.3-1: Nombre et genre des articles par quotidien dans l'échantillon aléatoire 227
Tableau 9.5-1: Thèmes du conflit israélo-arabe dans presse européenne en 2006 238
Tableau 9.5-2: Catégories de la violence palestinienne 239
Tableau 9.5-3: Catégories de la violence israélienne 241
Tableau 9.5-4: Catégories de la politique palestinienne 241
Tableau 9.5-5: Catégories de la politique israélienne 242
Tableau 9.6-1: Termes utilisés pour désigner les territoires palestiniens occupés 243
Tableau 9.6-2: Termes utilisés pour designer Israël 244
Tableau 9.6-3: Termes employés pour désigner les colonies israéliennes dans les territoires occupés 244
Tableau 9.7-1: Sources israéliennes, palestiniennes et internationales dans les neuf quotidiens 246
Tableau 9.7-2: Sources israéliennes 247
Tableau 9.7-3: Sources palestiniennes 247
Tableau 9.7-4: Sources internationales 248
Tableau 9.8-1: Comment sont désignés les Palestiniens? 249
Tableau 9.8-2: Les groupes armés palestiniens désignés comme terroristes 250

Liste des figures

Figure 7.5-1: Fréquence mensuelle de la couverture la une des quotidiens belges 168
Figure 7.5-2: Fréquence mensuelle de la couverture à la une des quotidiens français 168
Figure 7.5-3: Fréquence mensuelle de la couverture à la une des quotidiens britanniques 169
Figure 7.6-1: Nuage lexical des textes consacrés au conflit israélo-arabe à la une 170
Figure 7.10-1: Unes du 27 janvier 2006 annoncant la victoire du Hamas aux législatives 176
Figure 7.11-1: Une du Soir, 3 janvier 2006 178
Figure 8.7-1: The Independent: Unes appelant à un cessez-le-feu au Liban (21 et 28 juillet, 5 août) 213
Figure 8.7-2: Unes annoncant le 'carnage de Cana' le 31 juillet 2006 215
Figure 9.3-1: Genre des articles 227
Figure 9.3-2: Intensité de la couverture du conflit israélo-arabe dans la presse belge 228
Figure 9.3-3: Intensité de la couverture du conflit israélo-arabe dans la presse française 228
Figure 9.3-4: Intensité de la couverture du conflit israélo-arabe dans la presse britannique 229
Figure 9.4-1: Nuage lexical des 776 articles de l'échantillon aléatoire 230
Figure 9.4-2: Nuage lexical du Soir 232
Figure 9.4-3: Nuage lexical de La Libre Belgique 233
Figure 9.4-4: Nuage lexical du Monde 233
Figure 9.4-5: Nuage lexical du Libération 234
Figure 9.4-6: Nuage lexical du Figaro 235
Figure 9.4-7: Nuage lexical de The Guardian 235
Figure 9.4-8: Nuage lexical de The Daily Telegraph 236
Figure 9.4-9: Nuage lexical de The Independent 236
Figure 9.4-10: Nuage lexical de The Times 237

Introduction

1. Le conflit israélo-arabe dans la presse européenne

L'objet de cette thèse est l'analyse du traitement médiatique du conflit israélo-arabe dans la presse européenne de qualité. Cette thèse n'a pas pour objectif d'accuser les médias européens de ne pas être justes à l'égard de la question palestinienne, ni de défendre une idéologie préalable, mais de participer au dialogue euro-arabe et de l'enrichir. Car si une crise identitaire s'élargit entre les deux rives de la Méditerranée, c'est en partie à cause des représentations négatives qu'ont les uns des autres (Khader, 2009).

Cette recherche étudie le traitement du conflit israélo-arabe dans la presse européenne de qualité. Nous avons analysé neuf journaux pendant une année complète: 2006. Soit deux journaux belges (Le Soir et La Libre Belgique), trois journaux français (Le Monde, Le Figaro et Libération) et quatre journaux britanniques (The Times, The Guardian, The Independent, The Telegraph). Toutes les unes, 13 événements politiques et violents ainsi qu'un échantillon aléatoire sont analysés quantitativement et qualitativement afin de comprendre les tendances et les logiques du traitement médiatique du conflit. Jusqu'à présent, aucune étude, n'a -à notre connaissance- analysé cette problématique (la couverture du conflit israélo-arabe dans la presse quotidienne en Belgique, en France et en Grande-Bretagne).

L'objectif principal de cette thèse est d'apporter une réflexion sérieuse et systématique sur cette question qui fait l'objet de controverses historique, politique, médiatique et académique. L'étude s'inscrit dans le cadre de l'Analyse Critique du Discours (ACD). Selon cette approche, l'analyse des problèmes sociaux et leurs manifestations discursives nécessite non seulement l'étude de ces discours, ici médiatiques, mais également de prendre en compte le contexte de production et de réception. L'ACD définit le discours en tant que pratique ou action sociale. Le discours entretient une relation dialectique avec le monde social, une relation teintée par une influence mutuelle. Pour comprendre la couverture médiatique du conflit israélo-arabe, il incombe donc d'analyser le contexte historique et le contexte de la production médiatique. Pour cette raison, nous proposons une brève présentation historique du

conflit, une mise en contexte qui s'impose avant de présenter la méthode et les résultats de cette analyse. Cette thèse est composée de trois parties composées chacune de trois chapitres. Dans la première partie, nous proposons une mise en contexte de la recherche à travers la présentation du conflit israélo-arabe et ses origines dans le premier chapitre, des groupes d'intérêt pro-israéliens et pro-palestiniens (chapitre 2) et une revue de la littérature (chapitre 3). Quant à la deuxième partie, elle est destinée à poser le cadre épistémologique de cette étude, le cadre théorique (chapitre 4), la méthodologie (chapitre 5) et le corpus (chapitre 6). Dans la troisième partie, nous présentons les résultats de la recherche, l'analyse des unes (chapitre 7), l'analyse des événements (chapitre 8) et l'analyse de l'échantillon aléatoire (chapitre 9).

2. Un conflit au centre du monde?

L'écrivain franco-libanais, Amin Maalouf, constate dans son essai intitulé «*Le dérèglement du monde* » que les deux mondes auxquels il s'identifie, à savoir l'Occident et le monde arabe, sont en crise de confiance; pire ils sont en confrontation. Il diagnostique dans les difficultés qu'ont les deux mondes à s'entendre et à dialoguer ou à résoudre leurs différends. Et c'est l'impasse:

> *«L'idée selon laquelle l'Occident serait confronté à une poignée de terroristes s'exprimant abusivement au nom de l'islam et dont les agissements seraient réprouvés par la grande majorité des croyants, ne correspond pas à la réalité. Nous sommes manifestement en présence de deux interprétations de l'Histoire, cristallisées autour de deux perceptions de «l'adversaire ». Pour les uns, l'Islam se serait montré incapable d'adopter les valeurs universelles prônées par l'Occident; pour les autres, l'Occident serait surtout porteur d'une volonté de domination universelle à laquelle les musulmans s'efforceraient de résister avec les moyens limités qui leur restent.» (Maalouf, 2009: 29-30)*

Les haines s'attisent entre les deux civilisations et chacune se replie sur son identité et ses valeurs à sa manière. Posant ce constat, l'auteur appelle au dialogue et à l'acceptation de l'autre dans sa diversité. Et le conflit israélo-arabe se trouve à l'avant-plan de cette crise entre l'Occident et le monde arabe. Comme le souligne Bichara Khader, ce conflit non résolu entrave les relations euro-arabes (Khader, 2009: 239).

Le conflit israélo-palestinien est, comme le souligne Edgar Morin, *«au cœur de cette zone sismique, constituait de lui-même un cancer dont les métastases risquaient de se répandre sur le globe. Cela a bien commencé, à la suite des nouveaux développements provoqués par la visite de Sharon sur l'esplanade des Mosquées, la «seconde intifada », la rupture des négociations de Camp David, les interventions*

massives de Tsahal en territoires palestiniens, les attentats kamikazes, tout cela en un cercle vicieux infernal qui n'est plus désormais localisé» (Morin,2007: 10).

L'auteur met en garde que *«l'aggravation de la situation ne pourra que créer des nouveaux foyers de conflits à l'intérieur des nations. La France, avec sa nombreuse population d'origine islamique et son importante population juive, a pu jusqu'à présent éviter que les violences marginales de jeunes beurs et les justifications des répressions israéliennes par les représentants de ce qu'on appelle «la communauté juive» dégénèrent. Mais l'aggravation du conflit israélo-palestinien conduira à un affrontement de haine et de violence et la France laïque deviendra le théâtre d'une guerre ethno-religieuse, conduite par deux catégories de ses citoyens »* (ibid: 11).

3. Printemp arabe et tensions latentes

Un jeune vendeur ambulant, Mohamed Bouazizi, s'immole le 17 décembre 2010, dans la ville de Sidi Bouzid en protestation à l'humiliation qu'il a subie de la part de la police. Deux semaines plus tard, Bouazizi succombe à ses brûlures. Le président Zine El-Abidine Ben Ali se rend à son chevet à l'hôpital quelques jours avant sa mort. Et malgré cette visite, les protestations contre le régime de Ben Ali se propagent dans tout le pays. La police réprime les manifestants en tirant à balles réelles mais l'armée refuse d'obéir aux ordres et protège les manifestants. La révolution de la rue conduit Ben Ali à fuir le pays le 14 janvier 2011. La Tunisie fait les premiers pas vers la démocratie. Le peuple tunisien prove ainsi qu'il est possible de se débarrasser de la dictature par une protestation pacifique de masse. La révolution tunisienne va se propager dans la région. Les manifestations contre les dicatures vont s'intensifier surtout en Egypte, en Libye, au Yémen, au Bahreïn et en Syrie et dans bien d'autres pays arabes.

En Egypte, les manifestations pacifiques de plusieurs millions de citoyens vont contraindre le président Hosni Moubarak à renoncer à son pouvoir le 11 février. L'armée égyptienne, qui elle aussi refuse de tirer sur les manifestants, prend le contrôle du pays et un gouvernement intérimaire sous la présidence d'Ahmad Chafiq tombe sous les feu de la critique et de la pression populaire, étant donné que Chafiq et beaucoup de ses ministres étaient proches du régime Moubarak. Il est succédé par Essam Charaf le 3 mars 2011.

Le printemps arabe n'est pas sans effet sur ce conflit qui dure depuis plus de soixante ans. Le gouvernement égyptien intérimaire a décidé en fin avril d'ouvrir de façon permanente les frontières avec Gaza. À la protestation d'Israël, l'Egypte répond qu'il s'agit d'une affaire palestino-égyptienne dans laquelle Israël n'a pas le droit de se mêler. Et c'est l'Egypte qui a soutenu la réconciliation entre les factions palestiniennes du Fatah et du Hamas, quatre ans après leur division lorsque le Hamas avait pris le contrôle de la bande de Gaza par la force en juillet 2007. Le président palestinien, Mahmoud Abbas et Khaled Mechal, le chef du bureau politique du Hamas signent un accord de reconciliation au Caire le 4 mai sous la houlette de l'Egypte. Toutes les autres factions y compris le Djihad islamique signent également cet accord qui prévoit la création d'un gouvernement d'union nationale dont l'objectif sera d'organiser de nouvelles élections parlemantaires et présidentielles dans les territoires palestiniens occupés en 2012. Dans la cérémonie de signature de l'accord de réconciliation, le chef du Hamas, Khaled Michal, déclare que désormais l'objectif national palestinien est de «*créer un Etat palestinien indépendant sur les territoires de la Bande de Gaza et de la Cisjordanie avec Jérusalem pour capitale* ». Il a ajouté «*nous sommes prêts à donner une chance à la légitimité internationale* » (les résolutions de l'ONU). «*Nous nous sommes tous accordés sur la nécessité d'atteindre cet objectif par tous les moyens diplomatiques ainsi que toutes les formes de résistance*», a-t-il ajouté. Là aussi, Israël exprime son mécontentement. Le premier ministre actuel, Binyamin Netanyahou déclare que le président palestinien, Mahmoud Abbas «*doit choisir entre la paix et le Hamas*». Son ministre des affaires étrangères, Avigdor Liberman déclare que cet accord de réconciliation entre le Fatah et le Hamas «*a franchit toutes les lignes rouges* ». Abbas alors réplique en déclarant qu'Israël devrait «*choisir entre la colonisation et la paix* ».

La réconcilation palestinienne est une stratégie nouvelle du président Abbas. Lui qui avait tant espéré que le président américain, Barack Obama, fasse les pressions nécessaires sur Israël afin de cesser la colonisation en Cisjordanie et de reprendre les négociations de paix sur les questions du statut final (Jérusalem, les colonies juives, les frontières, les refugiés). Déçu de l'administration Obama, qui n'a pas su convaincre le gouvernement de Netanyahou à geler la construction dans les colonies sauf partiellement pendant quelques mois, Abbas décide de se tourner ves une diplomatie intensive en préparant les institutions de l'Autorité palestinienne à gérer un État

indépendant à partrir de septembre 2011. Vu la stagnation de processus de paix, l'Autorité nationale palestinienne (ANP) se prépare à demander, en septembre, au Conseil de sécurité de l'ONU de reconnaître l'État palestinien indépendant sur les frontières de 1967. Les Américains, de leur côté, ont menacé de couper l'aide financière à l'ANP si elle s'adresse au Conseil de sécurité dans ce sens. Le président palestinien déclare publiquement qu'il empêchera par tous les moyens le déclenchement d'une troisième Intifada. Cependant, et malgré un calme relatif dans les territoires palestiniens occupés, une tension latente anime le quotidien surtout en Cisjordanie. Le harcèlement des colons israéliens contre les Palestiniens est quotidiennement rapporté par les médias israéliens et palestiniens.

Des attaques séparées contre les colons ont également lieu de temps à autre. Ces colons armés promettent de se venger, attaquent des villages, brûlent des champs et des mosquées. Parallèlement, la politique israélienne de blocus quasi-total à Gaza; de colonisation en Cisjordanie et surtout à Jérusalem et l'abscence de volonté politique pour arriver à un accord de paix juste et équitable selon le droit international, tout cela rend la situation explosive à tout moment. Sans oublier le front libanais, qui lui aussi est marqué par une tension latente. Le Liban a découvert au court des dernières années plusieurs réseaux israéliens d'espionnage ainsi qu'une intrusion israélienne éléctronique dans ses réseaux de télecommunication. Ces tensions latentes peuvent se traduire par de véritables crises voire des guerres dans les mois et les années à venir.

Depuis 1967, la colonisation des territoires palestiniens occupés n'a jamais cessé quelle que soit la couleur du gouvernement en place. La construction des colonies israéliennes en territoires occupés est une priorité de tous les gouvernéments israéliens. Dans le discours politique israélien, on entend la volonté de faire la paix avec les Palestiniens, sans céder sur la question des colonies ou celles de Jérusalem et du droit au retour des réfugiés palestiniens chassés de leur terre en 1948 et puis en 1967. En même temps qu'Israël, les États-Unis et l'Europe demandent au Hamas de reconnaître le droit à l'existence de l'État d'Israël, aucun gouvernement israélien ne reconnaît les frontières de juin 1967 comme frontières d'un futur État palestinien. Les politiciens israéliens sont des bons rhétoriciens. Le président israélien Shimon Peres déclare en direct sur Al-Jzira qui transmet en direct les bombardéments de Gaza le 5 janvier 2009: «*Pourquoi ils* [le Hamas] *nous tirent dessous ? Qu'ils nous expliquent pourquoi ?* »

avant de souhaiter «*une belle journée aux habitants de Gaza et un ciel dégagé* ». Par contre, les leaders palestiniens ne sont pas aussi doués sur le plan rhétorique. Au moment où les factions palestiniennes signent un accord de reconcilliation au Caire le 4 mai 2011, le président Obama déclare que les forces américaines ont tué Ben Laden dans la ville de Bottabad au Pakistan. Le premier ministre du gouvernement du Hamas à Gaza, Ismaïl Haniyeh, condamne «*l'assassinat d'un combattant arabe* ». Une erreur diplomatique qui est vite reprise comme un arguement par les Israéliens pour presser l'Europe et les États-Unis sanctionnent le nouveau gouvernement palestinien qui va être mis en place après l'accord du Caire. Le premier ministre israélien, Binyamin Netanyahou qui sera reçu par Obama à la maison Blanche le 20 mai 2011 va œuvrer dans ce sens.

Les leaders israéliens utilisent des arguments comme «*la cause du conflit est le terrorisme palestinien* » ou «*nous voulons la paix, le Hamas et le Hezbollah appuyés par l'Iran et la Syrie veulent nous anéantir* ». Ce discours éloquent se voit contredit sur le terrain où Israël continue la colonisation des territoires occupés.

Le conflit israélo-arabe est de loin le conflit armé le plus traité dans la presse européenne comme le montre la présente étude. Les enjeux de ce conflit sont également des enjeux d'image. Des recherches précedentes ont montré qu'il existe un lien entre la couverture médiatique de ce conflit et sa comprehension par le public. C'est le cas notamment d'une étude réalisée par l'Université de Glasgow au Royaume-Uni qui suggère que le traitement télévisuel de ce conflit comporte des lacunes quant à sa nature, ses causes et ses enjeux. Des lacunes qui se trouvent projetées dans l'esprit des télespectateurs (Philo & Berry, 2004).

Première partie: mise en contexte

Cette partie est constituée de trois chapitres dont l'objectif est de situer notre analyse dans un contexte historique (chapitre 1), et de comprendre le contexte de la production du discours médiatique en analysant les groupes d'intérêt (chapitre 2) et enfin de situer l'étude par rapport aux précédentes recherches sur la question (chapitre 3).

Chapitre 1: Histoires du conflit israélo-arabe

«Voici, je ferai de Jérusalem une coupe d'étourdissement pour tous les peuples d'alentour, et aussi pour Juda dans le siège de Jérusalem. En ce jour-là, je ferai de Jérusalem une pierre pesante pour tous les peuples; tous ceux qui la soulèveront seront meurtris; et toutes les nations de la terre s'assembleront contre elle. »
(Le Livre de Zacharie 12: 2,3)

1.1 Introduction

Le conflit israélo-arabe fait couler beaucoup d'encre. Historiens, personnalités politiques, journalistes, ou simples citoyens y consacrent beaucoup d'attention. Ce conflit qui semble insoluble depuis la création d'un État israélien en Palestine en 1948, continue à faire l'actualité. Pourtant, plusieurs résolutions de l'ONU (les résolutions du Conseil de sécurité 242, 388 et celle de l'Assemblée générale 194 par exemple) offrent une possibilité de résolution pacifique, et dont l'application mettra fin à l'occupation des territoires arabes (palestiniens, libanais, syriens) par Israël. L'Histoire et les intérêts départagent les protagonistes de ce conflit. Chaque camp essaye de se légitimer et de justifier sa politique ou ses actions, souvent violentes, vis-à-vis de ses adversaires. L'image que les médias, surtout occidentaux, donnent de ce conflit est cruciale pour les protagonistes.

Le conflit israélo-arabe, est le conflit qui oppose les Israéliens aux Palestiniens aux Libanais et aux Syriens. Officiellement, le conflit oppose également l'État d'Israël à la Ligue arabe. La Ligue arabe qui n'a pas à ce jour reconnu l'État d'Israël. Cependant plusieurs pays arabes ont signé des accords de paix avec Israël (l'Egypte en 1979, l'OLP en 1993, la Jordanie en 1994) et d'autres entretiennent avec lui des relations commerciales ou diplomatiques (Qatar, Émirats arabes unis, Maroc). Ceci dit, et malgré l'existence de ces relations, le conflit israélo-arabe est toujours en cours.

Israël est en conflit avec la Syrie dont il occupe le plateau de Golan depuis 1967, et le Liban dont il occupe le territoire des Fermes de Chebaa. Le conflit avec les Palestiniens n'est pas seulement un conflit territorial mais aussi un conflit sur les droits du peuple palestinien à l'autodétermination et sa lutte pour le droit au retour des réfugiés et à la création d'un État palestinien. La Ligue arabe n'a pas encore reconnu

l'État d'Israël même si certains pays arabes ont conclu un accord de paix permanent avec lui (c'est le cas de l'Egypte et la Jordanie). D'autres pays arabes ont des relations diplomatiques et commerciales avec Israël (le Qatar et de la Mauritanie). Plusieurs ouvrages traitant du conflit israélo-arabe se trouvent dans la bibliographie. Il est évident qu'il n'y a pas une seule vision du conflit, on est face à des Histoires et non pas à une Histoire de ce conflit qui dure depuis plus de soixante ans. Chaque camp construit sa propre représentation de l'Histoire, mais également de son identité et ses appartenances et celles de ses adversaires. Les deux visions (arabe et israélienne) sont totalement opposées (Rotberg, 2006). Le droit international semble être à l'heure actuelle le juste milieu dont l'application pourrait mettre fin au conflit.

Ce chapitre n'est pas exhaustif et ne peut traiter toutes les questions relatives au conflit israélo-arabe. Cependant, une brève présentation des épisodes importants du conflit est nécessaire pour fournir un «contexte historique » à cette recherche. Ce chapitre prend pour point de départ du conflit le premier congrès sioniste de Bâle en 1897, qui marque à nos yeux le début du conflit israélo-arabe. Ensuite, nous présenterons brièvement les événements principaux du conflit à partir de la déclaration Balfour en 1917 en passant par le mandat britannique, les révoltes palestiniennes de 1926 et 1939, la Nakba (ou la guerre de l'Indépendance pour les Israéliens) de 1948, la triple agression contre l'Egypte en 1956, la guerre de 1967, la guerre de 1973, l'OLP, l'invasion du Liban en 1982, la première intifada de 1987, le processus de paix (Madrid 1991, Oslo, 1993, Camp David, 2000) et la deuxième intifada (2000-2011).

1.2 Le projet sioniste

A la fin du dix-neuvième siècle, le problème de l'antisémitisme en Europe s'accentue (Rosenbaum, 2006, Trachtenberg, 2001). Les juifs ne sont pas seulement discriminés dans le discours politique, la littérature ou la presse (Kotek & Kotek, 2005: 24-41), ils sont également persécutés et font l'objet de nombreux pogroms (Lazare, 2005). Naît alors la «question juive ». Certains intellectuels proposent une meilleure intégration des juifs dans les sociétés européennes comme l'a proposé Karl Marx, d'autres vont chercher à créer un «*foyer national pour le peuple juif* », comme Theodor Herzl (1860–1904), considéré comme le père fondateur du sionisme politique. Le sionisme se considère comme un «mouvement de libération national » ou

«*d'émancipation* » qui «*incarne la philosophie juive* » (Franck & Bar-Zvi, 2001: 86). Il se voit comme «*l'expression de la Nation juive* » ou encore «*l'héritier légitime de l'histoire juive* » (ibid: 87). Alors que ses critiques le considèrent comme «*mouvement colonial* » (Medoff & Waxman**,** 2008: 25-28).

1.2.1 Sionisme politique

Le sionisme politique s'est fixé comme objectif de créer un État pour le peuple juif. Au départ, plusieurs pays intéressaient le sionisme politique avant de choisir la Palestine. (Marshall, 2002, Medoff & Waxman, 2008). Lors du sixième congrès sioniste (organisé à Bâle entre le 23 et le 28 août 1903), Herzl présente la proposition anglaise de créer un État juif en Ouganda, qu'il soutenait en tant que solution provisoire à cause des derniers «*pogroms de Kichinev en Russie*» (Bard & Schwartz, 2005: 5). Ces pogroms ont eu lieu lors des protestations anti-juives en avril, le congrès se réunissait en août. Le congrès vote par une majorité sur la possibilité de coloniser l'Afrique de l'Est (ibid). Certains sionistes voulaient créer un État en Argentine, c'est le cas de Leon Pinsker (1821-1891) et le Baron de Hirsch de l'Association coloniale juive (Medoff & Waxman, 2008: 159).

Theodore Herzl était un journaliste juif autrichien de Vienne où il obtient un doctorat en 1884. En 1891, il a été engagé par le journal autrichien *Neue Freie Presse* en tant que correspondant à Paris où il couvre l'affaire Dreyfus, l'officier juif français accusé de trahison (Medoff & Waxman, 2008: 99).

Et c'est à Paris qu'il écrit *L'État des Juifs* (Der Judenstaat) en 1896 (ibid). Dans ce livre, il déplore l'antisémitisme en Europe et propose une solution à la question juive: il faut créer un État juif en Palestine (Herzl, 1989: 11). Dans ce livre (Herzl, 1988), il parle de l'antisémitisme à 60 reprises (voir tableau 1.2.1), de sa vision de l'État juif plus de 200 fois, de la Palestine 44 fois. Selon lui, le «peuple juif » (termes mentionnés 20 fois) ou la «nation juive » (termes employés 6 fois) doit établir son État (terme mentionné 163 fois) en Palestine (mentionnée 44 fois) par l'application d'un projet sioniste (le sionisme mentionné 11 fois).

Le livre va servir comme ligne conductrice du premier congrès sioniste que Herzl organise en août 1897 à Bâle en Suisse (Medoff & Waxman, 2008: 220). Quand il

monte à la tribune pour s'adresser au congrès ce jour-là, il est acclamé par les participants qui crient «*vive le roi !* » (Hazony & Darmon, 2007: 166). Herzl écrira dans ses mémoires plus tard: «*A Bâle, j'ai créé l'État juif* » (cité dans Medoff & Waxman 2008: 220). Le Congrès fonde l'Organisation sioniste mondiale, dont Herzl est élu président jusqu'à sa mort en 1904, et crée une plateforme appelée «*Programme de Bâle*» qui définit la finalité du projet sioniste, à savoir la création d'un État juif en Palestine (ibid). «*L'action politique, pionnière et culturelle de l'Organisation sioniste s'est réalisée grâce à des organismes dont certains furent créés du vivant de Herzl. Ce fut notamment le cas du Fonds de colonisation qui allait devenir la Banque sioniste et du Fonds national juif pour l'acquisition des terres (Keren Kayemeth lé Israël). Un organe de presse, Die Welt, fut également fondé à cette époque* » (Franck & Bar-Zvi, 2001: 59). Les sionistes réunis à Bâle adoptent également un drapeau et un hymne national (Hatikvah ou l'Espoir écrit par Naftali Hertz Imber) qui ont été repris par l'État d'Israël déclaré en 1948 (Medoff & Waxman, 2008: 94).

Tableau 1.2-1: Fréquence de quelques termes dans le livre de Herzl (édition de Dover Publications, Inc., New York, 1988)

Mots	**Fréquence**	**%**
anti-semitism	38	6,75
anti-semitic	13	2,31
anti-semite	9	1,6
state	163	28,95
zionism	11	1,95
Palestine	44	7,82
Jewish people	20	3,55
jewish state	50	8,88
jewish nation	6	1,07

Le Programme de Bâle précise que l'objectif du sionisme est «*d'établir une patrie reconnue légalement en Palestine pour le peuple juif* ». Et «*pour atteindre cet objectif, le congrès considère que les moyens suivants peuvent être utilisés:*

1. *La promotion de l'établissement en Palestine d'agriculteurs, artisans et marchands juifs ;*
2. *La fédération de tous les juifs, en groupes locaux ou nationaux en fonction des lois de leurs différents pays ;*
3. *Le renforcement du sentiment juif, et de la conscience juive ;*
4. *Toute mesure préparatoire à l'obtention des accords gouvernementaux qui sont nécessaires à la réalisation de l'objectif sioniste.* » (Franck & Bar-Zvi 2002: 58)

Ce premier congrès était un véritable succès pour le sionisme. Il dessine la ligne que le mouvement doit adopter et lui donne des outils afin d'atteindre ses objectif.

1.2.2 Sionisme religieux

Les pionniers du mouvement sioniste voulaient un territoire plus grand. L'exemple le plus important de ce courant «révisionniste » est Vladimir Jabotinsky (1880-1940) dont la doctrine du «sang et du feu » réclamait un État juif sur les deux rives du Jourdain (Laqueur, 2003: 338; Kumaraswamy, 2006: 118). Il crée la Légion juive pendant la Première Guerre mondiale et en 1925 il crée le parti révisionniste. (ibid: 220). Jabotinsky est le père fondateur de la doctrine militaire des groupes armés juifs en Palestine sous le mandat britannique comme l'Irgun (ibid: 118). Jabotinsky est l'idéologue de la «Muraille d'acier», une doctrine de combat contre les Palestiniens (Medoff & Waxman, 2008: 111). Aux yeux de Jabotinsky, les Arabes ne comprennent que le langage de la force et «l'État juif » doit se doter d'une armée invincible, une Muraille d'acier (Schattner, 1991: 84).

Le sionisme va recevoir non seulement le soutien des gouvernements occidentaux, mais également celui des sionistes chrétiens. Le sionisme chrétien joue un rôle essentiel dans la réussite du projet sioniste initié par Herzl. Non seulement il va appuyer ce projet, mais il va être «le principal atout stratégique de l'État d'Israël » (Ben-Asher, 2009: 196). Le sionisme juif et chrétien se base sur la Bible pour justifier «*le retour des juifs* » dans «*leur* » Terre promise (Medoff & Waxman, 2008: 57). Le principe fondateur de ce sionisme religieux est la parousie, la croyance judéo-chrétienne selon laquelle «*le retour du Christ et l'avènement de son règne sur la Terre* » se produira au moment où tous «*les juifs l'admettent définitivement comme Messie* » (Franck & Bar-Zvi, 2001: 104). Pour préparer le retour du Roi, il faut donc créer son royaume. Ce n'est pas seulement cela qui anime ce sionisme chrétien. Sa vision apocalyptique de la fin du monde repose sur le fait que le Messie reviendra pour mettre fin au mal. Il reviendra pour gagner la bataille de l'Armageddon enntre le bien et le mal. Curieusement cette croyance existe aussi en Islam où Jésus reviendra sur Terre pour établir un Royaume de paix à Jérusalem avant la fin des temps et que les musulmans vont suivre. Le Coran le précise: *«(Rappelles-toi) quand Allah dit: «Ô Jésus, certes, Je vais mettre fin à ta vie terrestre t'élever vers Moi, te débarrasser de ceux qui n'ont pas*

*cru et mettre jusqu'au Jour de la Résurrection, ceux qui te suivent au-dessus de ceux qui ne croient pas » (*Coran, 3: 55). Selon cette croyance islamique, l'homme guidé par Dieu (le Mahdi) apparaît avant la fin des temps pour préparer le retour du Messie (Jésus Christ). Jésus guidera les fidèles dans la bataille définitive de tous les temps entre le bien et le mal.

1.2.3 Sionisme culturel

Jabotinsky n'est pas le seul révisionniste du sionisme de Herzl. Ahad Ha'am (Asher Ginzberg 1856-1927) est le pionnier du sionisme culturel. Il a participé au premier congrès sioniste de Bâle et était membre du mouvement «Amants du Sion » qui était dirigé par Leon Pinsker en 1884 (Medoff & Waxman, 2008: 111). Ahad Ha'am était l'une des voix les plus critiques aux projets de colonisation en dehors de la Palestine. Sa conception culturelle du sionisme consiste à «*créer des petites colonies en Palestine afin de raviver l'esprit et la culture du Judaïsme dans le monde moderne* » (Marshall, 2002: 99). Une des principales préoccupations du sionisme culturel d'Ahad Ha'am est la renaissance de l'hébreu. Ainsi il instaure, dès les premières années de la colonisation, un système pour apprendre l'hébreu aux immigrés juifs qui ne le parlent pas. Le 11^{e} congrès sioniste qui se tient à Vienne du 2 au 9 septembre, et à la demande de Chaim Weizman, décide de créer l'Université Hébraïque à Jérusalem (Bard & Schwartz, 2005: 6). L'université sera inaugurée officiellement le 1^{ier} avril 1925 en présence de Balfour. (Medoff & Waxman, 2008: 97). Le sionisme culturel va jouer un rôle important dans la création d'un État moderne avec des universités et des programmes de recherches avancées. Le sionisme avait non seulement le projet d'établir un État, mais il a également commencé à appliquer ce projet sur tous les fronts.

Des vagues successives d'immigrants juifs en Palestine ont radicalement changé la démographie. Le nombre de juifs présents en Palestine en 1835 est estimé à 10 000. Ce nombre va être multiplié soixante fois en 1948 où plus de 600 000 juifs étaient en Palestine (Gresh & Vidal, 2006: 62-64).

«*La première vague d'immigrants juifs en Palestine se situe aux alentours de 1881-1882* » (Khader, 1999: 93). Entre 1882 et 1903, «20 000 à 30 000 » en majorité des Russes arrivent en Palestine (Gresh & Vidal, 2006: 63).

Après un voyage Palestine en 1891, Ahad Ha'am écrit: «*Il nous faut traiter la population locale avec amour et respect et – cela va sans dire – conformément au droit et à la justice. Que font nos frères en Eretz Israël? Exactement le contraire ! (…) Ils traitent les Arabes avec hostilité et cruauté, empiètent sur leurs propriétés, les frappent sans raison, s'en vantent même* » (Schattner, 1991: 31).

Dans la seconde vague (1903-1914) «*35 000 à 40 000 nouveaux immigrants* » débarquent sur le sol palestinien. À la veille de la Première Guerre mondiale leur nombre atteint les 80 000 et en 1918 ce nombre a diminué de 10% (ibid). *«La «légalisation » (*guillemets par les auteurs) *de l'immigration par la déclaration Balfour va permettre de tripler, en vingt ans cette proportion »* (Gresh & Vidal, ibid).

1.3 Le soutien britannique

Pendant la Première Guerre mondiale (1914-1918) plusieurs événements vont façonner l'Histoire du Proche-Orient. Le shérif de la Mecque Hussein Bin Ali (1879–1935) lance la grande révolution arabe contre l'Empire ottoman (Legrand, 2009) pour libérer la nation arabe de son emprise. L'Empire ottoman qui s'allie avec l'Allemagne dans cette guerre va être l'ennemi des alliés. Les Britanniques entament alors des contacts avec le shérif Hussein (Correspondance Hussein McMahon) et lui promettent que la Grand-Bretagne va l'aider à arracher l'indépendence arabe de la Turquie. A la même période, Paris et Londres se partagent l'héritage du l'Empire ottoman *«l'Homme malade de l'Europe* » dont ils désirent le demembrement (Legrand, 2009). En 1916, les deux puissances coloniales signent l'accord de Sykes-Picot qui porte les noms de leur ministre des affaires étrangères (le Britannique Mark Sykes et le Français François Georges-Picot). Cette accord secret est signé en dépit des promesses faites au shérif Hussein, des promesses qui vont être simplement «*oubliées* » (Khader: 1999). En même temps, la Grande-Bretagne fait une promesse au mouvement sioniste qu'elle va honorer: la déclaration Balfour. La déclaration Balfour est le résultat des efforts de l'Organisation juive mondiale et son lobbying auprès du gouvernement britannique. Il est également une sorte de «*reconnaissance* » envers le leader sioniste Chaim Weizmann (1874–1952) pour sa contribution scientifique dans les efforts de guerre des Alliés pendant la Première Guerre mondiale. Weizman a inventé l'acétone, un composant important pour fabriquer des explosifs (Medoff & Waxman, 2008: 206).

Suite à cela Lord Arthur James Balfour, Ministre britannique des affaires étrangères, le 2 novembre 1917, - adresse une lettre à Lord Walter Rothschild (représentant de la Féderation sioniste anglaise (Kumaraswamy, 2006: 39) la lettre qui suit:

> *«Cher Lord Rothschild,*
> *J'ai le plaisir de vous adresser, au nom du gouvernement de Sa Majesté, la déclaration ci-dessous de sympathie à l'adresse des aspirations sionistes, déclaration soumise au cabinet et approuvée par lui.*
> *Le gouvernement de Sa Majesté envisage favorablement l'établissement en Palestine d'un foyer national pour le peuple juif, et emploiera tous ses efforts pour faciliter la réalisation de cet objectif, étant clairement entendu que rien ne sera fait qui puisse porter atteinte ni aux droits civiques et religieux des collectivités non juives existant en Palestine, ni aux droits et au statut politique dont les Juifs jouissent dans tout autre pays.*
>
> *Je vous serais reconnaissant de bien vouloir porter cette déclaration à la connaissance de la Fédération sioniste.*
> *Arthur James Balfour »*

La déclaration Balfour est rendue publique par presse britannique le 8 novembre. Elle a été ensuite publiée dans la presse arabe qui la décrit comme une «*volonté d'anéantir la nation arabe* » (Najjar, 2005: 57). Les Palestiniens rejettent la déclaration Balfour (Khader, 1999: 144). En 1919, Lord Balfour déclare que la Grande-Bretagne, les États-Unis, la France et l'Italie soutiennent le sionisme (Khader, 1999: 114). Cependant, le shérif Fayçal ibn Hussein signe l'accord «*Fayçal-Weizman* » avec Haim Weizman dans le cadre de la conférence de paix de Paris en 1919. Selon l'accord, Fayçal accepte les termes de la déclaration Balfour en échange de l'indépendance de la nation arabe et la création d'un Royaume arabe unifié. Les troupes britanniques, dirigées par le général Allenby font leur entrée en Palestine le 11 décembre 1917 (Kayyali 1985: 46). Le gouvernement britannique n'avait aucune autorité juridique ou morale sur la Palestine en 1917. Il va donc, chercher une «*légitimité* » que la Société des nations lui offre le 22 juillet 1922 en lui octroyant un mandat sur la Palestine (Gresh, 2001: 38). Henry Cattan avance trois arguements selon lesquelles la déclaration Balfour et le mandat britannique seraient invalide du point de vue du droit international. D'abord, écrit-il, le mandat est illégitime dans la mesure où il inclut la déclaration Balfour qui ne tient pas compte des droits des Palestiniens à la souveraineté et à l'autodétermination. Ensuite, le mandat va au-delà de l'article 22 du Pacte de la Société des nations (SD), qui concerne la distribution des mandats aux grandes puissances sur l'héritage de l'Empire ottoman. Car selon Cattan, en donnant la terre à un autre peuple, le mandat viole le principe de «*bien-être et le développement de la population indigène* ». Le troisième argument qu'avance Cattan, est que, le mandat donne un

pouvoir législatif à l'administration britannique, ce qui viole le Pacte de la SDN qui prévoit uniquement une fonction administrative. En d'autres mots, la fonction des grandes puissances est d'administrer les régions mandataires et non pas d'y légiférer (Cattan, 1976 cité dans Silverburg, 2008: 77).

Quoi qu'il en soit, le mandat britannique commence. Le gouvernement de Palestine (pouvoir britannique) est mis sur pied. Durant les années que dure ce mandat, la Grande-Bretagne va adopter des nouvelles lois qui ouvrent la porte à une immigration juive massive. En 1918, le nombre de juifs présents en Palestine ne dépasse pas les 60 000, soit moins de 10% de la population (Gresh & Vidal, 2006: 63), mais à la fin du mandat britannique en 1948 ils sont 650 000, (ibid: 64) soit 33% de la population.

Suite à l'arrivée en grand nombre de juifs d'Europe, les Palestiniens commencent à s'inquiéter. La discrimination des pouvoirs mandataires à leur égard en faveur des juifs (Gresh, 2001) et la construction des colonies juives vont influencer directement la vie quotidienne des Palestiniens. Pendant le mandat, deux grandes révoltes palestiniennes ont lieu, celles de 1926 et de 1936-39. En 1926, les juifs se rendent au Mur occidental de l'Esplanade des mosquées (Mur de lamentation et Mont du temple pour les juifs) et crient «*le mur est à nous* ». Cela provoque les Palestiniens qui considèrent le mur comme une partie intégrante de la mosquée al-Aqsa. Des affrontements entre juifs et Palestiniens éclatent dans plusieurs villes et il y eut des victimes des deux côtés. Pendant les années du Mandat, les juifs constituent des milices armées. Les nouveaux arrivants intègrent ces milices. Les Britanniques qui prétendent interdire la possession des armes aux deux camps, ont appliqué des lois sévères contre les Palestiniens qui en possèdent mais ont laissé faire les juifs.

La deuxième révolte dure de 1936 à 1939. Le mouvement national palestinien, malgré les divisions voit maintenant les intensions réelles de la Grande-Bretagne. Cette fois-ci, il ne s'agit pas d'une désobéissance civile seulement, mais d'une lutte armée menée par le cheik Izz Eddine Al-Kassam (tué par les forces britanniques à Yabad près de Jénine en 1935) contre les colons juifs et les forces armées britanniques.

Pendant la Seconde Guerre mondiale (1939-1945), Hitler massacre des millions de juifs dans les camps de concentration. C'est la Shoah qui va marquer la mémoire non seulement des juifs, mais de toute l'humanité comme un abominable

crime contre l'humanité (Gresh, 2001). Un courant dit «négationniste » est né pour nier l'existence de la Shoah et nier même que Hitler avait l'intention d'exterminer les juifs. C'est le cas, par exemple, du français Roger Garaudy, dont la thèse affirme que les chambres à gaz n'ont pas existé dans son livre «*Les mythes fondateurs de l'État d'Israël* ». C'est bien entendu absurde que de nier un fait de l'Histoire. Cepndant il ne faut pas mélanger les choses. La Shoah n'a rien avoir avec le conflit israélo –arabe (Gresh, 2001). Le sionisme exploite ce drame en faveur de son projet colonial comme le note Norman Finkelstein. Du même, il affirme que c'est justement parce que les juifs ont été victimes de la Shoah, qu'ils ne peuvent pas se permettre de commettre des atrocités contre les Palestiniens ni de cautionner ces actes. Cependant, certains rescapés de la Shoah participent aux massacres de Palestiniens (Gresh, 2001). C'est bien accablant sur le plan humain, comme le note Alain Gresh.

Le 22 juillet 1946, l'Irgoun dont Menahem Begin est le leader et Jabotinsky (mort en 1940) est l'idiologue, fait sauter l'hôtel King David qui abritait l'administration britannique à Jérusalem. Nonante et une personnes sont tuées, la plupart employées du Secrétariat ou de l'hôtel: 28 Britanniques, 41 Arabes, 17 Juifs et 5 non répertoriés. Environ 45 personnes sont plus ou moins grièvement blessées. Les journaux britanniques du lendemain vont dénoncer ce «*terrorisme juif* ».

1.4 La Nakba de 1948

L'année 1948 sera à jamais gravée dans la mémoire des Palestiniens et des Israéliens. Pour les premiers c'est la catastrophe, la Nakba, le naufrage ; pour les seconds c'est l'Indépendance. C'est l'année la plus décisive dans l'Histoire du conflit israélo-arabe (Gresh, 2001). L'Assemblée générale des Nations unies vote le 29 novembre 1947 la résolution 181 «le plan de partage ». Le plan partage le pays en deux États, l'un juif et l'autre palestinien (Gresh, 2001: 98). Selon le plan, l'État juif devrait se fonder sur «*56,5% du territoire regroupant à ce moment-là une majorité de 498 000 Juifs et une minorité de 407 000 Palestiniens* » (Sanbar, 1994: 51) Quant à l'État palestinien, il devrait couvrir 43% du pays avec une zone internationale pour Jérusalem (Sanbar, 1994: 51). L'État palestinien regrouperait alors une majorité de «*700 000 Arabes et quelques milliers de juifs et la zone de Jérusalem comptera 200 000 personnes, pour une moitié juifs, pour une moitié arabes* » (Gresh, 2001: 98). En 1946

les juifs n'en contrôlaient que 7% de la Palestine mandataire et ne constituaient que 35,1% de la population du pays (608 225 juifs et 1 237 334 arabes) (Zureik, 1979: 47). En outre, des zones qui ne sont pas propriété foncière juive sont dans l'État juif (Tuten, 2005: 6). Et «*comme à l'accoutumée, les juifs acceptèrent le plan de partage et les Arabes le rejetèren*t » notent Claude Franck et Michaël Bar-Zvi (Franck & Bar-Zvi: 50). Car, *«leur hostilité à l'État juif procède d'un refus de principe* » (p. 40). Selon Ilan Pappe, l'Agence juive voulait établire l'État d'Israël sur 80% (Vidal & Algazy, 2002: 201). Et pour David Ben Gourion «*seul un État avec au moins 80% de juifs sera viable et stable* » (cité in ibid: 203).

La question de la propriété des terres avant 1948 est importante à soulever et donne un éclairage précieux pour comprendre le conflit israélo-arabe. Il y a là plusieurs points à prendre en compte. D'abord la propriété privée des terres en Palestine n'était pas, dans la majorité, officielle. C'est-à-dire que peu de Palestiniens avaient un «*titre de propriété* ». Et c'est un héritage des lois ottomanes (tanzimâts) qui imposaient des taxes importantes sur les terres. Des taxes que peu de paysans palestiniens étaient en mesure d'honorer. Bichara Khader souligne que «*les (tanzimâts) ont pour objet, sur le plan foncier de dissoudre la propriété collective au profit de la propriété individuelle* » (Khader, 199: 79). Ces réformes ont eu pour effet *«la formation progressive de très grandes propriétés* » et ont donné naissance à un système de grandes familles féodales (ibid). En 1947, il y avait six catégories de terres, instaurées par les Ottomans et reconnues par les autorités mandataires britanniques: le Mulk (propriété privée enrigistrée), le Miri (propriété de l'État), le Waqf (propriété privée mise à disposition de l'autorité religieuse, le Conseil musulman suprême), le Mewat (propriété de l'État, exploitée par des paysans qui n'en sont pas les propriétaires), le Mahlul (terres Miri non cultivées pour une période de trois ans que l'État récupère), le Matruka (terres destinées à l'intérêt public mais contrôlée par l'État: rue, forêts, rivières) (Tyler,2001: 7). En plus de ces six catégories, il existe deux autres types de propriétés foncières: les terres mudawwara (terres privée abandonnées par les propriétaires que l'État reprend) et le Masha'a (une forme de propriété collective où la terre appartient à la collectivité et n'est pas enregistrée) (ibid: 7-8). Le mouvement sioniste, représentée par l'Agence juive et le Fonds national juif, a accentué ses efforts pour acheter des terres en Palestine surtout après 1917. Et à cause des systèmes de propriété qu'on vient de décrire, les sources limitées et le refus de beaucoup de Palestiniens de vendre leurs terres, les sionistes n'ont

pu acheter que 1,7 millions de dunums (170 000 hectares) soit 6,56% de la superficie de la Palestine (Tyler, 2001: 10).

Ayant reconnu le plan de partage, tout en s'étant préparés à la guerre, les sionistes proclament leur État un jour avant la fin officielle du mandat britannique, c'est-à-dire le 14 mai 1948 (Gresh, 2001: 99). L'Armée de libération arabe - fondée par la Ligue Arabe au lendemain du plan de partage, et qui est constituée principalement de volontaires Arabes et Palestiniens, des armées jordanienne, irakienne, syrienne, libanaise et égyptienne- traverse le Jourdain pour combattre les milices sionistes (Morris, 2003: 208). Mauvais équipements, mauvaise organisation: ces cinq armées essuient une défaite face aux sionistes qui occupent bien plus que les 56%, octroyés à leur État dans le plan de partage, soit 78% du pays.

Alain Gresh souligne que cette guerre a «*engendré de nombreux mythes: les dirigeant sionistes auraient voulu appliquer le plan de partage; la victoire israélienne contre cinq armées arabes relèverait du prodige (…) ; les réfugiés seraient partis d'eux-mêmes ou à l'appel des dirigeants arabes (..) ; Israël a cherché obstinément la paix avec ses voisins*» (ibid: 100).

Entre novembre 1947 et juin 1948 (Pappe, 2007: 146), les Palestiniens se voient dépossédés de leur terre et de leurs biens (Vidal & Algazy, 2002: 210). Les sionistes expulsent systématiquement les Palestiniens de presque chaque territoire qu'ils veulent intégrer à leur futur État (ibid, Vidal & Boussois, 2009). Selon l'historien israélien, Ilan Pappe (Pappe, 2007) les milices sionistes ont procédé à «*un nettoyage ethnique* » des Palestiniens. Selon Benny Morris, un autre historien israélien*, «environs 700 000 Palestiniens sont expulsés mais «les Israéliens parlaient officiellement de quelques 520 000 Arabes, tandis que les Palestiniens avançaient le chiffre de 900 000 à 1 000 000* » (Morris, 2003: 277). Ainsi, le résultat de la guerre de 1948 fini par la création de l'État d'Israël et *«eut comme conséquence notable l'anéantissement de la société palestinienne et la naissance du problème des réfugiés* » (ibid). Le mouvement sioniste réussit la création de l'État d'Israël sur 78% de la Palestine en chassant des centaines de milliers de Palestiniens et en détruisant plus de 700 villages. Six mois après la fin du conflit, le 11 décembre 1948, l'Assemblée générale des Nations unies adopte la résolution 194 qui affirme leur droit au retour (Vidal & Algazy, 2002: 11) mais aussi à la compensation. Israël a reconnu cette résolution lors de la conférence de Lausanne le

12 mai 1949 (date à laquelle Israël entre à l'ONU après avoir accepté la résolution 194) avec les pays arabes voisins pour signer le protocole de l'armistice (ibid). «*Un protocole entérinant à la fois le plan de partage de 1947 et la résolution 194* » (ibid: 11-12). L'acceptation de cette résolution était la condition que l'ONU posait à Israël pour devenir membre (ibid: 12).

Israël qui a accepté cette résolution pour pouvoir entrer à l'ONU s'oppose à son application. Un mois après avoir accepté la résolution 194, le gouvernement israélien adopte la «Loi d'urgences » le 30 juin. Une Loi *«relatives aux propriétés des absents* », c'est-à-dire les Palestiniens «*ayant quitté leur lieu habituel de résidence» entre le 29 novembre 1947 et le 1er septembre 1948. Ces biens pourront revenir à «la Garde des propriétés de l'ennemi*» de (Vidal & Algazy, 2002: 126). En 1952, le parlement israélien vote une autre loi (la Loi du retour) pour garantir à tous les juifs la possibilité d'immigrer en Israël et de devenir citoyens israéliens. Une loi destinée à garantir une majorité juive en Israël.

Les conséquences de cette guerre ont été désastreuses pour les Palestiniens et marquent un succès pour les sionistes qui créent leur État (Gresh, 2001). Un petit nombre de Palestiniens est resté dans les territoires occupés par le mouvement sioniste. Ils ont la nationalité israélienne et sont représentés au parlement (la Knesset). Cependant, ils sont considérés comme des citoyens de seconde zone et n'ont pas les mêmes droits que les juifs (Rajsfus1987: 121).

1.5 Mouvement de libération nationale palestinienne

En 1952, le Mouvement des officiers libres renverse le roi Farouk et proclame la république en Egypte. Le colonel Gamal Abdel Nasser (1918-1970) en devient alors le premier président. Ses discours retransmis par la radio égyptienne, la Voix des Arabes, et suivis par les peuples de la région qui voient en lui l'incarnation du nationalisme arabe. Il apportera son soutien au Front de libération national en Algérie, alors occupée par la France. Nasser qui se rapproche de l'Union soviétique, déclare en 1956 que le moment est venu de libérer la Palestine et décide, le 26 juillet, de nationaliser le Canal de Suez jusque-là contrôlé par le Royaume-Uni et la France (Witte, 2004: 51). Suite à la nationalisation du canal, les deux pays entament avec Israël à leurs côtés une guerre contre l'Egypte. Les trois États signent un accord qui porte le nom de

«Protocoles de Sèvres » le 24 octobre 1956 (Schattner, 1991: 375). Selon cet accord, les troupes israéliennes devraient attaquer l'Égypte le 29 octobre pour arriver au canal de Suez et par la suite Londres et Paris lanceront un ultimatum aux deux belligérants pour qu'ils se retirent de la zone du canal. Et «*si l'Égypte ne se plie pas aux injonctions, les troupes franco-britanniques entreront en action le 31 octobre* ». Les trois États ont mis ce plan en exécution (Schattner, 1991: 375). Les troupes israéliennes envahissent le Sinaï sous couverture aérienne, les Français et les Britanniques bombardent l'Égypte et débarquent sur ses côtes méditerranéennes. L'armée égyptienne, face à la suprématie aérienne des envahisseurs, n'a pas pu les repousser. C'est alors que l'URSS intervient et menace de soutenir Nasser. Washington refuse de soutenir Londres, Paris et Tel-Aviv. L'ONU adopte une résolution de cessez-le-feu selon laquelle Israël doit se retirer du territoire qu'il a occupé. Sur le plan militaire Nasser est vaincu, mais il en sort victorieux sur le plan politique (Gresh & Vidal, 2006: 415).

À l'issue de cette guerre, Nasser est devenu le héro du monde arabe et surtout chez les Palestiniens. En1958, il fonde avec la Syrie la République arabe unie. Une unité militaire et économique entre les deux pays qui a échoué en 1961.

En 1964, Nasser appelle à la tenue d'un sommet arabe en réaction aux travaux réalisés par Israël afin de détourner le Jourdain (Shemesh, 2008: 43). Le sommet de la Ligue arabe se tient au Caire du 13 au 16 janvier 1964 considère que le détournement du Jourdain constitue une déclaration de guerre et en conséquence la Ligue arabe décide de créer le Commandement arabe unifié, une coordination militaire entre les pays arabe (Shemesh, 2008:54). Parallèlement, le sommet décide également d'aider les Palestiniens à s'organiser dans la lutte contre Israël en créant une entité qui les représente. Le délégué de la Palestine, Ahmed Choukeyri, est désigné à la tête de la nouvelle Organisation de Libération de la Palestine (OLP) (Gresh & Vidal, 2006: 425). Choukeyri organise le premier Conseil national palestinien à Jérusalem le 28 mai en présence du roi Hussein de Jordanie. Choukeyri déclare *«Nous nous sommes réunis pour libérer la Palestine. Notre objectif n'est pas de séparer la Cisjordanie de la Jordanie»*. Quelques mois plus tard, le 1er janvier 1965, Yasser Arafat qui, cofondateur du Fatah en 1959, *«se veut indépendant des pays arabes» (*Gresh & Vidal, 2006: 425) lance le Fatah et donne le coup d'envoi à la résistance armée. Le bras armé du Fatah (Al-Assifa) *«effectue sa première opération militaire contre Israël »* (ibid).

En 1967, la tension monte dans la région jusqu'à l'explosion. *«L'inquiétude s'accroit le 15 mai 1967, avec le défilé militaire israélien à Jérusalem, contraire aux armistices » (*Gresh & Vidal, 2006: 250). La guerre de Six Jours (4-11 juin) éclate. Israël lance une attaque surprise en plein jour contre l'aviation militaire égyptienne. Tous les appareils égyptiens sont détruits au sol avec des avions de combat fournis par la France à Israël. Privées de la couverture aérienne, les armées arabes subissent une défaite douloureuse face à l'armée israélienne. Cependant *«les médias occidentaux – et notamment français – prenant alors fait et cause pour Israël face aux Arabes, comme pour David face à Goliath. La guerre de 1967 fut même présentée comme l'enchaînement d'une agression égyptiennes et d'une foudroyante riposte israélienne »* (Gresh & Vidal, 2006: 249). Israël sort victorieux de cette guerre et occupe Jérusalem-Est, la Cisjordanie, la bande de Gaza et le Sinaï (ibid). Le 22 novembre, le Conseil de sécurité de l'ONU vote la résolution 242 qui appelle au «*retrait des forces armées israéliennes des territoires occupés au cours du récent conflit » (*Résolution 242). La victoire de 1967 poussent les États-Unis à adopter une politique pro-israélienne. Pour l'Amérique, la sécurité et la prospérité d'Israël sont des priorités (Chomsky, 1999; Gresh & Vidal, 2006). Le soutien américain à Israël est économique, matériel (technologie et armes) et idéologique (soutien moral et usage du veto au Conseil de sécurité) (Chomsky, 1999: 48-94).

L'occupation de ces terres arabes par Israël va mettre la région dans une atmosphère de conflit jusqu'à ce jour. Maintenant que les armées arabes se sont montrées inefficaces et incapables de libérer le moindre territoire, la résistance palestinienne va accentuer son action notamment avec la création, en plus du Fatah, de plusieurs mouvements de résistance notamment d'inspiration marxiste. Le 11 décembre 1967, Georges Habache fonde avec Ahmed Jibril le Front populaire de libération de la Palestine (FPLP). Plus tard, Jibril se séparera et fondera le FPLP-Commandement général. Et en 1974, c'est au tour de Naif Hawatmeh de se séparer du FPLP et créer le Front démocratique pour la libération de la Palestine (FDLP). Tous sont membres de l'OLP.

Israël instaure alors la loi militaire dans les territoires occupés. Il construit des colonies dans le plateau de Golan, le Sinaï mais surtout à Gaza et en Cisjordanie (y compris Jérusalem-Est).

Après la défaite de 1967, la Jordanie, qui perd le contrôle de la Cisjordanie comme résultat de la guerre (Legrand: 2009: 171), va être la base de la résistance armée de l'OLP. Dans l'euphorie de sa dernière victoire, Israël décide d'écraser l'OLP. L'armée israélienne, sur l'ordre du ministre de la défense Moshé Dayan, traverse le Jourdain le 21 mars 1968, pour attaquer le village de Karameh où les combattants palestiniens sont regroupés. L'artillerie jordanienne bombarde les blindés israéliens et les combattants palestiniens montrent une résistance féroce. Israël demande un cessez-le-feu pour évacuer ses soldats tués ou blessés et l'objectif de cette offensive n'est pas atteint. Au contraire, l'OLP en sort plus fort. Les feddayins vont même jusqu'à imposer une sorte d'autorité parallèle en Jordanie. Le FPLP détourne plusieurs avions civils israéliens et autres vers la Jordanie où il les fait exploser. Contrairement au Fatah de Yasser Arafat, le FPLP et les mouvements marxistes ont l'intention de renverser le roi, ils utilisent même les mosquées pour diffuser des messages contre l'État jordanien . Une atmosphère d'instabilité commence à inquiéter le roi Hussein mais également les États-Unis. En septembre 1970, il ordonne alors à l'armée d'attaquer les combattants palestiniens devenus trop dangereux pour son pouvoir. Les combats éclatent entre l'armée jordanienne et l'OLP qui perd plusieurs centaines d'hommes et se voit contraint de quitter la Jordanie pour s'installer au Liban (Legrand, 2009: 171-173). En réponse à ces événements, un groupe qui se nomme «Septembre noir » attaque la délégation israélienne aux Jeux olympiques de Munich en Allemagne en 1972. Le cerveau de l'opération, Abou Dawood, affirme que l'objectif était de prendre des otages israéliens et de ramener de la question palestinienne sur le devant de la scène internationale. Golda Meir, alors premier ministre d'Israël, ordonne au Mossad d'assassiner ceux qui ont organisé l'attentat de Munich.

Arrivée au Liban après avoir été chassée par la Jordanie, l'OLP entame une nouvelle étape de résistance, mais l'Organisation de Libération de la Palestine va surtout être impliquée dans la guerre civile libanaise (1975-1990). Yasser Arafat et d'autres figures historiques comme Habache (FPLP) organisent au Liban la résistance palestinienne. Les refugiés deviennent alors des combattants.

Pendant ce temps, l'occupation du Sinaï égyptien et le plateau de Golan syrien en plus de la Cisjordanie et de Gaza en 1967 va entrainer une guerre d'usure lancée par l'Egypte. Anouar Al-Sadate, qui succède à Nasser arme ses troupes et prépare la guerre.

Sadate ne voulait pas une guerre totale, il voulait que la communauté internationale bouge pour faire pression sur Israël afin qu'il signe un accord de paix et se retire du Sinaï. Le 19 octobre 1973, l'Egypte lance une attaque contre les troupes israéliennes dans le Sinaï et ses soldats réussissent à franchir le canal du Suez. En même temps l'armée syrienne pénètre dans le Golan. Israël est pris par surprise, néanmoins il réagit violemment. Golda Meir alors premier ministre reçoit le soutien des États-Unis militairement mais également sur le plan politique. Le Conseil de sécurité de l'ONU vote la résolution 338 qui réitère la demande de la fin de l'occupation de la précédente résolution de 242. L'Egypte subit des pertes considérables et ne réussit pas à maintenir son contrôle sur le Sinaï. La visite de Sadate à Jérusame en 1977 marque l'ouverture des négociations de paix entre les deux pays. Le président égyptien Sadate et le premier ministre israélien Mehahem Begin signent les accords de Camps David le 17 septembre 1979 à la maison Blanche en présence de leur hôte, le président américain Jimmy Carter.

En 1974, Yasser Arafat s'adresse à l'Assemblée général des Nations unies où il déclare: «*Je suis venu ici avec une branche d'olivier dans une main et le fusil de révolutionnaire dans l'autre, ne faites pas tomber la branche de l'olivier de ma main*». En cette même année, l'OLP modifie sa charte, qui appelaient jusqu'à là à la destruction de l'État d'Israël. L'OLP adopte la solution de des États et exprime la volonté d'arriver à un accord de paix par la voie des négociations.

Quatre ans après l'accord de Camp David, Israël envahit le Liban dans une opération baptisée «Paix en Galilée » le 6 juin 1982 (Gresh & Vidal: 2006: 428). L'objectif annoncé par Israël est de déraciner l'OLP mais également pour venir en aide à ses alliés chrétiens phalangistes au Liban qu'il arme et soutient massivement. Les troupes israéliennes dirigées par Ariel Sharon arrivent jusqu'à Beyrouth et occupent la moitié est de la ville. À cette époque, naît le mouvement de la résistance islamique, le Hezbollah. Hezbollah signifie en arabe «le parti de Dieu ». Ce parti chiite s'inspire de la révolution islamique en Iran (1979). La révolution iranienne est considérée comme un facteur du succès du Hezbollah (ibid: 281). Aidé par l'OLP à ses débuts, le Hezbollah deviendra quelques années plus tard un acteur principal du conflit israélo-arabe. La résistance armée du Hezbollah va contraindre Israël à se retirer du Sud-Liban en 2000.

Pendant près de 80 jours, l'armée israélienne assiège Beyrouth-Ouest qu'elle

bombarde massivement où elle fait face à une résistance acharnée. A la suite des combats, un cessez-le-feu est déclaré mais à condition que l'OLP quitte le Liban. Yasser Arafat accepte l'exil vers Tunis avec ses hommes et leurs armes. Une fois les feddayins partis, les phalangistes chrétiens, alliés d'Israël, attaquent les camps de Sabra et Chatila et massacrent entre 8000 et 3000 civils sous les yeux et avec le soutien de l'armée israélienne. Une commission israélienne d'enquête, présidée par le juge Yitzhak Kahane, confirme la culpabilité des milices chrétiennes libanaises dans le massacre et reconnaît qu'Ariel Sharon en était indirectement responsable.

Le 8 décembre 1987, un Israélien heurte avec son camion un véhicule palestinien à Jabalia dans le nord de la Bande de Gaza et tue 4 Palestiniens. Le lendemain, les manifestations se multiplient dans la bande de Gaza avant de gagner tous les territoires palestiniens occupés. C'est le début d'un soulèvement populaire réprimé violemment par Yitzhak Shamir, premier ministre israélien à l'époque. Don ministre de la défense, Yitzhak Shamir déclare devant la Knesset «*nous allons casser les bras et les jambes de ceux qui jettent des pierres*». Face à la désobéissance civile et aux manifestations pacifiques, l'armée israélienne utilise les balles réelles. Les arrestations touchent presque toutes les familles. Les mouvements historiques de la résistance, notamment le Fatah vont intégrer et organiser l'Intifada. En plus du mouvement de la résistance islamique, le Hamas fondé le 6 décembre 1987, soit trois jours avant le début de l'Intifada. Les militants de ces partis vont faire office d'Autorité auprès de la population. Ainsi, ces hommes masqués interdisent la vente et la consommation des produits israéliens et américains, déclarent le 9 de chaque mois journée de grève générale, tanguent les murs avec des slogans nationalistes et anti-occupation et liquident les collaborateurs de l'occupant. La population voit pour la première fois depuis 1967 le drapeau palestinien hissé sur les écoles, les mosquées et les églises. L'Intifada signifie *soulèvement, révolte*. En décembre 1987, vingt années après la défaite de 1967, les territoires palestinien occupés (Cisjordanie et Gaza) sont le théâtre de cette Intifada, révélant au monde l'existence d'une population, d'un pays, de revendications. Cette révolte est d'une ampleur sans précédent. Les militants s'organisent en de multiples comités, renforçant la solidarité, l'entraide. Les artistes participent pleinement à l'Intifada. Ils s'en inspirent, la traduisant en poèmes, en chansons, en dessins. Ils alimentent la révolte, créant autour d'elle une aura d'invincibilité.

Israël enferme des milliers de Palestiniens en prison, des milliers d'autres sont blessés et des centaines trouvent la mort. En prison, les Palestiniens apprennent l'hébreu et écrivent leurs mémoires en arabe. Emerge alors ce qu'on appelle la «littérature de la prison ». Des militants condamnés et pourchassés par l'armée d'occupation mènent une double vie afin d'échapper à la prison. Ils vivent dans la clandestinité. L'un d'entre eux, Wissam Rafidi, a échappé à la prison pendant 13 ans, mais l'armée a fini par l'arrêter. En prison, il écrit un roman, «Les trois hypostases », sur ses expériences avant et pendant son emprisonnement.

Les Palestiniens de la diaspora (au Liban, en Jordanie, en Syrie et ailleurs) soutiennent l'Intifada. Ils mettent sur pied des radios dont la diffusion peut atteindre les territoires occupés comme la «Voix d'Al-Quds » et diffuser des flashes d'informations et des chansons révolutionnaires écrites spécialement pour l'Intifada.

Le 31 juillet 1988, le Roi Hussein de Jordanie annonce sa décision de rompre tous les liens «juridiques et administratifs » avec la Cisjordanie (Legrand: 2009: 11). L'OLP proclame unilatéralement un État palestinien indépendant à Alger le 15 novembre 1988 lors du XIXe Conseil national. Un État qui sera rapidement reconnu par plus de 90 pays (Gresh & Vidal, 2006: 430).

L'Intifada va durer jusqu'en septembre 1993; date à laquelle les accords d'Oslo sont signés entre les Palestiniens et les Israéliens à la Maison Blanche. Accueillis par le président américain Bill Clinton, le premier ministre Rabin hésite pendant quelques seconds avant de serrer la main de son ennemi juré Yasser Arafat. L'intifada est populaire et pacifique, les Palestiniens n'utilisent pas les armes à feu.

Saddam Hussein envahit le Koweït en 1990, c'est la première guerre de Golfe qui commence avec la riposte des forces alliées constituées par les États-Unis et 39 autres pays. L'Irak bombarde Israël avec plusieurs missiles Scud. L'administration américaine du président George Bush demande aux Israéliens de ne pas riposter.

L'OLP vient de perdre un allié, l'Irak. Après la chute de l'Union soviétique et la fin de la guerre froide, les États-Unis deviennent la puissance principale dans le monde. Pour récompenser les pays arabes qui ont participé à la coalition l'administration américaine invite Israël à entamer des pourparlers de paix avec eux. Au

départ, Israël refuse de discuter directement avec les Palestiniens qui participent à la conférence de Madrid (1991) sous l'ombrelle de la Jordanie. La délégation palestinienne est constituée majoritairement des personnalités des territoires occupés.

1.6 Le processus de paix

Le 13 septembre 1993, l'Organisation de Libération de la Palestine (OLP) signe un accord de paix intérimaire (accords d'Oslo) avec le gouvernement israélien, sous le patronage de l'administration américaine. Cet accord va donner un peu d'oxygène à la population palestinienne en lui accordant une certaine souveraineté dans les grandes villes de Cisjordanie et de Gaza; désormais gérées par la nouvelle Autorité palestinienne. Il est promis aux Palestiniens de résoudre l'ensemble de leurs revendications dans les cinq ans. Ce ne sera jamais le cas. L'Intifada s'arrête, une autorité palestinienne est instaurée dans certaines zones, entourées par l'armée israélienne; mais la colonisation des territoires occupés se poursuit, et même s'accélère. Entre 1993 et 2000, le nombre de colons israéliens dans ces territoires est doublé.

En 1994, Yasser Arafat fait son entrée en Palestine. En 1996, les premières élections législatives et présidentielles sont organisées. Mais la paix est mise à l'épreuve. Un extrémiste israélien assassine Rabin en 1995, et Shimon Peres prend sa place pour les affaires courantes. Le 11 avril 1996, Israël lance une attaque baptisée «Raisins de la colère» contre le Liban. Dans l'opération qui dure seize jours, près de civils libanais sont. Le Hezbollah intensifie alors ses attaques contre l'armée israélienne et l'armée du Liban Sud constituée surtout de chrétiens libanais et opérant sous commandement israélien. Peres donne le feu vert à l'armée pour assassiner un chef du Hamas, Yahya Ayyash. En riposte à cet assassinat, le Hamas lance une série d'attentats suicides à l'intérieur d'Israël. Suite aux pressions américaines, l'Autorité palestinienne emprisonne des centaines de militants du Hamas.

Le calme revient mais Israël va intensifier et renforcer la colonisation dans les territoires palestiniens occupés. Des négociations israélo-palestiniennes ont lieu sous l'égide du président américain Bill Clinton à Camp David en 2000. Des négociations qui n'ont pas aboutit et le premier ministre israélien de l'époque, Ehud Barak rejette la faute à Yasser Arafat et l'accuse de refuser son «offre généreuse » pour mettre fin au conflit israélo-palestinien. Face à cet échec, l'ennemi juré de Yasser Arafat, Ariel Sharon, alors dans l'opposition, revient sur la scène politique israélienne.

1.7 La seconde Intifada

En mai 2000, et après 18 ans de résistance acharnée, Israël se retire de la plupart des territoires libanais qu'il a occupés en 1982. La zone des fermes de Chebaa est restée occupée jusqu'à ce jour. Ce retrait israélien du Sud-Liban, est vu comme une victoire par le Hezbollah.

Qulques mois après ce retrait, le 28 septembre 2000, Ariel Sharon se rend sur l'Esplanade des mosquées d'Al-Aqsa à Jérusalem, une «visite » provocatrice pour les Palestiniens, et qui déclenche la seconde Intifada.

Face à ce soulèvement, qui n'était pas armé au départ, les forces israéliennes répriment violemment les manifestations dans les territoires palestiniens occupés. La répression de l'armée est plus féroce que jamais. Des avions de chasse sont utilisés, des centaines de Palestiniens sont tués et les attentats palestiniens en Israël vont aussi s'intensifier pendant les premiers mois de l'Intifada.

En avril 2002, lors d'une énorme offensive (opération Rempart), l'armée israélienne détruit une partie du camp de réfugiés de Jénine au nord de la Cisjordanie. Ariel Sharon impose un siège militaire à Yasser Arafat dans son quartier général de Ramallah. Les infrastructures de l'Autorité palestinienne sont bombardées intensivement, notamment les bâtiments de la police. Israël commence la construction du mur de séparation dans les territoires occupés de Cisjordanie. Le mur que construit Israël sur les territoires de la Cisjordanie doit s'étendre sur plus de 750 km. Il traverse plusieurs dizaines de villages et confisque de nombreuses terres. Cet édifice est aujourd'hui omniprésent dans le paysage de la Cisjordanie, tout comme les colonies et les check-points israéliens. Une partie du mur est en béton et s'élève à 8 mètres de haut.

Le 11 novembre 2004, Yasser Arafat décède dans un hôpital militaire français après une mystérieuse maladie, certains évoquent le scénario d'empoisennement par les services secret israéliens. Mahmoud Abbas est élu comme président et lui succède. Un an après, en août 2005, Ariel Sharon, alors premier ministre d'Israël décide de se retirer de la bande de Gaza. L'armée israélienne se retire et les colonies juives sont démantelées. Cepndant, Israël garde le contrôle des frontières, des points de passages et de l'espace maritime (Gresh & Vidal, 2006).

L'année **2006** connaît des développements importants avec la participation et puis la victoire du Hamas aux élections palestinienne de 25 janvier. L'UE et les USA boycottent le gouvernement issu de ce vote et coupent les fonds à l'Autorité palestinienne. Le 28 mars, des élections israéliennes se tiennent alors qu'Ariel Sharon est dans un coma profond. En juin, des militants palestiniens enlèvent le soldat israélien Gilad Shalit à la frontière de Gaza. Ce qui sera suivi d'attaques israéliennes intenses auxquelles les Palestiniens répondent par des tirs de roquettes. Des négociations indirectes entre le Hamas et Israël sont toujours en cours en vue de la libération de prisonniers palestiniens contre la libération du soldat israélien detenu à Gaza. En juillet, c'est au tour du Hezbollah d'enlever des soldats israéiliens, un événement qui déclenche une guerre de 34 jours entre le Hezbollah et Israël. Plus tard en 2008, un échange de prisonnier a lieu entre les deux parties, les prisonniers libanais détenus en Israël sont libérés en échange de la dépouille des soldats israéliens enlevés le 12 juillet 2006.

1.8 Conclusions

Face aux interprétations opposées diverses de l'Histoire et aux volontés de contrôler les terres et au blocage total du processus de paix, seul le droit international peut garantir une résolution pacifique du conflit israélo-arabe. Les processus de paix israélo-arabe n'a à ce jour pas encore abouti à un compromis. Les dossiers de refugiés, des frontières, de Jérusalem, des colonies et de l'eau ont été à chaque négociation renvoyés à plus tard.

Les grands problèmes: les refugies, Jérusalem, les colonies et les frontières, l'eau devraient être résolus dans le cadre du droit international. Même ci ce droit international *«n'est pas favorable aux Arabes »* comme le note Wilde et Liégeois (Wilde & Liégeois, 2006: 17). Sans l'application du droit international, on ne verra pas

une fin pacifique du conflit israélo-arabe.

Les «documents de Palestine » révélés par Al-Jazira en 2011, montrent la faiblesse de l'équipe palestinienne dans les négociations avec Israël. Ils montrent aussi que les États-Unis ne sont pas un médiateur neutre. Les Palestiniens négocient avec Israël et les Américains.

Deux juristes de l'UCL, Tanguy de Wilde et Michel Liégeois posent la question de la possibilité de l'étude du conflit israélo-palestinien en toute «*sérénité et en toute rigueur intellectuelle*» et sans «*nourrir la suspicion de parti pris ou de solidarité*» avec l'un ou l'autre camp. La réponse est affirmative: «*Pourquoi y aurait-il une singularité israélo-palestinienne? Car soit il est impossible de traiter n'importe quel conflit sans alimenter de soupçon de la part de protagonistes du différend, et alors le problème, permanant, peut-être évacué faute de sens; soit on incline à le soutenir, il est tout à fait possible de procéder à des analyses pertinentes des conflits internationaux quels que soient les circonstances, les sensibilités et le degré d'implication*» (Wilde & Liégeois, 2006: 17)

Chapitre 2: Groupes d'intérêt ou négociateurs du sens

2.1 Introduction

Pour rendre compte des pratiques sociales qui tâchent d'influencer la couverture médiatique, ce chapitre discute les groupes d'intérêts qui soutiennent les Israéliens et les Palestiniens. Le conflit israélo-arabe est le conflit le plus traité par la presse de qualité (voir chapitre 7). Pour compléter notre contribution, il est nécessaire d'aborder la question des lobbies. Il ne s'agit toutefois pas d'analyser la réception des messages médiatiques, ni d'une étude d'audience. Ici nous nous limitons à faire la lumière sur les principaux «négociateurs du sens» qu'ils soient pro-israéliens ou pro-palestiniens. Ceci est une étape importante dans notre analyse et ouvre éventuellement la voie à une étude de l'opinion publique face au conflit et à sa couverture médiatique, dans une prolongation possible de cette recherche.

Le lobbying est un aspect à ne pas négliger dans le cadre du conflit israélo-arabe. Nous l'avons vu dans le chapitre précédent l'exemple de la déclaration Balfour. Un seul paragraphe promettant aux sionistes la création d'un «foyer national juif » en Palestine a nécessité un travail du lobbying pendant trois ans (Faure, 2005b: 346; Medoff & Waxman, 2008: 50) de la part du mouvement sioniste auprès des autorités anglaises.

Ce chapitre présente les principaux groupes d'intérêt qui soutiennent Israël et les Palestiniens en Belgique, en France et au Royaume-Uni. L'on ne peut traiter de cette question avant de clarifier quelques notions susceptibles de nuire au débat. Il y a d'abord le lien que font les groupes de pression pro-israéliens entre la critique d'Israël et l'antisémitisme, et c'est la que réside la difficulté d'aborder la question. Il faut également justifier le choix de la terminologie et pourquoi opter pour le terme «lobby pro-israélien » au lieu de celui de «lobby juif ». L'action des différents groupes de pression face aux médias est une manière de négocier une couverture plus favorable aux camps qu'ils soutiennent respectivement. Une couverture souvent jugée défavorable à «notre » camp et favorable à «leur » camp. Les jugements des protagonistes à l'égard du traitement médiatique et des journalistes sont trop souvent des réactions à des articles séparés plutôt que des études approfondies. Les protagonistes du conflit avancent des

arguments tels que «*les médias sont antisémites* », «*les médias sont pro-israéliens* » ou «*pro-palestiniens* », souvent sans pouvoir prouver ces allégations.

2.2 Une question épineuse

Aborder la question des lobbies dans le cadre du conflit israélo-arabe est une affaire épineuse. Car les deux camps et les groupes d'intérêt qui les soutiennent sont très attentifs et très sensibles à cet égard. L'expérience de John Mearsheimer (Université de Chicago) et Stephen Walt (Université de Harvard) le prouve. Dans leur livre (Mearsheimer & Walt, 2007, 2008) consacré au lobby pro-israélien et son influence dans la politique étrangère des États-Unis concernant le Proche-Orient et Israël, ils argumentent que le soutien inconditionnel de l'Amérique à Israël est le fruit d'un lobby pro-israélien très puissant. Ce soutien va même, selon les deux auteurs, contre les intérêts stratégiques des États-Unis. Mearsheimer et Walt ont eu une commande de la part du mensuel *The Atlantic Monthly* qui les invités en 2002 à «*écrire un article de fond sur le lobby pro-israélien et son influence sur la politique étrangère américaine* » (2008: 7). Cependant, une fois que l'article est terminé, la rédaction du magazine les informe qu'elle ne souhaite plus publier l'article. Les auteurs reçoivent trois ans après une proposition de publication dans *London Review of Books.* Une version très documentée de l'article sur le site de la Harvard's John F. Kennedy School of Government (Mearsheimer & Walt, 2008:8) est téléchargée plus de 275 000 fois. Mais les réactions ne s'arrêtent pas à la presse, de nombreux auteurs ont essayé de réfuter les arguments de Mearsheimer et Walt allant jusqu'à les accuser d'antisémitisme et d'avancer des mensonges. C'est ce que fait Abraham H. Foxman (2007) dans un livre consacré à répondre aux deux auteurs ainsi qu'à Jimmy Carter (2006).

Les deux chercheurs ont fait l'objet de critiques virulentes de la part du lobby pro-israélien mais aussi de la part de plusieurs médias américains et israéliens tels que le Jerusalem Post, le New York Sun, le Wall Street Journal et le Washington Post et le magazine New Republic. Ils ont même été accusés d'antisémitisme par l'Anti-Defamation League (ADL) (p. 9). «*Des personnalités sérieuses commençaient à admettre que l'American Israel Public Affairs Committee (AIPAC) et d'autres groupes radicaux du lobby – dont les actifs sionistes chrétiens » – ne représentaient pas l'opinion dominante au sein de la communauté juive américaine et, plus largement, aux*

États-Unis» (p.10).

L'AIPAC est reconnu par l'administration américaine comme le seul groupe habilité à faire du lobbying en faveur d'Israël au sein de l'administration (Hecker, 2005a: 19).

La polémique autour de cet ouvrage n'est pas une exception. En France par exemple, lorsque Pascal Boniface publie *«Est-il permis de critiquer Israël? » il déclenche «une véritable polémique* » selon Marc Hecker (2005a: 19). Notre position est sans ambigüité, il faut traiter cette question avec le plus grand degré de vigilance mais aussi avec toute sérénité. Opposé à toutes les formes de racisme y compris l'antisémitisme, nous défendons le droit de débattre de l'influence que les lobbies pro-israéliens ou pro-palestiniens peuvent avoir dans la sphère publique surtout en ce qui concerne le traitement médiatique du conflit. Pour nous, critiquer Israël n'est pas antisémite dans la mesure où il est question de la politique israélienne. Israël et les groupes d'intérêt qui le soutiennent ont tendance à mélanger les choses. Ils exploitent l'antisémitisme pour faire taire les critiques visant l'État d'Israël non pas pour ce qu'il est mais pour ce qu'il fait.

2.3 Lobby ou groupe d'intérêt?

Malgré le fait qu'il n'existe pas une définition sur laquelle les différents auteurs s'accordent, le lobbying, est le «*processus qui cherche à influencer le gouvernement et ses institutions* » par l'information et les procédés de la persuasion » (Zetter, 2008: 3).

Mearsheimer et Walt soulignent le rôle important que joue le sionisme chrétien en faveur d'Israël (2007: 132-139). Ils proposent la définition suivante du lobby pro-israélien: «*Nous utilisons l'expression «lobby pro-israélien» comme un terme raccourci commode pour la coalition d'individus et d'organisations qui travaillent activement afin de façonner la politique étrangère américaine dans un sens pro-israélien. Le lobby n'est pas un mouvement unique, unifié avec une direction centrale, cependant, et les individus et les groupes qui composent cette vaste coalition sont parfois en désaccord sur des questions spécifiques de sa politique. Il ne s'agit toutefois pas d'une une sorte de complot. Au contraire, les organisations et les individus qui composent ce lobby fonctionnent ouvertement de la même manière que les autres groupes d'intérêt* »

[We use "Israel lobby" as a convenient shorthand term for the loose coalition of individuals and organizations that actively work to shape U.S. foreign policy in a pro-Israel direction. The lobby is not a single, unified movement with a central leadership, however, and the individuals and groups that make up this broad coalition sometimes disagree on specific policy issues. Nor is it some sort of cabal or conspiracy. On the contrary, the organizations and individuals who make up the lobby operate out in the open and in the same way that other interest groups do]. (p.112)

Selon Dormagen et Mouchard (2009: 221) l'expression «groupe d'intérêt » désigne «*toute structure organisée qui au sein d'un système politique donné, défend collectivement un intérêt spécifique, notamment auprès du pouvoir politique sur lequel le groupe peut chercher à exercer de l'influence* ».

Il faut donc à ce stade distinguer entre «lobbying » qui correspond aux processus, outils et techniques de persuasion et d'influence et «lobbies» qui correspondent aux acteurs, individuel ou groupés. Dans ce sens, nous définissons le lobbying comme le processus, les outils, les techniques et les moyens de communications, d'information, de sensibilisation ou de propagande utilisés par les groupes de pression en faveur d'une politique ou une représentation médiatique favorable à leur cause. Le lobbying, dans notre définition, implique également la dénonciation des positions jugées défavorables aux groupes d'intérêt et à la cause qu'ils défendent. Le lobbying n'est pas forcément un processus de manipulation ou de désinformation. Certains lobbies peuvent jouer un rôle positif, telle que les lobbies qui luttent en faveur de minorités et contre le racisme, ceux qui soutiennent certains groupes sociaux pour lutter contre le sida et le réchauffement climatique.

2.4 L'antisionisme est-il antisémitisme?

Le 10 novembre 1975, l'Assemblée générale des Nations unies adopte la résolution 3379 qui stipule que «*le sionisme est une forme de racisme et de discrimination raciale*» (Medoff & Waxman, 2008: 201). Une opinion réitérée par la déclaration finale de la «conférence mondiale contre le racisme, la discrimination raciale, la xénophobie » organisée par l'ONU à Durban (Afrique du Sud), du 31 août au 8 septembre 2001. Giniewski note que «*même des journaux excessivement critiques d'Israël comme Le Soir se sont désolidarisés de cet «extrémisme arabe* ». (Giniewski, 2005: 184-185). Dans un éditorial du Monde l'on peut lire «*La déclaration est jugée inacceptable par Israël et des pays alliés notamment les États-Unis qui boycotteront, Durban II en avril 2009 à Genève* ».

Une tribune libre lancée par la LICRA (Ligue internationale contre le racisme et l'antisémitisme) est publiée dans Le Monde du 27 février 08 pour inciter les pays démocratiques à boycotter Durban II *«marquée par des expressions d'intolérance et d'antisémitisme* ».

Certains groupes juifs sont ouvertement antisionistes comme le Réseau International Juif Antisionistes (The International Jewish Anti-Zionist Network-IJSN). Le groupe considère que le sionisme est une idéologie coloniale et Israël comme un système d'apartheid (ijsn.net). D'ailleurs, l'IJSN participe avec une trentaine d'autres groupes juifs dans le monde dans le mouvement *Boycott, Désinvestissement, Sanctions (*BDS). Une campagne internationale pour boycotter les institutions officielles en Israël et exercer des pressions économiques, académiques, culturelles et politiques afin de faire cesser l'occupation des territoires palestiniens. Des personnalités académiques de confession juive sont également opposées au sionisme comme Norman Finkelstein et Noam Chomsky.

Il faut souligner que les groupes pro-palestiniens adoptent une position selon laquelle Israël doit mettre fin à l'occupation des territoires palestiniens et appliquer les résolutions de l'ONU. La plupart de ces associations soutiennent la solution de deux États. De ce fait être pro-palestinien ne signifie pas forcément être anti-israélien ou pire antisémite. Or, les groupes pro-israéliens font l'amalgame entre la critique de la politique israélienne et l'antisémitisme. À leurs yeux, critiquer Israël et le sionisme serait un acte antisémite (Giniewski: 2005, Taguieff: 2008). Intimider, marginaliser ou accuser d'antisémitisme les universitaires, les journalistes ou les politiciens qui critiquent la politique israélienne dans les territoires palestiniens occupés ou qui traitent le sujet des lobbies pro-israéliens sont des méthodes utilisées par les groupes pro-israéliens afin de faire taire les critiques.

Mearsheimer et Walt précisent qu'ils sont pro-israéliens: «*Les auteurs de ce livre sont pro-Israël dans la mesure où ils soutiennent son droit à l'existence, admirent ses nombreuses réussites, souhaitent que ses citoyens vivent en sécurité et dans la prospérité et pensent que les États-Unis doivent se porter à son secours si jamais son existence était menacée* » (Mearsheimer & Walt, 2008: 127). En même temps ils s'autorisent à critiquer le lobby pro-israélien et le soutien inconditionnel de leur pays à Israël.

Les deux auteurs soulignent que «*l'une des préoccupations majeures du lobby pro-israélien est de veiller à ce que le discours public sur Israël reflète les arguments d'ordre stratégique et moral* » (p. 184). Parmi les arguments d'ordre stratégique, est celui selon lequel les États-Unis et Israël sont partenaire dans la «*guerre contre le terrorisme* » et de l'ordre moral «*Israël a le droit de se défendre » ou «Israël est une démocratie* » (Mearsheimer & Walt: 2007: 49-110). «*Les groupes du lobby tentent de marginaliser toute personne qui critique la politique israélienne et remet en cause la relation privilégiée [avec Israël]. Pour cela, le lobby n'hésite pas à employer des méthodes brutales pour intimider les auteurs de telles critiques en les accusant d'être antisémites* » (Mearsheimer & Walt: 2008: 184). Un an après la publication de la version anglaise du «*lobby pro-israélien et la politique étrangère américaine », un nouveau groupe de pression juif américain est né. Il s'agit de J Street qui est favorable à un changement de la politique américaine pour mettre fin conflit israélo-arabe. Son équivalent européen, le J Call, est lancé au Parlement européen à Bruxelles le 3 mai 2010 Le journaliste Baudouin Loos commente l'événement: «Il y a du neuf au sein des communautés juives d'Europe dans leur rapport à Israël. Jusqu'ici, à part quelques organisations très minoritaires situées fort à gauche, la plupart des organisations communautaires s'alignaient presque mécaniquement sur les positions du gouvernement israélien, quel qu'il soit, de manière inconditionnelle*» (Le Soir du 20 avril 2010, p. 13).

2.5 Lobby juif ou lobby pro-israélien?

En Europe et particulièrment en France; le sens du mot lobby est tout différent. Il est considéré avec suspicion, l'idée d'un complot contre les intérêts nationaux y étant généralement associée. El lorsqu'on lui accole d'adjectif "juif" il est carrément péjoratif, voir insultant » (KUPERMINC: 2001) Et seul l'invocation du terme » lobby juif' serait «*une constante de la rhétorique antisémite* » (DUFOIX, 2006: 141).

La proposition de plusieurs auteurs concernant le choix de la terminologie «lobby pro-israélien » et non pas «lobby juif » est justifiée. Et cela pour plusieurs raisons. D'abord, comme le confirme Marc Hecker (2005a: 19), parce que la communauté juive n'est pas unanime face à cette question. De plus, un certain nombre d'organisations juives soutiennent la cause palestinienne et sont en faveur de la création

d'un État palestinien. Ces organisations ne sont pas uniquement situées en Europe ou aux États-Unis mais également à l'intérieur d'Israël. En effet plusieurs organisations israéliennes soutiennent les aspirations des Palestiniens et vont même manifester ou documenter les violations du droit international par Israël dans les territoires occupés. C'est le cas de B'Tselem, des Anarchistes contre le mur, des Femmes en noir par exemple. Une autre raison qui justifie notre choix de ne pas utiliser le terme «lobby juif » est l'existence de groupes d'intérêt non juifs qui œuvre en faveur d'Israël, notamment des groupes évangélistes ou des groupes parlementaires.

Mearsheimer et Walt (2008: 10) soulignent les divergences au sein de la communauté juive des États-Unis et affirment que l'AIPAC ne représente pas toutes les opinions. «*Des personnalités sérieuses commençaient à admettre que l'American Israel Public Affairs Committee (AIPAC) et d'autres groupes radicaux du lobby – dont les actifs «sionistes chrétiens » – ne représentaient pas l'opinion dominante au sein de la communauté juive américaine. En conséquence, un certain nombre de groupes pro-israéliens ont commencé à évoquer ouvertement le besoin d'adopter une position plus équilibrée, et des articles publiés dans des journaux importants tels que The Economist et le New York Times ont suggéré qu'il était temps que s'établisse une nouvelle relation entre Israël et les États-Unis, pour le bien des deux pays*».

Débattre du conflit israélo-palestinien, au sein de la société européenne, et plus précisément en Belgique, en France et au Royaume–Uni, est caractérisé par un combat sur le sens (d'événements, d'actions, des protagonistes, etc.). Une lutte pour le sens entre pro-palestiniens et pro-israéliens qui place les médias au milieu, en plein «échange de tirs » intellectuels si j'ose dire. Une véritable «bataille sur le sens » est à l'œuvre.

Certains auteurs parlent d'importation du conflit israélo-palestinien (Shahid *et al.* 2006). Ce conflit s'invite dans la sphère publique, tout particulièrement, quand il s'agit du débat sur l'antisémitisme ou l'islamophobie et en raison de la place immanente qu'occupe le conflit dans les médias. Ce conflit, comme le note Jérôme Bourdon (2009), mobilise des identités communautaires juive et arabe. Cependant, il serait naïf et réducteur de penser la solidarité avec les Israéliens et les Palestiniens uniquement en terme d'appartenances communautaires. Par exemple, la plupart des associations de solidarité avec les Palestiniens ne sont pas créées ou dirigées par des Européens d'origine arabe ou musulmane. Le mouvement de solidarité internationale avec le

peuple Palestinien est constitué majoritairement des citoyens européens qui ne sont pas issus de l'immigration. De plus, de nombreux intellectuels et associations juifs sont plus pro-palestiniens et très critique à l'égard d'Israël.

2.6 En Belgique

2.6.1 Groupes pro-israéliens

Avec la présence des institutions européennes, Bruxelles prend une double importance pour les groupes de pression de tout genre et ce n'est pas le conflit israélo-arabe qui serait une exception. Ces lobbies œuvrent non seulement pour infléchir l'opinion et la politique belge, mais aussi ils visent à influencer la politique et les actions de l'Union européenne et toutes ses institutions (CASSIDY: 1999). En novembre 2009, l'Union européenne officialise et consolide le lobby pro-israélien (le Congrès juif européen, CJE) avec l'ouverture d'un bureau chargé de consolider les relations entre l'Europe et l'État d'Israël. Financé par l'Europe, à hauteur de 50 millions d'euros par an (fr.jpost.com, 19 Octobre 2009), pour veiller aux intérêts de Tel-Aviv à Bruxelles. Combattre l'antisémitisme et promouvoir une politique européenne favorable à Israël sont les deux priorités les plus importantes du CJE (eurojewcong.org). Au moment de la rédaction de ces lignes, et à la suite à une attaque palestinienne contre une famille de colons israéliens en Cisjordanie, le président du CJE, Moshe Kantor a demandé à l'UE de couper son aide à l'Autorité palestinienne jusqu'à ce que «*l'incitation à la haine dans les médias et les manuels scolaires cesse*» (www.eurojewcong.org). L'attaque contre la colonie d'Itamar où une famille de colons israéliens, les parents, deux enfants et un bébé, a été tuée. L'attaque a été condamnée à plusieurs reprises par le président palestinien Mahmoud Abbas. Abbas s'est également dit prêt à coopérer avec Israël afin d'arrêter l'auteur de l'attaque. Les déclarations de Moshe Kantor reflètent les accusations du gouvernement israélien: «*incitation à la haine et au terrorisme dans les médias, les mosquées et les écoles* ». En 2001, un an après le début de la seconde Intifada, une task-force pro-israélienne publie un «rapport bleu » sur l'antisémitisme en Belgique. Le rapport affirme que «*des propos antisémites et anti-israéliens ont été rapportés par la presse belge* » (Singer & Grossman, 2002: 346). Le rapport de la task-force «a signalé que Le Soir (…) est marqué par les biais pro-palestiniens en comparant par exemple la Cisjordanie aux camps nazis et la Bande de Gaza au Ghetto de Varsovie » (ibid). Selon Norman Finkelstein, «*la notion d'un parti pris pro-palestinien*

dans les médias occidentaux est pure fantaisie» qui vise à intimider les journalistes (Finkelstein, 2008: 54). Selon l'auteur, utiliser «la carte de l'Holocauste et du nouvel antisémitisme » est une honte (p. xxix). Et «*l'accusation d'un nouvel antisémitisme est utilisée pour faire taire le faible pourcentage de la couverture médiatique qui échappe au contrôle idéologique* » (p.34).

2.6.1.1 Groupes confessionnels

Le plus ancien organisme juif dans le pays est le Consistoire Central Israélite de Belgique (CCIB) et il représente le judaïsme belge auprès de l'État. Le CCIB supervise l'éducation dans les écoles juives et les arrangements de sécurité des institutions juives (Singer & Grossman, 2002: 351). En outre, le Consistoire est à l'origine de la création du Musée juif de Belgique et de l'Institut de la mémoire audiovisuelle juive. Il a pour objectif de promouvoir l'étude de l'histoire du judaïsme belge à travers la Fondation de la Mémoire contemporaine et d'entretenir la mémoire de la Shoah (Musée juif de la déportation et de la résistance à Malines) (ibid). Le CCIB a également offert un bâtiment près de l'Université libre de Bruxelles pour accueilir l'Union des étudiants juifs de Belgique (UEJB) et l'Union des étudiants juifs d'Europe. (ibid).

Le CCOJB (Comité de Coordination des Organisations Juives de Belgique) partage la représentativité de la communauté juive avec le Consistoire. Quarante et une organisations sont membres du CCOJB (Singer & Grossman, 2002: 352). Le domaine de son action est la politique et il represente la communauté auprès des institutions belges et internationale (ibid). La plupart des organisations juives d'Anvers sont restées séparées du CCOJB et elles ont fondé le Forum der Joodse Organisaties (FJO) en 1994 pour représenter la communauté juive auprès de la communauté flamande. Le CCOJB et le FJO sont membres du CCIB (ibid). Au nord du pays, il existe plusieurs organismes juifs tels que le CKJGA (Coordinatie Komité van de Joodse Gemeenten van Antwerpen), le FJO (Forum der Joodse Organisaties à Anvers) (Singer & Grossman, 2002: 355).

2.6.1.2 Groupes laïques

Les deux organisations juives laïques les plus actives en Belgique sont le CBG

et le CCLJ. Le Cercle Ben Gourion (CBG) a été fondé en 1977 «*par des socialistes sionistes à Bruxelles afin de faire face à la propagande anti-israélienne* » (Singer & Grossman, 2002: 355). Le CBG «*lutte contre l'antisémitisme, l'antisionisme* » et il est responsable de Radio Judaïca qui a été lancée en 1980 (ibid). Il existe en Belgique de nombreuses autres associations pro-israéliennes comme «*le Centre d'Information et de Documentation (CID), créé au lendemain de la guerre de Kippour [guerre israélo-arabe de 1973] pour promouvoir la compréhension d'Israël et de ses craintes en matières de sécurité spécialement auprès des médias* » (ibid, 356). Après la seconde Intifada, l'Association Solidarité avec Israël a collecté des fonds pour soutenir des projets en Israël. L'Association aide médicale à Israël qui a été créée en 1967 fonctionne aujourd'hui sous l'égide de Solidarité avec Israël (ibid).

Le Centre communautaire laïc juif (CCLJ) «*qui a été fondé par d'anciens communistes est l'une des plus importantes voix laïques du judaïsme et son siège sert de lieu de rassemblement pour les juifs de Bruxelles* » (ibid).

Ce reproche a été étrangement adressé au journaliste du Soir Boudouin Loos par un auditeur sur Radio Judaïca. L'invité de la radio dit: «*Il faudrait une fois pour toutes que les journalistes de ce pays arrêtent de prendre les bourreaux pour des victimes et les victimes pour des bourreaux, parce qu'un jour ce seront eux les victimes !*».

Intervention d'un auditeur en direct sur Radio Judaïca dans l'émission «Leurres de vérité » le 29 septembre 2003. Les propos tenus à l'égard de B. Loos sont allés jusqu'à une menace implicite. Le journaliste, ainsi que l'éditeur du Soir, Rossel S.A et la SJPS (Société des journalistes professionnels du «Soir ») et l'AJP (Association des journalistes professionnels de Belgique) ont porté plainte pour calomnie contre l'animateur de l'émission, Alain Tastiel, et son invité. Le jugement de la 14^{e} chambre du tribunal de première instance de Bruxelles fut rendu le 21 avril 2005. Le tribunal a jugé que l'invité n'a pas dépassé les limites de la liberté d'expression. Mais le tribunal a condamné A. Tastiel pour un euro symbolique de dommages et intérêts pour les mentions calomnieuses sur le site ***desinfo.be***. Un site qui «traquait »; puisqu'il n'existe plus; les médias belges. Le site et ses gestionnaires avaient accusé Le Soir d'employer des journalistes «antisémites ». Le verdict du tribunal est clair: les prévenus n'ont pas prouvé que ni le journal Le Soir ni l'un de ses journalistes seraient antisémites. Les

accusations d'antisémitisme ont donc été rejetées par le tribunal.

2.6.2 Groupes pro-palestiniens

La cause palestinienne commence à être soutenue à Bruxelles grâce à Naïm Khader (1939-1981), l'ancien représentant de l'OLP en Belgique et le «*principal artisan du dialogue euro-arabe* » (KHADER: 1999, 473). Il est assassiné par balles le premier juin 1981 devant sa maison à Bruxelles par des inconnus. Naïm Khader était favorable à la solution de deux États (Israël et Palestine) vivant en paix côte à côte. Le dialogue qu'il prônait ne se limitait pas à l'Europe mais également avec la communauté juive. Le diplomate palestinien avait tissé une amitié avec Marcel Liebman (1929-1986), un intellectuel juif belge, politologue à l'Université libre de Bruxelles, qui soutenait la cause palestinienne (LATTEUR: 2000, 39). Aujourd'hui, il existe à Bruxelles, un institut qui porte le nom de Marcel Liebmann qui soutient la solution de deux Etats pour mettre fin au conflit israélo-palestinien. Naïm Khader était l'un des artisans du dialogue euro-arabe. L'Association Belgo-Palestinienne (l'ABP) est fondée en 1976 et portera le nom de Naïm Khader après son assassinat en 1981. L'ABP est l'association pro-palestinienne la plus importante en Belgique. Depuis le déclenchement de l'Intifada d'Al-Aqsa en 2000, l'ABP organise, entre autres activités, des missions d'observation dans les territoires occupés qui permettent aux citoyens belges de s'y rendre et de témoigner sur la situation à leur retour en Belgique. L'ABP peut être également considérée en tant que *media watchdog*.

A côté de l'ABP, il existe d'autres associations soutenant la cause palestinienne, francophones et néerlandophones. Premièrement, les associations francophones: Artistes contre le mur (un groupe d'artistes belges qui soutiennent les Palestiniens de Qalqilia, une ville au nord de la Cisjordanie, complètement encerclée par le mur de séparation qu'a construit Israël), ESPOIR (association caritative qui offre des bourses d'études à de dizaines d'étudiants de l'Université arabe américaine de Jénine), l'Union des Progressistes Juif de Belgique (UPJB, association composée d'intellectuels juifs et qui soutient la solution de deux États et critique la politique israélienne d'occupation). L'UPJB fait partie des groupes pro-palestiniens dans la mesure où elle soutient la création d'un Etat palestinien sur les frontières de 1967. L'UPJB dénonce également la politique israélienne dans les territoires palestiniens occupés.

Deuxièmement, les associations flamandes; Actieplatform Palestina et Vlaams Palestina Komitee.

2.7 En France

En France, les groupes d'intérêts pro-israéliens défendent les causes d'Israël, par exemple apportent leur soutien au soldat Gilad Shalit qui a la double nationalité et qui est emprisonné notamment par le Hamas depuis 2006. Tandis que les associations pro-palestiniennes vont soutenir les aspirations des Palestiniens à un État et soutiennent Salah Hamouri, qui a la double nationalité et qui est emprisonné par Israël depuis 2005. Les associations pro-israéliennes comme le CRIF ou l'UEJF et France-Israël vont même jusqu'à se constituer partie civile dans des affaires comme l'affaire Enderlin ou l'affaire Dieudonné. D'un côté les groupes pro-palestiniens répondent à l'appel du boycott d'Israël lancé par les Palestiniens en 2004, et de l'autre côté les groupes pro-israéliens se mobilisent pour délégitimer ce mouvement du boycott.

2.7.1 Groupes pro-israéliens

Marc Hecker, auteur de «*La défense des intérêts de l'État d'Israël en France* » propose une typologie d'organisations pro-israéliennes en France. Selon lui (Hecker, 2005: 401) celles-ci peuvent être «*confessionnelles vouées à la défense d'Israël ou orientées vers la communauté juive de France, ou organisations laïques, de la communauté juive ou non*». Cependant, l'auteur affirme que l'on ne peut pas parler d'un «lobby pro-israélien » à cause des «*contradictions internes entre juifs de France* ». Hecker (Hecker, 2005a: 19) cite Pascal Boniface (2003: 22) qui affirme que l'expression «lobby juif » est une expression péjorative exploitée par les antisémites. Boniface écrit que l'expression «*sous-entend l'idée d'une communauté organisée contrôlant médias, argent et pouvoir au profit de ses seuls intérêts communautaires* » est une idée «*non seulement détestable* » mais surtout «*fausse* » (Boniface, 2003: 22 cité dans Hecker, 2005a: 19). L'idée selon laquelle il n'y a pas de «lobby juif » est juste. D'ailleurs l'auteur affirme que «si il n'y a pas de lobby juif, il y a par contre un lobby pro-israélien » (ibid). Ce qui est plus juste. Nous rejoignons les deux auteurs dans leur attitude quant à l'importance de la prudence et de la clarté en ce qui concerne cette question. Ceci dit, il ne faut pas non plus céder aux chantages ni aux pressions qui

œuvrent pour empêcher la sérénité dans ce débat en invitant souvent les accusations d'antisémitisme à ceux qui y participent et qui abordent la question des lobbies pro-israéliens. Hecker (2005a: 21) préfère parler de groupes d'intérêt au lieu de lobby pro-israéliens. Selon nous, quelque soit le terme employé «groupe d'intérêt » ou «lobby », le plus important c'est le contenu de leurs idéologies et leurs actions en faveur d'Israël. Donc il ne faut pas trop s'attarder sur le choix des termes, sauf pour des raisons d'exactitude et de clarté. Évidemment, l'antisémitisme est inacceptable autant que l'accusation des groupes pro-palestiniens d'antisémitisme parce qu'ils critiquent la politique israélienne dans les territoires occupés.

Paul Giniewski (Giniewski, 2005: 69) énonce qu'on «*ne trouve pas dans d'autres conflits une réprobation aussi passionnée de l'ennemi, comme l'a été et le demeure la démonisation de l'État juif* ». Insinuant ainsi que toute critique à l'égard d'Israël vise à le diaboliser. Un tiers de ce livre consacré à l'antisémitisme traite du thème «démonisation d'Israël ». Des propos inacceptables et inexacts sont avancés par l'auteur. Par exemple, il ironise en écrivant «*depuis des décennies, la Judée-Samarie et Gaza sont les «territoires occupés » par excellence. A eux seuls, ils occupent- et eux seuls - dans la conscience universelle tout le champ dévolu à la stigmatisation d'une emprise répréhensible sur les lieux d'autrui*» (p.70). Ces territoires occupés le sont véritablement d'après le droit international et les résolutions de l'ONU, et les appeler Judée-Samarie relève d'un aveuglement et d'une inexactitude intellectuelle. Pour l'auteur, les critiques d'Israël visent également les juifs (p.125). L'Europe serait- à ses yeux- pro-palestinienne (ibid). Paul Giniewski affirme que «l'antisionisme et l'antisémitisme sont la même vilenie et produisent les mêmes effets » avant de déclarer que «*l'antisionisme est par excellence le nouvel antisémitisme* » (p. 8).

2.7.1.1 Organisations confessionnelles juives

D'abord les organisations confessionnelles juives. Celles-ci regroupent «*la majorité des militants pro-israéliens français* » (Hecker, 2005: 402). Il y a en France environ 3000 associations juives (Bensimon, 1989: 59). Deux sous-groupes peuvent être identifiés. D'une part, des associations ont pour vocation première d'agir en faveur d'Israël. Elles sont souvent identifiables à leur nom: Fédération sioniste de France (FSF), Keren Kaye-Meth Leisrael (KKL), Siona, Women's International Zionist

Organization (Wizo), etc. D'autre part, il existe des organisations qui ont pour raison d'être la défense des juifs de France, et dont le champ d'action s'est étendu à la promotion de l'État hébreu. C'est le cas, par exemple, de l'Union des étudiants juifs de France (UEJF), du B'nai B'rith France ou du Conseil représentatif des institutions juives de France (CRIF) » (ibid). Dans ce qui suit, nous présentons brièvement quelques groupes confessionnels juifs.

Le CRIF

Créé en janvier 1944 dans la clandestinité regroupant à l'époque un nombre limité d'association (Bensimon, 1989: 64), le CRIF chapeaute aujourd'hui soixante associations juives françaises. Ces associations sont notamment le Consistoire central, l'Union des Juifs pour la résistance et l'entraide (UJRE), la Fédération des sociétés juives de France, le BUND, et l'Organisation sioniste de France (p.65). Bensimon (1989: 65) affirme que «*pour la première fois en France, juifs religieux, sionistes, socialistes, communistes, autochtones et immigrés siègent ensemble dans un organisme qui se veut représentatif de la judaïcité française et de ce fait son porte-parole face aux autorités françaises et internationales*». Sur son site officiel (crif.org), le CRIF est le «*porte-parole de la communauté juive de France auprès des pouvoirs publics »* et c'est «*à ce titre qu'il s'exprime auprès des médias* ». Le CRIF définit ses priorités dans trois actions: «*1) La lutte contre toutes les formes d'antisémitisme, de racisme, d'intolérance et d'exclusion; 2) L'affirmation de sa solidarité envers Israël et son soutien à une solution pacifique au conflit du Proche-Orient et 3) La préservation de la mémoire de la Shoah, afin que les futures générations n'oublient pas les victimes juives de la barbarie nazie*» (Crif.org, Témoignage chrétien, 2005: 15)

Le CRIF dénonce le mouvement international du boycott académique, culturel et économique d'Israël. Il a d'ailleurs lancé une campagne contre le mouvement BDS et contre le projet de gouvernement français de fournir des missiles anti-char à l'armée libanaise.

L'Observatoire du monde juif

L'Observatoire du monde juif «*a pour vocation d'étudier et d'analyser la condition des communautés juives et les problèmes auxquels elles sont confrontées en France et dans le monde, tant sur le plan de leur existence spécifique que sur celui de*

leur environnement politique, social et culturel. Il se donne pour objectif de clarifier les enjeux des questions juives, d'en informer les responsables politiques et les professionnels de l'information, de communiquer les résultats de ces investigations aux milieux de la recherche, d'aider les communautés juives à se repérer dans l'évolution des choses. Pour trancher sur les stéréotypes et les déformations qui accablent le plus souvent ces sujets, l'Observatoire se recommande des méthodes universitaires de la recherche sociologique et politologique » (omj.free.fr).

2.7.1.2 Organisations laïques

Quant aux organisations laïques, juives ou non, elles «*ne placent pas le facteur religieux au cœur de leurs préoccupations* » (Hecker, 2005: 402). Mais concentrent leur action à défendre les intérêts d'Israël en France. Deux arguments motivent les associations laïques selon l'auteur. D'abord les militants pro-israéliens laïques défendent le caractère «démocratique » d'Israël (p. 403). Ensuite, «*l'argument le plus souvent employé est le souci de la vérité, les partisans d'Israël considérant que les médias français véhiculent une vision partielle et partiale du conflit israélo-palestinien*» (ibid). L'association France-Israël est la plus importante de cette catégorie (ibid).

L'association France-Israël est «*l'organisation laïque la plus active dans la défense des intérêts d'Israël en France* » (Hecker, 2005a: 86). Elle se définit comme «*une organisation non confessionnelle qui regroupe des personnalités, des hommes et des femmes de toutes tendances politiques républicaines, religieuses ou philosophiques. Elle s'efforce de promouvoir et d'entretenir l'Amitié entre le Peuple de France et le Peuple d'Israël en les aidant à ouvrir les yeux sur un monde qui bouge et à prendre conscience des enjeux d'aujourd'hui et de demain. Consciente que l'amitié repose sur la compréhension mutuelle, elle favorise par tous moyens la connaissance respective des réalités politiques, économiques, sociales, historiques et culturelles, et combat la désinformation*» (Information fournie par l'Association à Hecker, 2005a: 87). L'Association fait «*connaître les vérités d'Israël* » et «*lutte contre l'entreprise qui donne de lui une image malveillante et en fait le coupable permanent devant les nations* » (ibid). En outre, l'Association est profondément sioniste dans la mesure où ses brochures parlent d'un Israël «*qui traverse le temps* » et dont «*la recréation (…) sur sa terre fait partie des belles aventures humaines, très rares, que l'Histoire retiendra du*

vingtième siècle, peut-être la seule si l'on écarte les grandes percées techniques. France-Israël ne veut pas que la France manque ce rendez-vous d'estime et d'amitié avec l'Histoire» (ibid).

En résumé, on peut dire que l'action des groupes pro-israéliens en France, qu'ils soient confessionnels ou laïques, concerne le monde politique, les médias et l'opinion publique. Ces groupes luttent contre l'antisémitisme mais aussi contre ce qu'ils considèrent une couverture médiatique défavorable à Israël et favorable aux Palestiniens. Par exemple, le CRIF (2001-2007), Roger Cukierman «*a solennellement demandé à ce que la France reconnaisse Jérusalem comme capitale d'Israël* » (Hecker, 2005: 407).

Mais la question qui nous préoccupe ici, c'est comment ces groupes de pression interviennent dans la «négociation du sens » du conflit israélo-arabe? «*Certains groupes tentent de convaincre les journalistes d'adopter un ton plus conciliant quand ils abordent un sujet ayant trait à Israël* » note Marc Hecker (2005a: 95). Et *«ils n'hésitent pas à organiser des rencontres régulières avec les journalistes, voire à les emmener constater sur place les réalités du Proche-Orient* » (ibid).

2.7.2 Groupes pro-palestiniens

Dans un bulletin intitulé *«Le néo-gauchisme face à Israël* » de l'Observatoire du monde juif, Itzhak Landau (2002: 10) dresse une liste de la «*nébuleuse* » des associations pro-palestiniennes en France. Quant à Pierre-André Taguieff, toujours dans le même bulletin, il annonce une «*nouvelle vague antijuive, qui se manifeste planétairement par des discours d'accusation autant que par des actions violentes* » et qui «*est portée à la fois par l'islamisme radical et le nouveau gauchisme tiers-mondiste* » (Taguieff: 2002: 2). Plusieurs ouvrages consacrés au «*nouvel antisémitisme*» accusent les Arabes et les musulmans de «*judéophobie* » (Wieviorka *et al.* 2007: 141-156; Giniewski, 2005; Rosenbaum, 2006: 87-92; Kotek, 2005: 42-50). Il est nécessaire et légitime de dénoncer le racisme et la xénophobie, l'antisémitisme et l'islamophobie pour la survie du modèle «multiculturel» et le «vivre ensemble ». Accuser l'ensemble des arabes et des musulmans d'antisémitisme cache une idéologie raciste et une islamophobie désormais à la mode. Dire que les groupes pro-palestiniens sont soit «islamistes fondamentalistes » soit «gauchiste tiers-mondistes » est manquer de clarté et

de précision ou même d'honnêteté. Ces arguments insinuant que les critiques de la politique israélienne sont motivées par la «haine des juifs » et animées par une idéologie «antisémite » visent à délégitimer ces critiques et les faire taire. C'est aussi une façon de dévier l'attention de la réalité de l'occupation (Finkelstein, 2008). D'ailleurs la plupart des groupes pro-palestiniens ne sont pas de nature confessionnelle musulmane.

L'Association France-Palestine Solidarité (AFPS) est le groupe pro-palestinien le plus important en France. L'association organise des manifestations, sensibilise et informe le public sur la question palestinienne. France-Palestine a également dénoncé la participation d'Alstom dans la construction d'un tramway reliant les colonies juives de Jérusalem-Est (territoire occupé selon le droit international) et Jérusalem-Ouest. Dans sa charte, l'AFPS précise qu'elle milite en faveur d'une «paix réelle et durable, en lien avec le peuple palestinien et ses représentants légitimes au Proche-Orient fondée sur l'application du droit international». L'association milite pour «*la fin de l'occupation de tous les territoires envahis en 1967 et le démantèlement de toutes les colonies; la création d'un État palestinien indépendant, souverain et viable avec Jérusalem-Est pour capitale; la reconnaissance du droit au retour des réfugiés conformément à la résolution 194 votée par l'Assemblée générale de l'Onu* » (france-palestine.org). L'AFPS adopte ainsi la position officielle de l'OLP pour mettre fin au conflit israélo-palestinien. Cette position fait l'unanimité au sein de toutes les associations pro-palestiniennes y compris la campagne BDS. Les activités de France-Palestine se résument en quatre plans d'action (ibid). Premièrement, l'information et l'action politique qui consiste non seulement à informer l'opinion publique mais aussi à la mobiliser en faveur de la cause palestinienne. L'Association fait également du lobbying «*auprès des représentants élus dans les institutions locales, régionales, nationales et européennes, et auprès des médias. Interpellation des pouvoirs publics en France et dans l'Union européenne* » (ibid). Le deuxième plan d'action de l'AFPS consiste à soutenir le peuple palestinien moralement et lui apporter une aide matérielle et humanitaire. La troisième catégorie de l'action de l'AFPS est centrée sur l'aide au développement et la coopération dans tous les domaines avec la société civile palestinienne. Quant à la quatrième catégorie des activités de l'AFPS, elle consiste à renforcer les «*échanges mutuels (…) notamment culturels et éducatifs* » entre Palestiniens et Français (ibid).

L'AFPS est membre de la plateforme des ONG françaises pour la Palestine et de l'ECCP (The European Coordination of Committees and Associations for Palestine). Elle fait partie également de l'International Solidarity Mouvement (ISM). La plateforme des ONG françaises pour la Palestine annonce son intention d'envoyer un bateau français à Gaza. La plateforme regroupes plus d'une trentaine d'associations parmi lesquelles l'Association Internationale de Techniciens, Experts et Chercheurs, Collectif Interuniversitaire pour la Coopération avec les Universités Palestiniennes, le Comité de Vigilance pour une Paix Réelle au Proche-Orient, la Fédération Artisans du Monde, le Groupement des Retraités Educateurs sans Frontières, Mouvement contre le Racisme et pour l'Amitié entre les Peuples, Solidarité Internationale pour le Développement et l'Investissement et Médecins du Monde. La plupart des ONG membres de la plateforme sont également membres de la campagne BDS.

En France, 36 associations ont rejoint la campagne BDS (Boycott, Désinvestissement et Sanctions) lancé par les Palestiniens le 4 juillet 2005 et se sont regroupées au sein de la Campagne BDS France. La campagne s'inspire du mouvement international de boycott de l'apartheid en Afrique du Sud. Les militants visent ainsi à isoler Israël et faire pression sur lui afin d'appliquer les résolutions des Nations unies et de faire cesser l'occupation.

L'Union juive française pour la paix (UJFP) qui «milite depuis 1994 pour une paix juste au Proche-Orient, et pour un dialogue judéo-arabe ici en France » est l'un des signataires de l'appel aux côtés de plusieurs syndicats de travailleurs maghrébins et français.

Le 2 novembre 2010, Le Monde publie un article collectif intitulé «*Le boycott d'Israël est une arme indigne* » signé par 28 intellectuels français, la plupart d'entre eux sont de confession juive comme le philosophe Bernard-Henri Lévy, et qui dénoncent le boycott d'Israël. Les signataires soulignent que le boycott qui vise Israël est indigne et illégal. Selon eux, la justice française ne tardera pas à le confirmer. Les auteurs de l'article affirment que boycotter Israël est contreproductif et ne sert pas le chemin vers la paix.

2.8 Au Royaume-Uni

Le lobbying au Royaume-Uni est intégré dans le système politique. Les différents lobbies travaillent pour défendre des intérêts et des causes auprès des députés et des représentants du gouvernement. Les principaux groupes parlementaires soutiennent Israël à travers des lobbies tels que les *Labour Friends of Israel* ou les *Conservative Friends of Israel* (Barberis *et al.* 2000). Dans ce pays, les groupes pro-israéliens peuvent être classés dans trois catégories: groupes sionistes, groupes médiatiques et groupes à caractère humanitaire et social.

2.8.1 Groupes pro-israéliens

En Grande-Bretagne, les groupes sionistes pro-israéliens sont parmi les plus anciens au monde. The Zionist Federation of Great Britain and Ireland est né en 1899 «pour plaider en faveur de la création d'un foyer national pour le peuple juif » (Medoff & Waxman, 2008: 225). Sous la direction de Chaim Weizman, les efforts de la Fédération ont abouti à la Déclaration Balfour en 1917 (ibid). Elle «continue à renforcer les relations anglo-israéliennes à travers le lobbying, les campagnes, l'information, la collecte de fonds, l'organisation d'événements et les publications dont le mensuel Zionist Review et le livre annuel du sionisme «Zionist Year Book » (ibid: 226).D'autres groupes sionistes existent en Grande-Bretagne dont le Board of Deputies of British Jews, Jewish Agency for Israel qui soutient des projets éducationnels mais surtout les juifs désireux de faire leur alyiah (émigration en Israël). L'association *the Heart of Jewish Life* (UJIA) collecte des fonds pour des projets éducatifs en Israël et au Royaume-Uni. D'après son site (ujia.org) £15.1 millions ont été collectés en 2008-09.

Au niveau médiatique, le *Britain Israel Communications and Research Centre (BICOM)* est une organisation pro-israélienne britannique dont l'objectif est d'influencer les médias pour donner une image favorable à Israël. Le centre fonctionne comme une agence de relations publiques. Le BICOM peut-être considéré comme un *thinktank* au même titre que le JPR (Institute for Jewish Policy Research). Le président du BICOM, Danny Scheck, qui était le porte-parole prinicipal du ministère israélien des affaires étrangères et le responsable de la division presse a été nommé ambassadeur d'Israël en France en 2006. Il a été remplacé par Lorna Fitzsimons, une ancienne députée travailliste et membre du Labour Friends of Israel (Lucketti et al. 2010). Elle fut également l'ancienne présidente du National Union of Students (Brown & Scase**,** 1994: 169).

2.8.2 Groupes pro-palestiniens

C'est en Grande-Bretagne que commence la campagne internationale du boycott académique et culturel d'Israël. La campagne est initiée par le professeur Steven Rose de l'Open University et son épouse Hilary Rose de Bradford University. Ils publient un article, signé par 125 autres universitaires britanniques, dans The Guardian (6 avril 2002) qui appelle les universitaires européens à adopter un moratoire afin de boycotter les universités et les institutions académiques israéliennes (Dershowitz, 2009: 80). L'appel dénonce «l'apartheid israélien » dans les territoires occupés et accuse les institutions académiques israéliennes de soutenir directement et indirectement l'occupation des territoires palestiniens. En octobre 2002, près de mille universitaires ont signé l'appel du boycott (ibid: 81). Les syndicats universitaires britanniques ont rejoint le mouvement du boycott et les liens ont été coupés avec plusieurs universités israéliennes. L'University and College Union (UCU) a voté en faveur du boycott en 2009 après avoir gelé sa décision du boycott en 2007.

En 2004, un groupe d'universitaires palestiniens, notamment de l'Université de Birzeit, lance un appel du boycott culturel et académique à l'égard des institutions académiques israéliennes. L'appel du PACBI (The Palestinian Campaign for the Academic and Cultural Boycott of Israel) précise que le boycott n'est pas une finalité mais un moyen de faire pression sur Israël.

«*Ces mesures de sanction non violentes devraient être maintenues jusqu'à ce*

qu'Israël honore son obligation de reconnaître le droit inaliénable des Palestiniens à l'autodétermination et respecte entièrement les préceptes du droit international en: 1. Mettant fin à son occupation et à sa colonisation de toutes les terres arabes et en démantelant le Mur; 2. Reconnaissant les droits fondamentaux des citoyens arabo-palestiniens d'Israël à une égalité absolue; et 3. Respectant, protégeant et favorisant les droits des réfugiés palestiniens à revenir dans leurs maisons et propriétés comme stipulé dans la résolution 194 de l'ONU» (pacbi.org).

Le mouvement du boycott ne se limite pas au domaine académique mais il touche également les produits israéliens et les institutions culturelles. Il existe également des groupes de pression dans le sens du «lobby » qui tentent d'influencer les députés et le gouvernement en faveur des Palestiniens. C'est le cas des Friends of Al-Aqsa, une ONG basée à Londres qui «*défend les droits de l'Homme des Palestiniens et la Mosquée al-Aqsa de Jérusalem* ».

2.9 En Israël et dans les territoires palestiniens occupés

Cette section discute brièvement la façon dont les Israéliens et les Palestiniens s'organisent face aux médias étrangers.

D'abord les Israéliens. Le gouvernement israélien place le contact avec les médias au sommet de ses priorités. Le contact avec les médias étrangers est surtout gérer par Le Government Press Office (GPO) qui accrédite et informe les journalistes étrangers (Schleifer, 2006: 106). Les accréditations du GPO sont indispensables pour les journalistes étrangers pour travailler en Israël et dans les territoires occupés. Le GPO est l'organisme habilité à donner des informations concernant le gouvernement, le parlement ou l'armée pour les médias locaux et étranger. Cependant, d'autres instances peuvent également parler officiellement au nom d'Israël. Par exemple les ministres de la défense et du tourisme peuvent représenter le gouvernement, ainsi que les porte-paroles officiels. L'Agence juive peut s'exprimer au nom des communautés juives dans le monde. Mais ces organismes ne sont pas dirigés par le ministère des affaires étrangères et ne reçoivent pas de directives de sa part. (ibid: 105). En outre, les services secrets israéliens (le Mossad) ont un département en charge de la guerre psychologique synonyme de propagande noire (ibid).

La diplomatie publique israélienne utilise a programme appelé "Hasbara" dans sa guerre pour l'image. Le mot signifie en hébreu "explication" ou "communication" et désigne les efforts israéliens ou pro-israéliens afin de clarifier, légitimer (MICHALSKI, GOW: 2007, 197-220), voire justifier, la politique israélienne à l'opinion publique internationale. Cette stratégie construit un éthos présentant Israël en tant que victime même quand il s'agit d'attaquer les autres et de tuer de civils par les forces armées israéliennes. L'idée de Hasbara est née après l'invasion du Liban et plus précisément après les massacres de Sabra et Chatila en 1982, où la responsabilité de l'Etat d'Israël a été engagée. Noam Chomsky définit la hasbara en tant que «*propagande pro-israélienne* » (Chomsky: 1999, 154), visant à désinformer l'opinion à propos du conflit israélo-arabe. Le projet Hasbara consiste «*à protéger systématiquement l'image d'Israël dans les médias* » (Bernier, 2004: 351). Et cela même fait «*recours aux mensonges ou à des pressions afin que des experts favorable à Israël soient interviewés quand la politique de ce pays est en cause* » (ibid).

La Hasbara n'est pas simplement un projet un département du ministère des affaires étrangères porte ce nom (Schleifer, 2006: 108). Geneviève Moll affirme que la Hasbara «*a cherché à délégitimer Yasser Arafat comme il cherchera à délégitimer Abou Mazen [Mahmoud Abbas]* » (Moll in Ralite ed., 2005: 39). La délégitimation d'Arafat par la Hasbara consistait par exemple à dire qu'il était responsable de l'échec des négociations du Camp David en 2000 avec Ehoud Barack, premier ministre israélien à l'époque (Eyal, 2006: 291). Arafat était pointé du doigt et les Israéliens l'ont accusé de refuser «*l'offre généreuse de Barak* » qui lui offrait des «*concessions douloureuses* » (Dray & Sieffert, 2002). Les arguments formulés par la Hasbara servent à défendre la position d'Israël en même temps qu'à diaboliser les Palestiniens. Ces arguments sont adoptés par les lobbies pro-israéliens et tout particulièrement ceux qui visent les médias. D'après Ron Schleifer (Schleifer, 2006: 71) la stratégie de la Hasbara se fonde sur deux types d'arguments: les thèmes d'éclaircissement et les thèmes d'attaque. Les thèmes d'éclaircissement visent à expliquer et à défendre le point de vue israélien et comporte trois principaux arguments: 1) L'absence du contexte historique, 2) Israël est la seule démocratie au Proche-Orient; 3) Il faut montrer les aspects positifs d'Israël. Quant aux thèmes d'attaque, ceux-ci visent à diaboliser les Palestiniens explique l'auteur. Trois arguments composent ces thèmes: 1) Les Palestiniens utilisent un «double langage », 2) Les Palestiniens sont mauvais, 3) Les médias sont en tort (ibid). Des sous-thèmes

comme «Israël agit selon la loi », «Israël n'est pas l'Afrique du Sud » ou encore «Israël est bienfaiteur dans les territoires » sont également utilisés (ibid).

Le projet Hasbara «*consiste à protéger systématiquement l'image d'Israël* » note Marc-François Bernier (Bernier, 2004: 351). Le gouvernement israélien utilise ce programme afin de nouer des contacts privilégiés avec les journalistes étrangers. Le projet jouit de «*l'adhésion idéologique de certains journalistes* » notamment américain (ibid) et a «*recours aux mensonges* » et «*à des pressions afin que des experts favorables à Israël soient interviewés quand les politiques de ce pays [sont] en cause* » (ibid). Selon Jérôme Bourdon (Bourdon, 2009: 53), pendant les guerres comme la guerre de 1973, les sources officielles israéliennes, surtout les militaires, utilisent une stratégie de «*demi-vérités et de mensonges complets* » (Lederman, 1992: 98 cité par Bourdon, ibid). «*L'armée et le gouvernement israéliens sont devenus, pourrait-on dire, ordinaires: on sait qu'ils peuvent mentir, qu'ils essayent de séduire des médias dont fondamentalement ils se méfient. Sur le terrain, les sources officielles sont prises en flagrant délit de mensonge* » (Bourdon, 2009: 120).

Le travail sur l'image d'Israël dans le cadre de cette stratégie mêle les efforts du gouvernement avec ceux des ONG. Il existe une coordination entre les deux types d'efforts, ce qui explique le succès de la recette. La Hasbara implique le gouvernement et même le premier ministre ainsi que les ambassadeurs et les diplomates. Alon Pinkas, le consul général d'Israël à New York a déclaré: «*Nous sommes actuellement en conflit avec les Palestiniens ; s'engager dans un effort de relations publiques avec succès est pour nous une façon de gagner ce conflit* » (Michalski, 2007: 197-220).

Israël place la guerre médiatique au sommet du pouvoir (Dray & Sieffert: 2002). Le Government Press Office (GPO) dépend directement du premier ministre et coordonne les communications avec les médias. Le GPO est l'organisme qui accrédite les journalistes étrangers et coordonne les communications avec les médias. Certains d'entre eux se sont vus refuser la prolongation de leur séjour par le simple fait de critiquer la politique israélienne.

Il existe en Israël des organisations qui dénoncent l'occupation et le mauvais traitement des Palestiniens par l'occupation. L'ONG la plus importante est le centre israélien d'information pour les droits de l'homme dans les territoires occupés

(B'Tselem). Son objectif est de documenter «*violations des droits de l'Homme dans les territoires occupés* » et d'en informer le public et le gouvernement israéliens (btselem.org). Il y a également le mouvement (Refuzniks) qui regroupe des soldats qui refusent de servir dans les territoires occupés.

Du côté palestinien, les efforts officiels de relations avec les médias ne semblent pas aussi organisés qu'en Israël. Par contre la société civile palestinienne est bien organisée et coordonne des projets avec le mouvement international de solidarité avec le peuple palestinien. En 2001, l'Autorité palestinienne crée le Centre Palestinien de l'Information (Palestine Media Center – PMC) afin de formuler une stratégie médiatique et présenter la position officielle aux médias (Karsh, 2008: 92). Mais le centre est loin d'être aussi performant que le GPO israélien. Les porte-paroles de l'Autorité palestinienne sont en général facilement accessibles, mais il manque à cette équipe une diversité linguistique nécessaire pour s'adresser aux médias étrangers. Les ONG palestiniennes qui offrent des services aux médias sont nombreuses, tels la Palestinian Initiative for the Promotion of Global Dialogue and Democracy (miftah.org) fondé en 1998 par la deputée Hanan Achrawi et le Jerusalem Media and Communications Centre (JMCC) fondé en 1988 par un groupe de jourlanistes palestiniens. Les médias palestiniens sont principalement diffusés en arabe à l'exception de quelques sites internet comme le Palestine Monitor, miftah.org ou jmcc.org qui diffusent des informations en anglais. Par contre les médias israéliens sont très diversifiés. Les plus grands quotidiens israéliens paraissent en anglais et il y a plusieurs médias francophones ou même russophones.

L'observateur attentif des interventions des responsables Palestiniens dans les médias observe des divergences de points de vue, et cela donne l'impression qu'il y a un manque de coordination et une absence d'une stratégie unifiée.

2.10 Conclusions

De ce qui a précédé l'on peut conclure que la communauté juive n'est pas unanime sur le soutien d'Israël. Certains intellectuels et groupes juifs sont même antisionistes et soutiennent les Palestiniens. L'action des groupes pro-israéliens face aux critiques d'Israël consiste à délégitimer et va jusqu'à l'intimidation par l'accusation d'antisémitisme (Finkelstein, 2008: 34; Mearsheimer, & Walt, 2008: 205). Nous remarquons que le mouvement du boycott d'Israël qui dénonce l'occupation et exige l'application des résolutions des Nations unies prend de l'ampleur. D'une façon générale, il y a une littérature large qui traite des organisations juives ou des groupes pro-israéliens tandis que les sources sur les groupes pro-palestiniens sont rares voire inexistantes.

Nous remarquons qu'à côté de ces associations, il existe des dizaines de sites internet qui surveillent la couverture médiatique de façon quotidienne comme le site pro-israélien Honestreporting ou le site pro-palestinien Arab Media Watch.

Les principaux groupes d'intérêt sont par excellence des négociateurs du sens. En tant que tels, ils chercheront à influencer les médias afin d'avoir une couverture favorable au camp qu'ils soutiennent et défavorable au camp adverse. La couverture médiatique et les débats sur le conflit israélo-arabe sont sous haute surveillance de part et d'autre. Chaque camp essaye de faire passer son message à travers les médias (ou les critiques des médias), des manifestations dans la rue ou du lobbying auprès des élus et des politiciens. Il y a là une volonté, dans les deux camps, d'influencer les médias en faveur de leurs causes respectives. Les journalistes doivent être prudents face à toutes les manipulations. La solution pour les journalistes serait de suivre une ligne déontologique et de prendre le droit international comme cadre pour couvrir le conflit israélo-arabe. Ils doivent se protéger contre les manipulations des acteurs du conflit quelles que soient leurs origines.

La déontologie et les normes qui régulent le travail des journalistes ne sont pas homogènes. Dans chaque pays il existe une ou plusieurs associations ou syndicat de journalistes. Comme écrit Patick Charaudeau, un groupe socio-professionnel comme les journalistes définit son code déontologique «*suppose trois condition : (1) que celui-ci veuille bien se définir une conduite morale dans l'exercice de sa pratique, au regard de ce qui dans une société est considéré comme bien et mal ; (2) que, à cette fin, il édicte un ensemble de règles (explicites ou implicites) qui garantissent cette conduite, lesquelles devant être respectées par tous les membres de ce corps social sans exception, constituent des obligation, un devoir ; (3) qu'existe un mécanisme de contrôle faisant que ces règles agissent davantage de façon négative que positive, à savoir à ne pas les respecter on s'exclue physiquement ou moralement du groupe, ce qui en fait un mécanisme de sanction* » (Charaudeau, 2005 : 220).

«*Les journalistes ont codifié un certain nombre de principe permettant de cerner les pratiques et les méthodes qu'ils revendiques* » (Grevisse, 2009 : 43). Le devoir de recherche et de respect de la vérité est fondateur (ibid). Ce code de conduite journalistique se doit de poser, comme l'énonce Charaudeau (2005), doit garantir un certain contrôle sur la méthode de récolte d'information. La distinction entre information et opinion ou commentaire est un des éléments fondamentaux pour la déontologie journalistique. Benoît Grevisse note que les journalistes ne devraient pas exprimer leurs opinions dans un article d'information. Cependant, ils peuvent s'exprimer dans les éditoriaux et les commentaires (Grevisse, 2008 : 46).

Patrick Charaudeau affirme qu'il existe «*plusieurs sortes de vérités : il y a la vérité des faits qui pose le problème de leur authenticité ; il y a la vérité de l'origine qui pose la question des fondements du monde, de l'homme et des systèmes de valeurs ; il y a la vérité des actes qui semble émerger dans l'instant même de leur propre réalisation. Et puis, il y a deux autres vérités qui intéressent particulièrement l'espace social : la vérité d'opinion et la vérité d'émotion* » (p. 224).

Les journalistes luttent pour leur indépendance et leur neutralité. Le journalisme tire sa légitimité de son devoir d'informer et veut jouer un rôle dans la démocratie. Les journalistes et les médias affirment qu'ils collectent et diffusent les informations de manière objective et impartiale. Cependant, ce travail impose forcément une sélection. Car les médias ne sont pas en mesure d'informer sur tout ce qui se passe

dans le monde réel (Grevisse, 2009 : 50, Fowler, 1991: 2).

Bill Kovach et Tom Rosenstiel (Kovach & Rosenstiel, 2001: 12-13) proposent neuf principes de journalisme, qui peuvent à leurs yeux garantir l'indépendance des journalistes**:**

1. *La première obligation du journalisme est envers la vérité*
2. *Sa première loyauté est envers les citoyens.*
3. *Son essence est une discipline de la vérification.*
4. *Ses praticiens doivent maintenir une indépendance (ou une distance) de ceux qu'ils couvrent.*
5. *Il doit fonctionner en tant qu'observateur indépendant du pouvoir.*
6. *Il doit fournir un forum pour la critique et les compromis sociaux.*
7. *Il doit s'efforcer de rapporter des informations intéressantes et pertinentes.*
8. *Il doit traiter les informations d'une façon globale et proportionnelle.*
9. *Ses praticiens doivent être autorisés à exercer leur conscience personnelle».*

[

1. *Journalism's first obligation is to the truth.*
2. *Its first loyalty is to the citizens.*
3. *Its essence is discipline of verification.*
4. *Its practitioners must maintain an independence from those they cover.*
5. *It must serve as an independent monitor of power.*
6. *It must provide a forum for public criticism and compromise.*
7. *It must strive to make the news significant, interesting, and relevant.*
8. *It must keep the news comprehensive and proportional.*
9. *Its practitioners must be allowed to exercise their personal conscience.*

]

Pour les auteurs, l'indépendance des journalistes ne signifie pas qu'ils sont obligés d'être neutres. Car leur «*loyauté pour les citoyens* » signifie qu'ils ne peuvent avoir des loyautés divisées (p. 194).). Et en ce qui concerne l'objectivité, une valeur exclu des ces prinicpes, John Richardson affirme que même «*les informations objectives* » ne sont pas sans jugement de valeurs. (Richardson, 2007 : 86). La responsabilité des médias réside «*d'abord dans la sélection des événement* » (Charaudea, 2005 : 227). Pour Richardson «*la sélection des faits est un processus subjectif impliquant le choix entre plusieurs alternatives* » [*The selection of facts is a subjective process involoving choice between alternatives*] (Richardson, 2007 : 89).

Ces principes énoncés par Bill Kovach et Tom Rosenstiel ne sont évidemment qu'une suggestion. Des principes comme l'objectivité, l'équité (fairness) ou l'équilibre (balance) ont été exclus par les deux auteurs parce que ce sont des notions vagues sur lesquelles il y a rarement consensus (p.13). Parmi ces principes, trois retiennent particulièrement notre attention: l'obligation de rapporter la vérité, la discipline de vérification et de maintenir une indépendance que les journalistes mettent en récit. Les

auteurs suggèrent que les journalistes prennent en compte les différents points de vue proportionnellement. Ce sont des principes à ne pas négliger pour que le journalisme fonctionne comme un véritable observateur indépendant.

Chapitre 3: Analyses précédentes

3.1 Introduction

Dans les deux précédents chapitres, nous avons vu que le conflit israélo-arabe est vécu et perçu selon des différentes perspectives par les historiens, les protagonistes et les lobbies. Le débat autour du traitement médiatique est lui aussi, un terrain de mésentente. Désormais, ces débats historique, médiatique et académique ou militant sont indissociables. Comme l'interprétation de l'Histoire et le militantisme des groupes d'intérêt, la couverture médiatique ainsi que son analyse sont devenus des enjeux réels dans «la guerre pour l'image » qu'entreprennent les protagonistes. Aux yeux des protagonistes de ce conflit, les médias ne sont pas seulement des observateurs, ils sont des acteurs du conflit dans la mesure où ils sont accusés de parti pris. A ce stade, il nous faut distinguer entre les débats passionnels et rationnels. Les premiers consistent à la critique partisane des médias, à partir d'un point de vue partisan qui estime lésée la cause ou le groupe social que celui-ci défend. Quant aux débats rationnels, ils sont armés d'épreuves empiriques. Dans l'analyse du traitement médiatique du conflit israélo-arabe, on est principalement face à deux logiques: une logique partisane et une logique scientifique.

Certaines analyses sont partisanes ou militantes, elles essayent de prouver que les médias sont biaisés en faveur du camp adverse. D'autres sont plus riches et plus structurées et offrent une lecture systématique des discours médiatiques sur le conflit. Celles-ci s'appuient sur des méthodes systématiques: échantillonnage et taille raisonnable du corpus, délimitation du champ analysé etc. En bref, les analyses empiriques se basent sur des méthodologies quantitatives et qualitatives bien claires alors que les analyses partisanes ressemblent dans la plupart des cas à des essais ou à «des notes personnelles» plutôt qu'à des recherches concises. Cependant, la méthodologie n'est pas garante de l'objectivité scientifique. L'idéologie ou l'agenda du chercheur peut altérer les résultats qu'il tend à «manipuler » pour affirmer ou infirmer un point de vue préalable. En effet, les questions de recherches sont parfois formulées idéologiquement. Donnons un exemple concret, celui d'une analyse réalisée par Laurence Coulon et publiée dans l'Observatoire du monde juif (Coulon, 2002: 103-

141). Coulon a étudié les articles des trois quotidiens français, Le Monde, Le Figaro et Libération pendant le mois du novembre 2000. Dans cette analyse, le ton des articles est jugé favorable ou défavorable à Israël, dans le cadre du conflit israélo-palestinien, selon des critères formulés par l'auteure comme suit:

> *«Orientation favorable: Face aux événements, les autorités israéliennes font preuve de retenue. Le gouvernement israélien cherche à instaurer la paix avec les Palestiniens et à poursuivre les négociations».*
> *«Orientation défavorable: l'armée israélienne tue froidement et fait de nombreuses victimes palestiniennes. Les autorités israéliennes ne désirent pas la paix et sont responsables de la montée de la tension dans la région» (Coulon, 2002: 120).*

Évidemment, avec ces critères, la chercheuse a pu conclure que «*l'analyse de contenu du Monde, de Libération et du Figaro pour le mois de novembre 2000 confirme certaines critiques adressées à la presse par les milieux pro-israéliens*» (p.103). Ces journaux, selon l'auteure, offrent à leur lectorat «*une image caricaturale du conflit israélo-palestinien, réduisant celui-ci à une lutte entre le camp de la force arbitraire (l'État d'Israël) et celui de la victime innocente (le peuple palestinien)* » (ibid). L'on peut déduire de cela que lorsqu'un article parle de civils palestiniens tués par l'armée israélienne, celui-ci serait défavorable à Israël. De même, un article sur des civils israéliens tués par des Palestiniens serait défavorable aux derniers. Cette façon d'analyser les médias, réduirait leur rôle au seul positionnement pro-israélien ou pro-palestinien. Le fait que les médias apportent des faits, selon un contrat de confiance avec le public, est négligé selon cette approche. De plus, les médias ne sont pas responsables de la violence, ils en sont les témoins. Et bien sûr, les médias peuvent avoir un regard et peuvent couvrir les événements selon une perspective donnée. Ils peuvent même avoir un positionnement idéologique, mais au fond ce ne sont pas eux qui produisent ces événements.

Les analyses de la couverture médiatique du conflit israélo-arabe en langues françaises et anglaises on un trait commun: les auteurs se penchent sur les médias de leurs pays (ou langue) respectifs. Aucune étude n'a jusqu'ici traité les médias des trois pays que nous analysons.

Le débat autour du conflit israélo-arabe et de sa couverture par les médias est intense. Il est aussi actuel que le conflit lui-même. Tous les jours, on peut assister à un débat, une conférence ou une activité autour du conflit à Londres, Paris ou Bruxelles. Le

conflit israélo-arabe est probablement le conflit étranger le plus débattu dans la sphère publique.

Cette thèse se penche sur la couverture médiatique de ce conflit dans neuf quotidiens européens de référence dans trois pays. Soit quatre journaux britanniques (*The Times, The Independent, The Telegraph, The Guardian*), trois titres français (*Le Monde, Le Figaro et Libération*) et deux journaux belges francophones (*Le Soir et La Libre Belgique*). Traiter de cette question requiert une prudence et une vigilance extrêmes. Surtout quand le chercheur est directement concerné par ce conflit (Lits, 2006). Cette position dans laquelle se trouve l'auteur de cette thèse constitue une difficulté à prendre sérieusement en considération. Comment peut-on prendre de la distance par rapport à son objet de recherche afin de donner une analyse claire et honnête? Pouvons-nous ne pas prendre cette distance sans affecter la qualité de la recherche? Voilà des questions de taille que nous nous efforçons de poser pour éviter de tomber dans le piège du communautarisme. Certains auteurs y sont tombés consciemment ou inconsciemment. Quel serait l'intérêt de la recherche scientifique si l'on vise absolument à confirmer son point de vue préalable sans suivre une démarche scientifique? La littérature consacrée à l'analyse du traitement médiatique du conflit israélo-arabe, qu'elle soit académique ou militante, est abondante. Mais ici, nous avons fait le choix de nous concentrer sur les seuls œuvres écrites et publiées en français et en anglais en Belgique, en France et Grande-Bretagne.

3.2 Analyses francophones

Durant les premières années de la seconde Intifada, les relations entre Israël et la France se sont altérées (Hecker, 2005: 62). Vues d'Israël, les positions françaises vis-à-vis du conflit israélo-arabe sont jugées trop dures. «*La période de 2000-2007 dans les relations France-Israël est particulièrement marquée par des bouleversements spectaculaires au regard du conflit israélo-palestinien à partir de septembre 2000 et de la crise au Liban à partir de juillet 2006. Durant cette période, on note de profonds conflits d'opinions et une dégradation considérable des relations franco-israéliennes* » (Tsilla, 2008: 22) Durant cette période, la France de Jacques Chirac a vivement critiqué les attaques israéliennes contre les Palestiniens, surtout en 2002 lors de l'opération Rempart et en 2006 lors de la guerre israélo-libanaise que Paris jugeait disproportionnée. La France a également critiqué l'isolement de Yasser Arafat par le

gouvernement d'Ariel Sharon (Tsilla, 2008). La France accueille Arafat en 2004 pour y recevoir des soins médicaux avant de mourir le 11 novembre dans un hôpital militaire français près de Paris. «*Israël accusait la France de faire preuve de «partialité » dans son approche du conflit israélo-palestinien. Les Français, par contre, niaient fermement que la France menait une politique pro-arabe et pro-palestinienne* » (ibid: 26). Dans cette atmosphère de mésentente, le Comité de vigilance pour une paix réelle au Proche-Orient organise au Sénat français le 26 novembre 2005 une table ronde réunissant journalistes et critiques des médias et politiciens français et israéliens, mais également la représentante de l'OLP à Paris, Leïla Shahid. L'objet de la discussion est «*le traitement par les médias français du conflit israélo-palestinien* ». Le compte rendu de la rencontre est publié en 2007 (Ralite et al. 2007). Le débat se résume en une critique israélienne très claire de l'attitude des médias français face à Israël. Les critiques sont également adressées aux analystes des médias qui- selon Sylvain Cypel (journaliste israélien au Monde) - «*sont obnubilés par les débats sur les médias [et] ne sont pas motivés par la recherche de la vérité, la vérification des faits, mais par des motifs idéologiques* » (Cypel in Ralite et al. 2007: 30). Et il poursuit: «*très généralement, les grands dénonciateurs de la «désinformation» dont les médias se rendraient coupables sont des gens qui n'ont aucun respect de l'information. De leur point de vue, la «bonne » information est celle qui conforte leur point de vue, la «mauvaise » est celle qui les dérange*» (ibid). On peut comprendre que ce passage s'adresse notamment à Denis Sieffert, qui lui aussi participe à la rencontre. Le rédacteur en chef de la revue Politis, est l'auteur avec Joss Dray de la «*La guerre israélienne de l'information: désinformation et fausses symétries dans le conflit israélo-palestinien*» (Sieffert & Dray, 2002). Ces auteurs dénoncent une «désinformation » et des «fausses symétries » en faveur d'Israël dans les médias (Dray & Sieffert, 2002). Selon eux, les médias copient la politique de «deux poids deux mesures ». Et ils affirment qu'au «*Proche-Orient, la bataille de l'image précède et accompagne celle des armes. Comme celle des armes, elle est déséquilibrées*» (ibid: 11). Murice Buttin résume le déséquilibre de l'information par rapport au conflit israélo-arabe dans les médias français. Il avance que «*des civils israéliens tués par un missile du Hezbollah ou du Hamas ce sont des «*civils assassinés». *Des civils palestiniens tués par l'armée israélienne, ce sont des «*terroristes abattus». *Des familles libanaises anéanties, ce sont «des pauvres victimes, dues à la lâcheté des terroristes du Hezbollah qui se cachent parmi elles». Des soldats israéliens*

capturés, ce sont des soldats «enlevés» *devenus des* «otages» *aux mains des terroristes, des ministres et des députés palestiniens, ce sont des* «terroriste mis en État d'arrestation». *Des maisons, immeubles, ponts, centrales électriques détruits par l'aviation israélienne en Palestine et au Liban ce sont* «les nécessaires démantèlement des nids où se cachent les terroristes du Hamas et du Hezbollah». Oui*, Denis Sieffert avait raison de dire que* «les mots ne sont pas innocents». *Leur coloration pénètre le discours médiatique de façon insidieuse jusqu'à devenir le langage de tout le monde. C'est toute la stratégie de communication des médias qui parvient à «*inverser le rapport entre bourreau et victime» (Buttin in Ralite *et al.* 2007: 7-8). Geneviève Moll considère que «*derrière le débat sur les mots, il y a systématiquement un enjeu idéologique*» (Moll in Ralite *et al.* 2007: 35).

L'historienne Laurence Coulon propose une lecture de l'évolution de «*l'opinion française, Israël et le conflit israélo-arabe 1947-1987* », titre de sa thèse de doctorat (Coulon, 2009). L'ouvrage retrace l'évolution de l'opinion publique française, du discours politique et médiatique face à Israël pendant quarante ans. Jérôme Bourdon, propose lui aussi une lecture historique de la couverture médiatique du conflit israélo-palestinien. L'auteur, utilise à plusieurs reprises le terme «les territoires » au lieu des «territoires palestiniens occupés » terme employé dans le droit international.

Les journalistes sont l'objet des critiques de la part de tous les protagonistes et surtout pendant les périodes dominées par la violence. Les critiques émanent des acteurs du conflit mais également de ceux qui soutiennent leur cause, comme on l'a vu dans le chapitre précédent. Chaque camp a son agenda et veut en conséquence influencer les médias pour obtenir une image plus favorable à lui et plus défavorable à son ennemi. Gadi Wolfsfeld parle même de «*combat pour le sens*» (Wolfsfeld, 1997: 31) entre les différents protagonistes. Pour cette raison, Robert Fisk (Fisk, 2005) critique les journalistes qui se laissent manipuler en temps de guerre surtout par les grandes puissances. Fisk affirme que les sources de journalistes sont souvent les porte-parole des armées ou des gouvernements: «*Le langage du journalisme qui couvre le Moyen-Orient* - dit-il - *est devenu très cavalier, très glissant, très déférentiel, très faux, très prêt à utiliser les phrases du Département d'État, du président, des diplomates américains et des responsables Israéliens à tel point qu'informer est devenu dans beaucoup de cas incompréhensible*» (Fisk, 2002). Ce point de vue critique est exprimé également par

l'analyste des médias, John E. Richardson. Il note que les sources d'information auxquelles les journalistes ont recours (qui sont souvent les groupes sociaux puissants comme les gouvernements) veulent influencer le traitement médiatique en leur faveur. «*La construction des sources d'information est directement liée aux actions et aux opinions des (habituellement les puissants) groupes sociaux» (*Richardson, 2007: 1). L'auteur affirme que l'on ne peut étudier des questions comme la démocratie, les valeurs de la société et les préjudices et inégalités sociales sans faire le lien avec l'influence du journalisme. Il rajoute qu'» *en temps de guerre, les journalistes sont exposés à la propagande de tous les protagonistes et surtout de la part des organisations et des institutions qui causent le plus de morts»* et que «*malheureusement, le journalisme devient façonné et conduit par cette propagande*» (ibid: 180).

3.2.1 Le débat de la revue «Questions de communication »

Certains auteurs avancent des théories qui affirment la partialité de la presse en faveur des Palestiniens, mais sans suivre une méthode scientifique (par exemple l'étude d'un corpus plus ou moins représentatif). Ils s'appuient sur des notes personnelles ou se basent sur des fragments de textes ou d'images pour essayer de prouver un point de vue préalable. C'est le cas par exemple de Daniel Dayan qui dénonce l'attitude des médias français par rapport à Israël et affirme qu'ils ne s'intéressent pas aux victimes israéliennes et ne mettent pas en avant ce qu'il décrit comme le terrorisme palestinien. Quatorze articles sont publiés en trois temps par la revue «Question de communication » (numéro: 8, 9 et 10). Ces articles constituent des réactions autour de la thèse de Daniel Dayan selon laquelle les médias français seraient intentionnellement pro-palestiniens et systématiquement anti-israéliens. Dayan dénonce ainsi la «victimisation » des Palestiniens et la «diabolisation » d'Israël dans les médias. Mais Dayan ne se base que sur des impressions personnelles et des notes sur base des contenus qui ne lui plaisent pas (Lits, 2006, Charaudeau, 2006). Daniel Dayan dénonce ce qu'il décrit comme une «guerre livrée contre les Israéliens » par une «croisade de vocabulaire » et des «leitmotivs lexicaux » (Dayan, 2005: 198). Dayan admet que ses propos «sont normatifs » mais «entièrement sous-tendus par l'idéal habermassien d'une sphère publique centrée sur la possibilité du débat» (Dayan, 2005: 216). Cette attitude est fort honorable, néanmoins elle n'est pas suffisante pour se prononcer en tant qu'académique pour généraliser des impressions personnelles sans les appuyer par une

analyse empirique et systématique. C'est bien là le problème de la thèse de Dayan. Marc Lits explique que lorsque le chercheur est impliqué dans son objet de recherche «l'habituelle distance de l'observateur [par rapport à son objet] ne va plus de soi » (Lits, 2006: 211) et «*la participation au débat repose encore sur des analyses fondées sur des principes théoriques dûment argumentés ou des analyses empiriques appuyées sur des données vérifiables, voire sur ces deux volets du travail scientifique, et ne relève pas d'un simple engagement militant. Ce dernier choix est d'ailleurs légitime, pour autant que le scientifique n'excipe pas alors de sa qualité d'universitaire pour imposer des arguments d'autorité, relève de la position de l'intellectuel plus que de celle de l'expert. Mais manifestement, dans l'entretien ici discuté, Daniel Dayan fonde bien son intervention sur son expertise en analyse des médias, laquelle est par ailleurs entièrement légitimée par son parcours et ses publications dans ce secteur*» (ibid). Lits ajoute que les termes employés par Dayan «montre[ent] qu'on quitte le registre de l'analyse des données pour occuper un point de vue militant, destiné à soutenir une thèse. Il y a donc, sur base de relevés aléatoires, sans définition précise d'un corpus de journaux ou d'une période, une généralisation quelque peu abusive, parce qu'elle apparaît comme relevant d'un procédé systématique, unilatéral » (Lits, 2006: 211-212).

Cependant, pour Lits »*il ne s'agit pas de dénier le droit au chercheur d'intervenir dans l'espace public; au contraire, c'est pour nous l'une de ses premières finalités* » (ibid: 2010). Pour Lits, l'intervention de Dayan est fondée «*son expertise en analyse des médias, laquelle est par ailleurs entièrement légitimée par son parcours et ses publications dans ce secteur*» (Lits, 2006: 211). En d'autres termes, une autorité académique, aussi brillante soit-elle, ne peut pas à elle seule valider une thèse sans preuve empirique, sans soumettre l'objet de la recherche aux règles scientifiques bien connus [par exemple, l'analyse du contenu (De Bonville: 2000), l'analyse du discours (Richardson, 2007), l'analyse linguistique et pragmatique (Verschueren: 2011)]. Toutes ces approches analytiques ont un point commun: elles insistent sur la nécessité d'étudier un corpus d'une taille raisonnable et sur la validité de l'analyse à travers l'objectivation qui consiste à offrir une grille d'analyse qui peut donner des résultats proches si elle est utilisée par différents chercheurs.

Daniel Dayan évoque l'idéal habérmassien qui garantit la possibilité de débat » et c'est tout à fait légitime. Cependant, quand les thèses sont avancées dans l'intention de généralisation scientifique, si celles-ci ne sont pas validées par une analyse empirique, l'on ne peut prétendre que ses propos sont scientifiques. Lits n'est pas le seul à critiquer les thèses de Dayan. Patrick Charaudeau «réplique » et fait les mêmes reproches méthodologiques que Marc Lits (Chareaudeau, 2006). D'autres soutiennent son point de vue. Estrella Israël Garzón affirme que les médias ont tendance à stigmatiser l'État d'Israël. «*De plus, tel qu'il est relayé par les médias, ce conflit a la particularité de stigmatiser davantage la politique israélienne stigmatisent davantage la politique israélienne* » (Garzón, 2006: 212). Les médias, selon elle, mettent en avant «la répression» contre les Palestiniens et la «condamnation internationale» de la politique israélienne sans en fournir des preuves. L'article rassemble plutôt à une plaidoirie en faveur de l'idéologie sioniste qu'à un article d'analyse des médias. Cet article réduit le rôle de la presse à reprendre «*le point de vue des terroristes [palestiniens]*». Ces articles prennent le parti du gouvernement israélien. Toute critique à l'égard de ce gouvernement est facilement assimilée à l'antisémitisme. D'autant plus que plusieurs intellectuels, français entre autres, posent un cadre qui privilégie «*le chantage à l'antisémitisme*» (Gill, 2004, Finkelstein, 2003, 2008) dans le cadre du «nouvel antisémitisme» (Taguieff, 2002; Allali, 2002; Finkielkraut, 2003; Weill-Raynal, 2005).

Ce choix de l'analyse militante, ne se limite pas à Dayan ou au militantisme pro-israélien. Il est également courant dans les milieux pro-palestiniens.

D'un autre côté, d'autres écrivains dénoncent la désinformation et les «*fausses symétries*» dans ce conflit en faveur des Israéliens cette fois-ci (Dray & Sieffert, 2002). Pour Joss Dray et Denis Sieffert, les médias occidentaux pratiquent la politique de «*deux poids deux mesures*» et stigmatisent les Palestiniens. «*Au Proche-Orient,* affirment-ils*, la bataille de l'image précède et accompagne celle des armes. Comme celle des armes, elle est déséquilibrée*» (Dray & Sieffert, 2002: 11).

En Belgique, une étude récente réalisée par une équipe de chercheurs de l'Université de Liège, a étudié la couverture médiatique de l'attaque israélienne contre Gaza fin 2008 début 2009 (Piet et al. 2010). Cette étude compare la couverture de l'événement par deux quotidiens français (Le Figaro et le Monde) et deux quotidiens belges (Le Soir et la Libre Belgique). L'originalité de cette recherche est sa

pluridisciplinarité. Elle combine «l'analyse du discours et la sémiotique » et «l'analyse politologique» (Piet et al. 2010: 18). Avec une grille d'analyse bien établie, les chercheurs ont étudié les fréquences l'intensité et l'orientation de chacun des quatre quotidiens par rapport au conflit. Tout cela est mis en relief par les auteurs avec les relations internationales et une lecture d'un point de vue stratégique. Cette étude propose une approche intéressante pour l'analyse de la couverture médiatique du conflit israélo-arabe. La pluridisciplinarité ne peut qu'être un atout dans ce genre d'analyse.

3.3 Analyses britanniques

Les analyses britanniques de la couverture médiatique sont plus nombreuses que celles réalisées par les francophones. Elles sont également plus complètes sur le plan qualitatif. Car non seulement, les chercheurs s'y efforcent de clarifier les théories sur lesquelles leurs travaux sont basés, mais ils expliquent aussi leurs méthodes. Cette revue de la littérature présente les analyses les plus récentes. Ces recherches concernent deux catégories: la couverture de l'Islam et celle du conflit israélo-arabe. Une juxtaposition de ces deux catégories de recherche permet de dire que la représentation de l'Islam après les attentats du 11 septembre dans les médias occidentaux est négative, l'Islam est représenté comme «une menace » (Poole, 2002, Poole & Richardson, 2006). De même, le mouvement de la résistance islamique, le Hamas palestinien et le Hezbollah libanais sont étiquettés comme mouvements «terroristes ». Les analyses montrent que les sources et les points de vue officiels des pays occidentaux sont mieux représentés que les points de vue musulmans qu'ils soient officiels ou non (Richardson, 2004). Cette tendance est également présente dans le traitement médiatique du conflit israélo-arabe où la perspective israélienne est mieux représentée que celle des Palestiniens ou des Libanais. Le traitement du conflit israélo-arabe n'est pas séparé de celui de l'Islam en général, mais également du terrorisme international d'Al-Qaïda et du dossier nucléaire iranien.

Le 30 septembre 2005, le journal danois Jyllands-Posten, publie douze carricatures du prophète Mohammad. Dans l'une de ces carricatures, celle de Kurt Westergaard, représente le prophète coiffé d'un turban en forme de bombe. Des manifestations musulmanes se propagèrent presque partout dans le monde en janvier et février 2006. Cependant certains médias ont choisi les images de militants palestiniens

s'attaquant aux institutions européennes à Gaza ou bien ont rapporté en premier lieu des manifestations palestiniennes 'barbares'. Les images des manifestants masqués et armés attaquant le Centre culturel français à Gaza (Le Monde 4 février, p.1) ou ceux qui attaquent le British Council ou les bureaux de l'UE à Gaza font les unes de la presse (par exemple The Times du 3 février). La manchette de The Times ce jour là évoque une guerre de civilisations «*Cartoon wars and the clash of civilisations*».

Cette mise en avant de manifestations palestiniennes ne s'est pas seulement produite dans le corpus qui fait l'objet de notre étude. Ainsi par exemple, un écrivain américain, Robert Spencer, s'en est inspiré pour écrire un livre intitulé » *The truth about Muhammad, founder of the world's most intolerant religion* » où il écrit: «*Gaza: fin janvier, des hommes armés ont occupé le bureau de l'UE, demandant des excuses du Danemark et de la Norvège (où une autre publication plus tard avait reproduit les caricatures). Le lendemain, les manifestants scandaient «guerre contre le Danemark, mort au Danemark», tout en brûlant des drapeaux danois. Nafez Azzam, un dirigeant du Djihad islamique a déclaré: «Nous sentons une grande colère face à la poursuite des attaques contre l'Islam et le Prophète de l'Islam et nous exigeons que le gouvernement danois présente des excuses claires et publiques pour ce crime injuste » (*Spencer, 2006: 12).

> *[Gaza: In late January, gunmen seized an EU office, demanding apologies from Denmark and Norway (where another publication later reprinted the cartoons). The following day, demonstrators chanted "War on Denmark, death to Denmark" as they burned Danish flags. Said Islamic Jihad leader Nafez Azzam: "We feel great rage at the continued attacks on Islam and the Prophet of Islam and we demand that the Danish government make a clear and public apology for the wrongful crime."] (p. 12)*

Depuis la parution de l'essai d'Edward Said sur la couverture de l'Islam en 1997 (Said, 2007), beaucoup d'encre à coulé sur le sujet et notamment en Grande-Bretagne. Deux remarquables chercheurs se distinguent par leurs recherches assez complètes, John Richardon et Elizabeth Poole. Les deux auteurs ont étudiés la représentation de l'Islam dans la presse quotidienne en Grande-Bretagne. Les résultats de leurs travaux font État d'une image négative de l'Islam. Les musulmans sont représentés d'un point de vue qui met en relation terrorisme et Islam, criminalité et islam.

Dans cette section, trois récentes études méritent d'être relevées. La première a

été réalisée par Greg Philo et Mike Berry (2004), deux chercheurs de l'Université de Glasgow. La deuxième est l'étude menée par la libanaise Samia Bazzi (2009). Et la troisième étude a été réalisée par l'israélienne Tamar Liebes (1997).

D'abord, Greg Philo et Mike Berry (2004) qui proposent une étude parmi les plus complètes sur la question combinant analyses du discours, analyses de la production et de la réception. Ils ont analysé 80 heures d'informations télévisées tirées des bulletins de la BBC et de l'ITV. Ils ont interviewé plus de 800 personnes sur leur compréhension du conflit israélo-arabe, ils ont également interviewé des journalistes sur leur travail. Dans leurs ouvrage intitulé «Bad News from Israel » (Mauvaises nouvelles d'Israël), Philo et Berry démontrent que la couverture médiatique du conflit israélo-arabe est dominée par la perspective israélienne (p. 225), l'absence du contexte historique (p. 216, 245, 250). Ce traitement médiatique se répercute sur la façon dont le public comprend ce conflit (p.200-243). Par exemple, la plupart des personnes interviewées ignore qu'Israël contrôle les sources en eau dans les territoires palestiniens occupés (Philo & Berry in Poole & Richardson, 2006: 202), certains membres du public pensent que ce sont les Palestiniens qui occupent des territoires israéliens et que les colons sont des palestiniens (Philo & Berry, 2005: 217) et seulement 11% des étudiants britanniques interviewés savaient qu'Israël occupe les territoires palestiniens (ils sont 26% dans l'échantillon allemand et 29% dans l'échantillon américain à connaître la bonne réponse) (p.217). Seulement 9% des personnes interviewées connaissait les résolutions de l'ONU sur le conflit (p. 218). Les auteurs notent: «*Il n'y avait presque aucune connaissancent [de la part du public] du grand nombre de résolutions que l'ONU a votées [sur le conflit], soit celles relatives à la légalité de l'occupation ou celles qui concernent les droits de l'Homme dans les territoires [occupés]. Ces absences [d'information] dans la connaissance du public sont très étroitement parallèles à leur absence dans l'information télévisées*» (p.218).

> *[There was almost no knowledge of the large number of UN resolutions which have been passed, either those relating to the legality of the occupation or to human rights abuses in the territories. These absences in public knowledge very closely parallel the absence of such information on the TV news. (p.218)]*

Un autre point est soulevé dans cette recherche, la construction et la responsabilité de la violence: «*Sans contexte historique, les informations focalisent sur les événements de tous les jours, et dans ces informations nous avons trouvé que les*

Palestiniens sont représentés comme les initiateurs du problème de la violence alors que les [actions des] Israéliens sont représentés comme des ' ripostes' » (Philo & Berry in Poole & Richardson, 2006: 202-203).

La deuxième étude que nous souhaitons présenter est intitulée «*Arab news and conflict: a multidisciplinary discourse study* ». La chercheuse libanaise, Samia Bazzi (Bazzi, 2009) propose une lecture comparée des médias et des agences de presse britanniques et arabes. Elle aborde, par exemple, la question de la transformation que subissent les nouvelles des agences de presse lorsque celles-ci sont traduites. Bazzi se focalise sur les médias arabes, mais propose également des comparaisons avec les médias occidentaux.

Quant à Tamar Liebes (1997), la chercheuse israélienne se penche sur la manière dont les médias israéliens couvrent le conflit israélo-arabe ainsi que la couverture de la guerre du Golfe en 1991. Selon elle, l'hégémonie du gouvernement et de l'armée influence les médias. Ceux-ci, ne font que reproduire les arguments et les positions officiels. Les médias israéliens rapportent le conflit d'une façon idéologique basée sur la dichotomie de «Nous » et «Eux ». «Nous sommes les bons, eux ils sont les méchants » et «Notre violence » n'est qu'une «riposte » à leur «terrorisme » (Liebes, 1997).

3.4 Conclusions

De ce qui vient d'être dit, l'on peut déduire que non seulement les regards sur le conflit, qu'il soit celui des protagonistes ou celui des médias, sont un enjeu, mais également les analyses de la couverture médiatique. D'ailleurs, on remarque la prolifération des sites internet qui «surveillent » cette couverture de façon quotidienne. Ces sites sont évidemment partisans et leurs grilles de lecture sont dominées par l'orientation idéologique. Internet est le champ de bataille électronique pour l'image qui opposent Palestiniens (et Arabes) aux Israéliens. Par exemple, de nombreux articles qui traitent de l'histoire du conflit sur *Wikipedia*, ont été bloqués à toute modification par le site. Mentionnons quelques exemples parce que ceux-ci font l'objet de controverses entre les parties qui ont tendance à supprimer la perspective de l'adversaire tout en publiant les informations qui leur semblent plus justes. Sur *Facebook* également, la bataille fait rage. La presse israélienne a rendu publiques des photographies de soldats

israéliens qui posent avec leurs victimes palestiniennes, prisonniers et cadavres. Et récemment, le gouvernement israélien actuel de Binyamin Netanyahou a demandé au site de retirer une page appelant à une troisième intifada.

Plusieurs dizaines, pour ne pas dire centaines, de sites internet se donnent la tâche quotidienne d'observer, surtout de critiquer le traitement médiatique du conflit israélo-arabe. Certains sites proposent des «manuels» pour aider le public à décoder les médias jugés généralement partisans de l'adversaire, ces sites sont soit pro-israéliens soit pro-palestiniens. La plupart d'entre ces sites, affiche une préoccupation de professionnalisme, d'équité ou d'équilibre dans les médias, et critiquent systématiquement le traitement médiatique. Ils sont soit des initiatives individuelles, c'est le cas de la plupart des sites pro-palestiniens à l'exception d' » electronicintifada.net » et «arabmediawatch.com»; soit gérés par une organisation et c'est le cas de la plupart des sites pro-israéliens à l'exception de «desinfos.com» et «debriefing.org». Le cas de la BBCWatch est très intéressant. Le site est fondé et géré par l'avocat Trevor Asserson, spécialiste des litiges judiciaires et membre de l'Ordre des avocats en Israël où il est à la tête d'un bureau d'avocats (Asserson Law Offices). BBCWatch est fondé en 2000 afin de «mener des études objectives et statistiques de la couverture médiatique des événements au Moyen-Orient à la BBC ».

> *[BBCWatch was established in 2000 to conduct objective, statistical studies of the BBC's news coverage of events in the Middle East. (BBCWatch.com consulté le 4 avril 2011]*

BBCWatch surveille le contenu de la chaîne publique «*à la recherche des biais » anti-israéliens* (ibid). Mais surtout, il fonctionne comme un avocat d'Israël «*pour que la BBC respecte ses obligations légales* » (ibid). La BBCWatch travaille donc sur le plan légal.

Tableau 3.4-1: Quelques sites à vocation critique des médias (media watchdogs)		
Pays	**Pro-israéliens**	**Pro-palestiniens**
Belgique	desinfos.be	michelcollon.info
France	debriefing.org obs.monde.juif.free.fr desinfos.com	presse-palestine.org
Royaume-Uni	justjournalism.com bbcwatch.com	arabmediawatch.com
USA	camera.org eyeonthepost.org honestreporting.com aim.org palwatch.org	electronicintifada.net ifamericansknew.org imeu.net fair.org

Ce que l'on peut dire aussi de ces sites, c'est qu'ils participent activement au maintien de la pression sur les médias: attention on vous surveille! Parmi ces sites, l'on trouve (desinfos.be) un site belge qui dénonce les médias «pro-palestiniens». Les articles du journal Le Soir et tout particulièrement ceux de Baudouin Loos y sont souvent critiqués. Par contre, le site d'Investig'Action, animé par le journaliste Michel Collon (michelcollon.info) critique les médias pour leurs biais pro-israéliens.

En France, le site (debriefing.org) scrute quotidiennement les passages qui parlent du conflit israélo-arabe dans les médias. L'Observatoire du monde juif, analyse les médias français d'un point de vue militant pro-israéliens. Cet organisme «se donne pour objectif de clarifier les enjeux des questions juives, d'en informer les responsables politiques et les professionnels de l'information, de communiquer les résultats de ces investigations aux milieux de la recherche, d'aider les communautés juives à se repérer dans l'évolution des choses. Pour trancher sur les stéréotypes et les déformations qui accablent le plus souvent ces sujets, l'Observatoire se recommande des méthodes universitaires de la recherche sociologique et politologique» (obs.monde.juif.free.fr consulté le 4 avril 2011) Face à lui, du côté pro-palestinien, l'Observatoire de la presse sur la Palestine) qui «a pour ambition de regrouper les informations relatives au traitement médiatique de la question israélo-palestinienne» (presse-palestine.org consulté le 4 avril 2011) dans la presse écrite française. Du côté britannique, le site «Just Journalism» dénonce la couverture «sensationnelle» du conflit israélo-arabe dans les médias. *«Just Journalism est un organisme indépendant sans but lucratif qui mène une réflexion sur le traitement médiatique britannique d'Israël, la Palestine et le Moyen-Orient. Nous croyons qu'il existe une représentation biaisée d'Israël dans la plupart des grands médias qui va au-delà de l'analyse juste et la critique rationnelle des politiques israéliennes. Nous croyons également que les événements clés de cette région*

sont considérablement minimisés ou ignorés au détriment d'une couverture [médiatique] sensationnaliste».

> *[Just Journalism is an independent not-for-profit think tank leading the discourse on UK reporting of Israel, Palestine and the wider Middle East. We believe that a skewed portrayal of Israel is rendered in much of the mainstream media that extends beyond fair analysis and deserving criticism of Israeli policies. We also believe that key regional developments are significantly downplayed or ignored at the expense of sensationalist reporting.] (justjournalism.com consulté le 4 avril 2011).*

Ces critiques, partisanes ou pas, démontrent que le traitement médiatique du conflit israélo-arabe ne fait pas l'objet d'un consensus chez les protagonistes. Par exemple, durant la guerre israélo-libanaise en 2006, la BBC a fait l'objet de critiques virulentes de la part de BBCWatch et de l'Arab Media Watch. Les deux organismes ont accusé la BBC des biais en faveur du camp adverse, et parfois les critiques des deux organismes ciblaient les mêmes reportages (Marsden & Savigny, 2009: 40-41). Comment faire face à ces critiques? Est-ce que les médias doivent se plier à ces considérations des militants? L'on ne peut que réitérer ce qui a été dit dans le chapitre précédent: la solution réside dans le respect de l'éthique journalistique et le droit international, tous deux indissociables.

Deuxième partie: cadres théorique et méthodologique

Chapitre 4: L'analyse critique du discours médiatique

4.1 Introduction

Ce chapitre a pour objectif de présenter la *Crtical Discourse Anaysis (*CDA), un cadre épistémiologique dans lequel cette étude souhaite s'inscrire. Ce chapitre discute également les différentes approches de la CDA, sa portée et ses limites. Cette approche étudie la façon de (re) produire les inégalités sociales par le discours et notamment le discours médiatique (van Dijk, 1993). Par exemple, le fait d'accéder ou non aux médias (par la prise de parole ou seulement par le fait d'être couvert par les journalistes) est considéré en soi comme une source de pouvoir. De plus, les groupes les plus puissants (financièrement, médiatiquement) bénéficient d'un accès plus large et d'une influence plus grande sur les médias. Et par la suite, cet accès se transforme en contrôle sur les opinions et les esprits (van Dijk, 2001).

L'ACD s'intéresse aux structures, formes, organisations, ordres, schémas et interactions à l'intérieur du discours et entre le discours et la société. Dans ce cadre, le discours n'est pas regardé comme l'unité linguistique «*égale ou supérieure à la phrase*» au sens de la linguistique telle qu'elle est définie par De Sassure et Beneviste. Le discours est défini comme l'*usage social de la langue (*language use) (Fairclough, 2003, 2005), ce qui implique de traiter le discours dans les contextes sociaux de sa production et de sa réception. Dans cette optique, le discours est considéré comme une forme d'action sociale qui est façonnée par le monde social et participe à son tour à la création du monde social (Wodak & Chilton, 2005).

4.2 Anayse critique

Le point de départ de l'ACD est de considérer le discours (language use) comme une *pratique sociale* qui «*construit la réalité sociale (objets, situations, identités, relations sociales*» [*constructs social reality (objects, situations, identities, social relations)]* (Chilton in Wodak & Chilton, 2005: 23). Mais le discours n'est pas immunisé de l'influence que peut jouer la société et les individus dans sa formation. En d'autres mots, le discours est «*façonné par la société, mais il façonne la société*» [is socially shaped, but is also socially shaping – or socially constitutive] (Fairclough,

1995b: 55). Ainsi, l'analyse critique du discours «*explore la tension entre ces deux facettes de discours*» ["explores tension between these two sides of language use"] (ibid: 55). Fairclough souligne que le discours construit «1) des identités sociales, 2) des relations sociales, 3) des systèmes de connaissance et d'opinion» ["*language use – any text – is always socially constitutive of 1) social identities, 2) social relations and 3) systems of knowledge and belief*"] (ibid: 55). Le discours est une manifestation saillante de l'action sociale ["one manifestation of social action"] (Chilton, ibid: 20). De ce fait, il est considéré par l'ACD comme un outil de domination et de (re) production d'inégalités sociales. Et à partir de cette conception, l'ACD s'attribue un une fonction d'émancipatoin en «cultivant la *prise de conscience*» [raising consciousness] des méchanismes de la construction des problèmes sociaux par le disours (Fairclough, 2001, Wodak & Chilton, 2005: 44). Cette dimension de responsabilité sociale est refletée dans la définition que Fairclough donne au discours comme «*l'usage de la langue dans la représentation d'une pratique sociale donnée à partir d'un point de vue particulier*» *[the language used in representing a given social practice from a particular point of view]* (Fairclough,1995b: 56).

L'ACD trouve ses fondements dans la linguistique critique (Critical Linguistics) et certaines approches comme celle de Fairclough (2005: 5) dans la linguistique systémique fonctionnelle (Systemic Functional Linguistics). Cette approche critique est née d'un échange entre cinq chercheurs réunis en 1990 à l'Université d'Amsterdam: Teun van Dijk, Norman Fairclough, Kunter Kress, Theo van Leeuwen et Ruth Wodak (Wodak & Meyer, 2005: 4; Wodak & Chilton, 2005). L'ACD se définit comme *critique* pour deux raisons. En premier lieu, parce qu'elle s'intéresse aux aspects problématiques du discours (Wodak & Meyer, 2005; Fairclough, 2005; Richardson, 2007), par exemple, le discours sur la femme, le discours racistes contre les Noirs, les immigrés, les Arabes, et le discours sur le tiers monde, etc. Et en deuxième lieu, l'ACD se définit comme une prolongation des théories critiques (marxisme, structuralisme, Palo Alto, école de Frankfort). Van Dijk affirme que l'ACD est une analyse 'engagée' (*analysis with attitude*). Elle se focalise sur des problèmes d'ordres politique et sociale, et notamment le rôle joué par le discours dans la production et la reproduction des abus du *pouvoir* et de *domination*.

En tant que théorie critique, l'ACD trouve ses fondements dans l'École de Francfort mais aussi dans le marxisme et la rhétorique aristotélicienne (Van Dijk, 1997a: 352, Chilton in Wodak & Chilton, 2005: 19-20). «Ainsi, ce qu'on désigne parfois comme la *théorie des effets idéologiques* s'inspirant du *néo-marxisme, de l'école de Francfort et des courants qui en sont issus*, *part du postulat selon lequel les médias ont pour véritable effet d'empêcher les transformations sociales*» (Lohisse, 2005: 44).

L'attitude critique et engagée de l'ACD «*discourse analysis 'with attitude'*» (van Dijk in Wodak & Meyer, 2005: 96) ne signifie pas pour autant que l'approche néglige la distance que le chercheur doit avoir de son objet d'investigation. Autrement dit, c'est «*précisément en raison de la combinaison entre [l'attitude] académique et des responsabilités sociales, l'ACD doit être rigoureuse» (*ibid: 96). Pour van Dijk, «*sans méthodes explicites et systématiques, une recherche ne peut être socialement utile et ne peut produire des observations scientifiques fiables. Dans l'ACD, la formulation théorique, sa description, la formulation d'une problématique et leur applications sont étroitement liées et s'inspirent mutuellement. Cela signifie que les théories et les analyses de l'ACD doivent non seulement être élégantes ou sophistiquées, et fondées empiriquement, mais aussi elles doivent faire face à la plus rude épreuve de toutes - la pertinence*» (ibid: 96-97).

> *[Precisely because of its combined scholarly and social responsibilities, CDA must be rigorous scholarship. (…) Without explicit and systematic methods, no socially useful as well as scholarly reliable observations and descriptions can be produced. In CDA, theory formation, description, problem formulation and applications are closely intertwined and mutually inspiring. This means that CDA theories and analyses not only should be elegant or sophisticated, as well as empirically grounded but face the toughest test of all- relevance] (ibid: 96-97).*

Selon Ruth Wodak, le terme «critique» signifie que le chercheur doit prendre une distance par rapport aux données qu'il analyse; des données à analyser dans le contexte social et qu'il doit exprimer explicitement sa position (Wodak & Meyer, 2005: 9 cité in Locke, 2004: 26).

> *[Basically, 'critical' is to be understood as having distance to the data, embedding the data in the social, taking a political stance explicitly, and focus on self-reflection as scholars doing research]*

Les théoriciens de l'ACD s'accordent sur ce point. L'ACD doit fournir des

preuves empiriques à travers l'étude d'un texte donné (corpus). La fiabilité de la recherche critique repose une objectivation optimale.

4.3 Les différentes approches de l'ACD

Comme on l'a vu plus haut, plusieurs chercheurs ont en quelque sorte fondé l'ACD après des années de recherche (Wodak & Chilton, 2005). Chacun des chercheurs du «cercle d'Amsterdam»- baptisons ainsi le colloque organisé par van Dijk en 1995- a sa propre approche de faire de l'analyse critique du discours. Deux approches nous semblent pertinentes à notre étude: sociocognitive de van Dijk (van Dijk in Wodak & Chilton, 2005, van dijk, 2008, 2009), sociolinguistique de Fairclough (Fairclough, 2003 ; Richardson, 2007:37).

Norman Fairclough est parmi les rares théoriciens de l'ACD à développer une méthodologie empirique d'analyse du discours (Fairclough, 2005; Richardson, 2007; Jørgensen & Phillips, 2002: 60). De son côté, Teun van Dijk propose une approche sociocognitive et suggère des fondements théorique et méthodologique sans pour autant assumer une méthodologie (van Dijk in Wodak & Meyer, 2005: 97).

Teun van Dijk adopte une approche *sociocognitive* de l'analyse du discours. Il accorde une importance fondamentale à la cognition sociale (représentations sociales, stéréotypes, idéologies) pour produire et comprendre tout discours. Cette approche interdisciplinaire n'hésite pas à utiliser des méthodologies diverses: l'analyse de contenu, l'analyse de discours, la pragmatique, la linguistique, la sémantique et la narratologie (Van Dijk in Wodak & Meyer, 2005: 96).

Dans son approche sociocognitive, van Dijk propose d'analyser le discours selon un model triangulaire: texte, cognition et société (ibid: 98). Selon lui, une analyse critique du discours doit prendre en compte le texte (défini comme un événement de communication - '*communicative event'* - qui peut être un texte écrit ou parlé «par exemple, article du journal, reportage télévisé», une conversation, une mise en page ou une image), la cognition sociale (attitudes et opinions du groupe, idéologies, connaissance partagée), et la société.

La notion du contexte dans lequel le texte est produit et consommé doit

également être considérée dans cette approche. Van Dijk, distingue entre deux types de contexte: global et local. «*Les contextes globaux [d'un texte], écrit-il, sont définis par les structures sociales, politiques, culturelles et historiques dans lesquels l'événement de communication se produit» (*ibid: 108). Tandis que «*les contextes locaux sont habituellement définis en terme d'immédiateté; de la situation d'interaction dans lesquelles l'événement de communication se produit*» (ibid).

En d'autres termes, l'ACD doit prendre en compte le texte (objet de l'analyse) dans son contexte. Dans la présente étude, cela est illustré par une analyse historique du conflit israélo-arabe (contexte global) et la prise en compte des contextes immédiats des événements (voir chapitre 8).

Le discours est considéré comme une partie intégrante de la réalité matérielle et sociale. Pour Norman Fairclough, *l'Analyse Critique de Discours est* une science sociale critique ayant des objectifs émancipateurs. L'ACD lutte contre les formes d'inégalité sociale véhiculées par et dans le discours (Fairclough in Wodak & Meyer, 2005: 125). Comprendre le discours en tant que pratique sociale implique deux choses: tout d'abord, le discours est un *mode d'action* comme l'ont reconnu les théories pragmatiques et la philosophie linguistique. Ensuite, cela implique que la langue est située socialement et historiquement en tant que *mode d'action* ayant une relation dialectique avec d'autres facettes du social. Cette relation dialectique signifie que le discours est socialement influencé et façonné, mais aussi il influence, façonne et agit sur la société. «*It is socially shaped, but is also socially shaping- or socially constitutive*» (Fairclough, 1995: 55).

Norman Fairclough souligne que l'ACD explore la tension entre ces deux facettes du discours (socialement influencé et influençant). Le rôle de cette approche est donc «d'*explorer la tension entre ces deux facettes du discours: il est socialement façonné et socialement constitutif. Le discours, toute sorte de texte, construit simultanément et toujours 1) des identités sociales; 2) des relations sociales; 3) et des systèmes du savoir et de croyances» (*Fairclough, 1995: 56). Patrick Charaudeau confirme ce constat: «*Les médias manipulent autant qu'ils se manipulent*» (Charaudeau, 2005:11). Le *discours* selon Fairclough est «*l'usage de la langue (language use) pour représenter une pratique sociale donnée d'un point de vue particulier»* (Fairclough, 1995: 56). Ainsi toute analyse critique du discours, y compris l'analyse du discours

médiatique, implique deux points focaux: 1.) Les événements communicatifs. 2.) Les ordres du discours. L'analyse des événements communicatifs implique l'analyse des relations entre trois dimensions d'un événement: le texte, la pratique discursive (*discourse practice*) et la pratique socioculturelle (*sociocultural practice*). L'analyse de texte implique l'étude de son sens et de sa signification, tandis que l'analyse des pratiques discursives se porte sur les pratiques de la production du discours. L'analyse des pratiques socioculturelles concerne le contexte (de production et de réception). L'analyse des ordres du discours concerne la structure, le genre et l'ordre social et privé du discours (Fairclough, 1995: 56-67).

Teun van Dijk argumente que le discours est forcément influencé par les structures sociales. Ces structures sont influencées et modifiées par le discours. Entre discours et société, la relation est dialectiquement interchangeable. Des attitudes telles que la xénophobie, le racisme et l'antisémitisme sont produits et reproduits par le discours (Reisigl & Wodak, 2001: 1-31).

Les contributions de Teun van Dijk dans ce domaine sont le fil conducteur de notre cadre conceptuel. Selon lui, les idéologies sont «*les cadres de base qui organisent la cognition sociale partagée par les membres de groupes sociaux, des organisations ou des institutions » (*van Dijk, 1995b). Les idéologies sont individuelles (cognitives) et sociales à la fois et fonctionnent comme des interfaces entre les représentations mentales (cognitives et individuelles) et les différentes positions et attitudes des différents groupes sociaux. «*Dans cette approche, les idéologies sont les cadres de base de l'organisation des cognitions sociales partagées par les membres des groupes sociaux, les organisations et les institutions. Dans cette optique, les idéologies sont à la fois cognitives et sociales. D'un côté, elles fonctionnent essentiellement comme interfaces entre les représentations cognitives et les processus sous-tendant le discours et l'action, et de l'autre côté, la position sociétale et les intérêts des groupes sociaux. Cette conception de l'idéologie nous permet également d'établir le lien crucial entre l'analyse des groupes au niveau global (macro level), les formations et les structures sociales et au niveau local (micro level) situé dans le discours et l'interaction individuels» (ibid: 23).* De son côté, John Richardson définit l'ACD comme «*une théorie et une méthodologie qui analysent la façon dont les individus et les institutions utilisent la langue [le discours]*» (Richardson, 2007: 1). En d'autres mots, la CDA

concentre son attention à l'étude du discours lié aux problèmes sociaux et notamment le rôle du discours dans la production et la reproduction de la domination et de l'abus de pouvoir (van Dijk in Wodak & Meyer, 2005).

La relation entre les médias et la société, selon l'ACD, peut-être qualifiée de dialectique. Les macrostructures (le pouvoir, la politique, les groupes de pression, la société civile) influencent les microstructures (le discours dans le texte et la parole) et vice versa (van Dijk, 1997: 31-34). Le discours est une pratique sociale «*impliquée dans le pouvoir et la lutte pour le pouvoir*» (Fairclough, 2001: 14). D'après Teun van Dijk, les médias peuvent pratiquer un certain «contrôle des esprits» car «*les récepteurs* [des messages] *ont tendance à accepter les croyances, le savoir et les opinions (même si cela est en désaccord avec leurs croyances et expériences personnelles) à travers le discours provenant de ce qu'ils pensent être des sources autoritaire, fiables et crédibles. Comme des professeurs, des experts, des professionnels ou les médias*» (Van Dijk, 1993: 357). Si la presse est considérée comme un quatrième pouvoir (*fourth estate*) (Chomsky et al. 2003), l'ACD se considère comme un cinquième pouvoir (*fifth estate*). L'analyse critique de discours est une approche à vocation sociale. Elle veut jouer un rôle dans la construction du sens auprès de la société. En effet, selon cette approche, le discours et considéré comme l'usage social de la langue «*language in use*» comme le soulignent deux principaux théoriciens de l'ACD: Norman Fairclough (Fairclough, 2005: 3) et Teun van Dijk (van Dijk, 2009, 2010). Le discours est étudié ici en relation avec son contexte social. Norman Fairclough attribue trois dimensions à un discours: le texte, la pratique discursive et la pratique sociale (Fairclough, 2005: 21-26). Dans cette perspective, le discours est considéré comme une sorte d'action sociale (Wodak & Chilton, 2005:20). D'où l'intérêt d'étudier la dimension idéologique du discours.

La CDA ou *l'Analyse Critique de Discours* (ACD) est une approche qui a connu, et qui continue de connaître, des développent et des questionnements quant à sa pertinence, ses ancrages théoriques, ses méthodologies et sa nature multidisciplinaire. Il ne s'agit pas d'une approche homogène où d'une méthodologie prescrite que les chercheurs doivent suivre (Wodak & Chilton, 2005). Il s'agit plutôt d'une approche théorique ouverte aux autres disciplines. Et d'ailleurs, l'ACD se définit comme une théorie critique multidisciplinaire. Selon van Dijk l'ACD «n'est pas» pas une méthode de recherche, mais une approche «inter-disciplinaire». Selon l'auteur, il s'agit d'un

«*mouvement académique [constitué] d'un groupe de chercheurs socialement et politiquement engagés, ou, plus précisément, une attitude socialement critique dans la façon de faire des analyses du discours*» (*Discourses.org* consulté le 30 mars 2011).

> *[Discourse analysis is NOT a method of research, but rather a (cross-) discipline (…) CDS is:An academic movement of a group of socially and politically committed scholars, or, more individually, a socially critical attitude of doing discourse studies.]*

Pour van Dijk, l'approche de l'ACD se voit comme une théorie de base pour l'analyse du discours «grounded theory».
De sa part, Fairclough, elle est à la fois une approche méthodologique et une théorie . Cependant, la méthode employée par Fairclough est une approche linguistique critique (Richardson, 2007).
John Richardson définit l'ACD comme «*une perspective sur la critique: une théorie et une méthode d'analyse de la façon dont les individus et les institutions utilisation de la langue*».

[*CDA is a perspective on critical scholarship: a theory and a method of analysing the way that individuals and institutions* use *language*] (Richardson, 2007: 1).
Le journalisme doit donner aux citoyens le moyen de mieux comprendre le monde dans lequel ils vivent, or «*il reproduit régulièrement les opinions des puissants*» (ibid: 7).
[*it regularly reproduces the opinions of the powerful*]

Malgré ces différences de point de vue des chercheurs, il y a cinq caractéristiques communes de différentes approches de l'analyse critique du discours (Jørgensen & Phillips, 2002: 60).

4.4 Et les cinq caractéristiques communes

Construisant sur l'analyse de Fairclough et Wodak (1997) Jørgensen et Phillips dénombrent cinq caractéristiques communes à l'ACD (Jørgensen & Phillips, 2002: 60-64). Ces cinq points communs aide à donner une définition à l'ACD ainsi qu'à délimiter son champ, ses limites et sa portée. Voyons et commentons ces cinq caractéristiques:

1. La réalité sociale (processus et structures socioculturels) est en partie discursive. À partir de cela, l'ACD s'interroge sur la façon dont le discours (re) produit la réalité sociale. Diverses études ont été menées dans ce sens ayant pour objet le discours du racisme (van Dijk, Wodak) ou le discours de la police et l'abus du pouvoir, le discours médical (médecins-patients), etc.
2. Le discours est à la fois constitutif et constitué: la relation entre le discours et le monde est une relation dialectique comme le note van Dijk. Le discours est façonné par le contexte de sa production et de sa réception (van Dijk, 2008, 2009). Il participe à son tour à façonner les opinions et les idéologies des individus et des groupes. Dans cette optique, le discours est considéré comme une pratique sociale. L'analyse du discours doit prendre en compte les pratiques sociales qui interagissent

sur le texte, c'est-à-dire qu'il est étudié dans son contexte de production et de réception.

3. Le discours doit être analysé dans son contexte social: parce que le discours est considéré comme une forme d'action sociale, l'ACD se donne l'objectif de l'examiner dans son contexte social.
4. Le discours fonctionne idéologiquement: l'ACD construit son approche sur l'argument selon lequel «*les pratiques discursives contribuent à la création et à la reproduction de relations de pouvoir inégales entre les groupes sociaux*» (Jørgensen & Phillips, 2002: 63).

   [In critical discourse analysis, it is claimed that discursive practices contribute to the creation and reproduction of unequal power relations between social groups]

Ce regard critique sur l'idéologie dans ou du discours s'inspire de la pensée de Foucault notamment sa maxime: savoir= pouvoir (Richardson, 2007: 33).

Le discours fait donc l'objet d'une analyse critique parce qu'il joue un rôle afin de maintenir des relations inéquitables de pouvoir; il n'est donc pas neutre. Et c'est précisément la raison d'être de l'ACD, qui se définit comme une approche «engagée» (van Dijk) ayant des objectifs émancipateurs.

5. L'ACD est une approche critique

4.5 Du discours

Sur le plan heuristique, le discours désigne «*l'objet de la connaissance de l'analyse de discours [et] l'ensemble des textes [au sens large: textes écrits, parole, images] considérés en relation avec leurs conditions historiques (sociales, idéologiques) de production*» (Sarfati, 1997: 16). L'ACD étudie le texte et la parole (text and talk) en relation avec le contexte dans lequel le discours est produit et consommé (van Dijk, 2008, 2009).

Le texte est «l'objet empirique de l'analyse du discours, ensemble suivi (cohésif et cohérent) d'énoncés qui constituent un propos (écrit ou oral)». Tandis que le discours est l'objet de la connaissance de l'analyse du discours, il désigne l'ensemble des textes considérés en relation avec leurs conditions historiques (sociales, idéologiques) de production». L'analyse du discours peut être définie comme l'étude d'un texte en rapport avec ses conditions sociales de production (Sarfati, 1997: 17). Jean-Pierre Meunier affirme qu'il est «*tout à fait injustifié de limiter au seul registre du*

discours, comme le fait Benveniste, l'intention d'influencer l'autre de quelque manière» (Meunier & Peraya, 2004: 84).

4.6 Idéologie et discours

Le terme «*idéologie*» est un néologisme forgé par Destutt de Tracy (1754-1836) en 1796 (De Tracey, 1992, 2004). Mais ce sont Marx et Engels qui lui ont donné sa première définition complète. Michel Vadée prétend que *la théorie de l'idéologie* est une théorie matérialiste et historique dont la première expression complète se trouve dans l'œuvre de Marx et Engels, l'Idéologie allemande (Vadee, 1973: 6). Selon cette théorie, une idéologie est le résultat d'un «*processus qui se produit dans des couches et des groupes restreints d'individus (les intellectuels, juristes, politiques, etc.). De là, elle se répand par la diffusion de la presse et du livre, par les discours (essentiellement politiques, mais aussi par l'enseignement). Un groupe social, une classe, a donc l'idéologie de ses idéologues, et tels idéologues sont les idéologues de telles classes parce qu'ils en expriment, même à leur insu et contre ce qui eût été souvent leur gré, les intérêts, les besoins, les aspirations et idéaux, les illusions*» (ibid). L'idéologie a une fonction sociale, une structure cognitive et un discours. Selon van Dijk, la fonction cognitive principale des idéologies est d'organiser les attitudes du groupe. Pour lui, l'analyse du discours ne se limite pas aux aspects lexicaux du texte, mais aussi elle doit traiter la forme et la structure de celui-ci. Il définit l'idéologie en tant que base de représentation sociale des groupes sociaux (van Dijk in Wodak & Meyer, 2005: 115).

L'idéologie n'est pas limitée à un ou plusieurs groupes sociaux. Il existe selon l'auteur une idéologie raciste et une idéologie anti-raciste; une idéologie communiste et une idéologie libérale ou capitaliste etc. Et comme le souligne van Dijk, «*Les groupes dominés peuvent également avoir des idéologies, à savoir des idéologies de résistance et d'opposition. Les idéologies sont plus généralement associées aux groupes sociaux, aux classes, aux castes ou aux communautés et représentent leurs intérêts fondamentaux* » (van Dijk, 2006 : 75).

Le discours est influencé par l'idéologie mais peut aussi agir et changer une idéologie. «*Les idéologies organisent les attitudes spécifiques de groupes. Ces attitudes peuvent être utilisées dans la formation des opinions personnelles comme celles-ci sont représentées dans des modèles et ces opinions personnelles peuvent être finalement*

exprimées dans le texte et la parole. C'est de cette façon habituellement et indirectement que les idéologies s'expriment dans le discours. Car les modèles représentent ce que les gens savent et pensent à propos d'un événement ou d'une situation. Ils contrôlent essentiellement le contenu ou la sémantique du discours» (van Dijk in Bell & Garrett, 2001: 21).

Les idéologies et les opinions de la presse ne relèvent pas seulement de croyances individuelles mais aussi sociales, institutionnelles et politiques. «*Notre théorie suggère que les idéologies sont les bases axiomatiques des représentations mentales partagées par les membres d'un groupe… Par exemple, beaucoup d'idéologies de groupes impliquent une représentation de Soi et d'Autrui, Nous et Eux*» (ibid: 24-25).

Teun van Dijk donne la définition suivante à ce qu'il appelle le travail de l'idéologie: «*une idéologie est le fondement des représentations sociales partagées par un groupe. Ces idées de groupes peuvent être évaluées positivement, négativement ou ne pas être évaluées du tout, et ce en fonction du point de vue, de l'appartenance à un groupe ou de l'éthique de chacun*» (van Dijk, 2006 : 74).

Phillipe Schepens (Schepens, 2006 : 10) note que, selon cette définition, «*aucun groupe, aucune communauté, aucune classe sociale n'échappe à l'idéologie, d'autant qu'elle est constituée des représentations de «leurs intérêts fondamentaux ». En plus «il ne s'agit pas comme chez Althusser, d'opposer discours idéologique et discours scientifique, mais de remarquer que les groupes sociaux se cimentent les uns par rapport aux autres dans des discours identitaires tissés de croyances sur «Nous » par rapport à «Eux »* » (ibid). Selon l'approche de van Dijk il n'ya pas d'idéologies individuelles mais «*des emplois personnels des idéologies* » (ibid).

Dans sa discussion sur la littérature autour de l'idéologie, Jan Blommaert distingue entre deux groupes d'auteurs qui proposent chacun une approche pour définire l'idéologie : spécifique et général. «*Il y d'une part,* écrit-t-il*, les auteurs qui définissent l'idéologie comme un ensemble spécifique de discours de représentations symboliques, de termes, d'arguments, d'images, de stéréotypes au service d'un but précis, et exploité par des groupes ou des acteurs spécifiques, reconnaissables préciséments par leur utilisation des telles idéologies. D'autre part, il ya des auteurs qui définissent l'idéologie*

comme un phénomène général qui caractérisent la totalité d'un système social ou politique particulier, et exploité par chaque membre ou acteur dans ce système » (Blommaert, 2005: 158)

> *[there are, on the one hand, authors who define ideology as a specific set of symbolic representations discourses, terms, arguments, images, stereotypes serving a specific purpose, and operated by specific groups or actors, recognisable precisely by their usage of such ideologies. On the other hand, there are authors who would define ideology as a general phenomenon characterising the totality of a particular social or political system, and operated by every member or actor in that system.]*

Selon la première approche, l'idéologie est synonyme d'opinion partisane et de partie pris. Selon l'analyse de Jan Blommaert, «*l'idéologie dans le premier sens est synonyme de points de vue partisans et des opinions, il est perçu pour représenter un parti pris qui caractérise certaines formations sociales ayant des intérêts spécifiques. D'où l'utilisation répandue et famlière du [terme] «idéologique» comme [synonyme de] contrefactuel, partial, partisan*» (Blommaert, 2005: 159)

> *[Ideology in this first sense stands for partisan views and opinions, it is sensed to represent a particular bias characterising specific social formations with specific interests. Hence the widespread colloquial usage of 'ideological' as counterfactual, biased, partisan.]*

Jan Blommaert (Blommaert, 2005: 161) décrit également deux dimensions qui permettent de comprendre le point de vue de chacune de ces deux approches sur l'idéologie. Il décrit une «*distinction entre les idéologies comme des phénomènes essentiellement cognitives /idéalistes par opposition aux idéologies comme phénomènes matériels ou comme pratiques. Dans la première vision, les idéologies pourraient être principalement des ensembles particuliers d'idées, des idées récçues, dans la seconde, les idéologies seraient définies comme des idées produites par les conditions ou des instruments matériels particuliers et exploitées de certaines façons. Dans la seconde approche, les auteurs mettent l'accent sur les formations sociales particulières, les instruments de pouvoir et les cadres institutionnels dans lesquels des ensembles particuliers d'idées sont rendus publics. De toute évidence, les auteurs les plus utiles suggèrent que les forces idéalistes et matérielles interagissent, d'écoute vieille de Marx disant que les idées deviennent des forces matérielles* ».

> *[A first distinction is between ideologies as primarily cognitive/ideational phenomena versus ideologies as material phenomena or practices. In the first view, ideologies could primarily be particular sets of ideas, per ceptions, received wisdom; in the latter, ideologies would be defined as ideas produced by particular material conditions or instruments and performed in*

certain ways. In the second view, authors would emphasise the particular social formations, instruments of power and institutional frames within which particular sets of ideas are promulgated. Obviously, the most useful authors suggest that ideational and material forces interact.]

Jan Blommaert classe la definition de l'idéologie que propose van Dijk dans la première approche cognitive/idéaliste.

Dans la deuxième approche, explique Jan Blommaert, «*les auteurs tiennent à souligner que l'idéologie ne peut être attribuée à un acteur particulier, ne se situe pas dans un site particulier (comme un parti politique ou un gouvernement), mais elle pénètre tout le tissu des sociétés ou des communautés et aboutit à des modèles normalisés et naturalisés de pensée de de comportement. Pour ces auteurs, l'idéologie est le sens commun, les perceptions normales que nous avons du monde comme système, les activités naturalisés qui maintiennent les relations sociales et les structures du pouvoir, et les modèles de pouvoir qui renforcent ce sens commun. Parmi les auteurs qui partagent cette vision, on trouver Pierre Bourdieu (1990), Louis Althusser (1971), Roland Barthes (1957), Raymond Williams (1973, 1977) et Michel Foucault (1975).* »] (Blommaert, 2005: 159)

[Authors in this second category would emphasise that ideology cannot be attributed to one particular actor, not located in one particular site (such as a political party or a government), but that it penetrates the whole fabric of societies or communities and results in normalised, naturalised patterns of thought and behaviour. For such authors, ideology is common sense, the normal perceptions we have of the world as a system, the naturalised activities that sustain social relations and power structures, and the patterns of power that reinforce such common sense. Authors articulating such views include Pierre Bourdieu (1990), Louis Althusser (1971), Roland Barthes (1957), Raymond Williams (1973, 1977) and Michel Foucault (1975).]

4.7 Le rectangle idéologique de van Dijk

Il y a plus de 2000 ans qu'Aristote a écrit son livre fondateur «Rhétorique». Dans son commentaire sur ce livre, Averroès note: «*En général, faire du mal [par la parole] aux ennemis et faire du bien aux amis relève de l'utile*» (Averroès, 2002: 52). Van Dijk propose une vision similaire. Dans son modèle (le rectangle idéologique), il argumente qu'un discours idéologique *justifie* ou *atténue* les mauvaises actions du groupe *A* (les *nôtres*, ou *nous*) pendant qu'il *dénonce* ou *accentue* les mauvaises actions du groupe *B (ils*, les *autres*). S'appuyant sur ce modèle, John Richardson a trouvé dans une étude récente que la presse britannique de qualité représente les Israéliens en tant que (Nous) ou les (Nôtres) et les Palestiniens en tant que (Autres) (Richardson, 2004:95).

Van Dijk utilise ce «rectangle idéologique» comme approche théorique pour étudier les idéologies des opinions et des éditoriaux dans la presse (van Dijk, 2001). Ces idéologies, écrit-il, impliquent d'analyser les représentations mentales d'un point de vue cognitif. Pour lui, les idéologies et les opinions dans les journaux n'exprime pas des positions personnelles mais sociales, institutionelles ou politiques. [*The ideologies and opinions of newspapers are usually not personal, but social, institutional or political]* (van Dijk in Bell & Garrett, 2001: 22). Pour rendre compte de ces deux facettes de l'idéologie dans le discours, van Dijk propose une approche sociocognitive.

Pour van Dijk, le discours idéologique fait appel à quatre stratégies: (van Dijk in Bell & Garrett, 2001: 33):

a. Insister sur Nos bonnes qualités/actions
b. Insister sur Leurs mauvaises qualités/actions
c. Atténuer Nos mauvaises qualités/actions
d. Atténuer Leurs bonnes qualités/actions

Van Dijk argumente que «*ces strategies générales peuvent s'appliquer à tous les niveaux de l'action, du sens et de la forme textuelle ou verbale. Les discours politiques, les interviews, les programmes ou la propagande se concentrent ainsi typiquement sur les thèmes favoris de «notre » groupe ou parti, les actions positives que nous avons*

réalisées, et associent les adversaires politiques à des thèmes négatifs tels que la guerre, la violence, la drogue, le manque de liberté, etc »(van Dijk, 2006: 83).
L'auteur porsuit que cette approche peut permetre l'analyse non seulement de l'expression orale et écrite mais aussi de la mise en forme. «*Le sens peut être renforcé de multiples façons par l'intonation ou l'accentuation, par des moyens visuels ou graphiques, par l'ordre des mots, par le choix d'un titre, par la topicalisation, la répétition, etc. C'est l'inverse qui se produit lorsque nous voudrons atténuer nos points négatifs. Les actions très négatives de nos ennemis jurés- comme une attaque terroriste par example, apparaîtront en première page, dans un grand article aux gros titres frappants ou dans un débat exceptionnel au parlement, et ainsi de suite »* (ibid : 87-88).

Dans ce sens, John Richardson souligne que le discours idéologique en temps de guerre «*décrit le conflit de façon radicalement polarisée - comme un combat entre les bons et les mauvais [ou les méchants], entre le noir et le blanc. En conséquence, un discours dominé par la propagande, ne permet que deux opinions: pour ou contre. Les tentatives de prendre une troisième position distanciée, neutre ou critique, sont volontairement supprimées*» (Richardson, 2007: 179).

> *[Typically, war propaganda describes 'conflict in a radically polarized way- as a struggle between the 'good guys' and the 'bad guys' and in black and white. So, a discourse dominated by propaganda will consequently only allow tow positions: for or against. Attempts or claims to take a third position- a distanced, neutral or critical standpoint- will be effectively suppressed.]*

Edward Saïd note par example que les Arabes sont catégorisés comme (*autres)* dans le discours occidental. «*Je ne suis pas en train de dire que des musulmans n'ont pas attaqué et blessé des Israéliens et des Occidentaux au nom de l'Islam. Mais je suis en train de dire que ce qu'on lit et regarde dans les médias sur l'Islam le représente comme agressif parce que c'est ce que l'islam est. En d'autres mots, couvrir l'Islam est une activité unilatérale où ce que «nous» faisons est atténué et ce que les musulmans et les Arabes sont dans leur nature est mis en avant-plan*» (Said, 1997: xxii). Edward Saïd a d'ailleurs montré comment l'Occident voit, représente ou crée l'Orient en termes d'exclusion. Il explique comment «*nous*» voyons les «*autres*» dans deux ouvrages: *l'Orientalisme* et *Culture et Impérialisme*.

4.8 Pouvoir du discours, discours du pouvoir

Fairclough (2001: 36) présente deux dimensions de la relation entre pouvoir et discours: le pouvoir dans le discours et le pouvoir derrière le discours. «*Le pouvoir dans le discours porte sur le discours comme un lieu où les relations de pouvoir sont effectivement exercées et promulguées*» ["*Power in discourse is concerned with discourse as a place where relations of power are actually exercised and enacted"] (*p. 45). Dans ce sens, les détenteurs du pouvoir [power-holders] ont la possibilité d'avoir plus d'accès que les groupes sociaux moins puissants, argumente Fairclough. Plusieurs études de l'usage des sources dans les médias vont dans ce sens (Cottle, Richardson, Poole, Philo).

Quant au pouvoir *derrière* le discours, Fairclough affirme que «l'ordre social du discours dans son ensemble est un effet caché du pouvoir» *[the whole social order of discourse is put together as a hidden effect of power]* (Fairclough, 2001: 45).

Teun van Dijk définit le pouvoir comme «la relation sociale entre les groupes ou les institutions [et les individus qui les composent] qui implique le contrôle par des groupes et des institutions (les plus puissants) et les membres qui en font partie des actions et des esprits des groupes moins puissants. L'existence d'un tel pouvoir présuppose l'accès aux ressources valorisées socialement comme la force, la santé, [le fait d'avoir des] revenus, le savoir ou le statut social» (van Dijk, 1995c: 10).

Le pouvoir des médias est d'ordre «symbolique et persuasive dans le sens où les médias ont un contrôle potentiel des esprits de certains lecteurs ou téléspectateurs mais pas directement sur leurs actions» (ibid: 10). Dans ce sens, «le journalisme a des effets sociaux: au travers de son pouvoir de façonner les agendas et le discours public, il peut renforcer des croyances; il peut influencer les opinions de gens non seulement sur le monde mais aussi sur leur place et leur rôle dans ce monde. En somme il peut façonner notre opinion sur la réalité sociale» (Richardon, 2007: 13). John Richardson (ibid: 86-88) et Teun van Dijk (van Dijk, 1995c: 11) soulignent que l'accès des individus et des groupes aux médias est considéré en soi comme une source de pouvoir. Comme la notion du pouvoir est considérée en terme de contrôle social, van Dijk défini plusieurs niveaux de ce pouvoir. Les élites (sociales, politiques économiques ou culturelles) peuvent pratiquer un certain contrôle sur ce que les médias publient. Les

élites (puissantes) peuvent avoir du succès quand elles décident des sujets à couvrir; de leurs timing et lieu. Si ces élites sont souvent sollicitées par les journalistes afin de parler dans les médias, elles peuvent pratiquer une certaine influence sur les messages diffusés. En même temps, ces élites ont besoin des médias «pour exercer leurs pouvoir». Si les élites dépendent des médias c'est que ces derniers «contrôlent l'accès au discours» des élites. Les élites et les médias peuvent avoir une influence mutuelle.

Au niveau des audiences les médias ont des effets symboliques. Car les médias peuvent contrôler «l'agenda» des lecteurs (des téléspectateurs ou des auditeurs). La presse peut diffuser des informations qui informent les audiences sur quelque chose ou sur quelqu'un. Mais la presse ne peut pas avoir une influence directe sur les comportements des gens. Si les «gens ordinaires» peuvent avoir le contrôle des discours quotidiens (interaction avec la famille ou les amis) ; ils ne peuvent pas cependant avoir le même contrôle sur le discours médiatique (Fairclough, 1995b: 55). Malgré cela; certains individus peuvent résister ou refuser le discours médiatique. Selon le modèle (encoding/decoding) de Stuart Hall il existe trois lectures des médias: une lecture souhaitée par les médias (preferred reading) ; une lecture négociée (negociated reading) où une partie du message est acceptée tandis qu'une autre partie est refusée par une partie de l'audience; et une lecture rejetée (oppositional reading) où une partie du public refuse totalement le message (Hall et al. 2004: 128-138). L'objectif principal de l'Analyse Critique de Discours est l'investigation critique de **l'inégalité sociale** telle qu'elle est exprimée par et dans le **discours**. «L'objectif de l'ACD est d'étudier d'une manière critique les inégalités sociales comme celles-ci sont exprimées, signalées, constituées, légitimisées par le discours. La plupart des analystes critiques du discours approuvent la vision d'Habermas: [l'usage de] la langue [discours] est un milieu de domination et de pouvoir social» (Fairclough, 1995b: 2).

L'ACD distingue entre pouvoir légitime et l'abus du pouvoir (la domination). Cette notion de domination consiste à un contrôle des esprits par le discours afin de guider les opinions et les attitudes des membres des groupes moins puissants par les groupes ou les institutions plus puissantes (gouvernement, entreprise, élites). Dans ce sens les politiciens, par exemple, admettent «*que le discours [est] lié avec le pouvoir et donc de la manipulation*» (Charaudeau, 1997:10). Les médias, selon l'affirmation de Patrick Charaudeau, prétendent «*se définir contre le pouvoir et contre la manipulation. Pourtant les hommes politiques utilisent les médias comme moyen de manipulation de*

l'opinion publique- serait-ce pour le bien être du citoyen-; pourtant il est reproché aux médias d'être un quatrième pouvoir; pourtant le citoyen semble être souvent l'otage des médias tant par la façon dont il y est représenté que par les effets passionnels que les médias provoquent chez celui-ci, effets qui se trouvent à cent lieues d'une quelconque information» (ibid). Les notions de pouvoir et de domination sont liée à cette de l'hégémonie.

L'Italien Antonio Gramsci (1891-1937) note que l'hégémonie est un lieu de lutte sur la définition du 'sens commun'. «*Une bataille culturelle pour transformer la mentalité populaire et diffuser les innovations philosophiques qui vont se présenter comme historiquement vraies et pour devenir historiquement et socialement universelles».* Pour Gramsci, l'hégémonie opère comme un système vivant de construction de sens et de valeurs que le groupe dominant dans la société maintient en sa faveur. *«Dans ce cas, l'hégémonie peut signifier que les classes dominantes réussissent à imposer leur définition de la réalité, leur vision du monde en tant que sens commun accepté par les autres classes*» (Gramsci, 1971: 12 cité in Bell & Garrett, 2001: 109).

Jensen note que la réception en mode de (lecture souhaité) peut être vue comme agent de l'hégémonie: «Gramsci explique en quoi la notion d'hégémonie est indispensable à tout processus de conquête du pouvoir, insistant notamment sur la notion d'hégémonie culturelle» (Allan in Allan & Garrett, 2001: 137). L'hégémonie médiatique peut avoir lieu quand les médias exposent les idées et les opinions d'un groupe social puissant. Ignacio Ramonet parle de tyrannie des médias lorsque c'est le cas (Ramonet, 1999). Ernesto Laclau et Chantal Mouffe définissent l'hégémonie comme une stratégie discursive qui consiste à combiner différents systèmes de pensées dans une seule idéologie cohérente (Laclau & Mouffe, 2001: 93-145). Les groupes moins puissants acceptent le pouvoir du groupe puissant sans que celui-ci use de la force (Richardson, 2007: 35). Selon cette appréciation les élites gouvernent les masses par hégémonie. «Les classes qui gouvernent enseignent aux masses leurs idées et leurs valeurs et surtout leur prétention de leur légitimité politique» (ibid: 36). L'hégémonie est synonyme de supériorité, de suprématie et de domination. En ce qui concerne les médias de masse, les journalistes sont les médiateurs de l'idéologie des classes puissantes à travers le discours. Et ce en «normalisant» et en «légitimant» les inégalités

sociales dans les sociétés capitalistes (ibid). Les médias sont donc des acteurs sociaux qui ont un rôle important dans la construction des représentations sociales. La notion de représentation est une des notions importantes de l'ACD.

4.9 Représentations idéologiques

La notion des représentations sociales permet d'étudier comment sont construits les acteurs sociaux dans un événement. «L. Marin assigne aux représentations trois fonctions sociales:1) de représentation collective, qui organise les schèmes de classements, d'actions et de jugements; 2) d'exhibition de l'être social à travers les rituels, stylisations de vie et signes symboliques qui les donnent à voir; 3) de présentification qui est une forme d'incarnation dans un représentant d'identité collective» (Charaudeau & Maingueneau, 2002: 504) La notion de représentation est exprimée comme une sorte de schématisation «qui a pour rôle de faire voir quelque chose à quelqu'un; plus précisément, c'est une représentation discursive orientée vers un destinataire de ce que son auteur conçoit ou imagine d'une certaine réalité» (Grize, 1996: 50 cité in ibid).

L'ACD étudie des représentations sociales négatives comme le racisme et l'orientalisme. Par exemple, «selon un schéma orientaliste ontologique, 'l'Orient' est distinct, différent, conservateur, archaïque ou barbare (selon l'acharnement de la critique), sensuel et passif. Par conséquence, *«l'Orient' est caractérisé par la tyranie et loin de se développer, plus, son 'progrès' est mesuré en terme de et en comparaison avec 'l'Occident, qui maintient implicitement et parfois explicitement sa position comme un Autre inférieur*» (Richardson, 2004: 5). En ce sens, il existe un lien entre l'idéologie et les représentations sociales comme le souligne, van Dijk: «*les idéologies constituent le cadre de base pour organiser les cognitions sociales partagées par les membres des groupes et des institutions*» (van Dijk, 1995b: 18).

Selon van Dijk, la cognition sociale est la représentation mentale partagée par les membres d'un groupe. «*Une partie du système est le savoir socioculturel partagé par les membres d'un groupe spécifique, une société ou une culture. Les membres du groupe partagent des croyances évaluatives, c'est-à-dire des opinions organisés en attitudes sociales*» (ibid). En outre «*les idéologies sont situées entre les structures sociales et les structures mentales des esprits des membres [du groupe] social. Elles*

permettent aux acteurs sociaux de traduire leurs caractéristiques (identité, objectif, position, etc.) en savoir et en croyances qui forment leurs modèles concret dans la vie courante. Ceci dit, les représentations mentales de leurs actions et leurs discours. Indirectement (c'est-à-dire via les attitudes et la connaissance), par conséquent, les idéologies contrôlent comment les gens planifient la compréhension de leurs pratiques sociales, donc la structure du texte et de la parole» (ibid: 21).

En d'autres mots, le public comprend le discours médiatique en fonction des modèles mentaux et des schémas préétablis. Si un lecteur ne dispose pas d'une connaissance préalable sur un thème (le sport, la politique internationale etc.), il ne pourra pas comprendre les informations transmises par les médias. Certaine questions ou certains événements nécessitent un minimum de contextualisation (background). Selon l'ACD, le fait que les journalistes choisissent de rapporter un événement avec ou sans contexte est en partie idéologique (van Dijk, 2006, 2008). Deux types de représentations sont à prendre en considération afin de comprendre les dimensions idéologiques du discours médiatique sur le conflit au Proche-Orient: le stéréotype et le cliché.

4.10 Stéréotypes

Le journaliste américain Walter Lippman introduit la notion de *«stéréotype»* en 1922 dans son livre *Public Opinions.* Il parle alors d'*images dans nos têtes, «images in our heads»,* des idées préconçues et figées que nous nous faisons des autres. Le stéréotype peut se présenter sous forme d'opinions. Ces opinions sont généralement fausses. Selon Ruth Amossy, les domaines affiliés au stéréotype sont le type, la *doxa* et le mythe. «*Le type est un type modifié ou figé (stereos en grec veut dire solide). L'obsession du stéréotype exprime une méfiance généralisée envers la doxa (en grec opinion) qui désigne le savoir faussé de l'opinion publique. À partir du moment où toute idée qui est le lieu d'un consensus, toute représentation qui empreigne l'imagination collective devient un piège, nous retrouvons partout le stéréotype. Un véritable vertige stéréotypique saisit alors les intellectuels et les lettrés qui, pour ne pas se laisser asservir par les images de la collectivité, se voient obligés de tout envisager au second degré*» (Amossy, 1991: 13).

Les opinions et les idéologies sont des représentations mentales partagées par

les membres d'un groupe (van Dijk in Allan & Garrett, 2001: 21). Et ces «*représentations collectives circulent dans la communauté manifestant en effet les rapports de domination au fondement des hiérarchies sociopolitiques. Les groupes au pouvoir assurent et maintiennent leur position en promulguant des images d'infériorité et de supériorité dûment orientées. Ils les inculquent non seulement à leurs propres membres mais aussi à ceux du groupe dominé. La représentation que les populations soumises ont d'elles-mêmes rassemble à s'y méprendre aux opinions divulguées par leurs maîtres*» (Amossy, 1991: 44). Les êtres humains appréhendent la réalité à travers les représentations mentales. «*Notre esprit est meublé de représentations collectives à travers lesquelles nous appréhendons la réalité*» (ibid: 9). Le stéréotype est une représentation mentale qui tend à généraliser les caractéristiques (négatives la plupart du temps) des groupes discriminés (les femmes, les minorités ethniques: les Arabes, les Noirs, les Tziganes) ce qui conduit à les exclure. «*Le stéréotype est le schème abstrait, la grille que l'esprit humain applique sur le monde pour mieux l'investir*» (ibid: 24).

Selon Ruth Amossy, *«le stéréotype n'existe pas en soi. Il n'apparaît qu'à l'observateur critique qui reconnaît spontanément les modèles de la collectivité. Plutôt que des stéréotypes, il faudrait parler de stéréotypage, c'est-à-dire de l'activité qui découpe ou repère dans le fusionnement du réel ou du texte, un modèle collectif figé. (…) La blonde est idiote, le Juif est avare au nez figé, le Noir est ignorant et insouciant».* Le stéréotype permet de *«retrouver dans le texte et dans les images en apparence innocentes, les schèmes empruntés à l'idéologie dominante*» (ibid: 12).

Le stéréotype désignerait précisément les croyances qui sous-entendent nos attitudes. Qu'il soit favorable ou défavorable, un stéréotype est une croyance exagérée associée à une catégorie. (…) Si le stéréotype représente une opinion ou une croyance qui assigne un ensemble de traits généraux à tous les individus appartenant au même groupe, il a nécessairement partie liée avec le préjugé» (ibid: 28).

Le stéréotype est défini en ACD en tant qu'» *expression verbale d'une conviction ou une croyance donnée qui désigne un groupe social ou un membre de ce groupe social. Le stéréotype est un sens commun hautement partagé par une culture donnée*» (Uta Quasthof cité in Reisigl & Wodak, 2001: 19). Le stéréotype est compris comme une conviction négative - «par exemple: les Noir sentent mauvais» et comme préjudice, «attitude négative» vis-à-vis un groupe social. Le stéréotype peut être

exprimé implicitement dans le texte (par exemple: dire de quelqu'un: «il est juif, mais il est gentil» ou explicitement «les juifs sont normalement mauvais» (Reisigl & Wodak, 2001: 19). On a vu dans les lignes précédentes que le stéréotype désigne un modèle préconçu et préconstruit qui façonne, filtre et conditionne notre perception du monde. La notion de stéréotype implique celle du préjugé, de discrimination et de cliché.

Si le stéréotype est difficilement reconnaissable dans un texte, le cliché l'est. En d'autres mot, le cliché peut paraître comme «*un groupe de mots qu'il est possible de dégager matériellement du texte, alors que les stéréotypes constituent un schème toujours variable dans sa formulation que le destinataire doit construire pour accéder à l'existence*» (Amossy, 1991: 33).

Le cliché est «une phrase [ou une expression] toute faite» ou une «pensée banale» selon le Larousse de 1869. «Dans le domaine de l'imprimerie au XIXe siècle, le «clichage», également dit «stéréotypie» permettait la reproduction en masse d'un modèle fixe» (Charaudeau & Maingueneau, 2002: 544). Le cliché peut aussi se trouver dans la photographie par exemple ou dans le cinéma. Le cliché et le stéréotype facilitent le jugement que l'on peut avoir sur les membres d'un groupe.

4.11 Conclusions

L'originalité de l'ACD c'est qu'il s'agit à la fois d'une approche critique «engagée» qui «dénonce les inégalités» sociales (re)produites par le discours. Comme on vient de le voir, l'ACD est un cadre conceptuel adéquat et rencontre parfaitement les besoins de cette étude. Pour résumer, nous pouvons décrire la *Critical Discourse Analysis* comme une théorie multidisciplinaire et ouverte. Elle est multidisciplinaire car plusieurs champs d'études sociales s'y retrouvent. Dans le cadre de cette approche non seulement des études sur le discours médiatique sont réalisées, mais également des études de conversation et de discours juridique ou médicale. L'ACD est également ouverte car elle ne se considère ni une théorie ni une méthode uniques. De ce point de vue, elle utilise toutes les possibilités d'exploration et d'étude de discours. Mais à condition de prendre en considération non seulement le contenu manifeste ou les aspects linguistiques mais également la dimension idéologique du discours.

L'absence d'une méthodologie générale est l'une des faiblesses de l'ACD.

Cependant l'approche se dit ouverte aux autre disciplines, notamment celles qui sont dotées de principes méthodologiques établie. Ruth Wodak a proposé un excellent travail sur l'antisémitisme en Autriche en suggérant une intégration théorique entre l'Analyse Critique du Discours et la Pragmatique (Wodak, 2007). Jef Verschueren (2011) propose une méthodologie pragmatique pour étudier l'idéologie dans le discours. Verschueren note que l'idéologie résiste à l'analyse. «*En raison de sa nature normative et de bon sens commun, l'idéologie peut être hautement immunisé contre l'expérience et l'observation* » (p.218) [*Ideology, because of its normative and common-sense nature, may be highly immune to experience and observation*]. Pour cette raison, l'auteur énonce une série de définitions et démarches méthodologique afin de la rendre observable.

Étudier le discours en tant que pratique sociale en interaction avec les phénomènes et problèmes sociaux nécessite une approche interdisciplinaire. L'ACD n'est pas une théorie fermée sur elle-même, et l'esprit de l'ouverture et du dialogue avec les autres disciplines est un avantage. Les approches méthodologiques de l'ACD sont principalement qualitatives, de ce fait leur application sur un corpus large comme celui de cette étude semble difficilement réalisable. Pour cette raison, nous proposons une intégration méthodologique qualitative et quantitative à partir de la proposition de Russel Bernard que nous verrons dans le prochain chapitre.

Chapitre 5: Méthodologie

5.1 Introduction

Cette recherche utilise une double méthodologie: l'analyse de contenu (quantitative) et l'analyse critique de discours (qualitative). La combinaison entre ces procédés s'est avérée payante chez d'autres chercheurs (par exemple, John Richardson (Richardson, 2004) utilise cette double méthodologie dans son étude (*Mis) Representing Islam*). La première méthode consiste à quantifier les données manifestes et explicites (fréquence, surface) de la couverture médiatique du conflit israélo-arabe. Par exemple, pour mesurer l'importance que la presse accorde au conflit israélo-arabe, nous mesurons la fréquence et la surface qui lui sont consacrées sur la Une de chaque journal et nous les comparons avec la fréquence et la surface consacrées à d'autres thèmes et régions du monde. Quant à la deuxième méthode, elle consiste à effectuer une analyse critique du discours qui traitera plus en profondeur le texte dans son contexte social et politique. L'analyse de discours concerne les dimensions et la construction idéologiques de cette couverture. Dans ce qui suit, nous expliquons la démarche analytique de notre étude. Cependant, nous apporterons plus de précisions méthodologiques dans chacun des chapitres consacrés aux résultats de la recherche, car chaque partie a sa spécificité d'où la nécessité de la précision.

5.2 Corpus et données

Nous analysons un corpus de neuf quotidiens européens de qualité, soit deux journaux belges (Le Soir et La Libre Belgique), trois français (Le Monde, La Libération et Le Figaro) et quatre britanniques (The Times, The Telegraph et The Independant) durant une année complète: 2006 (voir chapitre 6).

5.2.1 Les Unes

La une est la page la plus importante d'un journal; elle est la partie la plus en vue de et la vitrine du journal qui, exposée dans les kiosques, doit servir à attirer de nouveaux lecteurs» (Eveno, 2001). En écartant tous les dimanches (53 dimanches en 2006) ainsi que le 25 décembre 2006, nous obtenons 311 unes par journal, soit un total

de 2799 unes. Toutes ces unes sont ensuite, numérisées et encodés dans les logiciels Max QDA et SPSS afin de mesurer la fréquence et l'intensité de la couverture du conflit israélo-arabe. L'objectif de cette catégorie d'analyse est de fournir une réponse quantitative sur la place consacrée au conflit israélo-arabe à la une de la presse écrite européenne par rapport au reste de l'actualité et notamment les conflits armés dans le monde. Les tendances des unes sont également analysées: thèmes nationaux et internationaux, types de thèmes (politique, économie, culture, société, sport, etc.).

5.2.2 Un échantillon aléatoire

Pour obtenir un échantillon représentatif, nous avons retenu un échantillon aléatoire de trois numéros par mois, soit trente-six numéros par quotidien et un total de 324 numéros pour les neuf titres analysés. Cet échantillon est tiré de 311 jours de parution (sans les dimanches et le 25 décembre, étant donné que les journaux francophones ne possèdent pas d'édition le dimanche comme c'est le cas dans la presse britannique). Tout les articles qui traitent du conflit israélo-arabe (israélo-palestinien, israélo-libanais), d'Israël ou de la Palestine ont été sélectionnés pour l'analyse (voir l'analyse dans le chapitre 7).

5.2.3 Couverture de la violence et la politique

Pour pouvoir analyser la couverture des événements marquants du conflit, nous analysons la couverture médiatique de certains événements tels que les élections palestiniennes et israéliennes de janvier et de mars 2006 et des événements violents (attaques militaires de part et d'autre). Pour que ces divers types d'événements soient représentés nous avons recours à la technique de *semaine* construite (De Bonville, 2000: 109). Nous avons choisi d'analyser des événements politiques (périodes d'élections) et des périodes d'affrontement entre les Israéliens, les Palestiniens et les Libanais.:

Nous avons classé ces événements dans un ordre chronique dans les tableaux suivants.

Tableau 5.2-1: Les événements violents et politiques analysés		
Événements violents		**Périodes analysées**
E1	L'armée israélienne attaque la prison de Jéricho le 14 mars et arrête le chef du FPLP Ahmad Saadat. 2 policiers palestiniens tués	15/03/06
E2	Un attentat palestinien à Tel-Aviv 17 Avril 2006 pendant la Pâque juive fait 9 morts, dont 4 étrangers, l'auteur de l'attentat et 4 civils israéliens)	18 /4/2006
E3	Le Hamas et le Fatah s'affrontent à Gaza, 5 morts	06/06/2006 (EA)
E4	La marine israélienne tue 7 palestiniens de la même famille Ghalia le 9 juin 2006 sur une plage de Gaza	10/06/2006
E5	L'armée israélienne tue 12 Palestiniens à Gaza le 13 juin	14/06/06 (EA)
E6	Des militants palestiniens capturent le soldat israélien Gilad Shalit, le 25 juin, et tuent 2 autres à la frontière entre Gaza et Israël	26/06/2006
E7	L'armée israélienne arrête 24 membres du parlement et 8 ministres palestiniens, le 29 juin	30/6/2006 (EA)
E8	L'armée israélienne tue 19 Palestiniens à Gaza, le 6 juillet	7/07/06
E9	Guerre israélo-libanaise (juillet –août 2006)	13/07/06 –15/08/06
E10	L'armée israélienne tue 8 Palestiniens à Gaza le jour de la fête musulmane qui marque la fin du Ramadan le 23/10/2006	24/10/2006
	Événements politiques	**Périodes analysées**
E11	Ariel Sharon hospitalisé le 04 janvier 2006	05-07/01/2006
E12	Elections législatives palestiniennes de 25 janvier 2006	18/01/06-02/02/06
E13	Elections législatives israéliennes de 28 mars 2006	21/03/06-05/04/06

Conscient de la polémique qui accompagne la couverture médiatique du conflit israélo-arabe et les débats qu'elle engendre dans les milieux académiques et autres (voir chapitres 2 et 3), nous proposons une grille d'analyse que nous prétendons fiable et la plus objective possible. Pour s'assurer de la qualité de l'analyse, nous n'avons pas choisi de tester des hypothèses mais avons formulé des questions de recherches, un dictionnaire de variables pour tirer des réponses à partir d'une analyse intégrant les approches quantitative et qualitative. Par exemple, partir d'une hypothèse selon laquelle les médias seraient pro-israéliens ou pro-palestiniens, nous semble trompeur surtout si le chercheur est impliqué dans ce conflit et que sa subjectivité pourrait influencer les résultats de son travail. Les hypothèses résistent dans ce genre d'analyse à se faire confirmer ou infirmer (Verschueren, 2011).

5.3 Modèle de l'analyse

Ryan Gery W. & Russell H. Bernard (Rayan & Bernard 2000: 771; Bernard & Rayan, 2009: 4) proposent un modèle mixte d'analyse qualitative et quantitative. Le point de départ de ce modèle est la distinction entre types de données et types de méthodes. Selon les auteurs, il convient de définir les types de données et la façon selon

laquelle celles-ci sont traitées. Certaines données sont quantitatives, d'autres sont qualitatives, cependant ces données peuvent être étudiées selon deux perspectives (quantitative et qualitative) à la fois. Le tableau suivant illustre ce modèle. Ce modèle inclut également deux types de démarches: inductive et déductive (Bernard & Rayan, 2009: 288). Les auteurs affirment que la «*véritable recherche n'est jamais purement inductive ou purement déductive, cependant certaines problématiques de recherche sont plutôt inductives et d'autres sont plutôt déductives* » (ibid: 265).

> *[Real research is never purely inductive or purely deductive, but for some kinds of research problemes, a mostly inductive or mostly deductive approach is called for.]*

L'analyse du discours est plutôt inductive car «c'est à partir des propriétés lexicales et syntaxiques telles qu'elles se manifestent dans chacun des segments textuels particuliers que l'analyse du discours les caractérise » (De Bonville, 2000: 31). Mais l'analyse du contenu est une démarche déductive car «elle exploite des systèmes catégoriels » (ibid).

Tableau 5.3-1: Modèle mixte d'analyse qualitative et quantitative (adapté de Bernard & Ryan, 2009: 4)

Types d'analyse	Types de données	
	Qualitative	Quantitative
Qualitative	**A)** Analyse qualitative de données qualitatives (inductive) Interprétation des textes Heurmeutiques Grounded theory (Théorie générée par l'analyse empirique comme l'ACD selon van Dijk)	**B)** Analyse qualitative de données quantitatives La recherche et la présentation du sens dans les résultats quantitatifs
Quantitative	**C)** Analyse quantitative de données qualitatives (déductive) Cela implique de transformer des données qualitatives (images, vidéo, texte) en nombre pour y voir des tendances Analyse de contenu	**D)** Analyse quantitative de données quantitatives Statistiques de la population, questionnaires fermés, sondages d'opinion,

Les points A,B et C sont reflétés dans notre analyse qui exclut le point D uniquement centré sur les données quantificatives d'un point de vue mathématique. Selon Bernard & Rayan (2009: 54), toute analyse de texte doit accomplir cinq tâches principales:

e1. 1- Identifier les thèmes et les sous-thèmes ;
e2. 2- Décrire les tendances principales et secondaires des thèmes

e3. 3- Construire et appliquer les dictionnaires de variables (codebooks)
e4. 4- Faire des comparaisons entre les thèmes que révèle l'analyse des différentes catégories de textes
e5. 5- Tester des modèles théoriques

> *[Analyzing text involves five complex tasks: (1) discovering themes and subthemes; (2) describing the score and peripherical elements of themes; (3) building hierarchies of themes or codebooks; (4) applying themes – that is, attaching them to chunks of actual text; and (5) linking themes into theoritical models]*

Les auteurs entendent par le terme «thèmes » les catégories de l'analyse (ibid: 55) que certains auteurs appellent aussi «unité thématique » (par exemple Krippendorff, 2004).

5.4 Catégories et questions de l'analyse

La problématique de cette étude consiste à comprendre, d'une manière globale, comment le conflit israélo-arabe est traité par la presse écrite européenne et quelle est réellement la place de ce conflit dans l'actualité internationale. Quels en sont les thèmes et les sous-thèmes traités? Comment les différents acteurs ou protagonistes sont représentés? De quelles façons leurs actions, qualités ou attributs sont rapportés par les journalistes? Ces questions de recherche sont également des catégories d'analyse.

Nous avons construit une grille d'analyse sous la forme d'un dictionnaire de variables (code book, voir annexe A). Une recherche focalisant sur l'idéologie dans le discours doit poser des questions «recherchables » afin de collecter des preuves empiriques du corpus et non pas des hypothèses qui résistent dans ce genre de recherche à la possibilité d'être affirmées ou infirmées. En d'autres termes, comme le souligne Vershueren (2011: 32) «*Il ya le risque que la recherche soit fortement guidée par une intuition initiale et en particulier par une position ou une opinion liées à l'implication personnelle [du chercheur]. Malheureusement, cela se produit dans de trop nombreux cas, ce qui entraîne diverses formes de biais. Dans ces cas, l'implication [personnelle] se transforme en subjectivité inadmissible. Pour éviter cela, les intuitions doivent être transformées en questions de recherche (*researchable questions), *c'est-à-dire en formulations de problématiques ou de questions pour lesquelles la recherche peut être conçue afin d'obtenir des réponses. Concevoir des questions de recherche (Researchability) ne signifie pas seulement qu'il est possible [pour un chercheur] de trouver des preuves empiriques qui appuient ses résultats, mais signifie également [qu'un autre chercheur] peut appliquer la même méthode au même matériel afin de*

vérifier si il n'y a pas de preuves contredisant ses résultats ».

> *[There is the risk that research may be strongly guided by an initial intuition and in particular by the involvement-related personal position or opinion. Unfortunately, this happens in too many cases, resulting in various forms of bias. In those cases, involvement turns into inadmissible subjectivity. In order to avoid this, intuitions have to be shaped into researchable questions, i.e. formulations of problems or questions for the answers to which research can be designed. Researchability does not only imply that it is possible to find empirical evidence supporting a finding or an answer, but also that a systematic 'counterscreening' of one's data is feasible by which identical methods can be applied to the same materials to see if there is any evidence contradicting the finding or the answer.] (Vershueren, 2011: 32).*

L'objectivité fait partie de la définition donnée par Berelson à l'analyse de contenu qui est «une technique de recherche servant à la description objective, systématique et quantitative du contenu manifeste des communications » (Berelson, 1952: 18, traduit et cité par De Bonville, 2000: 9). Autrement dit, la validité de l'analyse implique une objectivité et une méthode systématiques. Plus précisément, selon les termes de Krippendorff, l'exigence d'objectivité et le caractère systématique de l'analyse de contenu dans la définition initiale de Berelson impliquent que «*des règles qui sont explicites et appliquées d'une façon égale à toutes les unités d'analyse. Berelson a plaidé pour «systématicité» afin de lutter contre la tendance humaine à lire les textes de façon sélective soutenant des attentes plutôt que de les de leur résister*». Krippendorff veut pousser la limite de la validité de l'analyse plus loin en exigeant que le processus suivi par un chercheur soientt applicables par d'autres chercheurs. «*L'échantillonnage, la lecture et l'analyse des messages doivent définitivement répondre à des critères externes. La reproductibilité est mesurable et la validité est vérifiable, mais pas l'objectivité.* »

> *[His [Berelson] requirement that content analysis is "objective" «and "systematic" is subsumed under the dual requirements of explicability and validity in our definition. For a process to be replicable, it must be governed by rules that are explicitly stated and applied equally to all units of analysis. Berelson argued for "systematicity" in order to combat the human tendency to read textual material selectively, in support of expectations rather than against them. Our requirement of validity goes further, demanding that the researcher's processes of sampling, reading, and analyzing messages ultimately satisfy external criteria. Replicability is measurable and validity is testable, but objectivity is neither.] (Krippendorff, 2004: 9)*

La question de l'objectivité préoccupe aussi les théoriciens de l'ACD mais elle est regardée autrement. Pour Fairclough, par exemple, l'ACD est une branche de sciences sociales (Fairclough, 2005: 14) et de ce fait elle est une pratique sociale. L'ACD peut offrir des nouvelles connaissances sur les différents discours, néanmoins, il faut assumer qu'il n'existe pas une analyse qui soit complète et définitive (ibid).

Fairclough affirme qu'il n'y a pas non plus d'analyse de texte totalement objective; les questions de recherche peuvent être basées sur des motivations personnelles:

> *[There is no such thing as 'objective' analysis of text, if by that we mean an analysis which simply describes what is 'there in the text without being biased by 'subjectivity' of the analyst (…) And the questions we ask necessarily arise from particular motivations which go beyond what is 'there'. My approach belongs broadly within the tradition of 'critical social science'- social science which is motivated by the aim of providing a scientific basis for a critical questioning of social life in moral and political terms, e.g. in social justice and power] (ibid: 15).*

Cependant, l'ACD se définit comme une analyse rigoureuse où les arguments scientifiques doivent être appuyés par des preuves empiriques. Il n'est pas question de laisser la passion personnelle prendre le dessous sur la qualité de la recherche (van Dijk in Wodak & Meyer, 2005: 96). En outre, la notion de l'objectivité en sciences sociales reste relativement ambiguë et sa définition peut varier d'un chercheur à l'autre. Selon Russel Bernard, l'analyse objective peut être réalisée par une machine (un ordinateur par exemple) qui n'est pas assujettie à l'erreur de mesure qui vient du fait qu'un humain peut avoir des opinions qui peuvent influencer son jugement. A partir de cela, affirme l'auteur, «*aucun être humain ne peut être tout à fait objectif. Nous ne pouvons pas nous débarrasser de nos expériences, et je ne connais personne qui pense que ce serait une bonne idée même d'essayer*».

> *[An objective measurement is one made by a robot, that is, a machine that is not prone to the kind of measurement error that comes from having opinions and memories. Using this criterion, no human being can ever be completely objective. We can't rid ourselves of our experiences, and I don't know anyone who thinks it would be a good idea even to try] (Bernard, 1995: 152)*

La position de l'ACD par rapport à l'objectivité fait l'objet de critique, non seulement de la part d'autres disciplines, mais également de l'intérieur. Dans un ouvrage collectif des principaux théoriciens de l'ACD (A New Agenda In Critical Discourse Analysis) qui est édité par Wodak et Chilton (Wodak & Chilton, 2005: xvi) il y a un débat dans ce sens car «*Les praticiens de l'ACD devront répondre à ceux qui avancent des critiques rationnelles de leurs procédures, y compris ceux dans des disciplines proches qui soulèvent des questions quant à l'objectivité des descriptions et des interprétations textuelles produites par des analystes critiques du discours*».

[Practitioners of CDA will need to take on those who raise rational criticism of their procedures, including those in neighbouring fields who raise questions about the objectivity of the textual descriptions and interprétations produced by critical discourse analysts.]

De plus, l'ACD se donne comme des objectifs 'emancipateurs' (Fairclough), par la dénonciation des inégalités sociales (racisme, discrimination sexuelle, droits de l'Homme, abus de pouvoir, propagande de guerre). Face à l'injustice sociale, l'ACD ne peut être neutre comme le souligne John Richardson: «*Nous devons reconnaître que tout discours académique est produit dans une interaction sociale, fait partie d'une structure et un contexte sociaux, et donc positionné sur le plan socio-politique, que cela nous plaise ou pas, la recherche qui adopte une approche neutre et impartiale face à l'injustice sociale ne résout pas le problème, en effet on pourrait argumenter que la neutralité académique contribue à la perpétuation de telle injustice*».

[We should recognize that all scholarly discourse is produced in social interaction, is part of a social structure and context, and hence is socio-politically situated wether we like it or not: research which takes a neutral or impartial approach to social injustice does not solve the problem, indeed it could be argued that academic neutrality contributes to the perpetuation of such injustice] (Richardson, 2007: 2).

Pour cette raison, l'ACD se définit par essence comme une approche engagée qui soutient les groupes opprimés contre l'injustice sociale, donc une approche qui assume son engagement socio-politique et «soutient la lutte contre les inégalités » (van Dijk in Wodak et Meyer, 2001: 96)

Dans la conception de notre grille d'analyse, nous avons gardé à l'esprit cette règle de base: même si l'on ne peut être totalement objectif en sciences sociales, il faut tâcher d'avoir une certaine distance par rapport à l'objet de recherche sans laquelle le chercheur peut se voir mené par son opinion et non par la méthodologie. La fiabilité et la qualité de la recherche en dépend. Pour cette raison, la méthode présentée ici a pour ambition d'atteindre le plus grand degré d'objectivation. La présente analyse n'est pas basée sur une implication personnelle de l'auteur de ces lignes, mais à partir d'un système de catégories et de questions de recherche, une méthodologie, un système d'encodage de données qui permet à d'autres chercheurs de vérifier la fiabilité des résultats obtenus. Nous avons remarqué que certaines recherches sont motivées par des *a priori* idéologiques, d'où leur faible degré d'objectivation (voir chapitre 3).

Cette grille d'analyse est structurée en fonction de cinq questions de recherche. Elle est appliquée à l'ensemble des unes (311 par quotidien) ; à l'échantillon aléatoire

(36 numéros par journal, soit 776 articles), aux périodes construites (échantillon d'événements violents et politiques). En total le nombre des jours à analyser s'élève à 98 jours soit le tiers de notre corpus. Nous analysons ce corpus grâce à une grille d'analyse constituée de ***cinq*** catégories d'analyse et une catégorie technique (aspects matériels des messages, 22 variables), comprenant ***81 variables:***

5.4.1 La place du conflit israélo-arabe à la une

Cette catégorie est basée sur la question suivante: Quelle est la place du conflit israélo-arabe à la Une de la presse européenne? Quelle est la place de cette actualité par rapport au reste du monde et aux autres conflits armés? Et quels en sont les thèmes traités? Cette catégorie contient ***9 variables***. L'objectif de cette question est de comprendre la place du conflit israélo-arabe par rapport au reste de l'actualité internationale. Cette catégorie analyse le contenu et la fréquence de l'actualité israélo-arabe.

Beaucoup d'auteurs ont affirmé que le conflit israélo-arabe est le plus traité de tous les conflits armés dans le monde (par exemple Bourdon, 2009) mais sans fournir des preuves empiriques pour appuyer cet argument. Par l'analyse de 2799 unes de neuf quotidiens que comporte notre corpus, nous voulons apporter une preuve empirique concernant la place réelle de ce conflit dans la presse européenne. Nous avons écarté l'idée d'un échantillonnage dans cette partie de l'analyse pour avoir un aperçu global et signifiant en la matière, un choix qui n'est pas sans conséquence sur le volume de travail et le temps consacré à l'analyse.

5.4.2 Les thèmes et les sous-thèmes traités

Quels sont les thèmes du conflit israélo-arabe qui sont traités? Est-ce que les événements violents (les guerres, attentats, affrontements) et la politique prennent plus de place que les dimensions sociales, économiques ou culturelles de la région?

Cette catégorie comporte ***11 variables***. Cette partie de l'analyse vise à contextualiser les autres catégories afin de comprendre dans quel contexte une source est citée, comment les enchaînements thématiques sont construits. Nous classons les thèmes entre violences, politiques et autre actualité. Par exemple, combien de fois la

violence palestinienne ou la violence israélienne sont traitées. Par rapport à notre cadre théorique, notamment le modèle du 'rectangle idéologique' de van Dijk, nous pouvons – grâce à cette catégorie- savoir quels sont les actes ou les actualités qui sont mis en avant-plan et ceux qui sont mis en arrière-plan.

5.4.3 La prise de parole par les protagonistes

A qui donne-t-on la parole? Quelle est la place des sources officielles par rapport à celle des sources alternatives (organisations non gouvernementales qui luttent pour les droits de l'Homme par exemple) ? Quelles sont les sources les plus citées, sont elles équilibrées? C'est-à-dire est-ce que la presse donne la parole aux protagonistes du conflit de manière égale? En outre les dirigeants israéliens sont-ils plus cités que leurs homologues arabes (palestiniens ou libanais) ou l'inverse? John Richardson affirme que l'accès des protagonistes et des acteurs sociaux aux médias est en soi une source de pouvoir (2007: 87). Cette catégorie contient ***8 variables***. A partir des données collectées dans cette catégorie, nous pouvons comprendre quelles sont les sources privilégiées par la presse.

5.4.4 Désignation des acteurs

Cette catégorie est basée sur la question suivante: est-ce que la presse construit une *représentation idéologique* des acteurs du conflit, de leurs qualités et de leurs actions? Quelles sont les qualités et les actions des protagonistes du conflit israélo-arabe qui sont mises en avant-plan (fourgrounded) et celles qui son mises en arrière-plan (backgrounded). Dans le modèle du rectangle idéologique de van Dijk, le discours idéologique tend à accentuer (mettre en avant-plan) les bonnes qualités et actions de «notre » groupe ou des «nôtres » (our good qualities and actions), ainsi que les mauvaises qualités et actions de l'adversaire (their bad qualities and actions). Alors que «nos» mauvaises qualités et actions et leurs bonnes qualités et actions sont placées en arrière-plan. Cette catégorie contient ***28 variables***. Cette analyse a pour objectif de fournir des preuves empiriques pour prouver le bien-fondé ou non de ces hypothèses.

5.4.5 Désignation des territoires palestiniens occupés et d'Israël

Comment sont nommés les territoires et les pays par la presse? Comment sont nommés Israël, les territoires palestiniens occupés et les colonies israéliennes? Pour notre analyse, le droit international et les résolutions des Nations unies. Les résolutions 242 et 338 du Conseil de sécurité définissent les territoires arabes occupés (Jérusalem-Est, Bande de Gaza et Cisjordanie pour la Palestine, plateau de Golan pour la Syrie) et la résolution 425 qui définit les territoires des Fermes de Chebaa (au Sud du Liban) en tant que territoires occupés. Les trois résolutions appellent le gouvernement israélien à évacuer ces territoires occupés. Le cadre de notre analyse de l'appellation des colonies israéliennes dans les territoires arabes occupés est le droit international et la IVe Convention de Genève. Cette catégorie contient ***3 variables***.

5.5 Quelques concepts linguistiques

Comme nous l'avons vu dans le chapitre précédent, l'ACD ne propose pas une méthode d'analyse qui lui est propre. Fairclough et van Dijk par exemple, proposent, chacun à sa manière, des modèles d'analyse en s'appuyant sur des éléments linguistiques. L'approche est ouverte à l'utilisation des méthodologies établies dans le domaine des sciences sociales (van Dijk in Wodak et Myer, 2001). Certains outils proposés par les deux auteurs pour une analyse CDA sont utilisés ici, telles que la désignation des acteurs, les sources et la transitivité.

5.5.1 Analyse lexicale: le choix des mots

Dans cette catégorie, deux concepts peuvent être traités: la désignation (naming/reference) et les prédicats. D'abord, la désignation, elle implique le choix de certains mots pour désigner des acteurs. Un choix qui peut avoir des conséquences sur l'image des personnes désignées (Richardson, 2007: 52). Le choix des mots pour traiter les événements du conflit israélo-arabe dans la presse est l'objet d'une polémique. On a vu dans le chapitre précédent que des chercheurs comme Daniel Dayan contestent le choix des mots (par exemple dire l'Esplanade des mosquées à Jérusalem «troisième lieu saint pour l'Islam » que Dayan conteste car il s'agit du «Mont du Temple, premier lieu

saint du judaïsme » (Dayan, 2006). La *dénomination* ou la *désignation* des choses, des lieux ou des personnes est une catégorie d'analyse critique du discours empruntée à la linguistique. (Charaudeau, & Maingueneau, 2002: 163; Richardson, 2007: 49). La désignation n'est pas le seul point contesté, l'analyse peut également traiter d'autres catégories d'analyse lexicale comme par exemple les prédications. Les stratégies discursives qui utilisent la prédication sont «*clairement des stratégies qui portent l'empreinte d'un jugement de valeur. Et en rapport avec l'analyse de l'information médiatique, le choix des mots utilisés pour représenter plus explicitement les valeurs et les caractéristiques des acteurs sociaux » (*Richardson, 2007: 52).

> *[Clearly strategies bear the imprint of value judgement. Also of relevance to the analysis of news texts is the choice of words used to represent more directly the values and characteristics of social actors] (Richardson, 2007: 52, 242)*

5.5.2 Transitivité

La transitivité est un concept linguistique qui «*désigne la propriété de certains mots à appeler d'autres termes à la suite: les prépositions, par exemple, ne peuvent être utilisées seules, sans complément. La transitivité verbale étudie ce méchanisme dans le cadre de la relation Verbe-Objet. Elle répartit les verbes en deux groupes: Transitifs (directs ou indirects) et Intransitifs*» (Blondet, 2004: 124). La transitivité peut être passive ou active, sémantique ou syntaxique, nous y reviendrons en détails dans le chapitre 8. L'étude de la transitivité est intéressante car elle permet de comprendre comment un processus d'action est structuré et quel est le rôle que jouent les participants (par exemple l'agent et l'objet) dans ce processus tel qu'il est rapporté dans le discours (Richardson, 2007: 54). En d'autres termes, «l'étude de la transitivité se préoccupe de la façon dont les actions sont représentées; quel type d'actions figurent dans le texte, qui [ou quoi] les réalise et envers qui [ou quoi] » (Mills, 1995: 143-144 cité par Richardson, ibid). La «*transitivité constitue le cœur même de la représentation, elle décrit les relations entre les participants et les rôles qu'ils jouent dans le processus rapporté* [par un discours médiatique ou autre] » (Richardson, ibid).

> *[The study of transitivity is concerned with how actions are represented; what kind of actions appear in a text, who does them and to whom they are done » (Mills, 1995: 143-144 cité par Richardson, ibid). (…) Transitivity forms the very heart of representation, describing the relationships between participants and roles they play in the process described in reporting (Richardson, ibid)*

Dans le chapitre 8, l'analyse se focalise sur la manière dont les journaux

traitent les événements violents et politique, et nous employons l'étude de la transitivité pour rendre compte de la représentation de la violence (par exemple les verbes mourir et tuer qui sont deux verbes transitifs, le premier est passif, dans la mesure ou il ne nécessite pas un sujet (un agent) pour compléter le sens d'une phrase; le deuxième est actif, dans la mesure ou il nécessite un agent un sujet (un agent) pour compléter le sens. Dans le cas de la couverture de la mort, l'usage des verbes passifs et intransitifs joue forcément dans l'atténuation de la violence où le sujet (l'agent de la violence) n'est pas présent, et où les victimes semblent être responsables de leur mort. Prenons deux exemples:

(1) «*Quatre Palestiniens ont été tués vendredi dans un raid aérien israélien contre un camp d'entraînement d'activistes dans la bande de Gaza* » (Le Figaro, 6 mai 2006) et (2) «*des Palestiniens armés ont tué un bébé juif de dix mois* » (La Libre Belgique, 17 janvier 2006).

Dans les deux cas il s'agit de morts, seulement dans la première phrase l'agent n'est pas identifiable la phrase n'offre pas d'une manière directe une réponse à la question «qui a tué les quatre Palestiniens ? », le lecteur peut comprendre par inférence qu'il s'agit de l'armée israélienne. Par contre, dans la deuxième phrase l'agent est bien identifié, son action et sa victime. Ainsi l'action dans le premier cas est atténuée, elle est accentuée dans le deuxième. Ce qui signifie que le modèle de van Dijk (le rectangle idéologique, voir chapitre 4) fonctionne dans les deux cas. Nous y reviendrons dans les chapitres de l'analyse.

5.5.3 Rhétorique journalistique

Le repérage des stéréotypes et des clichés peut se faire entre autres à l'aide de l'étude des tropes ou des figures du discours. Parmi les tropes *figures* du *discours* (Charaudeau & Maingueneau, 2002: 263-264) nous nous intéressons à la métaphore et à la métonymie. «La métonymie et la métaphore répondent l'une au principe de contiguïté et l'autre au principe de similarité» (**Meunier**, & **Peraya**, 2004: 218). Pour Jean Pierre Meunier, métonymie et métaphore sont «*le produit entre deux logiques: celle -digitale identitaire- du code et celle des images. La logique digitale produit des différences et des correspondances terme à terme (Sa/Sé), tandis que l'expérience perceptive et imaginaire produit des glissements hors des correspondances établies*» (ibid: 220).

Par l'utilisation de la métaphore et la métonymie, une certaine perspective se dessine dans le discours. Le discours qui construit les stéréotypes. *«Tout discours aboutit à la construction d'un modèle mental issu de divers ajustements focaux et de cela vient sa valeur argumentative (…) La projection métaphorique et le choix métonymique se laissent en effet décrire en termes d'ajustements focaux: mise en saillance de certains aspects des choses, masquage partiel ou total d'autres aspects» (*ibid: 223).

5.5.3.1 De la métaphore

La métaphore est une figure «*par ressemblance (ce qui correspond dans la linguistique à une substitution sur l'axe paradigmatique, l'axe de similarité pour Jakobson 1963, dont le mot est le support. (…) La métaphore doit être envisagée en terme de similitude expérientielle globale, la similitude n'étant jamais préexistante au processus métaphorique, mais au contraire créée par la métaphore: les significations intersubjectivement stables masquent le sujet, ses expériences, sa capacité à imaginer, son propre rapport au monde, tout ce que la métaphore précisément révèle, parce qu'elle s'inscrit dans une compréhension du monde qui relie plusieurs praxis. Le rôle de la métaphore est alors d'exprimer la perception de corrélations entre divers domaines de l'expérience* » (Détrie et al. 2001: 182-183).

La métaphore a des fonctions discursives. Elle remplit des fonctions esthétiques, cognitive et persuasive. Par sa fonction esthétique, la métaphore concrétise une expression difficile à exprimer et concerne la beauté d'un propos. Tandis que la fonction cognitive permet à la métaphore d'être heuristique et d'expliquer un domaine nouveau ou peu connu. La métaphore a également une fonction persuasive qui permet d'imposer parfois des opinions sans les démontrer. Elle s'impose comme une chose (vraie) allant de soi ce qui la rend plus manipulatrice et plus forte (Charaudeau & Maingueneau, 2002: 375-378).

Certaines métaphores sont utilisées fréquemment pour rendre une guerre compréhensible. Comme la guerre est un business, la guerre est de la politique, ou la guerre est la liberté. (Richardson, 2007: 67) The Times titre le 17 juillet 2007 en page 6: «*Hezbollah missles rain down on northern Israel* ». La métaphore est tellement forte ici qu'on imaginerait une pluie de missiles s'abattre sur Israël. C'est pour interpeller le

lecteur sur l'ampleur et la taille de l'attaque. Cette métaphore sert à mettre en avant plan la mauvaise action de Hezbollah «qui bombarde Israël ». Et sur la même page l'on peut lire «*Israel sets up air raids after missles hit Haifa* ». Dans cette forme, les infos sont ajustées pour justifier en quelque sorte des nouveaux raids aériens de l'armée israélienne.

Dalia Gavriely-Nuri, par exemple, a étudié les discours médiatique et politique israéliens pendant la deuxième guerre du Liban en 2006. Elle a repéré quatre métaphores de guerre dans ces discours: 1) La guerre est une affaire de femmes (ménage, nettoyage) ; 2) la guerre est une intervention médicale (frappes chirurgicales, opérations contre le Hezbollah considéré comme une 'maladie', un 'cancer' ou un 'virus') ; 3) la guerre est un business (logique économique, calculer les profits d'une guerre, ou livrer les marchandises «les bombes sur le Hezbollah » comme le demande le premier ministre israélien Ehoud Olmert) ; 4) la guerre est un sport (désigner la guerre en terme de jeu, avec un joueur qui gagne et un autre qui perd, l'existence d'arbitre, combattre selon les règles de jeu). Ces métaphores remplissent, selon l'auteure, une fonction d'atténuation et de banalisation de la guerre la rendant ainsi comme un «*événement normal, une partie intégrante de la vie quotidienne* » en Israël. (Gavriely-Nuri, 2008:6)

> *«I argue that the metaphorical annihilation of the Second Lebanon War was accomplished by application of four dominant metaphors: WAR IS 'WOMEN'S WORK', WAR IS A MEDICINE, WAR IS BUSINESS and WAR IS SPORT. These metaphorical constructions served to frame the war as a 'normal' event, an integral part of Israeli daily life» (*Gavriely-Nuri, *2008:6)*

La métaphore est souvent utilisée dans le contexte moyen-oriental pour nommer des actions, des opérations militaires. Ainsi l'armée israélienne nomme ses attaques pour illustrer que celles-ci sont de nature purement défensive. Comme l'opération Rempart (Defensive Shield) en 2002 où l'armée israélienne a détruit une grande partie de l'infrastructure de l'Autorité palestinienne. Ou bien l'opération Pluie d'été lancée par Israël le 28 juin 2006 dans la bande de Gaza après l'enlèvement du caporal Gilad Shalit par un commando palestinien. L'opération durant laquelle le soldat est arrêté est appelée «l'Illusion dissipée » par les mouvements le Hamas et les combattants de Salah Eddin. Les militaires parlement souvent de «du théâtre des opérations », une métaphore qui atténue le caractère violent des opérations militaires.

5.5.3.2 La métonymie

La métonymie est, avec la métaphore, une de tropes rhétoriques les plus importantes. Il s'agit de la «*désignation d'un objet par le nom d'un autre objet qui fait comme lui un tout absolument à part, mais qui lui doit ou à qui il doit lui-même plus ou moins, ou pour son existence ou pour sa manière d'être* » (Charaudeau & Maingueneau, 2002: 397). La métonymie est utilisée pour nommer un endroit, une personne ou une action. Par métonymie, on emploie le nom d'une capitale afin de désigner un pays Ainsi par exemple, Paris désigne la France ou le gouvernement français, Bruxelles désigne la Belgique ou l'Union européenne, Londres désigne la Grande-Bretagne, etc. Par métonymie, on peut aussi désigner une action ou un acteur. Par exemple le journal Le Monde titre à la une de (29/07/2006) : Israël décide d'intensifier les bombardements au Liban sud: (titre principal) ; Dans «Le Monde », Massimo D'Alema récuse le «feu vert » invoqué par Jérusalem (titre secondaire). Dans ce titre «Jérusalem » désigne par métonymie l'État d'Israël.

«*Sur le plan du rendement de la communication, les fonctionnalisations de la métonymie contribuent à l'économie et la densité du discours* » (ibid. 380).

Reisigl et Wodak (2001: 68) donnent cinq exemples de remplacement métonymiques:

- La cause ou le créateur est remplacé par le produit ou le résultat
- L'utilisateur d'un objet est remplacé par l'objet
- Les gens sont remplacés par l'endroit où ils vivent ou travaillent
- L'événement est remplacé par la date où ceux-ci ont eu lieu
- Un pays ou un État est remplacé par une certaine catégorie de ses habitants.

Chapitre 6: Corpus, neuf journaux européens

6.1 Introduction

Ce chapitre est consacré au corpus qui fait l'objet de la présente recherche. Les journaux de qualité sont aussi appelés «journaux de référence » par John Merril (Merril, 2000: 10-14), et «quotidiens haut de gamme » par Jean-Marie Charon (Charon, 2003: 38). Dans les pages suivantes, nous présenterons les neuf journaux analysés sur deux niveaux. D'abord, selon leurs modèles économiques, ensuite nous présentons leur cadre éthique et déontologique. Selon Patrick Charaudeau, «*les médias de l'information fonctionnent selon une double logique: une logique économique, qui fait que tout organe d'information agit comme une entreprise ayant pour finalité de fabriquer un produit qui se définit par la place qu'il occupe sur le marché d'échange des biens de consommation (les moyens technologiques mis en œuvre pour le fabriquer font donc partie de cette logique) ; une logique symbolique qui fait que tout organe d'information se donne pour vocation de participer à la construction de l'opinion publique* » (Charaudeau, 2005: 13). Entre les deux logiques, note l'auteur, il pourrait y avoir des liens, des corrélations ou des influences que l'analyse des médias peut mettre au jour et en décrire la nature et les structures (*ibid:* 13). Ici, nous ne prétendons pas effectuer une telle tâche; néanmoins, nous nous servons de cette distinction entre logiques économique et symbolique afin de structurer nos propos.

La visée de ce chapitre est de présenter brièvement les quotidiens analysés par pays. Ainsi chaque journal est présenté dans le contexte national (groupes de presse, modèle économique et déontologie) de la presse écrite dans chacun des trois pays. Notre corpus est constitué de neuf quotidiens européens de qualité et à tirage national. Soit deux titres de la presse belge francophone (Le Soir et La Libre Belgique), trois quotidiens français (Le Monde, Le Figaro et Libération) et quatre journaux britanniques (The Times, The Guardian, The Independent et The Daily Telegraph). Il s'agit de journaux de référence ou de qualité (Franklin, 2008: 17) en opposition à la presse populaire à sensation (Jucker, 1992: 47). John Richardson (2004: 33-62) classe The Times, The Independent, The Telegraph, The Guardian et The Financial Times en tant que presse de 'qualité' en opposition à la presse sensationnelle (les tabloïds comme The Sun).

6.2 Proximités européennes avec le conflit israélo-arabe

Le conflit israélo-arabe est né avec la naissance du sionisme en Europe dont le véritable point de départ fut le premier congrès sioniste de Bâle en 1897 où l'idée d'un "foyer national juif en Palestine" est née officiellement. Ce sionisme, en tant qu'idéologie coloniale, ne fut et n'est pas seulement juif: il existe également un sionisme non juif, notamment fondamentaliste protestant, une idéologie née aux 19ème et 20ème siècles (Coutte, 2005: 39). Le pilier central de la croyance de ce mouvement voit dans la création de l'État d'Israël en 1948, l'accomplissement d'une prophétie biblique annonçant que le retour de Jésus sur terre ne se réaliserait qu'après *«le retour des juifs dans la Terre Promise »* (Kessler & Wenborn**:** 2005, 453). L'Europe est responsable directement de la naissance du conflit israélo-arabe (Sharif, 1986).

L'Europe d'aujourd'hui essaye d'aider à trouver une issue pacifique au conflit. Elle intervient avec ses efforts diplomatiques, mais également avec une aide financière directe (environ 600 millions d'euros versés annuellement dans le budget de l'Autorité palestinienne, et il existe un partenariat privilégié entre l'Europe et Israël dans le cadre de leur accord d'association). La résolution du Conseil de l'Union européenne du 8 décembre 2009 sur le conflit ne peut que confirmer la volonté de l'Europe des 27 de s'impliquer davantage dans les efforts internationaux qui visent à résoudre le conflit israélo-palestinien. Mais le brouillon suédois de la résolution fut amendé par la France et l'Allemagne notamment. Le texte initial présenté par la présidence suédoise de l'UE mentionnait que l'Europe reconnaîtrait Jérusalem-Est en tant que capitale du futur État palestinien qui se bâtirait dans les territoires occupés par Israël en 1967 sur base du droit international. Cela veut dire qu'Israël devrait évacuer toutes les colonies juives de ces territoires. Or la déclaration commune des 27 mentionne que Jérusalem (sans préciser Est et Ouest) serait reconnue par l'UE en tant que capitale pour les deux États, palestinien et israélien et que son statut final serait l'objet d'accords entre les deux pays par la voie de négociations. L'Europe a intérêt à trouver une fin pacifique au conflit israélo-arabe, car ce conflit *«empoisonne le climat dans la région »* (Khader, 2009: 239) et entrave le projet ambitieux initié par le président français; Nicolas Sarkozy, et adopté par l'UE: l'Union pour la Méditerranée.

La déclaration des vingt-sept nous rappelle que l'Europe n'a pas encore une politique homogène en ce qui concerne le conflit israélo-palestinien. Le discours médiatique européen sur cette question prend son importance d'une proximité multiple entre les deux rives de la Méditerranée.

Le choix du corpus analysé ici n'est pas anodin; car l'histoire du conflit israélo-arabe est liée fortement à l'Europe et notamment aux deux puissances coloniales française et anglaise. Entre l'Europe, et sa presse d'un côté, et le Proche-Orient de l'autre côté; il existe une sorte de proximité composée. C'est une proximité composée car elle est à la fois spirituelle, historique, culturelle, géographique, démographique, économique, et médiatique.

6.2.1 Proximité spirituelle

La Palestine est le lieu où naquit Jésus; elle est le berceau des trois religions monothéistes; elle est la Terre sainte pour les chrétiens, la Terre promise pour les juifs, et le troisième lieu saint pour l'Islam, le lieu d'où le prophète Mohammad commence son voyage nocturne vers le ciel. Chacune de ces trois communautés revendique son appartenance à cette terre. Des guerres sanglantes, dès les croisades à nos jours les opposent. Malheureusement, «*la religion (*dans le contexte moyen-oriental) *a servi souvent d'étendard pour galvaniser les énergies* (*guerre saintes) pour mobiliser les hommes et pour légitimer leurs entreprises de conquêtes, d'expansion, voire de reconquête ou de "retour à la terre ancestrale"* » (Khader: 2009, 239).

6.2.2 Proximité historique

Comme le souligne Bichara Khader, «*l'Europe ne peut se dégager de toute responsabilité" quand on évoque les derniers siècles de l'histoire du Monde arabe, une histoire "jalonnée d'événements douloureux* » (ibid: 238). En effet, les mandats et les occupations successives ont offert l'occasion aux puissances coloniales européennes telles que la France et le Royaume-Uni, de prendre des décisions ou des actions qui ont changé la situation historique de la Palestine et des pays arabes colonisés. Le 16 mai 1916, ces deux empires, qui étaient en plein essor colonial, ont signé des accords secrets connus sous le nom des accords Sykes-Picot. Les deux puissances coloniales se sont ainsi partagé l'héritage de l'empire ottoman. La France contrôle, d'après ces accords, la

Syrie et le Liban tandis que la Grande-Bretagne prend le contrôle de l'Irak, de la Palestine et de la Transjordanie (la Jordanie). Les frontières de ces pays ont été dessinées par les Britanniques et les Français. Et en 1917, plus exactement le 2 novembre 1917, le ministre britannique des Affaires étrangères, Arthur James Balfour, adresse une lettre à Lord Lionel Walter Rothschild (représentant du mouvement sioniste). Dans cette lettre, connue sous le nom de la déclaration Balfour, le ministre anglais formule une promesse aux organisations sionistes juives. Le document qui ne dépasse pas un paragraphe, précise que le gouvernement anglais aidera le mouvement sioniste à établir un foyer national juif en Palestine. Et en 1948, le mouvement sioniste annonce la création de l'État d'Israël citant dans la déclaration de l'indépendance la déclaration Balfour. Israël va participer aux côtés de la France et de la Grande-Bretagne à la triple agression contre l'Egypte en 1956 après la nationalisation du canal de Suez par le président Gamal Abdel Nasser.

6.2.3 Proximité culturelle

Bichara Khader note encore une fois que *«la relation culturelle entre l'Europe et son Sud, surtout arabo-musulman, est marquée par une série de stéréotypes et représentations négatives* » (ibid: 234). Ces stéréotypes négatifs sur l'Islam sont construits par le cinéma et les médias aux États-Unis et en Europe (Stout, 2006: 186) et alimentent la haine et rendent toute vérité ambiguë (Finkelstein, 2003), empêchent le dialogue interculturel et nourrissent les idéologies conflictuelles de choc et d'affrontement entre les civilisations, chères à Samuel Huntington (Huntington, 1996). Les médias jouent un rôle non négligeable dans la (re) production de ces stéréotypes. Les médias européens devraient, selon Khader, cesser de d'appréhender l'Orient (arabe et musulman) en terme de menace ou d'invasion (Khader, 2009: 235). Les études sur la construction négative de l'Islam et du Monde arabe par les médias confirme les constats et les inquiétudes de Bichara Khader (Poole & Richardson, 2006; Poole, 2002; Richardson, 2004; Said & Hitchens, 2001; Said, 2007; 2000a; 2000b; Liebes, 1997). Cette proximité culturelle est en partie constituée par une proximité géographique.

6.2.4 Proximité géographique

Seulement 14 kilomètres, que représente le détroit de Gibraltar entre le Maroc et l'Espagne, séparent les deux rives de la Méditerranée. Mais «*paradoxalement, plus quelqu'un est proche, plus il alimente les stéréotypes* » (Khader: 2009, 234). Le conflit israélo-arabe est le conflit étranger le plus proche de l'Europe et intéresse, bien plus que d'autres conflits dans le monde, les médias européens. Cette proximité géographique constitue un des critères de sélection de l'information (Grevisse, 2008: 51) les plus signifiants pour les journalistes européens.

6.2.5 Proximité démographique

Le conflit israélo-arabe n'est pas seulement à la porte de l'Europe, il se manifeste également à l'intérieur de l'Europe de par la présence d'une communauté arabo-musulmane importante issue d'une immigration récente et d'une communauté juive moins importante mais plus ancienne sur le sol européen. Malgré la récente immigration musulmane en Europe depuis les cinquante dernières années, le nombre important de musulmans sur le continent fait de l'Islam la deuxième religion de l'Union européenne. En Belgique, où l'Islam est reconnu comme religion officielle depuis les années 1970, le nombre de musulmans s'élèvent à environ 370 000, soit 3.8% de la population. En France, ils sont environ 4.5 millions, soit 7% de la population. En Grande-Bretagne, ils sont un million et demi, soit 2.7% de la population. (Maréchal, 2003: xxiv, xxv). Nous retenons ces chiffres à titre indicatif car les auteurs expliquent que l'on fait face à deux problèmes quand il s'agit de statistiques sur le nombre de musulmans en Europe (*ibid*). Premièrement, il existe un problème lié aux statistiques elles-mêmes, car il est difficile de recenser le nombre changeant de musulmans, surtout la deuxième et la troisième génération (p. xxii, xxiii). Nous pouvons ajouter un problème d'un autre ordre: le nombre de convertis européens à l'Islam. Le deuxième problème est lié au pays d'origine. Certains chercheurs présument que tous les individus originaires des pays majoritairement musulmans appartiennent à la culture musulmane (p. xxiii). Ce qui induit les chercheurs en erreur, car tous les citoyens d'un pays de culture musulmane ne sont pas forcément musulmans.

Mais quoi qu'il en soit, l'Islam devient une religion très visible et très médiatisée surtout depuis les attentats du 11 Septembre 2001 (Zelizer, & Allan, 2004). L'Islam est devenu en quelques années un des sujets les plus débattus dans l'espace public européen et international. Des questions comme le port du foulard islamique, les rites religieux, la construction des mosquées, la mixité, et le rapport entre Islam et terrorisme sont devenus très habituelles. Souvent représentés d'une manière négative (Hughes & Reader, 1998: 299) dans les médias (Poole, 2002; Richardson, 2004; Said, 2007), les musulmans européens se sentent exclus et expriment largement leur solidarité avec le peuple palestinien ou libanais.

Et depuis le déclenchement de la seconde Intifada en septembre 2000, le risque d'importer ce conflit à l'intérieur des sociétés européennes est plus élevé (Shahid *et al.* 2006). Une importation qui met en péril le "vivre ensemble" et complique encore des problèmes complexes tels que l'intégration sociale des immigrés, l'ordre public, le racisme et la xénophobie et l'antisémitisme.

Ainsi, tout débat dans l'espace public sur le racisme, l'islamophobie, l'antisémitisme et la xénophobie (Moore, 2008b) est dans beaucoup de situation lié au conflit israélo-arabe. Ce conflit devient un véritable enjeu de société, dans l'ère de la mixité culturelle et de la multiculturalité (*ibid.*: 108) et la couverture médiatique du conflit s'en ressent.

6.2.6 Proximité économique

Au Proche-Orient se trouve la première source d'énergie fossile dans le monde. Des gisements de pétrole et de gaz naturel ont été découverts dans les pays du Golfe persique depuis les années 1930. Mais la rive sud de la Méditerranée n'est pas seulement une source d'énergie; elle est également un marché consommateur de produits européens. (Khader, 2009: 51-72).

6.2.7 Proximité médiatique

Ces proximités que nous venons d'expliquer jouent un rôle dans la couverture médiatique européenne du conflit israélo-arabe. Car le discours médiatique n'est pas un discours individuel, il exprime plutôt des attitudes collectives et sociétales (van Dijk:

2001).La proximité médiatique entre l'Europe et la région du Moyen-Orient arabe commence avec la Campagne d'Egypte qu'entreprend l'empereur français Napoléon Bonaparte en 1798. Bien plus que campagne militaire, l'expédition française avait des ambitions culturelles voire religieuses (convertir les Arabes au christianisme). À cet effet, la France apporte la première imprimerie dans la région. L'expédition militaire est accompagnée d'un corps de 167 scientifiques également (Khader, 1999: 50). Repoussé devant les murs d'Acre en 1799 (ibid: 56), Napoléon fait publier dans le Moniteur Universel le 22 mai 1799 «*une proclamation pour les juifs, dans laquelle il invite tous les juifs d'Asie et d'Afrique à venir se ranger sous ses drapeaux pour rétablir l'ancienne Jérusalem* » (Laurens, 1989 cité in Khader, 1999: 56).

La proximité médiatique entre l'Europe et le conflit israélo-arabe s'illustre dans quatre points inséparables: 1) la couverture intense du conflit; 2) les premiers médias sérieux, couvrant le Monde arabe, en langue arabe étaient européens; 3) La presse arabe de haut niveau trouve refuge en Europe; 4) Les médias européens ont un grand intérêt dans la formation des journalistes arabes.

Commençons par le premier point sur lequel s'appuie notre argument de la présence d'une proximité médiatique entre l'Europe et le Proche-Orient arabe. Le conflit israélo-arabe est l'un des conflits étrangers les plus traités par les médias européens. L'analyse de notre corpus confirme cette tendance (voir les chapitres 7, 8 et 9).

Le deuxième argument, c'est que les premiers médias sérieux couvrant le Monde arabe en langue arabe étaient européens. Après l'Indépendance, les pays arabes ont opté pour des médias nationaux qui défendent les intérêts du pouvoir et qui ont négligé le vrai travail journalistique, c'est-à-dire de jouer un rôle de contrôle et contrepouvoir. Mais dans les temps modernes, des médias européens diffusés en langue arabe sont nés. La BBC fut la première radio non arabe qui commence à diffuser en langue arabe. Dans les années 60s, les archives de la BBC montrent une autre réalité que celle présentée de la Voix des Arabes, la radio égyptienne, sur l'événement de la deuxième guerre israélo-arabe de 1967. La radio du Caire diffusait en effet de la propagande dont le contenu rassurait les populations quant à la victoire écrasante des armées arabes face à l'armée israélienne. La BBC fut également le premier média à lancer une chaîne d'information en langue arabe, qui s'éteignit en 1996 seulement deux

ans après sa création. La chaîne avait donné la parole à l'opposition saoudienne, or la BBC Arabic était financée par le groupe saoudien Orbit, un groupe contrôlé par la famille royale saoudienne. Les investisseurs saoudiens se retirèrent et mirent fin à la courte vie de la chaîne. Les journalistes travaillant pour la BBC Arabic fondèrent alors et sous l'égide directe de l'émir du Qatar, la première chaîne d'information panarabe, Al-Jazira. Mais le paysage médiatique arabe audiovisuel va se transformer de nouveau, avec le retour de la BBC Arabic TV en 2008, la création de France 24, une chaîne d'information française diffusant en arabe et la création d'une multitude de chaînes arabophones en Europe, notamment en Allemagne (Deutsche-Welle Arabic) et bien d'autres pays. Ajoutons à cela la création de multiples radios européennes arabophones en France (Radio Monte-Carlo, fondée en 1972), et BBC Arabic Radio (fondée en 1938).

Quant au troisième argument, l'Europe comme refuge des médias arabes de qualité, nous l'illustrons avec l'exemple libanais. Le Liban est le pays arabe le plus développé sur le plan de la presse écrite. Avec la guerre civile libanaise (1975-1990), de nombreux journalistes émigrent en Occident et notamment en Grande-Bretagne. Ainsi, des journaux de qualité tels qu'Al-Hayat et Al-Sharq Al-Awsat, se délocalisent du Liban et s'installent à Londres. Un autre journal arabe de qualité est également né à Londres en 1996, il s'agit d'Al-Quds Al-Arabi.

L'intérêt européen de former les journalistes arabes est notre quatrième argument. Avec les Britanniques, les Français et les Allemands en tête, la formation des journalistes arabes est centrée sur le professionnalisme journalistique mais également sur la démocratie et la défense des droits de l'homme. Ici nous ne pouvons présenter tous les programmes de formation, mais nous nous limitons à mentionner quelques exemples: la BBC World Trust forme des journalistes dans plusieurs pays arabes sur les métiers de l'audiovisuel, notamment en Palestine, au Liban, en Egypte et en Syrie. L'académie de la Deutsche Welle forme également des journalistes dans la région. En outre, un nombre important des journalistes occidentaux est présent sur le terrain afin de couvrir l'actualité du conflit israélo-arabe. Une concentration très importante par rapport à d'autres zones du conflit. Ce qui expliquerait sa forte visibilité dans les médias européens (Bourdon, 2009).

6.3 Corpus belge

(Antoine & Heinderyckx**,** 2011)

Le Royaume de Belgique est un État fédéral depuis la révision constitutionnelle de 1994 (Bitsch, 2004, 217). Les entités fédérées sont constituées de trois régions (la Wallonie, la Flandre et Bruxelles-Capitale) et de trois communautés linguistiques (Communauté française, Communauté flamande et Communauté germanophone). Chaque région a son propre parlement, son propre gouvernement et ses propres institutions (Bitsch, 2004). Le paysage médiatique n'échappe pas à ce découpage d'après Pierre Musso (1995: 114) : *«Comme la plupart des industries culturelles belges, la presse écrite est avant toute chose définie par la langue. Sur le plan législatif elle dépend des exécutifs respectifs des deux communautés qui décident notamment des aides financières allouées à la presse d'opinion»***.** Cependant, *«certains groupes éditent des titres dans les deux langues* [en français et en néerlandais] *(Mediafin pour l'Echo et le Tijd, Mass Media Transit pour les éditions de Metro)* » (Antoine & Heinderyckx**,** 2011 : 8). Quant à la commaunauté germanophone, elle a ses propres médias en langue allemande comme le journal Grenz-Echo.

6.3.1 Groupes de presse belges

Les professeurs Frédéric Antoine de l'Université Catholique de Louvain et François Heinderyckx de l'Université Libre de Bruxelles dressent un «État des lieux des médias d'information en Belgique francophone » **(**Antoine & Heinderyckx**,** 2011). Ce rapport a été réalisé à la demande du Parlement de la Communauté française de Belgique. Les auteurs montrent qu'en termes de «chiffre d'affaires sur la période 2005-2009, le marché est dominé par les groupes flamands Persgroep et Corelio, qui, ensemble, représentaient 54% du chiffre d'affaires total du secteur en 2005, et 58% en 2009. Ces deux groupes dépassent chacun les 200 millions d'euros de chiffre d'affaires» (ibid : 8). Les groupes francophones sont moins performants. Le groupe Rossel SA qui édite Le Soir (70 millions d'euros) et IBM, éditeur de La Libre Belgique (60 millions) (ibid).

La presse francophone belge est contrôlée principalement par trois groupes : le leader Rossel SA, suivi par IPM et Les Éditions de l'Avenir **(**Antoine & Heinderyckx**,** 2011 : 10)

Le groupe SA Rossel contrôle Le Soir, La Meuse, La Capitale, La Nouvelle Gazette et La Province. Rossel possède également 51% du seul quotidien germanophone du pays, le Grenz Echo (Quick, 2003a: 96). Rossel SA contrôle aussi soixante d'hebdomadaires nationaux et régionaux. A côté de la presse écrite, le groupe Rossel possède des parts dans d'autres médias: télévision (RTL-TVI, Club RTL, Plug TV) ; radios (Bel-RTL, Contact, Contact Plus, Mint), internet (les sites de ses médias, le site de service vlan.be, plus une vingtaine d'autres sites web) et des régies publicitaires (rossel.be). Le deuxième groupe francophone est le groupe IPM qui édite La Libre Belgique, La Derniere Heure. Mediabel publie Vers l'Avenir, Le Jour/La Belgique, Le Courrier de l'Escaut, l'Avenir de Luxembourg et Le Rappel (Quick, ibid.: 93)

L'audience de masse est un des atouts de la presse. 4 913 000 Belges âgés de 12 ans et plus lisent tous les jours un journal. Cela équivaut à un Belge sur deux, soit une audience de 54 % (CIM).

6.3.2 Diffusion et recettes publicitaires

Tableau 6.3-1: Diffusion payante du Soir et de La Libre Belgique entre 2005 et 2009. Source: CIM

Titre	2005	2006	2007	2008	2009
Le Soir	97 419	92 481	94 522	88 618	82 407
La Libre Belgique	47 972	47 269	46 117	45 740	42.922

En 2006, l'ensemble des titres de presse quotidienne belge francophone diffuse 475 906 exemplaires. Ce chiffre exprime la diffusion totale des jounraux, quelle soit payante ou gratuite (Antoine & Heinderyckx**,** 2011 : 40). «*La diffusion cumulée des titres de presse quotidienne néerlandophone dépasse, en moyenne, le million d'exemplaires, soit environ le double de la diffusion francophone (pour un public potentiel un tiers plus nombreux)* » (ibid : 41)

Le groupe Rossel SA est le leader du marché francophone avec un chiffre d'affaire de 70 millions d'euros en 2006 (ibid : 13).

Le marché publicitaire belge, au Nord et au Sud, connaît une croissance entre 2006 et 2010 malgré la crise économique de 2008 (ibid : 136).

«Deux médias dominent alors clairement le marché publicitaire : la télévision et la presse imprimée (quotidienne et magazine). En 2006-2007, les dépenses publicitaires dans la presse imprimée dépassent même celles opérées en télévision, et les

deux chiffres sont au coude à coude en 2008. La presse recule à partir de cette année-là. p

En 2010 (calcul sur 11 mois), la télévision récolte 41% des recettes (-3), la presse 35% (-1), la radio 11% (+2), l'affichage 7% (-2), internet 5% (+5) et le cinéma 1% (statu quo). L'arrivée d'internet entraîne donc une redistribution des parts, essentiellement au détriment de la télévision et de l'affichage. Mais en 2006, première année où internet est pris en compte, la télévision représentait 37% des recettes, et la presse imprimée 41%.

6.3.3 Subsides publics

«Depuis 2004, les aides directes à la presse quotidienne sont régies par le décret du 31 mars 2004 relatif aux aides attribuées à la presse quotidienne écrite francophone et au développement d'initiatives de la presse quotidienne écrite francophone en milieu scolaire. Depuis lors (Moniteur belge, 13 mai 2004), l'aide est gérée par le Centre de l'aide à la presse écrite de la Communauté française, doté annuellement d'une somme de 6,2 millions d'euros, indexée chaque année à partir de l'exercice budgétaire 2005. Cette aide à la presse écrite quotidienne est entièrement supportée par le budget de la Communauté française depuis 2008 » (Antoine & Heinderyckx, 2011 : 57).

La ministre l'Audiovisuel et de la Culture, Fadila Laanan a accordé une aide financière de 6.747.000 euros aux quotidiens francophones (Le Soir, 20 avril 2009 p. 41). Le communiqué de la ministre Laanan affirme que «*les éditeurs de presse écrite quotidienne francophone se sont adressés aux gouvernements bruxellois, wallon et de la Communauté française, fin 2008, en raison de difficultés économiques liées à la crise actuelle. Ils demandaient le doublement des aides directes à la presse, soit leur passage de 6,2 à 12,4 millions d'euros indexés par an*»

Tableau 6.3-2 Soutien financier de la communauté française à la presse francophone en 2009 (sources: ps.be)	
Bénéficiaires	**Montants 2008**
Vers L'avenir	1.487.623,49 euros
Sud Presse	1.472.363,12 euros
Le Soir	1.166.184,35 euros
La Dernière Heure	968.558,68 euros
IPM (La Libre Belgique)	903.992,96 euros
L'Echo	410.927,00 euros
JFB (Les Journaux francophones belges)	*337.350,00 euros*
TOTAL	**6.747.000 euros**

6.3.4 Régulation de la presse en Belgique francophone

Selon RSF, «la Belgique fait généralement office de bon élève en matière de liberté de la presse. Deux affaires sont venues ternir ce constat: la première dite «Tintin et la caméra cachée » oppose la RTBF aux ayants droit de Hergé, et la seconde concerne la fermeture volontaire mais sous pression du blog d'un journaliste d'origine turc» (RSF, 2008: 130). La liberté d'expression est garantie par la Constitution belge et arbitrée par un système d'autorégulation représenté par l'AGJPB (l'Association générale des journalistes professionnels de Belgique).

Malgré les craintes de l'effet que pourrait avoir la volonté du parlement wallon d'instaurer de nouvelles mesures pour empêcher la reproduction d'une «Fausse information » telle que l'émission Bye Bye Belgium qui a mis en scène une fiction sur la scission de la Belgique et l'indépendance de la Flandre, la presse belge reste parmi les plus libres au monde. Le lendemain de la transmission de ce docu-fiction de l'émission phare de la chaîne publique francophone, la RTBF, le 13 décembre 2006, les politiciens francophones n'ont pas caché leur mécontentement (Dutilleul, 2008: 15). Le propos du président du Mouvement réformateur, Didier Reynders, résume ce malaise qu'a ressenti le monde politique face à cette fiction que beaucoup ont prise pour une réalité: *«Cette émission est irresponsable. Elle décrédibilise totalement une institution à laquelle la Communauté française consacre beaucoup de moyens» (*Le Soir, 14 décembre 2006, p.1) Le Titre II de la Constitution belge garantit la liberté d'expression. Intitulé «Des Belges et leurs droits » il contient trois articles concernant la presse et la liberté d'expression. L'article 19 stipule que «la liberté de manifester ses opinions en toute matière », est garantie. Et l'article 25 affirme que «la presse est libre » et que «la censure ne pourra jamais être établie». Quant à l'article 32, il garantit l'accès de chacun

à «chaque document administratif et de s'en faire remettre copie, sauf dans les cas et conditions fixés par la loi » (texte disponible sur le site du Sénat).

De leur côté, les médias belges s'autorégulent et s'efforcent de respecter un code d'éthique défini par l'Association générale des journalistes professionnels de Belgique (AGJPB). Créée en 1978 et fédéralisée en 1998, l'AGJPB chapeaute une association francophone, l'AJP, Association des journalistes professionnels et une autre néerlandophone (VVJ, Vlaamse vereniging van journalisten) (Quick: 2003a, 98).

Le code de principes insiste sur les points suivants: 1) La liberté de la presse (La liberté de la presse est la principale sauvegarde de la liberté d'expression) ; 2) l'impartialité dans les faits; 3) la séparation de l'information et du commentaire; 4) le respect de la diversité d'opinion; 5) le respect de la dignité humaine; 6) les crimes, le terrorisme et autres actes de cruauté et d'inhumanité ne doivent pas être glorifiés; 7) la rectification des informations erronées; 8) les sources d'information doivent être protégées; 9) le maintien du secret des affaires publiques et privées; 10) le respect de droits de l'homme; 11) l'indépendance, les journalistes ne doivent céder à aucune pression; 12) la publicité doit être distinguée de l'information de façon à éviter la confusion auprès du public.

6.3.5 Le Soir: un journal de contrepouvoir

Rédacteur en chef	Béatrice Delvaux
Diffusion payante en 2006	92 481 exemplaires (CIM)
Éditeur	Groupe Rossel
Prix	1.20€
Format	Berlinois
Correspondants au Proche-Orient en 2006	Serge Dumont, Baudouin Loos

Le premier numéro du journal *Le Soir* est distribué le 10 décembre 1887 à Bruxelles. À ses débuts, ce nouveau journal est entièrement gratuit pour les habitants des rez-de-chaussée et contre soixante centimes par mois pour les personnes habitant à l'étage (Campé *et al.* 1975: 154). Partiellement gratuit, Le Soir fut financé principalement par la publicité. La discorde s'installe entre les trois fondateurs du journal (Nicolas Corbelin, E. Roels, et Emile Rossel) à peine un an après sa fondation à

cause d'une publicité. «*Roels et Corbelin ont vendu une page de publicité financière à l'Aurifère Argentine, dont Corbelin est commissaire, sans consulter Rossel. Ce dernier refuse d'insérer l'annonce; il considère qu'elle pourrait «être nuisible à la petite épargne belge* » (Campé *et al.* 1975: 154). Suite à ce différend, le journal est publié sous le même titre et avec les mêmes rubriques en deux exemplaires: celui de Rossel et celui de Corbelin et Roels jusqu'au 27 octobre 1888. La cour d'appel a donné raison à Rossel. Dès le 15 novembre, le seul véritable Soir est celui de Rossel (ibid.: 154). Cet événement nous indique que la volonté d'avoir une indépendance éditoriale était à la tête des priorités du journal et de son fondateur, Émile Rossel, dès le début.

«Politiquement, Le Soir se proclame neutre » (ibid: 155). Selon les responsables du journal, celui-ci ne se proclame ni de gauche ni de droite. Il se veut progressiste et indépendant, un journal de «*contrepouvoir*, *à l'écoute, en phase avec la société, populaire, par opposition à un quotidien de l'establishment»*. Ce sont les propos énoncés par Béatrice Delvaux, rédactrice en chef, dans un éditorial consacré au passage du Soir «broadsheet » au format berlinois le 15 novembre 2005.

Le Soir couvre le Proche-Orient grâce à plusieurs correspondants dans la région. Son correspondant permanent à Tel-Aviv est Serge Dumont (de son vrai nom Maurice Sarfaty), un juif d'origine belge. Le responsable de la rubrique Proche-Orient, Baudouin Loos fait souvent le déplacement dans la région. Loos est souvent critiqué par des associations juives de Belgique pour ses articles. Il est souvent accusé d'antisémitisme sur des sites internet sans que ses accusateurs fournissent des preuves puisées dans ses textes.

6.3.6 La Libre Belgique

Rédacteur en chef	Vincent Slits
Diffusion payante en 2006	47 269 exemplaires
Éditeur	Groupe Multimédia IPM
Prix	1 €
Format	Tabloïd
Correspondants au Proche-Orient	Renée-Anne Gutter

La Libre Belgique est un quotidien belge francophone fondé en 1883 à

Bruxelles sous le nom de «Le Patriote ». Sous l'occupation allemande en 1915, les frères Louis et Victor Jourdain changent son nom pour «La Libre Belgique » par opposition au quotidien des collaborateurs «La Belgique ». La Libre Belgique est alors édité dans la clandestinité jusqu'à la libération (Campé, ibid.: 68). La Libre est un quotidien nationaliste et soutient l'unité de la Belgique.

Victor Jourdain avait eu l'idée de fonder un journal car «le catholicisme belge » en avait besoin (Campé, ibid.: 65). Et «*pour leur nouveau journal, les frères Jourdain se partagent les responsabilités: Victor s'occupera de la rédaction, Louis de l'organisation matérielle. Et ils obtiennent le patronage - moral - d'un comité de quinze catholiques connus* » (ibid).

Les Jourdain voulaient un quotidien libre et indépendant de l'influence de l'argent. Ils encourageaient les abonnements. Celui qui s'abonne au journal pendant trois ans pour quinze francs l'année, recevait le journal gratuitement pendant trois années supplémentaires. Cette formule rencontre un succès lorsque le premier numéro du Patriote voit le jour en janvier 1884 après des mois de période d'essai. Le journal est édité clandestinement une deuxième fois lorsque la Belgique tombe dans les mains des nazis en 1940 (ibid).

6.4 Corpus français

Le premier journal français est né en 1631 sous le nom de La Gazette, un quotidien fondé par Théophraste Renaudot (Quick, 2003a: 315). En 1832, Charles Havas crée la première agence de presse. Qui deviendra des années plus tard, l'Agence France Presse, une de principales agences d'information à l'échelle mondiale. C'est en France également que naît l'association Reporters sans frontières (RSF), qui défend les journalistes et la liberté d'expression dans le monde entier.

La France occupe une place importante dans le marché de l'information à l'échelle planétaire notamment avec l'Agence France Presse (AFP) qui est l'une des trois plus importantes agences de presse dans le monde. Et dans le monde arabe, la France diffuse Radio Monte-Carlo (RMC) et lance une chaîne d'information en continu, France 24, en trois langues (arabe, français et anglais).

6.4.1 Groupes de presse français

A partir des années 1990, le secteur de l'information commence à attirer les investissements français et européens. Face à la crise causée par la chute de la diffusion, beaucoup de titres de la presse quotidienne nationale ont dû céder le contrôle aux investisseurs.

Ainsi, le groupe Chargeurs prend le contrôle de Libération en 1996. Et un an plus tôt, le groupe Havas achète, en s'associant avec le groupe de télécommunication Alcatel, plusieurs titres dont L'Express et Courrier International. Le journal Le Monde reste alors dans les mains de petits actionnaires (Quick, ibid: 318).

Suite à l'entrée en force du monde des affaires dans la presse, l'indépendance éditoriale de cette dernière commence à être mise en cause. Et comme le souligne Patrick Champagne, les entreprises de presse "sont de plus en plus des entreprises économiques soumises à une loi du marché qui reconnaît plus volontiers la logique du profit que celle des austères considérations éthiques ou déontologiques » (Champagne, 2009: 130). Si l'on ajoute à l'économie la volonté du monde politique d'influencer la presse, on constate que cette dernière se trouve dans une position délicate car elle a besoin d'investissement et ne peut refuser les subsides que propose l'État. L'ère de la presse comme contre-pouvoir semble ne plus résister aux pressions des règles du marché.

Le paysage médiatique français est caractérisé par la concentration des principaux médias dans les mains d'un nombre restreint de groupes notamment depuis la libéralisation qui débute dans les années 1970-80 (Sharon, 2004: 66).

6.4.2 Diffusion et recettes publicitaires de la presse française

Les 86 quotidiens français diffusent ensemble environ 8.799.000 exemplaires, c'est-à-dire 190 exemplaires pour mille citoyens (Quick, 2003a: 314).

L'ensemble de la presse écrite en France génère un profit annuel de 11 millions d'euros dont 40% par la presse quotidienne (Charon, 2003: 37). La presse française fonctionne selon un modèle économique qui combine les recettes de la diffusion et de la

publicité, et reçoit en même temps des subsides de l'État. L'expérience de *Libération* qui a été la propriété des employés, et qui refusait la publicité jusqu'en 1973, ne pouvait pas résister aux lois du marché.

En France, la presse quotidienne «*n'est plus la première source d'information* » (Quick, ibid). Tous les journaux nationaux réunis ne couvrent que 14% du marché de l'information Les Français préfèrent lire les magazines (40% du marché) et suivre les informations sur la télévision et la radio. Malgré cette part minime du marché, la presse quotidienne de qualité en France garde une place importante dans la formation de l'opinion publique. La presse régionale semble aussi avoir plus de succès que sa consœur nationale. À l'image de la société, la presse française est caractérisée par le clivage politique entre gauche et droite. D'une part, la presse de gauche représente les idéologies socialiste (Libération) et communiste (L'Humanité) et d'autre part il y a des journaux qui suivent une ligne éditoriale plutôt à droite (Le Figaro) ou catholique (La Croix). Malgré la disparition d'une majeure partie de la presse d'opinion, quelques titres ont survécu. C'est le cas de La Lettre de la Nation et de l'Humanité, deux journaux proches du Parti communiste. À leur côté, le journal catholique La Croix existe toujours (ibid).

Comme nous l'avons noté plus haut, la presse régionale rencontre un succès plus important que la presse nationale. Au même niveau, la presse spécialisée connaît un succès croissant. À titre d'exemple, les journaux économiques comme Les Échos et La Tribune et la presse sportive comme l'Équipe sont largement lus par les Français.

Pour faire face à ce défi, certains quotidiens de qualité ont adopté le changement dans le style et dans la forme, en offrant plus d'information régionale et en choisissant des «unes » semblables à celles des magazines, comme le fait Libération.

En 2000, seulement 18.2% des Français lisaient la presse quotidienne nationale, tandis que 43% d'entre choisissaient plutôt la presse régionale, alors que 95.9% lisaient les magazines. (Quick: 2003a, 315).

Tableau 6.4-1: Diffusion payante de la presse française entre 2005 et 2009 (Source: OJD.com)					
Titre	**2005**	**2006**	**2007**	**2008**	**2009**
Le Monde	360 610	350 039	354 316	336 101	318 805
Libération	142 557	132 270	137 831	128 331	115 634
Le Figaro	337 118	332 818	338 618	330 382	323 991

Nous l'avons souligné plus haut, la presse quotidienne n'est pas la première source d'information pour les Français. Elle partage donc le marché publicitaire avec les autres médias. En 1999, sa part de recette publicitaire ne dépasse pas la moitié de celle de la presse magazine, un peu plus d'un milliard et demi d'euros contre trois milliards. (Quick, ibid: 314)

Tableau 6.4-2: Distribution des recettes publicitaires de la presse française dans les années 2000 (Source: Quick, 2003a: 319).	
Médias	La part dans les recettes publicitaires en%
Magazines	40%
Quotidiens régionaux	24%
Presse spécialisée	18%
Quotidiens nationaux	16%
Hebdomadaires	2%

La presse écrite a perdu environ 13% de sa part du marché publicitaire pour la télévision. En 1980, la presse écrite avait 60% du marché de la publicité en France alors que la part de la télévision ne dépassait pas les 20%. En 2000, la part de la presse écrite a diminué jusqu'à 47% et celle de la télévision a augmenté jusqu'à 33.5% (Quick, 2003a: 319).

6.4.3 Subsides publics

Recettes publicitaires et diffusions en déclin, une situation propice pour que l'État français propose son aide surtout aux quotidiens nationaux de qualité. En 1998, la Loi des Finances a créé un fonds spécial pour soutenir les quotidiens de qualité, environ 260 millions de francs en 2001 (Quick, 2003a: 326). La presse française reçoit un soutien financier direct et indirect de la part de l'État. Les aides directes concernent une intervention de l'État notamment dans les coups du transport (SNCF) et de télécommunication dont bénéficient tous les journaux. Mais l'État consacre aussi une aide financière directe aux quotidiens de qualité ainsi qu'à l'AFP. Quant à l'aide indirecte, elle concerne des réductions du prix des services de La Poste et de la TVA par exemple (Albert, 2004: 105). L'Assemblée nationale vote chaque année un budget consacrée à soutenir la presse (ibid.: 104).

6.4.4 Liberté d'expression et éthique journalistique en France

La presse française a une longue tradition dans la défense de sa liberté d'expression et la qualité de l'information. (Quick, 2003a: 315). La presse française est parmi les plus libres au monde. La Constitution garantit la liberté d'expression (article 11). Cependant, la France occupe la 44ième place dans le classement mondial de la liberté de la presse selon Reporters sans frontières (RSF, 2010). D'ailleurs dans son rapport de 2010, RSF déplore la dégradation de la liberté de la presse dans plusieurs pays de l'Union européenne.

6.4.5 Le Monde: un journal de centre?

Rédacteurs en chef	Jean-Jacques Bozonnet, Michel Kajman, Franck Nouchi, Isabelle Talès
Diffusion payante en 2006	350 039 exemplaires
Éditeur	Le Monde SA
Prix	1,50 €, 2,60 € le vendredi daté samedi
Format	Berlinois
Correspondants au Proche-Orient en 2006	Gilles Paris

Fondé à Paris en 1944 par le journaliste français Hubert Beuve-Méry pour succéder au journal *Le Temps* et selon le souhait du Général de Gaulle. En 2006, le tirage du *Monde* a été estimé à 312.265 exemplaires. Le Monde est le journal français le plus lu à l'étranger (présent dans 120 pays) avec la diffusion de près de 40.000 exemplaires à l'extérieur de la république française. *Le Monde* est un journal du soir, il paraît en fait en kiosques à Paris en début d'après-midi. Le journal décide d'adopter le format berlinois en 1995 pour améliorer les chiffres de vente du journal (Eveno, 2001). La ligne éditoriale du *Monde* est considérée plutôt centre-gauche. Mais ce positionnement est mis en cause par un livre publié en 2003. *La Face cachée du Monde* de Pierre Péan et Philippe Cohen critique la gestion du journal et affirme que sa ligne éditoriale a été modifiée. Le Monde traverse une crise économique. Sa direction envisage de supprimer 85 postes dont 45 postes de journalistes. Les journalistes du *Monde* ont effectué une grève le 14 avril 2008 en signe de protestation contre les plans de restructuration annoncés par la direction. Le Monde s'est trouvé poursuivi en justice pour «antisémitisme» suite à la publication d'une tribune libre intitulée «*Israël* -

Palestine: le Cancer» le 4 juin 2002. La cour d'appel de Versailles a condamné le 26 mai 2005 les trois auteurs de l'article (Edgar Morin (sociologue), Danièle Sallenave (maître de conférences à l'Université de Nanterre) et Sami Naïr (membre du Parlement européen) ainsi que le directeur de la publication du journal, Jean-Marie Colombani, à verser un euro symbolique en guise d'indemnisation pour l'Association France Israël et l'association LICRA. Mais la Cour de cassation cassera définitivement ce jugement le 12 juillet 2006, considérant que le texte publié n'était que l'expression d'une opinion.

6.4.6 Libération: le journal de gauche

Rédacteur en chef	Stéphanie Aubert
Diffusion payante en 2006	132 754 exemplaires
Éditeur	SARL Libération
Prix	1,30 €
Format	Tabloïd
Correspondants au Proche-Orient en 2006	Didier François, Jean-Luc Allouche

Libération est un journal français fondé en 1973 par Jean-Paul Sartre dans l'esprit de Mai 1968 (Hughes, Reader: 1998: 336). *«Un grand journal naît dans une période de grands changements sociaux»,* explique Serge July, l'un des fondateurs historiques de «Libé » et son PDG jusqu'en 2006 (Tungate: 2006: 142).

Journal de gauche, Libération se voulait porte-parole des opprimés et voulait garder son indépendance financière. Sous l'égide de Jean-Paul Sartre, la direction du journal n'admettait pas la publicité. Mais le journal ne parvient pas à survivre dans un modèle économique communiste. Malgré l'augmentation de la diffusion de 18.000 à 41.000 exemplaires entre 1975 et 1980, la position financière du journal n'était pas stable. En 1981, Serge July remplace Sartre qui quitte le journal à cause de ses problèmes de santé. Sous July, le journal se restructure et commence à devenir une entreprise. En 1982, Libé publie les premières publicités et commence à payer des salaires différenciés aux employés. Avant l'arrivée de July, le quotidien était géré par les employés et toutes les décisions se prenaient en assemblée générale et par vote. Tous les employés gagnaient le même salaire. Serge July initie un projet ambitieux et lance un journal régional «Lyon Libération » en 1992. Le projet ne réussit pas, et la diffusion chute en même temps que les revenus publicitaires, le journal est submergé par une

grave crise financière. (Hughes & Reader: 1998, 337). En 1994, Libé lance un nouveau format et paraît en 80 pages. Échec commercial et de nouveau la crise. En 1996, le groupe Chargeurs augmente sa part dans le journal de 12 à 60% (ibid: 337). Les ventes chutent de 20% entre 2001 et 2005 à l'exception de la période des élections présidentielles de 2002 (Tungate, 2006: 147). Serge July propose en 2005 une restructuration du journal et permet à Édouard Rothschild d'acquérir 33.8% des actions du Libération. Cette restructuration entrainera par la suite la suppression de 52 postes.

6.4.7 Le Figaro: le journal de droite

Rédacteur en chef	Pierre Rousselin
Diffusion payante en 2006	332 863 exemplaires
Éditeur	Socpresse (Dassault Communication)
Prix	1,40 € 4,50 € le samedi
Format	Berlinois
Correspondants au Proche-Orient en 2006	Patrick Saint-Paul

Le Figaro est né le 15 janvier 1826 à Paris sous le règne de Charles X en tant que journal antiroyaliste (Brunois, 1973: 2). Il fut racheté par des royalistes en 1832 jusqu'en 1854 ou il revient au camp antiroyaliste et réapparaît hebdomadairement sous la direction de Hippolyte de Villemessant (Hughes & Reader, 2003: 212) et devient quotidien en 1866 (Albert, 2004: 143). Son slogan «*Sans la liberté de blâmer, il n'est point d'éloge flatteur* » est tiré d'un personnage de Beaumarchais qui est nommé Figaro dans sa comédie, *Le mariage du Figaro (*p. 2). Dans la comédie de Beaumarchais le personnage du Figaro est un valet au service du comte Almaviva. Le comte tente d'abuser de Suzanne, fiancée du Figaro car en tant que seigneur il en a le droit. Mais Figaro lui tend un piège en le ridiculisant et en le dénonçant après de la comtesse. Le personnage du Figaro est assez critique face à la noblesse: «parce que vous êtes un grand Seigneur, vous vous croyez un grand génie ». Les fondateurs du journal le Figaro, Maurice Alhoy et Etienne Arago (Brunois, ibid) n'avaient pas tort de le nommer du nom de ce personnage. À l'image du personnage, le journal est né antiroyaliste et satirique. En effet, le journal rejoint les protestations contre Charles X et «*signe la fameuse protestation de Thiers qui précipita l'exil du roi* » (ibid: 18). Les pages du Figaro accueillirent les plumes les plus sublimes et les plus contestataires et de la

France du 19ème siècle notamment Zola, Moréas et Loti (ibid).

Le Figaro cesse de paraître en 1942 et réapparait en 1944 à la Libération et devient le principal quotidien de droite (Hughes & Reader, ibid.). Sous la direction de Pierre Brisson, entre 1936 et 1964, Le Figaro connaît un succès croissant et «malgré la succession des propriétaires le journal garde son independence éditoriale » (ibid). Après la mort de Brisson, Robert Hersant achète le journal en 1975 et introduit plusieurs suppléments-magazine (Le Figaro Magazine, le Figaro Madame, TV Magazine) ce qui augmentera le chiffre d'affaires du quotidien. Mais les ambitions politiques du nouveau propriétaire déplaisent à plusieurs journalistes qui quittent le Figaro (ibid). Et à l'arrivée de François Mitterrand au pouvoir en 1981, Le Figaro devient le journal de l'opposition (Brunois, ibid). La ligne éditoriale du Figaro est «conservatrice » et proche de la droite et des milieux financiers et industriels et historiquement proche du parti gaulliste Rassemblement pour la République (RPR) (Hughes & Reader, ibid.). Il est actuellement très proche de l'UMP (Union pour un mouvement populaire), le parti du président Nicolas Sarkozy. Le quotidien est contrôlé par le groupe Socpresse (Groupe Dassault).

6.5 Corpus britannique

Lire un journal national est une habitude quotidienne pour 62% des Anglais même le dimanche. Chaque semaine, environ 200 millions d'exemplaires (presse nationale, régionale et locale) sont vendus à travers tout le pays, sans parler de la presse gratuite (Niblock, 1996: 18-19). En Grande-Bretagne, il existe 107 quotidiens dont dix nationaux et près de 1.500 journaux locaux (Wurf & Lauf, 2005: 261).

Outre la typographie géographique, on peut distinguer les journaux de qualité «*broadsheets* » de la presse populaire ou les «*tabloïds* » (Jucker, 1992: 47-48) Même si certains quotidiens de qualité sont passés au format berlinois ou tabloïd tel que The Independent, The Times, ces journaux sont toujours appelés des *broadsheets*. En général, la presse populaire est plus lue que la presse d'élite: 52.4% des Britanniques préfèrent la presse populaire comparés à 12.9% qui lisent la presse de qualité. Le lectorat de la presse de qualité est constitué principalement de la classe moyenne tandis que seulement un tiers de cette classe lit les tabloïds (Bednarek, 2006: 13). La presse britannique est souvent qualifiée en rapport avec la vie politique. Même si l'État ou les partis politiques n'interviennent pas directement dans le contenu et ne pratiquent pas de

censure directe, néanmoins les aspects socio-économiques doivent être pris en compte pour mieux comprendre le fonctionnement des médias (Goffman, 1981: 145). En effet, le discours médiatique est façonné par le contexte de la production, que ce soit le modèle économique, l'affiliation politique ou l'identité culturelle.

6.5.1 Groupes de presse britanniques

Le contrôle de la presse nationale britannique est concentré dans les mains de quelques groupes de presse. Environ 90% des quotidiens nationaux sont gérés par seulement cinq groupes. Le groupe le plus important est News International, propriété de la multinationale News Corp dont le patron est Rupert Murdoch. Le groupe contrôle des «broadsheets » comme The Times, The Sunday Times et des tabloids tels que The Sun, Today et News of the World (Niblock, ibid: 20). Le deuxième groupe de presse fait également partie d'un conglomérat international (Reed Elsevier). Il s'agit du groupe Mirror Group Newspapers dont le patron Robert Maxwell fut un député travailliste au parlement entre 1964 et 1970. Le groupe contrôle plusieurs quotidiens pro-travaillistes comme Daily Mirror, Daily Record. Le troisième groupe de presse est le groupe Daily Mail, dont le patron est Lord Rothermere, qui édite le Daily Mail (national) et le plus grand quotidien régional du pays, London Evening Standard. Le quatrième groupe, United Newspapers contrôle le Daily Express, Daily Star et Sunday Express. The Daily Telegraph et Sunday Telegraph sont édités par le groupe de Conrad Black, Hollinger Group (ibid). On voit que dans ce classement, les quotidiens The Times et The Daily Telegraph sont édités par des groupes très puissants et bien placés sur le marché international. Les deux autres titres que nous analysons ici sont édités par des groupes moins importants. En effet, The Guardian et sa version du dimanche, The Observer, sont contrôlés par le Guardian Media Group qui dépend d'une organisation caritative, le Scott Trust Limited. Quant au quotidien The Independent, et sa version du dimanche, The Independent on Sunday, ils sont contrôlés par un consortium international contrôlé majoritairement par le Mirror Group Newspapers.

La presse britannique est marquée par le clivage politique. Les grands médias comme les quotidiens nationaux, ne sont pas seulement observateurs du monde. Ils sont acteurs actifs pouvant apporter des changements parfois décisifs dans la société. En Grande-Bretagne, les médias y compris les médias conservateurs ont joué un rôle

important dans la chute du parti conservateur et la montée du parti travailliste à la fin des années nonante et au début des années 2000. Dans ce contexte, l'exemple Rupert Murdoch est très parlant. L'homme, qui contrôle près d'un tiers du marché de la presse en Grande-Bretagne, traditionnellement conservateur, avait soutenu le New Labor de Tony Blair qui remporte les législatives de 2001 (Curran & Seaton, 2003: 74). Au Royaume-Uni, le model économique de la presse est le modèle libéral. Parmi les neuf groupes de presse les plus importants, seul Guardian Media Group n'est pas coté en bourse. Ce qui implique la volonté d'accumuler les profits. Et on peut déduire que les patrons exercent un certain contrôle sur les médias pour ne pas être en contradiction avec leurs intérêts économiques (Doyle, 2002: 19). Le groupe Scott Trust Limited déclare que son but est de garantir l'indépendance du Guardian, le journal n'a pas d'obligation pour obtenir un chiffre d'affaires important (ibid: 58).

6.5.2 Diffusion et publicité

La presse britannique dépend largement de la publicité qui constitue environ 60% des revenus de la presse locale et 50% pour la presse nationale (Wurf & Lauf, 2005: 261). Au niveau de recettes publicitaires, la presse britannique se porte plutôt bien comparée à la presse française et belge (Belgique et France). (Quick, 2003a). Quant à la diffusion payante, certes celle-ci ne cesse de baisser en Grande-Bretagne comme le montre le tableau (4). Une réalité qui pousse la presse à chercher d'autres sources financières notamment l'exploitation des nouveaux médias comme internet. Le site du Times, par exemple, est devenu en 2010 totalement payant.

Tableau 6.5-1: Diffusion de la presse britannique entre 2005 et 2009. Source: Audit Bureau of Circulations

Titre	2005	2006	2007	2008	2009
The Times	617616	635777	615313	600962	521353
The Guardian	364941	365635	353436	343010	300540
The Independent	214490	238756	228400	200242	186940
The Daily Telegraph	839069	899493	873523	824244	703249

6.5.3 Subsides publics

La presse britannique est indépendante du pouvoir politique. Malgré les appels, notamment de gauche, à accorder des subsides à la presse «afin d'assurer une diversité», aucun gouvernement n'a approuvé une telle mesure (Quick, 2003b: 1008). Donc la presse britannique ne reçoit pas de subsides publics.

6.5.4 Liberté d'expression et éthique journalistique en Grande-Bretagne

La liberté de la presse est garantie par la loi en Grande-Bretagne et les médias de qualité se définissent comme surveillants «watchdogs » pour défendre l'intérêt public (Quick, 2003b: 1008). La *National Union of Journalists (NUJ)* est considérée comme le plus large syndicat de journalistes au monde avec ses 20000 membres (Childs & Storry 2002: 374).

6.5.5 The Times: l'influence du patronat sur l'information sous Rupert Murdoch

Rédacteur en chef	James Harding
Diffusion payante en 2006	635777 exemplaires
Éditeur	News Corporation
Prix	1 £ en semaine et 1.50 £ en week-end
Format	Compact
Correspondants au Proche-Orient en 2006	Stephen Farrell, Ian MacKinnon

6.5.5.1 Fondation et modèle économique

The Times est un journal britannique de référence créé par John Walter en 1785 sous le nom de «*The Daily Universal Register*». Pour distinguer le journal d'autres quotidiens qui portent le nom de «Times » tels que New York Times ou Times of India, on le nomme souvent The Times of London. Pionnier dans la couverture des guerres, The Times est le premier journal britannique à avoir un correspondant sur un champ de bataille. L'Irlandais William Howard Russell a couvert la guerre de Crimée (1853-1856) sur le front.

Depuis 1981, The Times appartient au groupe «*News Corporation*», propriété de l'homme d'affaires australien Rupert Murdoch. L'actuel rédacteur en chef du Times est James Harding qui a succédé à l'Australien Robert Thomson en 2007, un ami intime du patron. Les liens entre les deux hommes sont étroits et mêlent le personnel au professionnel. Tous les deux Australiens, tous les deux nés le même jour (Murdoch le 11 mars 1931, Thomson le 11 mars 1961). Thomson était le bras droit du patron. Le lien

de travail s'est vu renforcé par les liens familiaux. Les deux hommes entretiennent des liens sociaux forts, se rendent visitent mutuellement et passent des vacances ensemble. Cette relation est susceptible d'infléchir la ligne éditoriale du journal, certains journalistes ont pointé du doigt l'interférence du patron dans leur travail. Murdoch est à la tête d'un empire médiatique qui comprend également la chaîne de télévision Fox et d'autres médias (Aaseng, 2005: 100). Murdoch a apporté des changements importants et qui se sont avéré utiles pour The Times. L'introduction de la nouvelle technologie comme la numérisation de la totalité des archives a permis de diminuer le nombre d'employés et d'augmenter les profits (Goldman, 2002). Mais le contrôle exercé par Murdoch dépasse les aspects de gestion et de finances et son influence pénètre le contenu même du journal. (Fisk, 2005) Le conglomérat international de News Corporation possède d'autres médias tels que la chaîne de télévision Fox News qui était connue de son soutien au président américain George W. Bush. L'empire de Murdoch est accusé de vouloir manipuler l'opinion publique. Dans son documentaire "Outfoxed: Rupert Murdoch's War on Journalism, 2004" Robert Greenwald accuse Rupert Murdoch, à travers Fox News, de manipuler les résultats des élections présidentielles américaines de 2000 en faveur de George Bush en l'annonçant vainqueur trop tôt face à John Kerry. La chaîne aurait selon le film soutenu le plan de l'administration Bush afin de justifier l'occupation de l'Irak.

6.5.5.2 Lectorat, orientation politique et ligne éditoriale

Le lectorat du Times est plutôt un lectorat conservateur; ce quotidien est le plus populaire dans le milieu de cadres et des hommes (ou femmes) d'affaires (The British Business Survey 2005). Sa ligne éditoriale est plutôt à droite (Aaseng, 2005: 144-147). Selon une enquête réalisée à la veille des élections législatives de 2005, 44% de ses lecteurs avaient l'intention de voter pour le parti conservateur. Tandis que 24% allait voter pour le parti libéral et seulement 27% avaient l'intention de voter pour les travaillistes.[1] Cependant le quotidien londonien a soutenu ces derniers dans les élections de 2001 et celles de 2005.

[1] MORI's Certain to Vote Figures by Readership, 1st Quarter 2005. <http://www.ipsos-mori.com/content/polls-05/voting-intention-by-newspaper-readership-quarter-1.ashx> consulté le 15 avril 09.

6.5.5.3 Couverture du conflit israélo-arabe

Au cours de sa couverture du conflit israélo-arabe, The Times va passer de la publication d'articles anti-juifs aux articles anti-musulmans. Il qualifie la violence juive en Palestine mandataire de terrorisme et la violence palestinienne contre l'occupation israélienne de terrorisme. Le 8 mai 1920, alors que la judéophobie est en plein essor (sources), The Times publie un article antisémite en première page. L'article de Wickham Steed «The Jewish Peril » ou la première édition des «Protocoles des Sages de Sion», le faux attribué aux juifs, pointe du doigt le «danger » juif. Ce ne fut pas un article isolé. Notre recherche documentaire révèle que le Times a consacré 19 articles aux Protocoles - entre 1920 et 1939, début de la deuxième guerre mondiale.

Sous le mandat britannique, la Palestine devient le théâtre d'attentats juifs contre l'armée britannique. C'est surtout l'attentat contre l'hôtel King David à Jérusalem abritant le Quartier Général de l'administration du gouvernement de la Palestine qui choque l'opinion publique. Le 22 juillet 1946, un groupe armé juif connu sous le nom de l'Irgoun fait sauter l'hôtel faisait plusieurs dizaines de mort parmi les soldats anglais. The Times n'hésite pas à parler de massacre mais n'emploie pas le mot «terrorisme ». Plusieurs membres de l'Irgoun occuperont par la suite le sommet de l'État israélien. L'attentat de l'hôtel King David est d'ailleurs commémoré en Israël comme un acte d'héroïsme, ce qui provoque parfois la colère des Britanniques (British anger at terror celebration, The Times, 22 Juillet 2006). Le leader du groupe, Menahem Begin, devient Premier ministre d'Israël en 1977 (Kushner, 2003: 204).

Certains, y compris des journalistes travaillant pour The Times ont dénoncé l'intervention du patron dans le contenu du journal. Ainsi, le grand reporter Robert Fisk quitta le quotidien en 1988. Cette année-là, un avion civil iranien est abattu par la marine américaine durant la guerre entre l'Iran et l'Irak (1980-1988) alors que cet Airbus A300B2 effectuait un vol entre Bandar Abbas en Iran et Dubaï aux Emirats arabes unis (Fisk, 2005: 318-328). Près de 290 civils sont tués, le compte rendu par Fisk de l'événement n'a pas plu au Times. Il avait contesté la version américaine des faits selon laquelle l'avion iranien était un avion kamikaze visant l'armée américaine. Robert Fisk s'est senti trahi par son propre journal. *«Même mon propre journal, le Times a cru bon d'avancer cette thèse de mauvais goût »,* l'ère Murdoch est celui de l'autocensure

en tout ce qui concerne Israël et les États-Unis (ibid).

Outre sa version du dimanche The Sunday Times qui est éditée par une rédaction séparée, le quotidien édite un atlas mondial mis à jour chaque année. Les suppléments publiés par le Times sont les suivants: Times2 (style de vie), The Times Literary Supplement (supplément culturel), The Game (supplément sport) et d'autres suppléments.

6.5.6 The Guardian: l'opinion est libre mais les fais sont sacrés

Rédacteur en chef	Alan Rusbridger
Diffusion payante en 2006	365635 exemplaires
Éditeur	Guardian Media Group
Prix	1,20 £, 0,50 £ prix étudiant
Format	Berlinois
Correspondants au Proche-Orient en 2006	Chris McGreal, Conal Urquhart, Ian Black

6.5.6.1 Fondation et modèle économique

The Guardian est un quotidien britannique fondé en 1821 sous le nom de The Manchester Guardian et prend son nom actuel en 1959. Il est contrôlé par le Guardian Media Group, une filière de l'association de charité, The Scott Trust Limited. L'objectif de cette association est de "garantir la stabilité économique et l'indépendance éditoriale du journal".[2]

Le groupe édite également la version du dimanche The Observer et le Manchester Evening News, et il possède également d'autres médias: 25 journaux locaux, 37 stations de radio (telles que Smooth Radio, Real Radio et Rock Radio) et une chaîne de télévision. En outre, le Guardian Media Group contrôle plusieurs sites internet, un journal gratuit (Metro) et plusieurs départements de publicité et d'édition.

Alan Rusbridger est le rédacteur en chef du Guardian depuis 1995. Le journal est édité en format berlinois, [3] (ni broadsheet ni tabloid).

---

[2] <www.gmgplc.co.uk>, consulté le 15 Avril 2009
[3] Comment is free, but facts are sacred, The Guardian, 29 November 2002.

Le groupe d'édition affirme que les journalistes du quotidien sont «*libres de représenter la réalité comme ils la perçoivent sans intervention de la part des actionnaires, des propriétaires ou d'un parti politique [quelconque]. Le résultat est un journalisme indépendant, réputé sérieux et qui inspire la confiance du public*».

Nous l'avons vu plus haut, The Guardian est le seul quotidien britannique de notre corpus qui n'est pas contrôlé par un groupe coté en bourse. Le quotidien est un journal de gauche par excellence à l'image de son lectorat (48% de ses lecteurs votent pour le parti travailliste).[4] La devise du Guardian est: «*Le commentaire est libre, mais les faits sont sacrés* ». Ce sont les mots de Charles Prestwich Scott, éditeur du journal entre 1846 et 1932. Sous sa direction, The Guardian acquiert une notoriété nationale et internationale.

Couverture du conflit israélo-arabe

D'après Daphna Baram, les liens entre le patron du Guardian Charles Prestwich Scott et le leader sioniste Chaim Weizmann qui deviendra le premier président de l'État d'Israël entre 1949 et 1952 (Baram, 2003) ont joué en faveur de la Déclaration Balfour. The Guardian était donc favorable à la création de l'État d'Israël. Cependant sa couverture du conflit va changer au cours des années. Les deux hommes étaient en effet des amis proches. Scott était membre de la British Palestine Committee in Manchester. Il a aussi édité un magazine appelé Palestine et oeuvrait pour la création d'un État juif en Palestine. C'était un véritable lobbyiste en faveur du mouvement sioniste. Il aurait notamment introduit des leaders du mouvement sioniste aux hommes politiques britanniques. C'est lui qui a introduit Weizmann à Lloyd George qui devient premier ministre pendant la Seconde Guerre mondiale.

[4] Sondage MORI:Voting Intention by Newspaper Readership: July-December 2004, <www.ipsos-mori.com> consulté le 17 avril 2009. http://www.ipsos-mori.com/content/polls-04/voting-intention-by-newspaper-readership.ashx

6.5.7 The Independent: une réponse à Murdoch?

Rédacteur en chef	Simon Kelner
Diffusion payante en 2006	238756 exemplaires
Éditeur	Independent Print Limited
Prix	1 £ en semaine et 1,60 £ le week-end
Format	Compact
Correspondants au Proche-Orient en 2006	Donald Macintyre

The Independent est le journal britannique de qualité le plus récent. Il est fondé à Londres en octobre 1986 par trois anciens journalistes économiques du Telegraph: Andreas Whittam Smith Stephen Glover et Matthew Symonds (Franklin, 2008: 174). La création de l'Independent a été motivée par l'entrée de Rupert Murdoch sur le marché de la presse. Malgré la diversité d'opinions qu'il publie, The Independent est un journal de centre-gauche.

6.5.8 The Daily Telegraph: le conservateur est leader du marché

Rédacteur en chef	Tony Gallagher
Diffusion payante en 2006	899493 exemplaires
Éditeur	Telegraph Media Group
Prix	1 £ en semaine et 2 £ en week-end
Format	Grand format (broadsheet)
Correspondants au Proche-Orient en 2006	Tim Butcher, Harry de Quetteville,

The Daily Telegraph est un quotidien britannique fondé en 1855 par Colonel Arthur B. Sleigh sous le nom de «The Daily Telegraph and Courier ». Malgré le déclin de sa diffusion payante (de un million d'exemplaires en 2000 à 691128 exemplaires en 2010, selon l'Audit Bureau of Circulation –ABC) *The Daily Telegraph* reste le quotidien britannique de qualité le plus diffusé (Childs, & Storry, 2002: 522). Selon un sondage réalisé par Ipsos MORI (*Market & Opinion Research International*), 64% de lecteurs du Telegraph ont manifesté leur intention de voter pour le Parti conservateur.

L'entreprise Hollinger de Conrad Black, un homme d'affaires canadien achète le *Telegraph* en 1985. En 1994, le quotidien revient aux Britanniques quand David et

Frederick Barclay, achètent la société éditrice, Telegraph Media Group (ibid).

Le Telegraph est en position de force par rapport à d'autres quotidiens de qualité. Il détient environ 40% du marché de la presse national et 8% de celui de la presse quotidienne (Childs & Storry, 2002: 552). Avec la plus large diffusion, The Daily Telegraph est incontestablement le leader du marché (Wurff & Lauf, 2005: 266).

6.6 Conclusions

La presse dans les trois pays (Belgique, France et Grande-Bretagne) est caractérisée par la concentration du contrôle dans les mains d'un nombre restreint de groupes de pesse. L'on remarque à travers les chiffres que la chute de diffusion est un trait commun entre les neuf quotidiens. Chute de ventes, mais aussi de recettes publicitaires. Dans cette situation de crise, la presse quotidienne de qualité en France et en Belgique bénificie d'une aide financière de l'État (Antoine & Heinderyckx, 2011). Ce n'est pas le cas en Grande-Bretagne.

Les subsides publics ne signifient pas pour autant que les pouvoirs politiques interférent dans les lignes éditoriales. Face à la crise, les neuf journaux exploitent, de différentes manières, les possibilités qu'offre internet. Et ça marche. Par exemple, The Guardian (version imprimée) ne dépasse pas les 400000 exemplaires tandis que son site internet est vu par plus d'un million d'internautes par jour. D'autres quotidiens cherchent des modèles économiques créatifs. Le Monde offre à ses lecteurs en lignes une version abonnés payante et du contenu gratuit. Le site du Times est devenu totalement payant fin 2010.

Les journaux utilisent également leurs sites afin de trouver des nouveaux abonnements pour le format papier ou électronique.Face à la baisse des chiffres d'affires par la vente au numéro et la publicité, beaucoup de journaux ont adpoté un modèle économique

Troisième partie: Résultats de l'analyse

Dans la troisième et dernière partie de cette thèse, nous présentons les résultats de notre analyse du traitement médiatique du conflit israélo-arabe dans neuf titres de la presse européenne de référence. Cette partie comporte quatre chapitres et une conclusion. Le premier chapitre est consacré à l'analyse de la couverture du conflit israélo-arabe dans les unes. 311 unes par quotidien, soit un total de 2.799 pages, sont analysées. Ensuite, dans le deuxième chapitre, on passera à l'analyse du traitement médiatique de 14 événements (politiques et violents) signifiants du conflit israélo-palestinien dans l'année 2006. L'objectif de ce chapitre est de voir comment des événements spécifiques sont traités d'une manière générale. Quant au troisième chapitre, nous y présentons l'analyse approfondie d'un échantillon aléatoire de trois numéros par mois et par journal, soit 36 numéros par quotidien; ce qui fait un total de 324 numéros. De cet échantillon, nous avons obtenu 776 articles. Ce corpus est passé au crible pour répondre à un dictionnaire d'analyse comportant 84 catégories. Nous tentons à travers cette structure de collecter le plus de données possible afin de comprendre les logiques journalistiques du traitement du conflit israélo-arabe.

Chapitre 7: Le conflit israélo-arabe à la une

7.1 Introduction

Le conflit israélo-arabe est structuré dans l'espace-temps en événements successifs qui suscitent l'intérêt des journalistes (news values) et des processus (colonisation, négociations) qui intéressent les médias, dans la plupart de cas, lorsqu'il y a événement ou spectacle (Hecker, 2003: 61). Cette logique d'actualité dans la sélection de l'information risque de ne pas donner assez d'espace au traitement des processus. Pour essayer de cerner et de comprendre le traitement médiatique de ce conflit, nous avons choisi de ne pas nous limiter aux événements, mais également d'étudier la question sur toutes les unes de 2006, objet du présent chapitre et dans un échantillon aléatoire, qui fait l'objet du chapitre suivant.

La «une » du journal est sa vitrine. On veut accrocher et séduire le lecteur, et attirer son attention surtout lorsque son choix parmi les différents journaux se fait au kiosque. La mise en page et le choix des thèmes de la une sont des éléments exploités afin d'augmenter les ventes. Une première page accrocheuse peut pousser des lecteurs hésitants à prendre la décision d'acheter le journal en particulier. Par exemple, en 2002, lors des élections présidentielles en France, Libération s'est distingué avec trois unes (22 avril, 4 et 6 mai) exprimant la position du journal contre le candidat du Front national, Jean-Marie Le Pen, et en faveur du président sortant Jacques Chirac.

D'une façon générale, le journal présente les informations qu'il estime les plus importantes à ses lecteurs sur sa une. Certains quotidiens optent pour une manchette couvrant un seul thème d'autres choisissent un ou deux thèmes principaux et plusieurs thèmes secondaires. C'est le cas du journal français Libération, le quotidien belge La Libre Belgique ainsi que le quotidien britannique The Independent.

Étudier les «unes » est une façon pour nous de comprendre une autre facette du discours médiatique: la forme. Car ce qui importe n'est pas seulement ce qui est traité, mais aussi comment cela est mis en forme. Nous pensons que certaines mises en page sont idéologiques. Les choix des images, des couleurs et de la mise en page guident le lecteur. Les textes d'un journal ne sont pas uniquement structurés par des moyens linguistiques mais également d'une manière visuelle par la mise en page et les éléments

graphiques (Kress & Van Leeuwen, 2001: 187) La mise en page, écrivent Gunter Kress et Theo van Leeuwen, accomplit des fonctions pour donner un sens au texte: elle sert à structurer le texte, à regrouper les éléments (photos, titres, blocs de textes) et à présenter la page comme un tout cohérent. (p.188) Ainsi la présentation donne d'abord **une valeur**, elle met en avant ou en arrière-plan un élément donné. Une information présentée sur la droite n'a pas la même valeur qu'une autre placée sur la gauche, en haut ou en bas. Ensuite, la une est la page la plus saillante du journal. La **saillance** permet de placer des éléments en avant-plan **(**Foreground et Background). Est *saillant* ce qui vient en premier à l'esprit, ce qui capte l'attention. Les éléments saillants dans la mise en page sont les images, l'usage de couleurs ou des caractères gras ou italiques dans un texte. Par ce biais, la mise en page suggère un trajet à l'œil du lecteur et oriente ainsi son esprit vers une certaine façon de voir les choses. Et enfin, **le cadrage** des éléments par l'espacement blanc ou l'utilisation des séparateurs ou des couleurs de fonds: il s'agit de dire au lecteur que ces infos-là doivent être lues séparément ou bien ensemble.

Dans ce chapitre, nous étudions d'un côté ces trois systèmes de sens et d'un autre côté les thèmes traités du conflit israélo-arabe. De nombreux ouvrages affirment qu'il s'agit du conflit étranger le plus traité dans les médias (par exemple: Bourdon, 2009) : nous mettons cette hypothèse à l'épreuve. Pour mesurer l'importance accordée au conflit israélo-arabe (y compris les élections et les négociations), nous le comparons avec les conflits dans le monde et les élections. En 2006, l'ONU documente des conflits armés dans 35 pays et territoires (voir annexe) (Fortmann, 2006) et il y a eu des élections législatives dans 76 pays. Dans les pages suivantes, nous vérifions la théorie selon laquelle le conflit israélo-arabe serait le conflit international le plus traité dans les médias.

Il est vrai que certains conflits sont moins exposés médiatiquement que le conflit israélo-arabe pour des multiples raisons: la censure militaire: les forces combattantes interdisent totalement l'accès aux zones ou organisent cet accès (embedded journalism). La couverture d'un conflit peut être façonnée selon la situation et l'accessibilité au terrain.

La une est le lieu privilégié pour présenter et annoncer les sujets les plus importants. À la lumière du modèle de rectangle idéologique proposé par Teun van Dijk, la première page du journal met en avant certains thèmes (foregrounding). Étudier cette page c'est aussi étudier la question de la perspective du traitement médiatique. Le travail de journalistes consiste à sélectionner et à trier des thèmes qu'ils estiment intéressants pour les lecteurs. En d'autres mots, comme le souligne Benoît Grevisse, «*Le journaliste choisit l'information en fonction de l'intérêt du public*» (Grevisse, 2009: 53). Alors quelle est réellement la place consacrée au conflit israélo-arabe à la une de la presse européenne? Est-il le conflit international le plus médiatisé? Voilà les questions, auxquelles nous apporterons des réponses tirées de notre analyse dans les lignes qui suivent.

Pour faciliter la présentation des tableaux, nous avons utilisé une abréviation pour chaque quotidien comme suit: La Libre Belgique (LB), Le Soir (S), Le Monde (M), Libération (L), Le Figaro (F), The Guardian (G), The Independent (I), The Times (T), The Daily Telegraph (DT).

7.2 Précisions Méthodologiques

7.2.1 La place du conflit israélo-arabe à la une de la presse

Le conflit israélo-arabe, est-il le conflit international le plus traité? Certains chercheurs donnent une réponse positive à cette question (Bourdon, 2009). Mais ce qui importe au fond, ce n'est pas la quantité de la couverture médiatique mais la qualité de celle-ci. Notre approche dans le cadre de cette thèse focalise l'intention sur les aspects qualitatifs de la couverture médiatique sans toutefois négliger les aspects quantitatifs. L'analyse des unes se réalise en deux phases: la première consiste à situer la couverture du conflit israélo-arabe (mais aussi l'actualité israélienne et palestinienne) dans l'ensemble des unes. La procédure consiste à réaliser deux étapes. **Premièrement,** fournir une épreuve quantitative sur la place qu'occupe le conflit israélo-arabe dans la presse quotidienne en Europe. Pour y parvenir, nous analysons d'abord, la *fréquence* de la couverture consacrée à chaque pays dans le monde. Ensuite, nous comparons la fréquence du traitement du conflit israélo-arabe avec celui des 35 conflits armés dans le monde en 2006 (selon l'Institut Heidelberg). Et enfin, nous analysons la fréquence de la couverture des élections israéliennes et palestiniennes avec celle de 79 autres élections

organisées dans le monde dans la même année. **Deuxièmement**, nous proposons une analyse de la couverture de ce conflit proprement dit. Quels sont les thèmes traités, comment Israéliens et Palestiniens sont représentés à la une? Cette partie de l'analyse est d'une importance capitale. Car, c'est la première fois - à notre connaissance - qu'une recherche dresse un bilan détaillé de la couverture de l'actualité internationale dans la presse. Nous proposons une lecture précise de cette actualité consacrée au conflit israélo-arabe et nous la situons dans l'ensemble du traitement médiatique dans les unes de neufquotidiens que nous analysons. Justement, nous présentons ce corpus dans les lignes suivantes.

7.2.2 Le corpus et questionnement

Ici, nous analysons l'ensemble des unes des neuf quotidiens (The Times, The Independent, The Telegraph, The Guardian, Le Monde, Le Figaro, Libération, Le Soir et La Libre Belgique), soit 311 unes par journal. De manière précise, 2648 unes ont été analysées. Soit 1409 unes francophones et 1239 unes anglophones. Ces unes contiennent 224120 mots, soit 94495 mots dans les unes francophones et 129625 mots dans les unes britanniques.

Cette analyse s'effectue, comme les autres parties de cette thèse, grâce à un dictionnaire de variables que nous utilisons pour questionner le corpus en trois étapes. La première consiste à connaître le corpus par la simple lecture. Cette étape nous a permis de construire le modèle de l'analyse d'une façon déductive. Ensuite, la deuxième étape consiste à encoder le corpus grâce à une méthode assistée par ordinateur. Il s'agit ici d'exploiter les outils les plus performants d'analyse quantitative (SPSS, Exel ou OpenOffice Calc) et qualificative (Weft QDA et MaxQDA). Toutes les unes ont été transformées et reproduites fidèlement (mise en page, images, police de caractère, couleur) en format texte (rtf). Cette transformation est possible avec des logiciels de reconnaissance optique de caractères (ROC) comme Abby FineReader. Ces unes sont ensuite encodées et classées par journal dans MaxQDA, un outil d'analyse qualitative de données. Et enfin, dans la troisième étape nous collectons les résultats du *processus de questionnement de corpus grâce au dictionnaire de variables (voir en annexe).* Nous insistons que cette méthode multi-logiciel nous permet d'avoir un contrôle total sur les données. Celles-ci sont rétractables et classées dans une base de données grâce aux

logiciels QDA. Chaque élément, chaque code, chaque unité est donc rétractable ce qui nous permet d'avoir les résultats en tant qu'éléments dans la base de données questionnée. Le dictionnaire de variables pour analyser les unes est constitué de quatre catégories: 1. les pays traités (220 pays et territoires), 2. les conflits traités (35 conflits en 2006), 3. les élections traitées (79 élections en 2006), 4. les thèmes du conflit israélo-arabe (a. violences: israélienne, palestinienne, libanaise; b. politique: israélienne, palestinienne, négociations, diplomatie, c. autres thèmes: culture, société, sciences et technologies, sport, économie, etc.) d. les images: Palestiniens, Israéliens, Libanais dans les photographies.

Quels sont les thèmes et les pays traités à la une? Pour mesurer l'intensité de la couverture de l'actualité nationale et internationale, nous appliquons une technique en deux parties. La première est exploratoire, qui vise à connaître les thèmes et les pays traités. Nous appliquons cette partie à toutes les unes du janvier 2006. Chaque élément ou observation (information, publicité, annonce pour un supplément) est encodé individuellement. De cette manière, nous obtenons 2 392 cases dans le logiciel de statistiques SPSS, chacune correspond à un élément. Cela nous permet de savoir quels sont les thèmes traités et quels sont les pays concernés. Cette partie contient 29 variables, comme le nom du journal, le thème, le pays, les photos, la taille de l'article etc (voir annexes). Mais ici nous ne retenons que deux variables, à savoir le pays et les thèmes traités. La deuxième technique est confirmatoire, c'est-à-dire qu'elle nous permet de confirmer ou d'infirmer la tendance de la couverture de janvier à travers une analyse simplifiée des unes de l'année de 2006. Ici, nous encodons toutes les unes des neuf journaux, de janvier à décembre, et nous les classons dans MaxQDA. Ensuite, nous appliquons une recherche par mots clés, ici les noms de pays afin de savoir quels sont les pays les plus traités tout au cours de l'année.

7.2.3 Les conflits dans le monde en 2006

Michel Fortmann, Gérard Hervouet et Albert Legault (2006) dans leur classement des conflits dans le monde 2006: Rapport annuel sur les conflits internationaux dressent un bilan des conflits internationaux (Forman et al. 2006).

Déterminer quels sont les conflits dans le monde peut varier selon les critères (l'intensité, le nombre des morts, la durée, les fournisseurs d'armes et la définition que l'on donne à un conflit, ainsi que d'un centre de recherche à un autre). Par exemple, selon le Sipri, un centre de recherche sur la paix basé à Stockholm, 17 pays sont en guerre en 2006. Sipri inclut dans ce classement tous les conflits causant au moins mille victimes sur l'année. Cela explique le nombre très réduit des conflits. Par contre le Uppsala Conflict Data Program, recence en 2006 recense 36 conflits armés dans le monde. Ce classement baisse le nombre de morts à 25 par an. Dès lors, le nombre de conflits dans le monde augmente mécaniquement. Les deux classements ne nous montrent pas la réalité de ces conflits d'une façon précise. Ils ne précisent pas si ces victimes sont civiles ou militaires.

De ces nombreuses analyses, nous retenons plusieurs points. Premièrement, aucune listes de ces conflit n'est exhaustive, car beaucoup de conflits n'y sont pas représentés comme le conflit tchétchène, deuxièmement, les critères pris en compte varient d'une étude à l'autre, troisièmement: les analyses qui prennent le nombre de morts comme point de départ manquent l'essentiel, à savoir la distinction entre les victimes civiles et militaires. Quatrièmement, ces analyses ne prennent pas toujours en compte les particularités nationales. De ce fait une typographie des conflits s'impose afin de pouvoir donner une lecture plus au moins complète de cette question.

C'est justement ce que le Heidelberg Institute de l'Université d'Heidelberg en Allemagne, tente de faire. Pour élaborer son baromètre des conflits, il adopte une définition plus large du conflit: «Affrontement d'intérêts, d'une certaine durée et ampleur, entre États, mais aussi entre groupes organisés, déterminés à atteindre leurs buts respectifs ». A partir de cette définition, il peut y avoir conflit politique sans forcément violence physique comme il peut y avoir conflits armés violents. L'institut dénombre 365 conflits dont 35 armés en 2006. Ces derniers sont pris en compte sur base de nombre de victimes s'élevant au moins à 25 par an, malgré le fait que bon nombre de conflits continuent dans le temps avec des périodes de calme. Nous retenons ce classement, sans pour autant admettre son exhaustivité ni l'acception de l'institut quant à la nature du conflit (par exemple: le conflit entre Israël et le Hezbollah est vu comme idéologique, alors que nous pensons qu'il s'agit d'un conflit territorial). L'Institut Heidelberg classe les conflits, selon leur intensité qu'il mesure selon le nombre de

morts, d'une échelle de 1 à 5. Pour illustrer ce classement, nous traduisons le tableau «Intensité des conflits » issue du rapport de 2006.

Nous analysons la couverture de ces conflits à la une des neuf quotidiens pour mesurer l'intensité du traitement médiatique, d'une manière quantitative, afin de répondre à la question suivante: le conflit israélo-arabe est-il le conflit armé le plus traité? Nous gardons à l'esprit ces problèmes qui concernent la définition et les classements des conflits. Nous ne prétendons pas vouloir traiter de cette problématique. Néanmoins, et pour des raisons pratiques, nous avons choisi de dresser une liste des conflits en suivant l'analyse proposée par le Heidelberg Institute. L'institut classe les conflits sur une échelle de cinq niveaux selon l'intensité et la nature du conflit. Le premier niveau est le moins intense et non violent. Dans le deuxième niveau, les conflits non-violents (violence verbale par exemple) mais qui peut provoquer une violence réelle. Dans le troisième niveau, les conflits violents avec une intensité moyenne sont repertoriés (par exemple une crise temporaire entre deux Etats). Les conflits violents classés dans le quatrième niveau sont considérés comme des crises graves où une confrontation armée a lieu de façon organisée et continue. Quant aux conflits armés très intenses (les guerres) sont classés au niveau cinq.

Tableau 7.2-1: Classement des conflits selon l'intensité (Heidelberg Institute)

Nature	Intensité	Niveau	Catégories	Définitions
Non-violent	bas	1	Conflit latent	A positional difference over definable values of national meaning is considered to be a latent conflict if respective demands are articulated by one of the parties and perceived by the other as such.
Non-violent	bas	2	Conflit manifeste	A manifest conflict includes the use of measures that are located in the preliminary stage to violent force. This includes for example verbal pressure, threatening explicitly with violence, or the imposition of economic sanctions.
Violent	moyen	3	crise	A crisis is a tense situation in which at least one of the par ties uses violent force in sporadic incidents.
Violent	haut	4	Crise grave	A conflict is considered to be a severe crisis if violent force is repeatedly used in an organized way.
Violent	haut	5	Guerre	A war is a type of violent conflict in which violent force is used with a certain continuity in an organized and systematic way. The conflict parties exercise extensive measures, depending on the situation. The extent of destruction is massive and of long duration.

A partir de cela, le rapport de l'Institut indique l'existence de 35 conflits armés (crises graves et guerres) en 2006. Dans notre analyse, la comparaison se fait entre le traitement médiatique du conflit israélo-arabe et celui des autres conflits repris dans ce classement.

Tableau 7.2-2: Le classement d'Heidelberg Institute des 35 conflits armés intenses en 2006		
Europe - crises sévères	Afrique sub-saharienne - guerres	Proche-Orient et Afrique du Nord - crises sévères
1 Russie (Tchétchénie) - sécession	15 Somalie (rébellions) - lutte pour le pouvoir	27 Algérie (groupes islamistes) - lutte pour le pouvoir, idéologie
Afrique sub-saharienne - crises sévères	16 Soudan (Darfour) – conflit régional	28 Iraq (Les milices al-Sadr) - idéologie
2 République centrafricaine (UDFR) – lutte pour le pouvoir	Les Amériques- crises sévères	29 Israël (les Palestiniens) - sécession, idéologie, ressources
3 Tchad (groupes ethniques) Conflit ethnique	17 Colombie (FARC) - conflit régional et idéologique	30 Israël - Liban - territoires, prédominance internationale
4 Tchad (rébellions) - lutte pour le pouvoir	Asie- crises sévères	31 Turquie (Kurdes) - sécession
5 RDC Congo (milices Ituri) - autre	18 Inde (Cachemire) - sécession	32 Yémen (Believing Youth Movement) - idéologie
6 RDC Congo (Mayi-Mayi) - lutte pour le pouvoir et les ressources	19 Inde (Naxalites) - Rébellion Maoïstes, s'oppose au gouvernement indien idéologiquement	Proche-Orient et Afrique du Nord - guerres
7 RDC Congo (Interahamwe) - milices rwandaises	20 Birmanie (minorités) – sécession	33 Afghanistan (Taliban) - lutte pour le pouvoir, idéologie
8 Ethiopie (EPPF) - lutte pour le pouvoir	21 Pakistan (Baloutchistan) - autonomie, idéologie, ressources	34 Iraq (insurrections) - lutte pour le pouvoir, idéologie
9 Ethiopie (Guji - Borena) - lutte pour le pouvoir et les ressources	22 Pakistan (Waziristân) - prédominance régionale	
10 Guinée-Bissau (MFDC-Sadio) - lutte pour le pouvoir	23 Philippines (Abu Sayyaf) - sécession	33 Afghanistan (Taliban) - lutte pour le pouvoir, idéologie
11 Nigeria (Niger Delta - Ijaw) – lutte pour les ressources	24 Sri Lanka (LTTE-East - LTTE) - prédominance régionale	34 Iraq (insurrections) - lutte pour le pouvoir, idéologie
12 Sénégal (MFDC-Sadio) - - lutte pour l'autonomie	25 Thaïlande (provinces du Sud) - sécession	35 Israël (Hezbollah) - idéologie
13 Soudan (Nuer, White Army - SPLM/A) - regional predominance	Asie- Guerres	
14 Soudan (SPLM/A) - lutte pour le pouvoir	26 Sri Lanka (LTTE) - sécession	

7.3 Les résultats exploratoires

Pour explorer les tendances thématiques et géographiques de l'actualité, nous analysons en détails toutes les unes de janvier 2006. Les résultats obtenus montrent que les quotidiens traitent principalement des sujets nationaux et les thèmes politiques et économiques.

Le nombre de sujets traités en unes dépend du format du journal. Par exemple, le format tabloïd (La Libre Belgique) supporte moins de sujets que le format berlinois (Le Soir). Du même, le choix éditorial influence également le nombre de sujets sur la page. Par exemple, Libération et The Independent adoptent une mise en page semblable à la couverture des magazines, traitant un sujet principal sur la totalité de la page avec éventuellement des sujets secondaires.

Alors qu'obtient-on de l'analyse exploratoire des unes de janvier?

D'abord, nous observons une intensité de l'actualité nationale par rapport à l'actualité internationale et des sujets politiques et économiques par rapport au reste de l'actualité. Comme le montre le tableau (5), 98,6% de l'actualité belge est traité par la presse belge, 95,7% de l'actualité française est traité par la presse française, 99,6% de l'actualité britannique est traité par la presse britannique.

Tableau 7.3-1: intensité de l'actualité nationale sur les unes de janvier 2006

Pays	S	LB	M	L	F	T	G	I	DT	Total
Belgique	290	137	0	0	5	0	0	0	1	433
France	15	8	167	118	316	0	2	0	2	628
Royaume-Uni	1	1	0	1	0	185	209	47	317	761

Quant aux thèmes traités, la politique et l'économie occupent une place importante. On peut dire que l'essentiel de l'actualité sur les unes de janvier 2006 est constitué de ces deux thèmes. La politique occupe la première place et l'économie la deuxième. Tandis que la culture occupe la troisième place, elle est suivie par le sport. Les sujets de société occupent la cinquième place.

Tableau 7.3-2: Les thèmes traités sur les unes de janvier										
Thèmes	**S**	**LB**	**M**	**L**	**F**	**T**	**G**	**I**	**DT**	**Total**
Politique	85	30	71	43	129	24	57	12	67	518
Économie	42	28	34	22	104	28	27	5	46	336
Culture	72	30	34	22	31	18	42	10	20	279
Sports	61	9	3	7	32	19	43	1	50	225
Société	25	16	15	25	15	19	40	5	20	180
Autres	23	21	37	6	30	5	1	1	27	151
Faits divers	12	9	14	9	24	21	5	1	44	139
Santé	17	11	7	6	16	20	15	2	27	121
Style de vie	7	3	0	4	13	32	4	11	41	115
Conflits armés	2	2	12	10	24	11	4	2	12	79
Sciences et technologies	11	4	12	6	14	3	13	5	6	74
Écologie	12	2	3	0	5	4	8	8	7	49
Éducation	5	5	1	5	6	5	1	3	8	39
Religions	5	3	2	0	7	1	4	0	1	23
Défense et sécurité	2	0	2	1	4	3	5	0	4	21
Urbanisme et architecture	4	11	0	0	1	0	2	0	1	19
Al-Qaïda	1	3	1	1	4	2	1	0	4	17
Islamophobie	1	1	0	0	0	1	0	0	1	4
Racisme	0	0	0	0	0	0	2	0	0	2
Antisémitisme	0	0	0	1	0	0	0	0	0	1
Total	387	188	248	168	459	216	274	66	386	2392

Comme on l'a noté plus haut, les pays les plus traités en janvier sont la Belgique, la France et le Royaume-Uni dans leurs presses respectives. De plus, les sujets nationaux sont généralement les sujets principaux dans la une. Ces sujets sont placés dans la partie supérieure de la page. En janvier, les thèmes israélo-palestiniens sont en deuxième place quant au placement dans cette partie de choix. (Voir tableau placement). Mais les pays les plus traités en seconde place sont les États-Unis, ensuite Israël et la Palestine. Si l'on regroupe les pays du Moyen-Orient en conflits (Palestine-Israël, Iraq, Iran et Afghanistan), ils deviennent la première cible des journaux quand il s'agit d'actualité internationale.

Tableau 7.3-3: Pays traités en unes, janvier 2006										
Pays	**S**	**LB**	**M**	**L**	**F**	**T**	**G**	**I**	**DT**	**Total**
Royaume-Uni	1	1	0	1	0	185	209	47	317	761
France	15	8	167	118	316	0	2	0	2	628
Belgique	290	137	0	0	5	0	0	0	1	433
USA	15	4	7	7	15	6	15	7	17	93
Israël/Palestine	17	14	12	13	21	6	6	5	15	109
International	10	1	7	0	5	1	7	4	1	36
Iran	1	1	4	3	12	3	4	0	2	30
Iraq	0	1	3	4	5	2	5	1	6	27
Russie	1	2	8	3	5	3	0	0	1	23
Turquie	2	0	3	4	7	1	2	0	3	22
Allemagne	4	1	2	1	6	2	3	0	1	20
Côte d'Ivoire	1	0	4	2	6	1	0	0	0	14
Inde	1	1	5	3	2	0	0	0	1	13
UE	2	1	5	0	3	2	0	0	0	13
Chine	0	0	1	0	7	0	1	0	0	9
Espagne	0	1	2	0	3	0	3	0	0	9
Canada	0	0	0	1	3	0	1	0	2	7
Japon	0	1	1	1	1	0	2	0	1	7
Syrie	2	1	2	0	1	0	0	0	1	7
Égypte	0	0	3	0	3	0	0	0	0	6
Italie	1	0	0	1	3	0	0	0	1	6
Vatican	0	1	1	0	2	1	1	0	0	6
Arabie saoudite	0	0	1	0	2	0	1	0	1	5
Chili	1	0	1	2	1	0	0	0	0	5
Kosovo	0	1	2	1	1	0	0	0	0	5
Pologne	0	1	0	0	3	1	0	0	0	5
Portugal	2	0	1	0	2	0	0	0	0	5
Afghanistan	0	0	0	0	1	0	0	1	2	4
Australie	1	0	0	0	0	1	0	0	2	4
Autriche	0	1	0	0	1	0	2	0	0	4
Bolivie	1	0	1	0	1	0	1	0	0	4
Danemark	2	1	0	0	0	0	0	0	1	4
Pakistan	0	1	0	0	1	0	2	0	0	4
Suisse	1	0	0	0	2	0	0	0	1	4
Algérie	0	0	0	0	2	0	0	0	1	3
Congo RDC	3	0	0	0	0	0	0	0	0	3
Kenya	1	0	0	0	0	0	1	0	1	3
Liban	0	1	0	0	1	0	0	0	1	3
Sénégal	2	1	0	0	0	0	0	0	0	3
ONU	0	0	0	0	2	1	0	0	0	3
Finlande	1	1	0	0	0	0	0	0	0	2
Haïti	1	0	1	0	0	0	0	0	0	2
Libéria	0	0	1	0	1	0	0	0	0	2
Myanmar	2	0	0	0	0	0	0	0	0	2
Norvège	0	0	0	0	0	0	1	0	1	2

Qatar	1	1	0	0	0	0	0	0	0	2
Tchad	1	0	1	0	0	0	0	0	0	2
Venezuela	1	0	0	1	0	0	0	0	0	2
Brésil	1	0	0	0	0	0	0	0	0	1
Congo	0	1	0	0	0	0	0	0	0	1
Corée du Sud	0	0	0	0	0	0	1	0	0	1
Émirats arabes unis	0	0	1	0	0	0	0	0	0	1
Éthiopie	0	0	0	0	0	0	1	0	0	1
Géorgie	0	0	0	0	1	0	0	0	0	1
Grèce	0	0	0	0	0	0	1	0	0	1
Irlande	0	0	0	0	0	0	0	0	1	1
Koweït	1	0	0	0	0	0	0	0	0	1
Luxembourg	0	0	0	0	1	0	0	0	0	1
Mali	0	0	0	1	0	0	0	0	0	1
Malte	0	0	0	0	1	0	0	0	0	1
Maroc	0	1	0	0	0	0	0	0	0	1
Mexique	0	0	0	0	0	0	1	0	0	1
Monaco	0	1	0	0	0	0	0	0	0	1
Népal	0	0	0	0	1	0	0	0	0	1
Nigéria	0	0	0	1	0	0	0	0	0	1
Nouvelle-Zélande	0	0	0	0	0	0	0	1	0	1
Régional-Ligue arabe	0	0	0	0	1	0	0	0	0	1
Serbie	0	0	0	0	1	0	0	0	0	1
Soudan	0	0	0	0	0	0	1	0	0	1
Suède	1	0	0	0	0	0	0	0	0	1
Thaïlande	0	0	0	0	0	0	0	0	1	1
Ukraine	0	0	0	0	1	0	0	0	0	1
Cuba	0	0	0	0	0	0	0	0	1	1
Afrique	0	0	1	0	0	0	0	0	0	1
Total	387	188	248	168	459	216	274	66	386	2 392

Les conflits armés –janvier 2006

Tableau 7.3-4: Les conflits armés traités sur les unes de janvier 2006

Conflit	S	LB	M	L	F	T	G	I	DT	Total
Conflit israélo-palestinien	17	14	12	13	21	6	6	5	15	109
Iran (Nucléaire)	1	0	2	2	7	2	0	1	1	16
Irak	0	1	4	0	2	1	0	0	4	12
Côte d'Ivoire	0	0	2	2	4	1	0	0	0	9
Afghanistan	0	0	0	0	1	0	0	1	2	4
Autres conflits	0	0	4	0	0	0	0	0	0	4
Kosovo	0	0	2	0	1	0	0	0	0	3
Congo RDC	2	0	0	0	0	0	0	0	0	2
Espagne-ETA	0	0	1	0	1	0	0	0	0	2
Birmanie (Myanmar)	1	0	0	0	0	0	0	0	0	1
Conflit israélo-libanais	0	0	0	1	0	0	0	0	0	1
Géorgie-Russie	0	0	1	0	0	0	0	0	0	1
Haïti	0	0	1	0	0	0	0	0	0	1
Nigeria	0	0	0	1	0	0	0	0	0	
Total	20	14	30	18	36	10	5	7	18	158

Élections –janvier 2006

Tableau 7.3-5: Les élections traitées en une de janvier 2006										
Pays	S	LB	M	L	F	T	G	I	DT	Total
Palestine	6	5	7	6	12	1	5	3	4	49
France	2	0	2	1	1	0	0	0	0	6
Chili	0	0	1	2	1	0	0	0	0	4
Portugal	1	0	1	0	2	0	0	0	0	4
Canada	0	0	0	0	2	0	0	0	1	3
Irak	0	1	1	1	0	0	0	0	0	3
Bolivie	0	0	1	0	0	0	0	0	0	1
Congo	1	0	0	0	0	0	0	0	0	1
Finlande	1	0	0	0	0	0	0	0	0	1
Libéria	0	0	0	0	1	0	0	0	0	1

De ces données, nous observons que le conflit israélo-palestinien est le conflit international le plus traité. Nous voulons savoir si cette tendance se confirme dans l'analyse (limitée par mots clés de noms de pays) dans l'ensemble des unes des neuf quotidiens. Nous verrons cela dans l'analyse confirmatoire de toutes les unes du janvier à décembre.

7.4 Données confirmatoires

7.4.1 L'actualité internationale à la une

Quels sont les pays les plus traités? Nous observons d'abord que les journaux traitent en premier lieu leurs pays respectifs. Ils traitent d'abord les sujets nationaux, ensuite les sujets en lien direct (proximité) avec leur lectorat (pays). Par exemple, la presse britannique va couvrir d'abord l'actualité qui concerne des thèmes nationaux: la politique en premier chef. Ensuite, ce sont l'Irak et l'Afghanistan qui sont traités, car dans ces deux pays il y a des soldats britanniques. D'ailleurs c'est curieux cette idée de proximité. The Independent parle à deux reprises de «le mois le plus sanglant – en Irak (31/09/2006) et journée la plus sanglante en Afghanistan (19/05/2006) » dans les deux pays quand il s'agit du nombre le plus élevé de mort parmi les soldats britanniques et pas quand il s'agit de victimes irakiennes ou afghanes. Il serait très intéressant d'analyser la couverture de ces deux guerres dans les médias britanniques. Encore une fois, The Independent, comme les autres quotidiens britanniques, couvrent en unes ces deux fronts d'une perspective britannique. C'est-à-dire, la plupart du temps, c'est la mort des soldats britanniques importe plus que celles de civiles irakiens ou afghans. Pour l'instant, nous ne nous préoccupons pas de cette problématique. Cela peut faire l'objet d'un travail à venir.

7.4.2 Les organisations internationales mentionnées à la une

L'ONU est l'organisation internationale la plus mentionnée sur la une de la presse française et belge (59,28%) et britannique (64,32%). L'Union européenne est en deuxième place 35,23% et 25,55%. Le G8 occupe la troisième place.

Tableau 7.4-1: Organisations internationales à la une de la presse britannique						
Organisations	G	DT	T	I	Total	%
Ligue arabe	3	1	1	0	5	0,86
Union européenne	92	74	39	0	205	35,23
FIFA	0	1	1	0	2	0,34
G20	0	1	0	0	1	0,17
G8	10	1	11	1	23	3,95
Nations unies	178	86	70	11	345	59,28
Quartet	0,17	1	0	0	0	0,17

Tableau 7.4-2: Organisations internationales à la une de la presse française et belge							
Organisations	S	LB	M	L	F	Total	%
FIFA	2	0	0	0	1	3	0,52
G20	0	0	1	0	0	1	0,17
G8	4	0	18	3	3	28	4,8
Ligue arabe	0	0	2	1	0	3	0,52
Nations unies	21	3	202	16	133	375	64,32
OPEP	0	0	6	0	0	6	1,03
OTAN	0	1	14	0	0	15	2,57
Quartet	0	0	3	0	0	3	0,52
Union européenne	19	6	68	4	52	149	25,55

7.4.3 Les pays traités à la une de la presse européenne

On remarque à travers cette analyse que les journaux traitent en premier les sujets nationaux. Il s'agit de couvrir l'actualité qui intéresse le lectorat en premier chef: leur environnement direct et la vie socio-économique qui les entoure. Cette proximité telle que la définit Benoît Grevisse (Grevisse, 2008, 54), «désigne ce qui touche la vie concrète du public ». Mais cette proximité devient parfois un piège. Jean-Paul Marthoz parle de faiblesses -ou de pièges- de la proximité journalistique (Marthoz, 2008: 118-120). Premièrement, le danger de se désintéresser à l'» autre », c'est-à-dire que, par souci de proximité, les journalistes vont traiter les aspects qui touchent leur lectorat. Par exemple, on va rapporter l'évacuation des ressortissants belge du Liban en une et les victimes libanaises ou israéliennes en page interne (Le Soir, La Libre). Deuxième risque, le journalisme international représente la réalité d'une façon élitiste, exposant l'actualité et les sources des élites de tout genre (États puissants, hommes et femmes politiques ou acteurs célèbres, etc.)

Dans la pratique, la proximité journalistique «glocalisante » (néologisme) s'exprime dans la couverture médiatique en permanence. Ce n'est donc pas un hasard que la presse britannique, par exemple couvre en deuxième lieu les guerres en Irak et en Afghanistan. Car des soldats britanniques y sont stationnés en mission de combat. En Afghanistan, des soldats belges et français font également partie de la force internationale d'assistance et de sécurité (FIAS) de l'OTAN en Afghanistan. Ce qui veut dire que la Belgique, la France et la Grande-Bretagne sont en guerre dans ce pays. De ce fait une sorte de proximité «glocal » se constitue. À partir de cela, nous pouvons supposer que les sujets lointains géographiquement et qui sont susceptibles d'avoir un lien affectif direct avec le public peuvent être plus traités que ceux qui ne le sont pas. Mais pourquoi alors traite-t-on d'une façon très intense le conflit israélo-arabe s'il n'y a pas de soldats européens impliqués dans ce conflit? Nous avons tenté de répondre dans le chapitre 6 (corpus).

Alors comment s'exprime cette proximité (géographique et affective) dans la couverture médiatique? Notre analyse révèle que la proximité se reflète par l'intensité de la couverture de thèmes nationaux par rapport aux sujets internationaux. La proximité affective s'exprime dans l'intensité de traitement des sujets liés au pays de l'édition, mais également sur le plan linguistique. Par exemple la presse britannique couvre plus intensément l'actualité des pays anglophones (Canada, Australie, États-Unis) plus que les pays francophones (France, Belgique). L'analyse confirmatoire confirme les tendances révélées par l'exploration des unes de janvier. Les trois pays (Belgique, France et la Grande-Bretagne) sont les plus traités dans leurs journaux respectifs. À ce stade, nous pouvons dire quel est le journal le plus national ou international grâce aux résultats obtenus. Mais encore une fois, le nombre de sujets (nationaux ou internationaux) sur la une dépend fortement du format ou des choix éditoriaux de chaque journal. Le tableau suivant rend compte de cette couverture concentrée sur l'actualité nationale.

Tableau 7.4-3: Traitement de l'actualité par pays sur les unes de la presse britannique						
Pays	**G**	**DT**	**T**	**I**	**Total**	**%**
Grande-Bretagne	917	626	324	320	2187	18,01
Irak	483	334	140	56	1013	8,63
Israël	252	142	96	49	539	4,59
USA	281	58	31	29	399	3,4
Liban	146	93	77	38	354	3,02
Iran	186	95	45	4	330	2,81
Croatie	278	6	2	0	286	2,44
Canada	241	16	12	2	271	2,31
Afghanistan	122	98	31	13	264	2,25
Malte	260	2	0	0	262	2,23
Autriche	223	29	9	0	261	2,22
Kenya	255	2	0	0	257	2,19
Lettonie	250	3	1	0	254	2,17
Hongrie	241	6	2	0	249	2,12
Danemark	227	8	5	0	240	2,05
Turquie	195	20	11	0	226	1,93
Bulgarie	208	7	3	0	218	1,86
Estonie	214	0	0	0	214	1,82
Chypre	199	6	3	0	208	1,77
Pakistan	83	70	52	1	206	1,76
Thaïlande	166	11	5	0	182	1,61
Palestine	87	42	31	24	184	1,57
Suède	165	14	4	0	183	1,56
Suisse	165	7	2	0	174	1,48
France	74	41	50	4	169	1,44

Tableau 7.4-4: Traitement de l'actualité par pays sur les unes de la presse française							
Pays	**S**	**LB**	**M**	**L**	**F**	**Total**	**%**
France	109	142	1558	227	1369	3405	28,80
Belgique	1444	820	30	70	18	2382	20,15
États-Unis	45	12	248	122	91	518	4,38
Israël	54	25	170	107	139	495	4,19
Dominique	12	52	200	9	203	476	4,03
Liban	40	13	227	31	142	453	3,83
Italie	85	10	92	127	55	369	3,12
Irak	23	18	148	16	117	322	2,72
Luxembourg	82	108	5	108	11	314	2,66
Palestine	31	8	146	24	98	307	2,60
Espagne	49	113	39	73	32	306	2,59
Iran	17	10	118	8	137	290	2,45
Allemagne	14	11	97	101	60	283	2,39
Suisse	7	91	20	71	14	203	1,72
Chine	12	5	101	12	66	196	1,66
Russie	13	6	92	11	65	187	1,58
Portugal	4	1	9	153	14	181	1,53
Grèce	49	0	4	116	5	174	1,47
Tunisie	0	80	1	91	0	172	1,46
Canada	1	0	13	146	10	170	1,44
Autriche	0	0	18	143	8	169	1,43
Turquie	67	4	28	2	53	154	1,30
Danemark	3	1	8	129	11	152	1,29
Pays-Bas	11	2	17	105	8	143	1,21

7.4.4 La place du conflit israélo-arabe en comparaison avec d'autres conflits

Les conflits irakien, afghan et israélo-arabe ou encore le dossier nucléaire iranien sont les conflits internationaux les plus traités dans les neuf quotidiens. À eux seuls, ces conflits occupent 84% de l'actualité internationale dans la presse britannique et 83% dans la presse française et belge. Le Moyen-Orient est la zone géopolitique qui est la plus exposée médiatiquement. À ce stade, nous distinguons deux tendances. D'abord, la presse britannique couvre en premier l'Irak (31% en total) suivi par le conflit israélo-arabe (28%). Ce classement est inversé dans la presse française et belge, où le conflit israélo-arabe occupe la première place dans l'actualité des conflits (58%). Même si l'on isole la couverture de la deuxième guerre du Liban qui était très intense pendant les 33 jours du conflit, le conflit israélo-palestinien reste le conflit le plus médiatisé dans la presse française et belge (40%). Les tendances que dégage notre analyse exploratoire du janvier se confirment dans l'analyse confirmatoire Ces résultats nous confirment que le conflit israélo-arabe occupe la première place dans la presse française et belge et la deuxième dans la presse britannique. Pour la première fois, à

notre connaissance, une telle affirmation appuyée sur des données empiriques est possible.

Tableau 7.4-5: Conflits armés à la une de la presse britannique						
Conflit	**G**	**I**	**T**	**DT**	**Total**	**%**
Irak	134	56	69	114	373	31,24
Israël-Palestine	37	49	23	65	174	14,57
Afghanistan	29	13	34	76	152	12,73
Israël-Hezbollah	41	38	30	57	166	13,9
Iran	58	4	24	53	139	11,64
Pakistan	42	1	29	31	103	8,63
Korée du Nord	7	0	4	7	18	1,51
Darfour	8	3	2	5	18	1,51
Somalie	4	0	5	5	14	1,17
Turquie-PKK	4	0	0	3	7	0,59
Congo	3	0	1	2	6	0,5
Thaïlande	0	0	3	3	6	0,5
Inde-Pakistan	2	0	0	3	5	0,42
Sri Lanka-tamouls	0	0	4	0	4	0,42
Philippines	1	0	1	1	3	0,25
Inde	2	0	0	0	2	0,17
Niger	1	0	0	1	2	0,17
Nigéria	1	0	0	0	1	0,08
Ethiopie	0	0	1	0	1	0,08

Tableau 7.4-6: Conflits armés traités à la une de la presse française et belge							
Conflit	**S**	**LB**	**M**	**L**	**F**	**Total**	**%**
Conflit israélo-palestinien	63	36	187	57	206	549	40,1
Conflit israélo-libanais	22	24	69	33	106	254	18,55
Irak	12	17	69	13	67	178	13
Iran	16	8	54	7	79	164	11,98
Afghanistan	4	3	14	2	22	45	3,29
Darfour	4	3	20	4	11	42	3,07
Corée du Nord	1	2	10	3	19	35	2,56
Pakistan	2	2	13	2	11	30	2,19
Somalie	2	0	10	1	9	22	1,61
Nigeria	0	0	10	2	6	18	1,31
Thaïlande	3	1	3	1	6	14	1,02
Cachemire	0	0	1	2	2	5	0,37
Congo	0	0	1	2	1	4	0,29
Niger	0	0	3	1	0	4	0,29
Philippines	0	0	0	0	3	3	0,22
Éthiopie	0	0	0	0	1	1	0,07
FARC	0	0	1	0	0	1	0,07

7.4.5 Le traitement des élections dans le monde

En 2006, septante-huit élections législatives, présidentielles ou génerales on eu lieu dans 56 pays (certains pays ont organisé plusieurs scrutins sur l'année). Nous avons collecté ces données à partir de la consultation de notre corpus et de la presse internationale (tableau 74-1).

Tableau 7.4-7: Les élections organisées dans le monde en 2006					
Date	**Pays**	**Type**	**Date**	**Pays**	**Type**
15 janvier	Chili	Présidentielle	2 juillet	Mexique	Type
15 janvier	Finlande	Législatives	2 juillet	Mexique	Présidentielle
22 janvier	Cap-Vert	Présidentielle	30 juillet	RDC	Présidentielle et législatives
22 janvier	Portugal	Fédérale	30 juillet	Seychelles	Législatives
23 janvier	Canada	Législatives	30 juillet	Sao Tomé-et-Principe	Présidentielle
25 janvier	Palestine	Législatives	3 août	Tuvalu	Présidentielle
27 janvier	Antilles	Présidentielle	28 août	Guyana	Législatives
29 janvier	Finlande	Présidentielle	28 août	Guyana	Présidentielle
5 février	Costa Rica	Législatives	6 septembre	Fidji	Législatives
5 février	Costa Rica	Présidentielle, municipales	6 septembre	Biélorussie	Législatives
7 février	Haïti	Municipales	10 septembre	Monténégro	Présidentielle
8 février	Népal	Référendum	17 septembre	Suède	Législatives
11 - 15 février	Tokelau	Présidentielle	22 septembre	Gambie	Législatives
12 février	Cap-Vert	Générales	22 septembre	Yémen	Présidentielle
23 février	Ouganda	Présidentielle	28 septembre	Zambie	Présidentielle
5 mars	Bénin	Législatives	28 septembre	Zambie	Présidentielle
12 mars	Colombie	Présidentielle	1er octobre	Autriche	Législatives
12 mars	Ouganda	Législatives	1er octobre	Bosnie-Herzégovine	Législatives
12 mars	Ouganda	Législatives	6 octobre	Gambie	Générales
12 mars	Salvador	Présidentielle	6 octobre	Lettonie	Présidentielle
20 mars	RDC	Législatives	6 octobre	Montserrat	Législatives
26 mars	Sao Tomé-et-Principe	Législatives	6 octobre	Nicaragua	Législatives
26 mars	Ukraine	Législatives	6octobre	Nicaragua	Présidentielle
28 mars	Israël	Présidentielle	8 octobre	Belgique	Législatives
9 avril	Pérou	Législatives	15 octobre	Grèce	Municipales
9 avril	Pérou	Législatives	22 octobre	Bulgarie	Municipales
9 et 10 avril	Italie	Sénatoriales	30 octobre	RDC	Présidentielle
9 et 10 avril	Italie	Législatives	30 octobre	RDC	Présidentielle
9 et 23 avril	Hongrie	Législatives	6 novembre	Brésil	Provinciales
30 avril	RDC	Présidentielle	6 novembre	Tadjikistan	Législatives
30 avril	Laos	Législatives	7 novembre	États-Unis	Présidentielle
30 avril	Laos	Présidentielle	7 novembre	États-Unis	Législatives
3 mai	Tchad	Présidentielle	22 novembre	Pays-Bas	Sénatoriales
8 - 10 mai	Italie	Législatives	3 décembre	Groenland	Législatives
21 mai	Chypre	Référendum	3 décembre	Madagascar	Législatives
21 mai	Monténégro	Présidentielle	3 décembre	Venezuela	Présidentielle
28 mai	Colombie	Législatives	11 décembre	Sainte-Lucie	Présidentielle
2 et 3 juin	République tchèque	Législatives	13 décembre	Malaisie	Législatives
17 juin	Slovaquie	Présidentielle	13 décembre	Gabon	Présidentielle

Si le conflit israélo-palestinien est le plus médiatique des conflits, les événements politiques tels que les élections palestiniennes et israéliennes ne le sont pas moins. En effet, ces scrutins ne sont pas séparés du conflit. Les débats internes en périodes électorales, les identités et les programmes politiques des parties se forgent autour de ce conflit. Bien sûr, nous y revenons dans le chapitre consacré au traitement d'événements. Mais ici, nous voulons situer les élections israéliennes et palestiniennes dans la couverture de toutes les élections dans le monde en une de la presse.

Dans ce cadre, les élections législatives palestiniennes occupent la première place dans la couverture des élections en une de la presse britannique, exactement la même fréquence que celles des États-Unis. Elles sont également en première place dans la presse française et belge au niveau de traitement d'élections dans le monde. 2007 était une année d'élection présidentielle en France, d'où l'intensité de ce thème dans la presse française en 2006.

Quant aux élections israéliennes, elles occupent une place moins importante que celle consacrée aux élections palestiniennes. Cependant, elles sont parmi les élections les plus traitées, quatrième place dans la presse britannique et francophone respectivement. Comme nous l'avons précisé plus haut, des élections ont été organisées dans 56 pays. Cependant, comme le montrent les tableaux (7.4-7 et 7.4-8), seules 14 élections ont été traitées en une de la presse britannique et 29 par la presse franiase et belge. On remarque que les élections congolaises, par exemple, sont traitées 50 fois dans la presse française et belge, dont 36 fois dans la presse belge. Ce qui confirme l'idée selon laquelle, le critère de proximité est très influent dans la sélection de l'information.

Tableau 7.4-8: Les élections traitées en unes de la presse britannique						
Pays	**G**	**I**	**T**	**DT**	**Total**	**%**
Palestine	9	2	3	5	19	9
États-Unis	9	2	4	4	19	9
Italie	2	1	2	2	7	2
Israël	3	1	2	1	7	3
Congo	2		1	1	4	2
Ouganda	2			1	3	2
France	2				2	2
Venezuela	1				1	1
Thaïlande				1	1	
Seychelles	1				1	1
Nicaragua	1				1	1
Monténégro				1	1	1
Mexique	1				1	1
Biélorussie				1	1	1

Tableau 7.4-9: Les élections traitées en unes de la presse française et belge							
Pays	**S**	**LB**	**M**	**L**	**F**	**Total**	**%**
France	14	8	164	56	198	440	55,07
Palestine	7	7	21	7	29	71	8,89
Congo	25	11	7	2	5	50	6,26
Israël	5	6	13	5	10	39	4,88
Belgique	18	16		1	1	36	4,51
Italie	6	5	6	3	11	31	3,88
États-Unis	3	3	4	4	5	19	2,38
Biélorussie			5	3	8	16	2,00
Brésil		3	3		6	12	1,50
Mexique	1		5	2	4	12	1,50
Chili		1	5	2	2	10	1,25
Haïti		1	5	2	1	9	1,13
Pérou			4	1	3	8	1,00
Monténégro	4		1			5	0,63
Suède	1	1	1	1	1	5	0,63
Ukraine				1	4	5	0,63
Autriche			1		3	4	0,50
Nicaragua			2	2		4	0,50
Pays-Bas	2				2	4	0,50
Venezuela			2		2	4	0,50
Canada					3	3	0,38
Tchad	1		1		1	3	0,38
Colombie			1		1	2	0,25
République tchèque					2	2	0,25
Thaïlande		1		1		2	0,25
Bulgarie			1			1	0,13
Koweït					1	1	0,13
Macédoine					1	1	0,13
Suisse	1					1	0,13

7.5 Le conflit israélo-arabe à la une de la presse

Le conflit israélo-arabe est traité 688 fois à la une de la presse belge, française et britannique en 2006. Le conflit est plus traité dans les quotidiens français et belges que dans la presse britannique. Comme le montre le tableau suivant, c'est le journal français le Figaro qui a le plus couvert l'actualité du conflit (126 fois), suivi par le Monde (106 fois).

Tableau 7.5-1: Fréquence de la couverture du conflit israélo-arabe à la une des journaux belges, français et britanniques

Quotidien/mois	1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	Total
Le Soir	16	5	4	3	2	1	18	20	5	1	7	4	86
La Libre Belgique	13	3	5	1	1	6	13	16	0	0	0	2	60
Le Figaro	20	6	11	8	0	12	25	24	6	4	4	6	126
Libération	11	1	7	5	2	6	16	20	4	5	4	4	85
Le Monde	13	3	7	4	3	7	19	24	9	4	4	9	106
The Times	6	2	2	2	2	3	16	12	1	0	3	2	51
The Guardian	6	1	3	3	6	7	17	14	1	2	5	2	67
The Independent	4	3	2	2	0	1	16	11	3	2	0	2	46
The Daily Telegraph	11	2	3	3	0	3	17	9	3	2	8	0	61
Total	109	28	47	35	21	52	164	158	41	30	46	43	688

Quant à l'intensité de la couverture, nous observons que les mois de juillet et d'août 2006, sont les plus intenses. Il s'agit de la période de la guerre israélo-libanaise (du 12 juillet au 15 août). Alors que la fréquence la plus basse est observée au mois de mai. Les figures 1 et 2 résument l'intensité de la couverture.

On peut observer également qu'en dehors de la guerre du Liban, c'est le mois de janvier qui est le plus intense où les élections législatives palestiniennes sont traitées intensément en une (Figures 7.5-1 – 7.5-3).

Figure 7.5-1: Fréquence mensuelle de la couverture du conflit israélo-arabe à la une des quotidiens belges

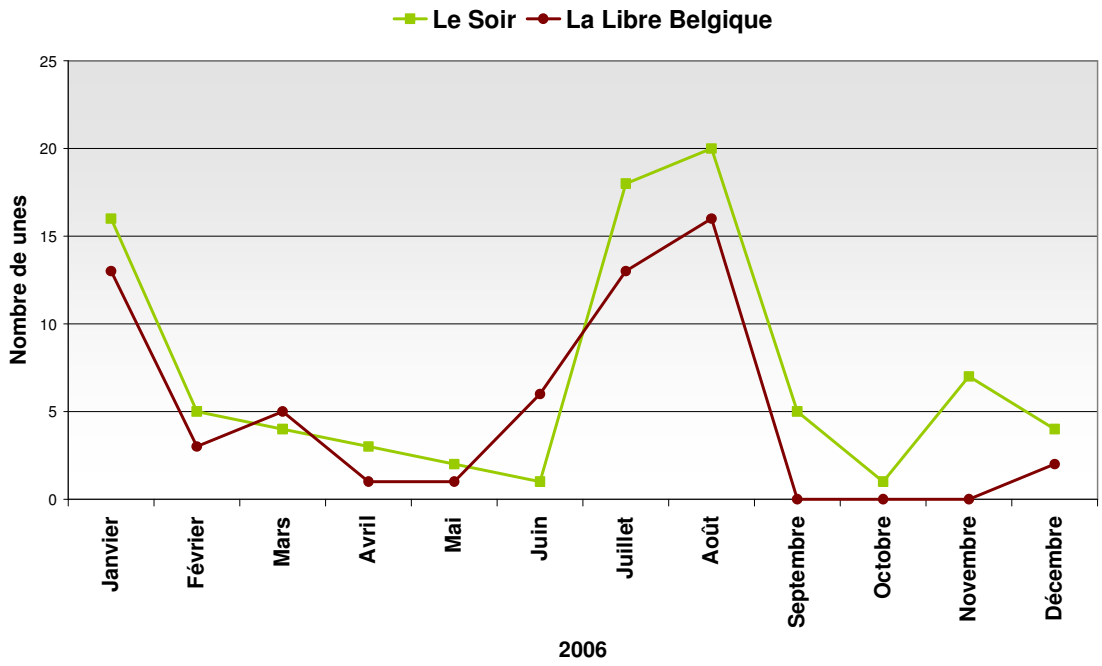


Figure 7.5-2: Fréquence mensuelle de la couverture du conflit israélo-arabe à la une des quotidiens français

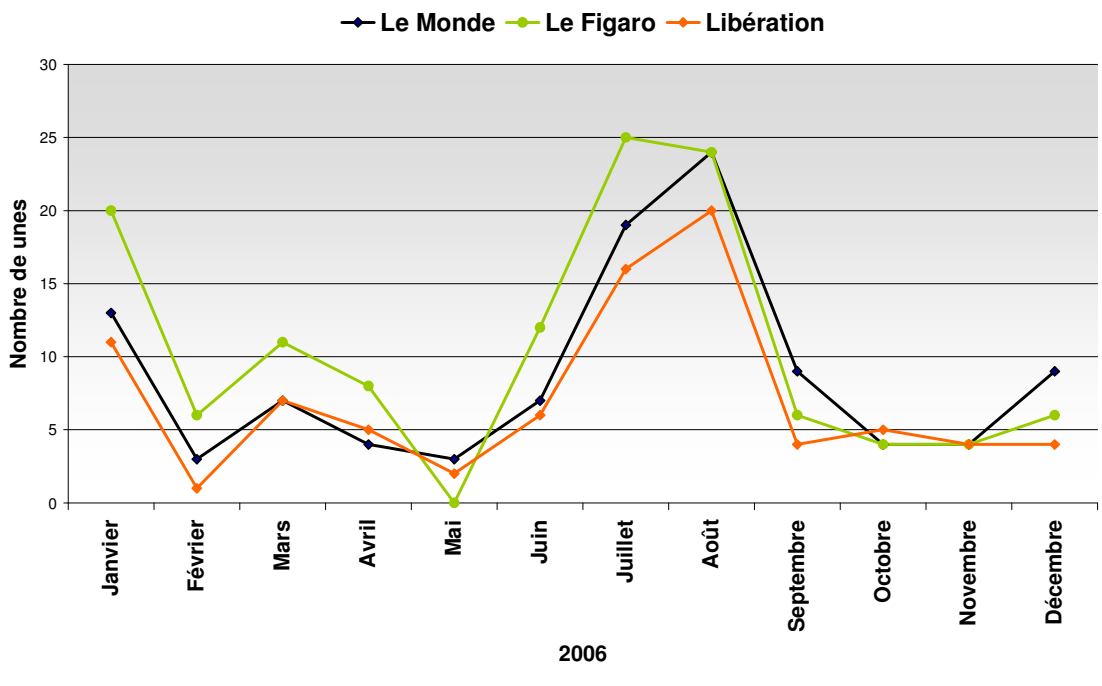
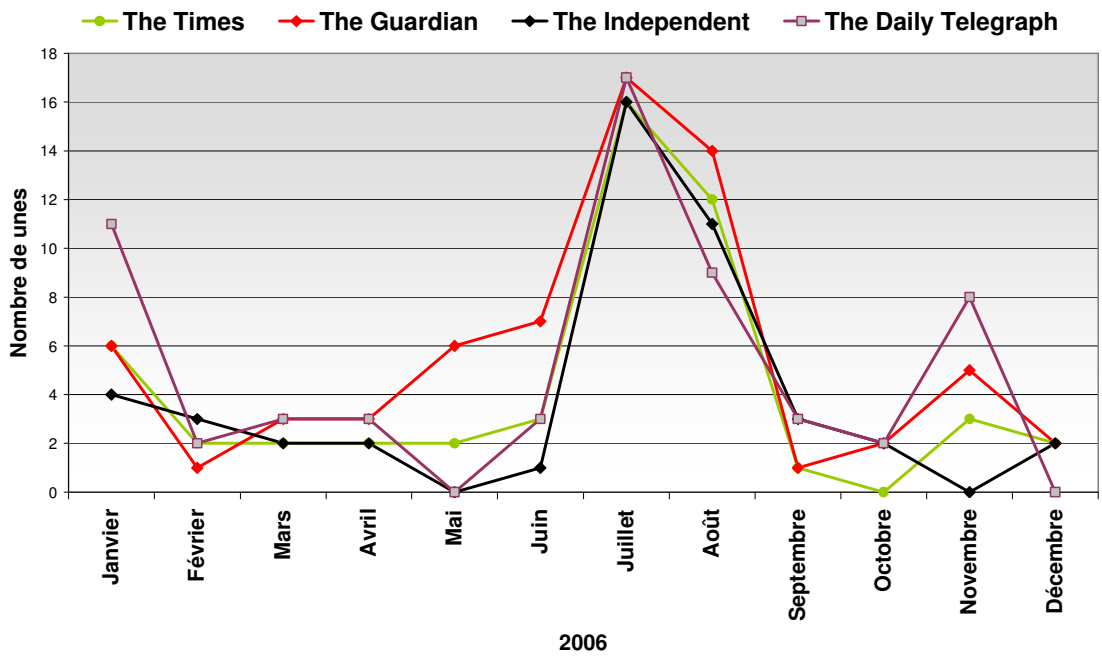


Figure 7.5-3: Fréquence mensuelle de la couverture du conflit israélo-arabe à la une des quotidiens britanniques



7.6 Israël au centre de la couverture?

Comme nous l'avons expliqué plus haut, nous avons analysé les unes en deux phases. Dans la première phase, ce sont toutes les unes qui ont été analysées afin de situer le conflit israélo-arabe dans l'actualité à la une. Ensuite, dans la deuxième phase, ce sont toutes les informations qui concernent ce conflit qui ont été sélectionnés (688 articles) et encodées dans un projet MaxQDA. Ainsi, nous avons pu classer chacun des articles sous un thème général. En questionnant cette base de données nous obtenons un nuage lexical (Tag Cloud, fonction MaxQDA) qui nous permet de voir quels sont les mots les plus fréquents. Pour obtenir ce nuage lexical, nous avons exclu tous les mots non pertinents pour l'analyse tels que (de, le, les, the, of, for, etc.). Dans ce nuage lexical, le mot le plus fréquent est représenté par la police de caractère la plus grande et l'intensité la plus élevée de la couleur. La fréquence de l'occurrence du mot est exprimée en nombre entre les guillemets. Le problème de ce nuage, c'est qu'il isole en quelque sorte les mots de leur contexte. Il ne peut donc pas nous indiquer si le contexte des mots est positif ou négatif. Cependant, nous pouvons, d'un point de vu d'une analyse classique de contenu voir quels sont les mots les plus fréquents et donc, selon cette optique les plus importants. Dans les chapitres suivants, nous approfondissons

cette réflexion sur le contexte des acteurs du conflit.

Dans le cas présent, nous observons qu'Israël est le protagoniste le plus mentionné. Israël semble être au centre du traitement médiatique à la une de la presse européenne. Encore une fois, cela ne nous dit rien sur le contexte dans lequel les protagonistes sont mentionnés ou cités.

Figure 7.6-1: Nuage lexical des textes consacrés au conflit israélo-arabe à la une des journaux belges, français et britanniques

7.7 Thèmes du conflit israélo-arabe à la une

Quels sont les thèmes traités dans le cadre de la couverture médiatique du conflit israélo-arabe à la une de la presse européenne? Cette section apporte une réponse quantitative à cette question. En total, on remarque que la politique ainsi que les violences (israéliennes et palestiniennes) sont traitées, sur le plan quantitatif, équitablement. Mais ces chiffres peuvent être trompeurs pour plusieurs raisons. D'abord, la politique palestinienne est traitée dans le cadre d'une démonisation du mouvement de résistance islamique, le Hamas. Les portraits menaçants de ses partisans (militants armés et masqués) accompagnent la plupart de l'actualité consacrée aux élections législatives palestiniennes de 25 janvier. Les neuf journaux, sans exception, ont annoncé la victoire du Hamas comme une menace et ont fait le lien de causalité entre le «terrorisme » du Hamas et sa victoire (nous traitons ce point en détails dans le chapitre suivant consacré à l'analyse d'événements). En même temps, les élections israéliennes du 28 mars ont été traitées dans un cadre positif qui peut se résumer ainsi:

les Israéliens ont voté pour Kadima, le parti qui veut évacuer la Cisjordanie. (Nous y revenons également dans le chapitre suivant).

Tableau 7.7-1: Thèmes du conflit israélo-arabe à la une de la presse européenne en 2006											
Thèmes	**S**	**LB**	**F**	**M**	**L**	**T**	**G**	**I**	**DT**	**Total**	**%**
Politique israélienne	13	8	19	9	10	4	4	2	7	76	11,0
Politique palestinienne	11	7	24	11	6	3	8	2	4	76	11,0
Violence israélienne	6	4	2	11	3	6	7	2	4	45	6,5
Violence palestinienne	3	3	4	8	7	4	4	2	13	48	7,0
Violence interpalestinienne	4	2	11	6	8	1	2	0		34	4,9
Guerre du Liban	32	30	47	43	39	29	30	30	26	306	44,5
Violences israélienne et palestinienne	2	0	10	2	1	0	0	0	0	15	2,2
Processus de paix	3	0	4	4	2	0	1	1	0	15	2,2
Diplomatie israélienne	0	0	0	2	1	0	0	0	0	3	0,4
Suspension de l'aide à la Palestine	2	3	2	5	4	1	5	0	0	22	3,2
Autres thèmes											
Colonies	0	0	1	0	0	0	0	0	0	1	0,1
Checkpoints	0	0	0	0	0	0	0	2	0	2	0,3
Mur	0	0	0	0	0	0	0	2	0	2	0,3
Munich	1	2	1	0	1	0	0	0	0	5	0,7
Guerre médiatique	0	1	0	0	0	0	1	0	0	2	0,3
Caricatures de Mohamed	1	0	1	1	1	1	1	2	1	9	1,3
Iran négationnniste	0	0	0	1	0	0	0	0	1	2	0,3
Médias israéliens	0	0	0	1	0	0	0	0	0	1	0,1
Lobby pro-israélien	0	0	0	1	0	0	0	0	0	1	0,1
Trêve à Gaza	2	0	0	1	0	1	2	0	2	8	1,2
Cessez-le-feu au Liban	2	0	0	0	1	0	0	0	0	3	0,4
Culture israélienne	1	0	0	0	0	0	0	0	0	1	0,1
Culture palestinienne	1	0	0	0	0	0	0	0	0	1	0,1
Technologie israélienne	1	0	0	0	1	0	0	0	0	2	0,3
Gay pride	1	0	0	0	0	0	0	0	0	1	0,1
Diplomatie britannique	0	0	0	0	0	0	1	0	3	4	0,6
Diplomatie française	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0,0
Diplomatie belge	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0,0
Boycott d'Israël	0	0	0	0	0	0	1	0	0	1	0,1
Problème de l'eau	0	0	0	0	0	0	0	1	0	1	0,1
Alyiah	0	0	0	0	0	1	0	0	0	1	0,1
Total	86	60	126	106	85	51	67	46	61	688	100,0

7.8 Photographies du conflit israélo-arabe à la une

L'usage de la photographie est un des éléments d'accroche de la une. S'agissant du conflit israélo-palestinien, ces photographies mettent en scène, côté palestinien, des militants armés et masqués ou des femmes voilées et rarement des hommes politiques ou des victimes. Tandis que du côté israélien, sont montrés les soldats et leur équipement militaire (chars, avions etc.)... Les photographies utilisées avec des articles qui abordent la politique palestinienne, à savoir les élections législatives et les événement qui suivent, montrent deux camps bien opposés, des

militants armés et masqués du Hamas, des militants armés et très rarement masqués du Fatah. Les images de cadavres sont très rares mais présentes.

Et pendant la guerre du Liban, la plupart des photos qui accompagnent l'actualité à la une illustrent les bombardements israéliens ou leurs effets sur le Liban. Il s'agit de photo de l'artillerie, des chars et des soldats israéliens d'un côté et des effets de ces bombardements sur le Liba. L'effet est montré sur les bâtiments et non sur la population. Ce qui est montré ce sont les bâtiments détruits par les bombardements avec un nombre très restreint de victimes.

Le 31 juillet 2006, des images d'enfants tués par l'aviation israélienne sont publiées sur les unes et en pages intérieures. La presse dénonce alors le massacre de Cana. «Israël a suspendu ses frappes aériennes contre le Hezbollah après avoir fait des dizaines de morts civils » titre Le Monde (01/08/2006). La photo du Monde montre des «sauveteurs dégagent les corps d'enfants tués par un bombardement israélien, à Cana ». Libération publie une photo d'un soldat libanais qui montre les traces du sang sur un drap devant les ruines de la maison bombardée et titre «Cana, le carnage de trop » (31/07/2006). Le Figaro qui titre «Cana : le tournant de la guerre » utilise une photo semblable à celle du Monde où des sécouristes libanais retirent des victimes des décombres. La presse belge condamne également le «Carnage à Cana », titre de La Libre Belgique. Le journal publie la photo d'un homme qui porte le cadavre d'un enfant. Le Soir qui titre «Israël sème l'horreur et se met le monde à dos »n'utlise pas de photos en une. The Times utilise la photo d'un enfant bléssé pour son titre principla «Ceasefire hope fades after carnage in Cana ». La nouvelle fait également la une de The Guardian qui utilise la même photo que La Libre Belgique et titre «They found them huddeled togother ». La même photo (un homme qui porte un enfant tué) est en une de The Independent qui s'indigne «Comment pouvons-nous rester à l'écart et laisser ceci continuer ? » [How can we stand by and allow this to go on ?]. The Telegraph utilise également, la même photo et titre «Israel arrête les frappes aériennes pour 48 heures » [Israel halts air strikes for 48 hours]

Tableau 7.8-1: Photographies utilisées à la une de la presse européenne en 2006											
Type de photos	**T**	**I**	**G**	**DT**	**L**	**M**	**S**	**F**	**LLB**	**Total**	**%**
Photos israéliennes	**5**	**13**	**8**	**1**	**21**	**9**	**1**	**14**	**9**	**81**	**33,20**
-Ariel Sharon	*0*	*3*	*0*	*0*	*5*	*1*	*0*	*2*	*2*	*13*	*5,33*
-Ehoud Olmert	*0*	*1*	*0*	*0*	*1*	*1*	*1*	*3*	*2*	*9*	*3,69*
-Ministres israéliens	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*1*	*0*	*1*	*0*	*2*	*0,82*
-Rréligieux juifs israéliens	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*1*	*1*	*2*	*0,82*
-Victimes/sécouristes israéliens	*0*	*1*	*0*	*0*	*1*	*0*	*0*	*1*	*0*	*3*	*1,23*
-Militaires/chars/artelleries/avions	*5*	*8*	*7*	*1*	*14*	*5*	*0*	*5*	*2*	*47*	*19,27*
-Autres	*0*	*0*	*1*	*0*	*0*	*1*	*0*	*1*	*2*	*5*	*2,05*
Photos palestiniennes	**2**	**17**	**4**	**1**	**8**	**12**	**3**	**8**	**5**	**60**	**24,6**
-Mahmoud Abbas	*0*	*1*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*1*	*0*	*2*	*0,82*
-Ismaël Haniyeh	*0*	*0*	*0*	*0*	*1*	*0*	*0*	*0*	*0*	*1*	*0,41*
-Leila Shahid	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*1*	*0*	*0*	*1*	*0,41*
-Militants masqués et armés	*2*	*5*	*2*	*1*	*3*	*4*	*0*	*6*	*5*	*28*	*11,48*
-Supporteurs du Hamas	*0*	*2*	*1*	*0*	*1*	*6*	*0*	*0*	*0*	*10*	*4,1*
-Palestiniennes voilées	*0*	*2*	*1*	*0*	*1*	*0*	*0*	*0*	*0*	*4*	*1,64*
-Victimes	*0*	*2*	*0*	*0*	*0*	*1*	*0*	*0*	*0*	*3*	*1,23*
-Prisonniers palestiniens	*0*	*2*	*0*	*0*	*1*	*1*	*0*	*0*	*0*	*4*	*1,64*
-Police palestinienne	*1*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*1*	*0,41*
-Autres	*0*	*3*	*0*	*0*	*1*	*0*	*1*	*0*	*0*	*5*	*2,05*
Photos libanaises	**1**	**4**	**9**	**6**	**17**	**4**	**3**	**15**	**10**	**69**	**28,28**
-Fouad Siniora	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*1*	*0*	*1*	*0,41*
-Hassan Nasrallah	*0*	*0*	*0*	*0*	*1*	*1*	*2*	*1*	*0*	*5*	*2,05*
-Militants du Hezbollah	*0*	*0*	*1*	*0*	*1*	*0*	*0*	*0*	*0*	*2*	*0,82*
-Soldats libanais	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*2*	*0*	*2*	*0,82*
-Scènes de destruction	*0*	*0*	*4*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*4*	*1,64*
-Bombardements israéliens	*0*	*0*	*0*	*5*	*10*	*1*	*1*	*7*	*7*	*31*	*12,71*
-Cadavre d'un enfant tué	*0*	*2*	*1*	*0*	*0*	*1*	*0*	*0*	*0*	*4*	*1,64*
-Civils libanais	*0*	*0*	*1*	*0*	*1*	*1*	*0*	*3*	*1*	*7*	*2,87*
-Evacuation d'occidentaux	*1*	*0*	*0*	*1*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*2*	*0,82*
Autres	*0*	*0*	*1*	*0*	*3*	*0*	*0*	*1*	*1*	*6*	*2,46*
Eléments graphiques	**2**	**0**	**0**	**0**	**0**	**16**	**0**	**1**	**0**	**19**	**7,78**
Photos internationales	**0**	**1**	**0**	**2**	**1**	**2**	**0**	**7**	**2**	**15**	**6,15**
-Soldats de la Finul	*0*	*0*	*0*	*0*	*1*	*1*	*0*	*1*	*1*	*4*	*1,64*
-Condoleezza Rice	*0*	*0*	*0*	*1*	*0*	*0*	*0*	*3*	*1*	*5*	*2,05*
-George W. Bush	*0*	*1*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*1*	*0*	*2*	*0,82*
-Jaques Chirac	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*1*	*0*	*1*	*0,41*
-Terje Rød-Larsen	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*1*	*0*	*1*	*0,41*
-Kofi Annan	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*1*	*0*	*0*	*0*	*1*	*0,41*
-Tony Blair	*0*	*0*	*0*	*1*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*1*	*0,41*

7.9 Placement de l'actualité du conflit israélo-arabe

La mise en page des unes diffère d'un quotidien à l'autre, et pour rendre compte du placement de l'actualité à la une, nous avons choisi de découper la page en quatre quadrants: Placement1= En haut de la page- côté gauche; Placement 2= En haut de la page- côté droit; Placement 3= En bas de la page- côté gauche; Placement 4= En bas de la page- côté droit. Nous observons que la plupart de temps l'actualité du conflit est placée dans la partie supérieure de la page (placements 1 et 2). Cette partie est d'habitude réservée aux informations accrocheuses de la une, à savoir le bandeau, la tribune et la sous-tribune. Ce qui donne une double importance à cette actualité de par

son placement en une et en position de choix à la une.

Tableau 7.9-1: Placement de l'actualité du conflit israélo-arabe à la une										
	Placement 1		Placement 2		Placement 3		Placement 4		Total	
	#	%	#	%	#	%	#	%	#	%
Le Soir	30	34,9	16	18,6	18	20,9	22	25,6	86	100
La Libre Belgique	46	76,7	1	1,7	12	20	1	1,7	60	100
Le Figaro	48	38,1	8	6,3	61	48,4	9	7,1	126	100
Libération	29	34,1	30	35,3	4	4,7	22	25,9	85	100
Le Monde	74	69,8	20	18,9	11	10,4	1	0,9	106	100
The Times	35	68,6	3	5,9	12	23,5	1	2	51	100
The Guardian	25	37,3	11	16,4	28	41,8	3	4,5	67	100
The Independent	44	95,7	1	2,2	1	2,2	0	0	46	100
The Daily Telegraph	9	14,8	26	42,6	4	6,6	22	36,1	61	100
Total	340	49,4	116	16,9	151	21,9	81	11,8	688	100

7.10 Des unes idéologiques ?

Peut-on parler de mise en page idéologique? La réponse peut varier selon le regard. Peut-ont dire que le modèle de van Dijk, permet de dire que certaines unes peuvent être considérées comme idéologiques car elles mettent en avant les «mauvaises actions et qualités » d'un camp et atténuent ses «bonnes actions et qualités » ? Ou en ettentuant les «mauvaises qualités et actions » d'un camp tout en mettant en avant les «bonnes qualités et actions » du camp adverse ? Nous essayons de comprendre les unes à la lumière de ce modèle tout en gardant à l'exprit ses limites. Car nous pensons qu'une personne, un groupe leurs actions ou qualités ne peuvent être intrensèquement bon ou mauvais.

Cependant, ce modèle a le mérite de donner une piste de lecture du discours médiatique. Par exemple, les unes annonçant la victoire du Hamas dans les élections législatives palestiniennes, sont-elles idéologiques? Ces unes (Figure 7.10-1), mettent en avant-plan le caractère violent, «négatif », du mouvement islamique et en même temps mettent en arrière-plan ses qualités/actions positives (participer aux élections). Les neuf quotidiens font le choix d'une photographie qui représente des militants masqués et armés ainsi que des mots tels que «la bombe électorale » dans Libération, ou «Islamic bombers triumph at ballout » dans The Times ou «Terrorists voted into power » dans The Daily Telegraph, ou «Hamas: le monde s'alarme » dans Figaro. La une de The Independent rappelle les attentats suicides en utilisant une image d'archive

(à gauche) présentée comme la raison de la victoire du Hamas. Tous les journaux ont d'ailleurs fait le lien direct entre le «terrorisme » du Hamas et sa victoire dans les législatives. Nous allons voir, dans le chapitre 8, comment la rhétorique journalistique a participé à l'isolement du nouveau gouvernement palestinien dirigé par le Hamas. Les journaux avancent des arguments tels que: l'Europe coupe l'aide au Hamas, et non pas au peuple palestinien. Nous pouvons citer d'autres exemples des unes idéologiques, tout en sachant que parfois, d'un point de vue israélien, certains d'entre elles peuvent être considérées comme telles mais en inversant l'argument. Il faut également souligner qu'il est difficile, dans l'abcense d'une méthodologie qui peut mettre en exergue le modèle de van Dijk, de prouver quelles unes sont idéologiques ou pas.

Figure 7.10-1: Unes du 27 janvier 2006 annoncant la victoire du Hamas aux législatives palestiniennes

7.11 Conclusions

Nous concluons ce chapitre avec trois affirmations. Premièrement, les neuf quotidiens traitent plus abondemment l'actualité nationale que l'actualité internationale. Deuxièmement, le conflit israélo-arabe est le conflit le plus médiatisé dans la presse française et belge et le deuxième dans la presse britannique. Troisièmement, il y a une forte concentration de quatre conflits, à savoir les guerres en Irak et en Afghanistan, le conflit israélo-arabe et le dossier nucléaire iranien. Le critère de *proximité* dans la sélection de l'information opère une grande influence sur les choix des sujets traités en une. Des soldats britanniques sont stationnés en Irak et en Afghanistan, où ils subissent des pertes importantes. La Belgique et la France participe dans l'ISAF en Afghanistan. En outre ces deux conflits impliquent l'après 11 septembre, et la guerre globale contre le terrorisme. Mais pourquoi, le conflit israélo-arabe et le dossier nucléaire iraniens sont-ils aussi médiatiques que l'Afghanistan et l'Irak? Le dossier nucléaire iranien n'est d'ailleurs pas séparé du conflit israélo-arabe. Israël menace d'attaquer l'Iran pour mettre fin à ses ambitions nucléaires, les responsables iraniens ne digèrent pas la présence d'Israël dans la région.

Le conflit israélo-arabe intéresse les médias européens pour des multiples raisons. Mais comme nous l'avons vu dans le chapitre 5 (Corpus), il existe une proximité non seulement géographique, mais également historique, économique, sociale et spirituelle entre l'Europe et la région.

Dans ce chapitre, nous avons situé la couverture du conflit israélo-arabe dans l'ensemble de l'actualité internationale. A présent, nous pouvons confirmer que ce conflit est le conflit international le plus médiatisé dans les journaux belges et français, et qu'il occupe la deuxième place après l'Irak dans la presse britannique. Nous avons présenté d'une manière quantitative la place que ce conflit occupe dans la une des quotidiens analysés. Dans le chapitre suivant, nous analysons en détails les événements politiques et la violence. A ce stade de notre recherche, nous pouvons dresser **une liste de caractéristiques** de la couverture du conflit israélo-arabe à la une de la presse analysée. L'on peut en énumérer au moins six. **Premièrement,** la visibilité intense du conflit. **Deuxièmement,** la violence constitue l'essentiel de la couverture. **Troisièmement**, les journaux font preuve de bonne foi quant à la recherche de la

neutralité et d'équité entre les parties. Par exemple, Le Soir rapporte, le 3 janvier, sur sa une deux événements positifs d'Israël et de Gaza. Le premier article parle de la coopération scientifique entre Israël et la Belgique «Un peu de pluie belge dans le desert». Le deuxième article parle de coopération culturelle entre Belges et Palestiniens et la distribution d'instruments de musique à Gaza «Quelques notes de bonheur à Gaza grâce à Music Fund ». Cette une sort de l'ordinaire de la couverture du conflit israélo-palestinien où l'actualité de la violence est la partie la plus visible dans les médias.

Figure 7.11-1: Une du Soir, 3 janvier 2006

La quatrième caractéristique, le chercheur observe une sorte de proximité «glocale » (néologisme qui signifie qu'une actualité glocale couvre un sujet global et local à la fois). C'est-à-dire, que ce conflit à la porte de l'Europe, n'est pas un conflit sans liens direct avec la politique européenne existent des débats de société sur

l'antisémitisme, l'islamophobie. Par exemple, pendant la guerre qui oppose le Hezbollah à Israël entre le 12 juillet et le 15 août 2006, les journaux marquent cette proximité par des nouvelles d'Européens évacués du Liban, des sommets de G8 et de l'ONU pour mettre fin au conflit. Dans la presse française, l'accent est mis sur la diplomatie française, et sur l'implication française dans la Finul. De même, dans la presse britannique, la diplomatie de la Grande-Bretagne est également mise en avant. La presse belge met en une également l'envoi des casques bleus belges au Liban. (F-17-07-06-p-1 (Guerre-Liban2006) Liban, l'exode des Occidentaux)

Au même titre, cette «glocalité » se manifeste dans la couverture des élections législatives palestinienne et la suspension de l'aide financière européenne à l'Autorité palestinienne suite à la victoire du Hamas. L'Union européenne reste la principale source de l'aide internationale à l'Autorité palestinienne. Cette proximité s'exprime aussi dans la couverture des caricatures danoises du prophète Mohamad, où les Palestiniens sont représentés comme les champions des manifestations contre ces caricatures. **Le cinquième trait de qui caractérise** le traitement du conflit israélo-arabe à la une des neuf quotidiens analysés, c'est que la presse traite en premier chef les événements factuel et non pas les processus. Le processus de paix, qui est en réalité à l'arrêt ne figure que très peu dans la couverture. En même temps, d'autres processus sont éclipsés comme la colonisation des territoires occupés par Israël, le Mur de séparation, le quotidien des Palestiniens sous l'occupation. **Et enfin, la sixième caractéristique** concerne l'usage de la photographie. Contrairement aux hypothèses avancées par Daniel Dayan (Questions de communication, 8-10), les images qui accompagnent les nouvelles du conflit n'opposent pas forcément l'armée israélienne aux civils palestiniens ou libanais. En effet, les Israéliens sont représentés par les photos de leur armée, mais également de leurs hommes politiques. Tandis que les Palestiniens sont la plupart de temps représenté par des photos de militants armés et souvent masqués. Et la femme palestinienne est voilée et dans la plupart de cas militante du Hamas. Les leaders Palestiniens sont peu représentés dans les photos. Quant aux civils Palestiniens, ils sont certes représentés en tant que victimes – quand ils ne sont pas militants politiques- et cela reflète une réalité dans laquelle les civils sont en première ligne et paient le prix de ce conflit.

Chapitre 8: Traitement des événements violents et politiques

8.1 Introduction

«La parole est action»

Jean-Paul Sartre

Dans le chapitre précédent, nous avons situé l'actualité du conflit israélo-arabe dans l'ensemble du traitement à la une de la presse européenne de qualité. Néanmoins, l'approche quantitative (analyse de contenu) utilisée a ses limites, car elle se limite à décrire le contenu manifeste de thématiques traitées. Nous avons également montré quels sont les thèmes les plus traités du conflit israélo-arabe. Deux thèmes dominent ce traitement: la violence et la politique.

Dans ce chapitre, nous proposons une analyse du traitement de la violence et de la politique. Ce chapitre se focalise sur la question de la perspective ou du regard journalistique à travers l'analyse des sources, des images et de la rhétorique (transitivité et métonymie).

En nous posant cette question, nous voulons savoir si les protagonistes du conflit israélo-palestinien ont un accès égal aux médias. Et pour que le choix d'événements soit le plus représentatif et le plus objectif possible, nous avons choisi des événements qui sont du même ordre d'importance, leur type: violence, politique, et ampleurs: nombre de victimes.

La présente analyse se focalise sur le traitement médiatique du conflit israélo-arabe en 2006, une année chargée d'événements violents tels que la poursuite de la seconde Intifada, et politiques comme la victoire du mouvement de la résistance islamique (le Hamas) aux élections législatives palestiniennes et la guerre entre Israël et le Hezbollah libanais. Ces événements ne peuvent être compris sans une mise en contexte, quelle soit historique (voir chapitre 1) ou immédiate (contexte de l'événement). Chaque camp conteste le regard de l'autre sur le conflit (Philo & Merry, 2004: 91) ainsi que le traitement médiatique jugé souvent sans preuve empirique en

faveur du camp adverse (Bourdon, 2009). Le traitement médiatique de ce conflit n'échappe pas à cette contestation où les Israéliens comme les Palestiniens s'estiment lésés et accusent les médias de ne pas représenter leur vision, de ne pas rapporter suffisamment les «atrocités » commises par l'autre. Sous pression permanente, le récit journalistique sur le conflit israélo-arabe est devenu un champ de bataille entre les partis (Bourdon, 2009). En outre, le traitement médiatique des conflits implique une certaine «médiation du pouvoir » (Davis, 2007). Dans ce cadre, la Critical Discourse Analysis s'intéresse à la manière dont le discours médiatique (re) produit les rapports déséquilibrés de pouvoir (Richardson, 2006: 106).

Ainsi, nous avons choisi 12 événements pour l'analyse ciblée sur la représentation des politiques israéliennes et palestiniennes (3 événements: élections en Israël et dans les Territoires palestiniens occupés, la maladie d'Ariel Sharon) et de la violence (9 événements). La couverture médiatique de ces événements est plus abondante que le reste de l'année. Les élections palestiniennes en janvier et israéliennes en mars ont bénéficié d'un traitement médiatique plus important que n'importe quelle autre élection dans le monde au cours de l'année 2006, comme nous l'avons montré dans le chapitre précédent.

8.2 Objectifs du chapitre

Dans le chapitre précédent, nous avons vu que les deux thèmes les plus couverts du conflit israélo-arabe sont la violence et la politique. L'année 2006 est particulière et nous offre un corpus d'événements comparable sur les deux thèmes. Dans cette optique, ce chapitre a trois objectifs. Premièrement, de savoir si des événements politiques importants tels que les élections, ou violents tels que les attaques armées, font l'objet d'une couverture médiatique intense. Deuxièmement, nous voulons savoir de quelle manière sont traités- sur les plans qualitatif et quantitatif- des événements du même ordre, à savoir des attaques armées visant des civils israéliens ou palestiniens ou des élections? Existe-t-il une différence dans la manière de représenter les événements, les acteurs et leurs actions? Le troisième objectif est de démontrer si certains quotidiens ont traité des événements d'une manière idéologique selon l'acception de Teun van Dijk de la couverture idéologique? (van Dijk: 2001). En réalisant ces trois objectifs, nous entendons démontrer comment les événements sont construits et comment les acteurs

sont désignés. Car, nous l'avons vu plus haut, le récit médiatique sur le conflit israélo-arabe fait l'objet d'une contestation permanente (Bourdon, 2009: 206). Certains choix éditoriaux influencent les opinions, comme le démontre Greg Philo et Mike Berry (Philo & Berry, 2004: 97). La perception de ce conflit auprès de l'opinion publique en Occident est un enjeu de société où *«les publics identitaires peuvent se sentir victimisés par les médias* », comme le note Jérôme Bourdon (Bourdon, 2009: 163). Ces «*publics «identitaires» (juifs, arabes, musulmans) et publics militants se passionnent pour les images d'un conflit qui leur parle moins du Proche-Orient que d'eux-mêmes et de leur place dans la société.* » (ibid: 240).

8.3 L'importance du traitement d'événements

L'Histoire du conflit israélo-arabe est constituée d'événements complexes. Elle n'est ni commune ni partagée par les protagonistes arabes et israéliens. On dit que les journalistes sont les historiens du moment (Bourdon, 2009: 141). Autour des événements marquants tels que les guerres israélo-arabes successives (1948, 1967, 1973, 1982, 2006, 2009) et les intifadas palestiniennes contre l'occupation (1987, 2000), les identités nationalistes se forgent par rapport à l'ennemi. Chaque partie cherche à légitimer son existence, ses actions, ses convictions, ses positions et surtout son appartenance à la Terre de Palestine. Le conflit israélo-arabe est un conflit existentiel pour les antagonistes.

S'agissant de l'actualité, la représentation médiatique d'un événement donne du sens au temps présent, aux acteurs et à leurs actions. En d'autres termes, comme le note Bernard Lamizet, «*c'est dans le présent que les représentations de l'événement ont une signification pleine, dans la mesure où c'est dans le présent qu'elles acquièrent une consistance politique, puisque c'est dans le présent qu'elles sont de nature à peser sur nos appartenances politiques et sur nos choix idéologiques* » (Lamizet, 200: 63). Les journalistes sont des médiateurs entre le réel ou l'événement d'une part et le public d'autre part. Ils transforment le réel en le mettant en intrigue, en récit. Le journaliste raconte une histoire, décrit une réalité. La perspective donnée à l'événement joue un rôle dans sa perception auprès de ceux qui l'apprennent par l'intermédiaire des médias. Partant de sa compréhension de l'herméneutique du récit de Paul Ricœur (mimesis 1: préfiguration du monde, mimesis 2: configuration du monde préconfiguré, mimesis 3

re-figuration du monde configuré), Patrick Charaudeau définit le mécanisme de construction du sens de discours comme *«résultant d'un double processus de transformation et de transaction. Du rapport dialectique qui s'instaure entre les deux processus, il ressort que «le monde à commenter » n'est jamais transmis tel quel à l'instance de la réception. Il passe par le travail de construction de sens d'un sujet d'énonciation qui le constitue en «monde commenté », à l'adresse d'un autre dont il postule à la fois l'identité et la différence. L'événement se trouve dans ce «monde à commenter » comme surgissant d'une phénoménalité qui s'impose au sujet, dans un État brut, d'avant saisie perspective et interprÉtative de celui-ci. Dès lors l'événement n'est jamais transmis à l'instance de la réception dans son État brut; pour sa signification il dépend du regard qui est posé sur lui, regard d'un sujet qui l'intègre dans un système de pensée et ce faisant le rend intelligible* » (Charaudeau, 1997: 79). En d'autres termes, la construction du sens d'un événement est constituée d'un double regard «*le regard du sujet produisant l'acte de langage qui transforme l'événement brut en événement signifiant* [et] *le regard du sujet interprétant qui restructure l'événement précédemment signifié »* (ibid: 79). Autrement dit, le *complexe événementiel* (Lamizet, 2006: 19) pour représenter des faits sociaux, s'articule autour de trois pôles: «*Penser le fait social en termes de signification, c'est l'articuler en trois pôles: un* référent*, qui constitue la réalité de sa survenue dans l'histoire,* une forme signifiante*, qui nous permet de le dire, de le raconter, de nous en souvenir et de le représenter, un* signifié*, qui le rend interprétable et le renvoie à un système de représentation et de culture ».* Penser en termes de sémiotique le conflit israélo-palestinien, c'est le penser en trois instances. La première (**référent),** ce sont les actions et les faits, les événements qui se produisent dans un cadre spatio-temporel précis. Dans l'espace, il s'agit des événements ayant lieu en Israël et dans les territoires palestiniens occupés. Dans le temps, nous avons choisi **d'analyser les événements de 2006**. Quant à la deuxième instance, la **forme signifiante**, il s'agit de l'information médiatique qui donne du sens aux événements et les inscrit dans la mémoire collective. Enfin, la troisième instance, **le signifié,** qui réside dans l'ensemble des représentations historiques et le discours tenus par les différents acteurs (Israéliens, Palestiniens, ONG, communauté internationale, etc.). Cela nous permet comprendre le conflit israélo-arabe dans son contexte historique. Un contexte qui n'est pas suffisamment expliqué par les médias, comme l'explique Philo et Berry (2004: 245). Selon les auteurs, les actions des Palestiniens, surtout violentes, sont souvent présentées sans contexte «*et par conséquent, ils peuvent être*

représentés comme les 'initiateurs' du problème » (ibid). En même temps, quand il s'agit d'une violence israélienne «*les médias donnent des explications qui pourraient légitimer ce qu'ils* [les Israéliens] *font* » (ibid).

L'événement signifiant brut, qui se produit indépendamment de sa signification et le regard porté sur lui, devient, avec sa mise en intrigue, un événement signifié. Dans le cadre du conflit israélo-arabe, le sens donné aux événements devient un enjeu du conflit. Un sens qui fait, lui aussi, l'objet de controverse et de convoitise de toute part. Mais aussi un sens fragile, car les risques de malformation, de déformation ou d'altération, ou de déviation de sens sont fort présents en temps de conflit.

L'analyse de la couverture médiatique du conflit israélo-arabe est d'autant plus importante, car «*la guerre n'est pas analysée comme n'importe quel événement, elle fait l'objet, dans les médias, d'une représentation particulière fondée sur trois éléments majeurs. Le premier est la restructuration de l'espace, la guerre refonde les frontières, en déplaçant les limites en en configurant de façon nouvelle les situations et les positions des adversaires: la signification de la guerre de Palestine est bien la reconfiguration du territoire israélien et la fondation du territoire palestinien. Le deuxième élément majeur constitutif de la guerre est l'inscription dans un temps d'une succession d'événements: la guerre est comme une longue séquence d'événements discontinus et successifs, dont la signification globale est donnée par son évolution. En structurant les alliances de solidarités particulières, la guerre, enfin, reconfigure le paysage politique dans lequel elle s'inscrit »* (Lamizet, 2006: 237).

La représentation médiatique de la guerre, implique le traitement de la violence, de la mort, de la destruction mais aussi de la politique. Cette représentation, poursuit l'auteur, «*nous émeut en montrant la violence à laquelle nous expose notre sociabilité même* » (p. 240). Mais *«la suspension des médiations devient ici, dramatiquement routinière: comme* nous *avons pris l'habitude de suivre, dans nos médias, l'évolution des guerres et leur cortège de souffrances, nous avons fini par intégrer ces souffrances, ces blessures, ces morts, à notre* contigo *de l'événement. L'information de l'événement guerrier, rendue quotidienne par les médias, finit par produire une sorte d'*anesthésie symbolique *devant la représentation d'un tel événement »* (p. 241). Cette anesthésie symbolique risque de causer une perte de sympathie ou d'empathie pour les victimes, surtout civiles. La lassitude du public

entraîne aussi la lassitude des médias.

Les médias sont donc des médiateurs entre l'événement et le public. La perception que ce dernier a de l'événement est partiellement construite par la couverture médiatique. Je dis partiellement, car certains membres du public peuvent avoir une expérience vécue personnellement, et ont recours à d'autres sources d'information, autres que les médias, comme les proches ou les amis ou encore des blogs sur internet. Dans ce sens, «*la presse écrite (mais aussi la radio et la télévision) aurait, de prime abord, comme fonction sociale principale d'informer ses usagers à propos d'événements présents, c'est-à-dire qui viennent de se produire dans un passé très proche, selon la logique de flux continu* », note Marc Lits (Lits, 2008: 119) Les journalistes qui rapportent un événement le configurent en lui donnant une consistance et une perspective. Les choix narratifs sont «r*eliés à des orientations idéologiques* » (ibid 149), celles de la rédaction et celles des journalistes sur place en temps de conflit.

Pour qu'un récit de guerre fonctionne, c'est le cas du récit médiatique de la Guerre du Golfe en 1991, Marc Lits (2008: 149) explique que celui-ci doit identifier les acteurs (les personnages) ainsi que leurs rôles, et respecter les trois unités de temps, de lieu et d'action. On parle du récit réussi dans la forme, car il donne au public la capacité de comprendre que le conflit implique deux parties opposées et distinctes et facilement identifiables.

En temps de conflit, la représentation médiatique des événements, des protagonistes, de leurs actions ou leurs souffrances, devient décisive car elle peut façonner l'opinion publique ainsi que l'agenda et le débat le concernant dans l'espace public. Autrement dit, la perspective que donne la couverture médiatique du conflit israélo-arabe peut influencer les opinions. La manière dont les opinions sont façonnées est incontestablement d'une grande importance pour les protagonistes. Elle devient en elle-même un enjeu du conflit. C'est pour cette raison que les Israéliens et les Palestiniens, ainsi que les groupes de solidarité avec l'un ou l'autre camp placent la couverture médiatique sous haute surveillance. Accusant ainsi les médias, chaque groupe a sa manière, d'être en faveur du camp adverse. Car au-delà du sens spécifique que l'on donne à un événement, la construction de l'information est influencée par un système de valeurs désignant les acteurs légitimes et définissant le statut des protagonistes (Philo & Berry, 2004: 95). Influencer les journalistes en temps de guerre

fait partie des stratégies de propagande que développent les acteurs militaires, surtout ceux qui causent la mort de victimes innocentes. (Richardson, 2006) Si d'un côté, les Israéliens disposent d'une armée régulière, qui a le monopole de l'usage de la force, de l'autre côté, la décision de faire usage de la force armée n'appartient pas aux gouvernements palestiniens et libanais mais à des groupes armés comme le Hezbollah et le Hamas. La violence qui se propage dans la région, ne peut être comprise sans ce contexte.

Les médias sont sous influence et sous pression ce qui rend leur travail davantage plus difficile que dans les autres conflits. S'agissant de pression exercée sur les journalistes, du côté israélien, nous l'avons vu (chapitres 2 et 5), les efforts de relations publiques du gouvernement dans le cadre de la *Hasbara*, ainsi que le soutien des lobbies pro-israéliens sont beaucoup plus importants et mieux organisés que les efforts palestiniens. Le programme Hasbara, rappelons-le, est l'effort de la diplomatie publique israélienne, qui vise à «expliquer » la position d'Israël. Une stratégie de relations publiques visant à donner une image positive d'Israël et une couverture qui lui est favorable. Une méthode dénoncée par Noam Chomsky, qui la décrit comme un effort de «propagande » visant à «désinformer » les opinions. Selon le philosophe américain, la *hasbara* «*désigne la propagande israélienne, exprimant la thèse que la position d'Israël est toujours juste quelle que soit la question considérée, et qu'il est seulement nécessaire de l'expliquer* » (Chomsky, 2002: 182; 1999: 210)

Pour le gouvernement israélien, gagner les opinions c'est aussi gagner la guerre. Si chacun des camps a toujours tendance à vouloir affirmer qu'il est dans son droit et qu'il réagit à la violence de l'autre, comment persuader les opinions? Le travail de relations publiques va de pair avec l'effort de la guerre. Et comme Alon Pinkas (consul d'Israël à New York entre 2000 et 2004) le précise; gagner la guerre c'est aussi conduire une campagne réussie de relations publiques. Effectivement, «Israël met en œuvre avec succès une campagne mondiale de relations publiques pour empêcher un soutien international massif à la position palestinienne » (Alexander, 2002: 258). Pour combattre les groupes armés palestiniens et le Hezbollah, Israël utilise deux sortes d'armes, l'une militaire et l'autre médiatique. Israël semble maîtriser la guerre de l'image, c'est une observation faite par de nombreux auteurs. Eric Louw affirme que l'État d'Israël «*a réussi à garder le soutien de ses propres médias et une grande partie*

des médias occidentaux pour ses actions » (LOUW, 2010: 175). Les efforts de relations publiques comme stratégie de communication politique paient donc, mais au prix d'une rupture du contrat narratif entre les médias et les publics. Les médias qui jouent le rôle de médiateurs entre le public et les événements du monde, échouent souvent à l'informer en déformant la réalité. De nombreuses analyses ont mis au jour ce constat en dévoilant comment les médias ont été manipulés par les grandes puissances et ensuite transmis des informations défendant les intérêts des plus forts (MacDonald, 2007, Steuter & Wills, 2008, Chomsky, 2002, Schechter, 2004).

Dans ce contexte, et sous l'égide du gouvernement israélien, une table ronde réunissant des journalistes israéliens et français, a été organisée à Paris en 2005 pour renforcer le dialogue entre les deux pays, mais surtout pour mettre les journalistes français sur le banc des accusés. Parmi les trois thèmes de la table ronde, figure en première place le traitement médiatique français du conflit israélo-palestinien et de l'antisémitisme. Lier l'antisémitisme au conflit israélo-arabe est une méthode redoutable de pression et de chantage à l'antisémitisme. Critiquer la politique israélienne devient pour les défenseurs d'Israël de l'antisémitisme (Boniface, 2003). Nous développons en détails ce point dans le chapitre 5. Cet échange est publié dans un livre intitulé: *France-Israël, les médias en question (*KHAYAT & SPIRE, 2005*).*

Les médias occidentaux sont aussi l'objet de critiques virulentes de la part d'autres chercheurs israéliens ou pro-israéliens. C'est le cas notamment de Jérôme Bourdon, professeur de communication à l'université de Tel-Aviv qui accuse les médias occidentaux d'être pro-palestiniens depuis la guerre de 1967. Son ouvrage intitulé «*Le récit impossible: Le conflit israélo-palestinien et les médias* » représente un exemple d'analyse partisane, au niveau d'erreurs historiques et au niveau de l'analyse. Au niveau historique, l'auteur affirme que «la guerre de 1967 a transformé les Arabes de Palestine en Palestiniens » (Bourdon, 2009, 173).

La guerre cause des victimes, surtout civiles, ou justifier la violence en pointant du doigt la responsabilité de l'adversaire est une stratégie israélienne récurrente (GAVRIELY-NURI, 2008: 5-20).

La perception du conflit israélo-arabe n'est pas sans effet sur les attitudes qu'ont les peuples, les organisations et les gouvernements vis-à-vis du conflit et de ses

protagonistes. Katheleen Christison, affirme que le regard porté sur ce conflit aux États-Unis a favorisé et légitimé le droit des Israéliens à avoir un ÉTAT, alors que ce droit a été ignoré pour les habitants indigènes de la Palestine, les Palestiniens (Christison, 1999). Les êtres humains agissent en fonction des images qu'ils ont dans la tête. En d'autres termes, comme le précise Walter Lippman, la perception qu'on a du monde qui nous entoure agit sur nos comportements et nos attitudes: *«because an important part of human behavior is reaction to the pictures in their heads».*

Ici nous argumentons que les pressions exercées sur les journalistes qui couvrent le conflit israélo-arabe, qu'elles viennent de deux camps ou des lobbies, la ligne éditoriale des différents médias et l'appartenance communautaire ou idéologique, façonnent d'une manière ou d'une autre la représentation médiatique du conflit. Cela nous conduit à introduire la notion de biais médiatique.

8.4 Précisions méthodologiques

Comment comprendre la couverture médiatique des événements violents et politiques de conflit israélo-palestinien? Quelle est la méthode appropriée pour réaliser cette tâche tout en gardant à l'esprit que cette étude s'inscrit dans le cadre théorique de l'analyse critique du discours? C'est-à-dire que cette analyse doit pouvoir montrer si les médias (re) produisent les inégalités sociales entre groupes dominants et groupes dominés? En même temps, l'analyse doit également s'inscrire dans la logique de notre méthodologie qui s'appuie sur le croisement de deux méthodes: quantitative et qualitative telle que nous les décrivons dans le chapitre 4.

Pour réaliser cette partie de l'analyse, nous avons besoin de mobiliser les outils adéquats. Ce qui importe ici, c'est de comprendre comment les journaux donnent un sens aux événements en question, comment construisent-ils l'action et comment désignent-ils les acteurs? Et comme Patrick Charaudeau le précise, «*les médias ne transmettent pas ce qui se passe dans la réalité sociale, ils imposent ce qu'ils construisent de l'espace public* » (Charaudeau, 2005:12) Le sens donné par les médias aux événements n'est pas forcément toujours fidèle à la réalité. La mise en discours impose aux médias, pour des contraintes techniques telles que la limite de l'espace ou du temps, une sélection d'événements particuliers parmi ceux qui constituent la réalité sociale. Lesquels événements ne peuvent être saisis entièrement dans la couverture

médiatique, et donc sont rapportés d'un angle ou d'une perspective particulière. Pour cette raison, nous déployons des concepts méthodologiques particuliers pour rendre compte du traitement de la violence et de la politique dans le cadre du conflit israélo-palestinien. Nous tentons de comprendre comment l'événement est construit selon deux axes: le premier concerne la mise en perspective de l'événement lui-même, le second concerne sa mise en contexte immédiat ou historique. Chacun de ces deux critères analytiques nous amène à poser un certain nombre de questions en forme de variables, auxquelles notre corpus est soumis afin d'en tirer des éléments de réponse. Comme nous avons deux types d'événements (violence et politique), nous avons besoin de deux cadres d'analyse, l'un pour l'analyse de la violence, l'autre pour l'analyse de la politique.

8.4.1 Catégories de l'analyse de la violence dans la presse

La violence implique une action, laquelle implique l'existence d'un agent (quelqu'un ou quelque chose) qui agit sur quelqu'un ou quelque chose. En d'autres termes, «*toute construction diégétique expose deux types de faits réels ou imaginaires: des événements et des actions. Si, dans les deux cas, quelque chose et/ou quelqu'un est modifié, transformé, l'action se caractérise par la présence d'un agent- acteur humain ou anthropomorphe- qui provoque un changement (ou tente de l'empêcher), tandis que l'événement advient sous l'effet de causes, sans intervention intentionnelle d'un agent* » (Charaudeau & Mainguneau, 2002: 26).

Le traitement de la violence israélo-palestinienne est étudié ici selon deux axes. **Premier axe: la mise en perspective d'un événement dans le traitement journalistique**, nous voulons savoir de quel angle un événement est traité? En d'autres mots, quels en sont les aspects mis en avant-plan et ceux mis en arrière-plan? Comment l'action violente est-elle structurée, en termes de *causalité*, de *motivation* et de *transitivité*? En ce qui concerne les événements violents, nous étudions la *transitivité* et la *métonymie* el l'*euphémisme* comme choix discursifs utilisés par les journalistes afin de rendre compte de la violence. Dans cette partie de l'analyse, nous étudions également l'accès des protagonistes dans la couverture médiatique, par une étude détaillée des sources citées.

Le deuxième axe de l'analyse concerne la mise en contexte (immédiat ou

historique). Le contexte immédiat, peut être par exemple l'explication donnée pour justifier l'action (pourquoi Israël ou les Palestiniens lancent une attaque? Israël riposte à une récente attaque palestinienne ou les Palestiniens ripostent à une attaque israélienne récente? Le contexte historique serait un événement lointain en relation avec l'événement qui fait l'objet du traitement, comme par exemple l'arrestation du leader palestinien Ahmad Saadat le 14 mars 2006 par l'armée israélienne, où le contexte non-immédiat présenté par la presse est l'assassinat du ministre israélien Zeevi le 17 octobre 2001. Mais le contexte de l'assassinat du ministre israélien par le FPLP en riposte à l'assassinat de son secrétaire général Abou Ali Mustafa est absent dans la couverture.

Très concrètement, la procédure de l'analyse consiste à effectuer les étapes suivantes:

1. Identifier les articles qui traitent de l'événement, ces textes sont ensuite encodés dans le logiciel Max Qda.

2. Identifier les sources citées et les propos qu'ils énoncent

Les journalistes ne peuvent pas inventer l'événement, ils doivent se référer aux sources. Or, les médias ont tendance à se fier d'abord aux sources officielles ou bureaucratiques, et de ce fait «l'accès aux médias devient en soi un enjeu de pouvoir» (Richardson in Richardson & Poole, 2006: 103). L'étude des sources dans le discours médiatique est un des éléments clés de l'analyse du discours (Poole, Richardson, Philo).

Les sources peuvent être officielles, populaires ou alternatives.

Les sources officieles sont les gouvernements ou les institutions publiques, leurs représentants.

Les propos des sources: commentent l'événement, énoncent les causes, les motifs et les conséquences de l'action.

3. Dans le discours journalistique, identifier les métonymies, phrases transitives et intransitive

4. Photos utilisées: représentation humanisée ou déshumanisée? Une

représentation humanisée implique que l'agent humain de l'action et ses victimes sont représentés dans l'image. Une représentation déshumanisée implique que l'agent humain n'est pas présent dans l'image mais substitué par l'outil de son action (les chars substitués aux soldats par exemple), et que les victimes ne sont pas présentes dans l'image; leurs lieu de vie (habitat, ville) les remplacent.

Dans l'analyse du traitement de la politique, l'objectif est de comprendre le contexte dans lequel sont traitées les élections palestiniennes du 25 janvier et les élections israéliennes du 28 mars 2006. Nous comparons la couverture des deux événements et nous mesurerons la fréquence de la couverture de chaque événement

8.4.2 Représentation et construction idéologique des événements

Le processus de sélection des sujets à paraître dans un journal est complexe. Les limites de temps et d'espace font qu'un journal ne peut pas inclure tous les événements du monde d'une façon exhaustive. Malgré les nombreuses contraintes et les multiples pressions auxquelles les journalistes doivent faire face, ils ont le devoir d'informer et de rapporter des faits. Michel Rocard parle de «contraintes inévitables qui pèsent sur le système médiatique » (Rocard, 1987: 154). Parmi ces contraintes, la transparence qui concerne la clarté de l'information et l'instantanéité. Avec les avancées technologiques les médias doivent apporter des nouvelles presque en temps réel. Les rédactions doivent sélectionner des informations et parfois certains éléments ne sont pas vérifiés. Ceci dit, lorsqu'un journaliste rapporte une histoire, il a l'obligation éthique et professionnelle de garder une distance entre lui et les événements et les acteurs qu'il couvre (Philo & Berry, 2004: 105). (Streissguth, 2007:81). En temps de conflits, les biais s'invitent à la couverture médiatique (Streissguth, 2007: 81)

Transformer l'événement en récit médiatique implique une sélection, les médias filtrent l'information à travers un point de vue (Chareaudeau, 2005). La représentation médiatique du monde social passe forcément à travers un «*point de vue idéologique* » (Flower ,1991: 66). Dans le contexte de conflit israélo-arabe, chaque camp accuse les médias de biais contre lui et en faveur du camp adverse. C'est une contrainte que les journalistes affrontent quotidiennement. Il arrive parfois qu'un journaliste soit accusé de parti-pris des deux camps à la fois pour le même article (PHILO & BERRY, 2004: 258).

Dans la représentation de conflits armés, les médias ont tendance à simplifier les questions de la vie réelle et stéréotyper les acteurs impliqués. Par conséquent, un processus lent de conflit, impliquant un nombre d'acteurs différents, est typiquement représenté comme une série d'éruptions de violence entre deux parties (LIEBES, 1997: 91).

L'attention de ce chapitre se concentre sur la couverture des événements marquants qu'ils soient politiques ou violents. Ainsi, nous analysons la couverture de plusieurs événements qui ont eu lieu en 2006. Il s'agit concrètement d'événements violents où des victimes sont à déplorer, et nous choisissons de comparer la couverture de l'arrestation de ministres et de députés palestiniens avec l'enlèvement d'un soldat israélien, et d'événement politiques tels que la tenue des élections. Nous constatons que plus les événements sont spectaculaires plus leurs chances d'intéresser les journalistes sont grandes. Le danger dans ce genre de situation réside dans le fait que les parties impliquées dans un conflit, et surtout les acteurs impliqués dans la mort de civils, peuvent manipuler les journalistes et ainsi influencer la couverture médiatique des événements. L'autre danger de la concentration de la couverture sur la violence, dans un conflit prolongé, est la répétition et l'omission. Répétition, car malheureusement il y a perpétuellement des victimes, des destructions matérielles, ce qui rends le sujet difficile à traiter. C'est pour cette raison que je parle d'omission. Dans des nombreux cas, la presse choisit volontairement d'omettre des nouvelles de la violence. Mais ce que nous constatons ici, c'est qu'aucune violence visant des Israéliens n'est absente du traitement. Alors qu'en même temps de nombreux événements tragiques où des Palestiniens sont tués par l'armée israélienne sont totalement absents de la couverture médiatique. Ce constat n'est pas une opinion personnelle, il est le résultat de l'analyse de la couverture médiatique des neuf quotidiens européens. Une analyse que nous exposons ici en trois chapitres.

Les risques dans un conflit armé opposant une force d'occupation à une population civile sont grands pour cette dernière si la presse se fait manipuler. Les analyses critiques de l'information médiatique démontrent par ailleurs que les médias et surtout la presse écrite constituent un champ de bataille (Grevisse, (2008) complémentaire et parallèle au champ de bataille militaire. Certains analystes des médias dénoncent le fait que les grands médias soient un outil de «production ou de reproduction des inégalités sociales et d'une mauvaise représentation (mis-representation) de la réalité » (Richardson, 2004; van Dijk, 1998; Poole, 2002; Said, 2007). Le traitement de la guerre, expliquent Stuart Allan et Barbie Zelizer, est généralement partiel. Les médias couvrent la guerre du point de vue du pays où ils se trouvent (les correspondants) et celui où leur pays d'origine, reflétant le point de vue du gouvernement et de sa politique étrangère (Allan, Zelizer, 2004: 29)

Le conflit israélo-arabe est rapporté, pour les neuf quotidiens européens que nous analysons ici, par des correspondants qui habitent en Israël et se rendent rarement dans les territoires occupés (Hess, 1996: 192, Philo, 2004). L'identité ou l'appartenance religieuse des journalistes ont-elles un effet sur la manière de couvrir le conflit israélo-arabe? C'est une question légitime, mais que nous ne nous préoccupons pas d'analyser ici. Cependant, la question «irrite » certains correspondants de confession juive. Par exemple, Danièle Kriegel (correspondante de la RTBF à Jérusalem), «s'insurge contre ce compartimentage » et affirme que «répertorier les journalistes juifs ou arabes? Rien de plus dangereux ! Les individus ne réagissent pas seulement en fonction de leurs racines. Le seul et véritable enjeu, c'est de bien faire son métier» (Les journalistes entre deux feux, Le Vif l'Express, 16 janvier 2009). Le professeur de géopolitique à l'UCL, Bichara Khader, cité dans le même article, affirme que «Beaucoup de journalistes juifs écrivent des analyses bien plus justes sur la Palestine que des non-juifs ».

Dans les pages suivantes, notre analyse mettra en lumière la logique et les mécanismes de la couverture médiatique de ces événements. Nous pensons que ces événements font l'objet d'un intérêt journalistique intensif (les guerres, ou les mauvaises informations, «bad news », constituent d'ailleurs un élément important de sélection de l'information par les médias) (Richardson, 2007: 92). La dimension négative d'un événement (Bad News) constitue un des critères de sélection de l'information (Grevisse, 2008: 50-52). Mais faut-il poser la question suivante: est-ce

que la chance d'un événement d'être sélectionné et traité par les médias croît ou diminue selon son intensité ou son ampleur?

L'objectif de ce chapitre est d'introduire nos résultats par la description de la couverture de ces événements. Le lecteur doit être averti qu'il ne s'agit pas ici de présenter des données quantifiées. Dans les deux chapitres qui suivent, nous présenterons des données quantitatives et qualitatives selon la grille d'analyse que nous proposons dans le cinquième chapitre.

La représentation idéologique se caractérise par le manque de contexte, l'omission des faits importants, le cadrage des acteurs, de leurs actions, des événements, des lieux etc.

Analyser des événements spécifiques permet de savoir si l'analyse de ces événements se situe au niveau macro récit. Il s'agit de comprendre le discours médiatique de l'histoire globale (conflit israélo-arabe) à travers l'étude d'événements factuels. Plusieurs analyses critiques du discours médiatique ont eu pour objet des événements communicatifs «*communicative events* ». L'analyse de situations discursives, en l'occurrence médiatisée nous impose de rendre compte de l'action, des acteurs, et du discours les concernant (CDA, *communicative events*) C'est pour cette raison que ce chapitre s'emploie à présenter les événements en question, le côté actions-acteurs, et le côté discours médiatique.

À présent, nous exposons l'analyse de la couverture des événements sur deux niveaux: le premier concerne le traitement de la violence et le deuxième se focalise sur le traitement de la politique. Nous sommes conscients que dans le cadre du conflit israélo-arabe, politique et violence sont quasi inséparables. Comme on le voit dans le tableau 8.4-2, ces événements font l'objet d'un traitement médiatique intense. En dehors de la guerre israélo-libanaise, les neuf quotidiens ont publié 707 articles sur les douze événements restants. Pendant la guerre israéolo-libanaise, la couverture était encore plus intense.

Tableau 8.4-1 Nombre d'articles consacrés à chaque événement dans les neuf journaux													
Quotidiens	e1	e2	e3	e4	e5	e6	e7	e8	e9	e10	e11	12	e13
Le Soir	3	2	2	1	2	1	3	256	3	1	17	34	e13
La Libre Belgique	3	2	1	2	3	1	2	196	2	1	18	47	16
Le Monde	5	3	3	3	2	1	6	-	1	3	8	15	32
Libération	11	0	2	1	2	2	1	178	1	1	11	34	19
Le Figaro	5	2	2	3	3	2	6	-	2	1	22	17	27
The Guardian	3	2	0	2	3	2	3	-	3	1	8	24	34
The Daily Telegraph	4	3	2	1	1	2	2	-	2	0	13	31	18
The Independent	4	2	1	3	2	2	1	-	1	1	10	28	9
The Times	4	4	0	1	0	1	1	-	1	0	9	10	11
Total	42	20	13	17	18	14	25	-	16	9	116	240	177

8.5 La transitivité et la construction de l'action

S'ajoute à ces trois éléments, l'usage des verbes intransitifs. La transitivité est une notion linguistique exploitée tant par la CDA tant que par la linguistique critique. La transitivité est à la base de la représentation des acteurs car elle organise la relation entre les participants et les rôles qui leurs sont attribués dans un processus donné (ici l'événement) (Richardson, 2007: 243). La transitivité nous indique qui (ou quoi) fait quoi à qui (ou quoi) (Simpson, 1993: 88, in Richardson, 2006: 243). La transitivité est un phénomène complexe qui contient des éléments sémantiques (sens) ou syntaxiques (mots). En anglais un verbe est défini comme sémantiquement transitif, par l'existence d'un agent (produisant une action), d'un effet sur un sujet (cette action affecte quelqu'un ou quelque chose) et cette action produit un changement réel. Et sur le plan syntaxique, tous les verbes nécessitant un *objet* direct sont par définition transitifs (Givón, 2001: 109). En français c'est aussi le cas (Rowlett, 2007).

Un verbe transitif est un verbe accompagné d'un complément d'objet direct ou indirect. Par exemple, le verbe tuer est un verbe transitif et son emploi dans une phrase nécessite un complément d'objet. Il est important de souligner le fait que certains verbes sont passifs en français et actifs en anglais, transitifs en français et intransitifs en anglais. L'inverse est vrai également. En outre certains verbes peuvent être transitifs et intransitifs à la fois dans les deux langues (MAZET, 2008: 1-2). Ainsi, dans le cadre de

la linguistique critique, l'usage des verbes transitifs ou intransitifs permet de comprendre dans quelle perspective une action est représentée. L'exemple suivant illustre comment deux quotidiens représentent la même action (l'armée israélienne tue 9 militants turcs à bord de la flotille humanitaire pour Gaza le 31 mai 2010) :

Usage du verbe transitif (to kill) The Guardian du 31 mai 2010: *Israeli commandos kill activists on flotilla bound for Gaza.*

Usage du verbe intransitif (to die) The Telegraph du 31 mai 2010: *At least 16 dead as Israeli troops storm Gaza aid flotilla.*

Les deux quotidiens rendent compte du même événement mais selon deux angles différents.

La question de perspective se pose ici dans le choix des verbes transitif ou intransitif, la construction passive ou active. Dire » le chat a mangé la souris » n'a pas le même sens que «la souris a été mangée par le chat ». Dans la première phrase, la construction est active et dans la deuxième elle est passive. De même dans le discours médiatique, dire «Saadat est arrêté par l'armée israélienne » n'a pas le même sens que «l'armée israélienne arrête Saadat ».

L'analyse de la transitivité permet de «découvrir comment certaines significations sont mises en avant-plan, alors que d'autres sont supprimées ou masquées» (Simpson, 1993: 96).

Pour annoncer l'arrestation de Saadat, la presse européenne a choisi une construction passive et intransitive. Parallèlement, la violence palestinienne (prises d'otages – attaque contre le British Council) a été rapportée d'une manière active et transitive. En outre, dans certaines unes, l'agent israélien n'est pas désigné directement. La une de The Independent représente un exemple. La une de ce journal (15 mars 2006) annonce le siège de Jéricho (Siege of Jericho) et illustre la nouvelle avec une photo d'un bulldozer militaire israélien. Mais Israël n'est mentionné que dans la légende de la dernière photo (dans le bas de la page, à droite) où le «siège se termine par la reddition de Saadat ». Alors que les autres photos montrent les prises d'otages occidentaux par des Palestiniens armés ou des Palestiniens attaquant le centre culturel britannique.

8.6 Le traitement de la violence

Dans ce chapitre, l'analyse se concentre sur la violence exercée par les protagonistes du conflit israélo-arabe contre des personnes. Deux thèmes sont traités, la violence qui cause des morts, et celle qui cause des arrestations ou des enlèvements. Mais avant de commencer l'analyse, deux faits. Premièrement, Israël est un État «démocratique » où seule l'armée bénéficie du droit d'usage de la force pour le défendre. Cette armée ne fait pas que défendre Israël, elle est aussi une force d'occupation puisqu'Israël occupe toujours des terres arabes selon le droit international. Et dans la sphère médiatique, lorsque cette armée d'occupation met les Palestiniens ou les Libanais à l'épreuve de sa force, elle devient «prédatrice », pour reprendre ainsi l'expression de Reporters sans frontières, non seulement pour ses ennemis, mais aussi pour la presse. Les pratiques de censure et de propagande ne visent pas seulement les journalistes étrangers, mais également leurs collègues israéliens et palestiniens. Contrairement à l'armée israélienne, les forces qui lui sont opposées ne font pas partie d'une armée régulière qui répondrait aux ordres d'un chef suprême ou d'un gouvernement. Ce sont de groupes armés de résistance, tels que le bras armé du Hamas, les brigades d'Ezzedine Al Qassam, les brigades des Martyrs d'Al Aqsa (bras armé du Fatah), les brigades d'Al Quds (bras armé du Djihad islamique) et bien d'autres groupes palestiniens. Ces groupes armés, qui sont tous nés après l'occupation israélienne, sont considérés comme terroristes par les États-Unis et l'Union européenne. Mais ces groupes affirment résister à l'occupation, un droit garanti par le droit international.

8.6.1 Le cliché de la violence israélo-arabe dans la presse européenne

Le cliché qui simplifie la violence dans le conflit israélo-arabe peut se résumer ainsi:

La violence armée de l'occupation israélienne est représentée comme «**légitime** » car Israël est une démocratie où l'armée est mandatée pour faire usage de la force. Elle ne fait que son devoir de défendre son pays et **riposte** aux groupes «terroristes ». De l'autre côté, le caractère démocratique du Liban et de la Palestine, est soit absent soit atténué dans la couverture médiatique. Donc les groupes armés libanais

et palestiniens ne sont pas considérés comme «légitimes », puisqu'ils ne sont pas mandatés par les gouvernements, pour deux simples raisons: la première est l'absence ou la mise en arrière-plan (backgrounding) du caractère démocratique de leurs pays, la deuxième est la mise en avant (foregrounding) de leur caractère «terroriste » car la presse ne manque pas de rappeler que ces groupes sont classés par l'UE et les USA dans la liste noire de groupes terroristes. Le Hezbollah est sur la liste noire des USA mais pas celle de l'UE. De plus, la presse ne rappelle pas que le droit international garantit le droit aux peuples occupés de résister à l'occupant. La dimension même de l'occupation israélienne est atténuée ou absente de la couverture. En outre, nous le verrons dans les chapitres 8 et 9, les Palestiniens sont traités dans le cadre de *leurs* violences même dans la période d'élections démocratique en janvier 2006.

Ce cliché domine le discours médiatique et joue un rôle dans la (dé) légitimation ou la (dé) victimisation de l'un ou l'autre camp. Combiné à la (dé) contextualisation des événements, le cliché fonctionne en faveur d'Israël et rend le conflit incompréhensible. (van Dijk, 2008, 2009).Tandis que la violence palestinienne est visible, la résistance pacifique à l'occupation israélienne reste invisible.

8.6.2 La violence spectacle

L'observation et l'analyse attentives du traitement médiatique du conflit israélo-arabe nous donnent la légitime possibilité de questionner l'influence du côté **spectaculaire** des événements sur la manière dont ceux-ci sont traités. Suivant cette intuition, nous adhérons à l'idée selon laquelle plus un événement est spectaculaire, plus il a des chances d'être traité par les médias. Certains auteurs ont tendance à dire qu'un événement non traité par les médias de masse n'existerait pas.

«Ce qui définit l'événement dans sa modernité, c'est qu'il n'existerait que par les mass media: dans nos sociétés contemporaines, c'est par eux et par eux seuls que l'événement nous frappe, et ne peut pas nous éviter» (Bensa et Fassin, 2002: 3). La médiatisation ne se contenterait pas de relayer l'événement. Pour Pierre Nora, elle le constitue: «presse, radio, images n'agissent pas seulement comme des moyens dont les événements seraient relativement indépendants, mais comme la condition même de leur existence. La publicité façonne leur propre production. Des événements capitaux peuvent avoir lieu sans qu'on en parle », concède l'historien. Mais «le fait qu'ils aient

eu lieu ne les rend qu'historiques. Pour qu'il y ait événement, il faut qu'il soit connu ». Aussi l'événement existerait-il uniquement dans ce rapport au temps qui accompagne la médiatisation – celui de la modernité. » (Bensa et Fassin, 2002: 3). À ce niveau, nous avons observé que l'arrestation du leader du FPLP, Ahmad Saadat, par l'armée israélienne peut être qualifiée de spectaculaire (car l'armée israélienne l'a arrêté en plein jour utilisant des chars contre la prison palestinienne de Jéricho). Dandis que celle du président du Conseil législatif palestinien, Aziz Doweik, le 5 aout 2006 ne l'est pas (il a été arrêté au milieu de la nuit). Est-ce qu'il s'agit d'une orchestration volontaire de l'événement de la part de l'armée israélienne pour influencer la couverture médiatique? Il faudrait l'avis des journalistes qui ont traité les deux événements pour tenter d'y répondre.

Le traitement de la violence impliquant les protagonistes du conflit israélo-arabe est caractérisé par son asymétrie sur le plan qualificatif et sur le plan quantitatif. Nous notons ici que la presse n'a pas rapporté la totalité des événements où l'armée israélienne a tué des Palestiniens. En même temps, et dans tous les cas et tous les journaux analysés, les attaques palestiniennes qui ont fait des victimes israéliennes sont rapportés en première page.

La construction médiatique de la violence israélo-arabe témoigne d'une asymétrie et d'une disparité dans la forme et dans le fond, quantitativement et qualitativement.

8.6.3 La couverture médiatique de la mort

L'histoire du conflit israélo-arabe est écrite par le feu et le sang. Le nombre de morts fait l'objet de controverses entre les parties. Les Palestiniens détaillent les chiffres en deux catégories: les morts causés par la violence de l'armée israélienne directement, et ils y ajoutent le nombre des morts indirects (refus de l'armée israélienne de l'accès aux hôpitaux ou à cause du blocus). Les Israéliens, quant à eux, incluent les combattants palestiniens tués dans les attentats tués en Israël dans leurs statistiques. En outre, Israël conteste plusieurs incidents causant la mort de Palestiniens. Les données varient également entre les chiffres officiels (l'État) et non officiel (ONG, Centres d'études). Pour ces raisons, nous retenons ici les chiffres publiés par B'Tselem (le Centre israélien d'information pour les droits de l'homme dans les territoires palestiniens occupés). Une

source crédible et citée dans les rapports d'Ocha-oPt (*Office for the Coordination of Humanitarian Affairs in occupied Palestinian territory*, un organisme de l'ONU). Ocha-oPt observe de près l'évolution du conflit, la violation des droits de l'homme et l'expansion des colonies juives, des barrages militaires et bien d'autres domaines.

Tableau 8.6-1: Nombre de Palestiniens et d'Israéliens tués entre le 29 septembre 2000 et le 31 mai 2010 dans les territories palestiniens occupés et en Israël (source: B'Tselem)

Qui tue qui?	**Territoires palestiniens occupés**	**Israël**
Palestiniens tués par les forces armées israéliennes	6266	69
Palestiniens tués par les colons (tPo) et les civils israéliens	47	2
Colons et civils israéliens tués par des groupes armés ou par des individus palestiniens	241	496
Militaires israéliens tués par des groupes armés ou par des individus palestiniens	252	90
Citoyens étrangers tués par des Palestiniens	17	38
Citoyens étrangers tués par des l'armée israélienne	10	0
Palestiniens tués par des Palestiniens (conflit entre le Fatah et le Hamas)	660	0
Total	7493	695

Entre le 29 septembre 2000 et le 31 mai 2010, les Israéliens ont tué 6.356 Palestiniens dont 248 policiers, et les Palestiniens ont tué 1.079 Israéliens dont 241 colons, 342 soldats et 496 civils (B'Tselem).

Selon *l'Office for the Coordination of Humanitarian Affairs (*OCHA), le nombre d'Israéliens tués est en baisse, et celui des Palestiniens est en hausse (Ocha, 2007[5]). Les chiffres de B'Tselem nous montrent une réalité sanglante du conflit qui ne cesse de faire des victimes parmi les civils. Selon B'Tselem (www.Btselem.org[6]), en 2006, l'armée israélienne a tué 660 Palestiniens dont 141 mineurs. Et dans la même période les Palestiniens ont tué 17 Israéliens dont 7 colons, 6 soldats et 4 civils dont un mineur. De plus 56 Palestiniens ont été tués lors des affrontements entre le Fatah et le Hamas et 4 citoyens étrangers ont été tués par un attentat palestinien à Tel-Aviv le 17 avril 2006 (B'Tselem). Ces chiffres montrent clairement que la plupart des victimes palestiniennes sont des civils et la plupart des victimes israéliennes sont des militaires

[5] United Nations Office for the Coordination of Humanitarian Affairs (Ocha-oPt), 2007, *Israeli-Palestinian Fatalities Since 2000 - Key Trends*.
<http://www.ochaopt.org/documents/CAS_Aug07.pdf>, page consultée le 10 Juillet 2010.
[6] B'Tselem <http://www.btselem.org/english/press_releases/20061228.asp> page consultée le 15 Juillet 2010.

ou des colons (6 soldats et 7 colons armés). Pour un Israélien tué par les Palestiniens, environ 40 Palestiniens sont tués par les Israéliens en 2006.

Les événements que nous avons ciblés dans l'analyse ne couvrent évidemment pas toutes les actions violentes qui ont fait des victimes. Cependant, les événements échantillonnés selon le nombre de victimes représentent 35% des incidents où des Israéliens sont tués par les Palestiniens et 17% des incidents où des Palestiniens sont tués par les Israéliens. Vu le nombre important de victimes palestiniennes, nous avons choisi seulement les événements où plus de 5 Palestiniens sont tués par l'armée israélienne. De même, nous avons écarté les attaques palestiniennes qui ont fait un ou deux morts israéliens. Voyons comment les neuf journaux européens que nous analysons ont traité cette question. Pour effectuer l'analyse, nous posons d'abord deux questions: est-ce que l'événement est rapporté? Si oui dans quelle page? Car la une est une indication que le journal accorde plus d'importance à la nouvelle qu'en page intérieure. Ensuite, comment l'action (ou la réaction) violente est construite? Et enfin, quels sont les protagonistes désignés comme responsables ou initiateurs de la violence?

Malheureusement, la violence qui oppose les Israéliens et les Arabes est le thème le plus traité dans la couverture de la région (voir chapitre 9). Nous comparons la couverture de la violence israélienne et arabe dans des événements du même ordre. Prenons les exemples suivants:

[événement 2] Un attentat palestinien cause la mort de 4 civils Israéliens et 4 citoyens étrangers le 17 avril à Tel-Aviv (Pâque juive)

[événement 10] L'armée israélienne tue 8 civils palestiniens le 23 octobre à Gaza (Fête musulmane marquant la fin du Ramadan *Aïd el-Fitr*)

Ces deux événements tragiques, où l'on déplore la mort de civils des deux côtés n'ont pas été traités de la même manière comme nous le verrons plus loin. Les deux attaques font des victimes civiles dans des périodes de fêtes sacrées, à Pâque pour les Israéliens et à Aid Al-Fitr, la fête musulmane qui marque la fin du Ramadan pour les Palestiniens. Dans la couverture médiatique la presse parle de Pâque sanglante tandis que pour l'autre événement aucun des journaux ne mentionne ni en titre ni en premier paragraphe le fait que cela se produit en période de fête pour les Palestiniens.

D’autres événements peuvent être comparés:

[événement 6] Enlèvement du soldat israélien Gilad Shalit le 25 juin par le Hamas. Nous comparons la couverture de l’enlèvement du soldat israélien avec l’arrestation de responsables Palestiniens et non pas des gens ordinaires, car la plupart du temps l’existence de plus de huit mille prisonniers politiques palestiniens en Israël passe inaperçue.

[événement 7] 24 membres du Conseil législatif palestinien (CLP) et 8 ministres palestiniens sont arrêtés par l’armée israélienne. [événement 16] Le 29 Juin L’armée israélienne arrête le président du Conseil législatif palestinien, Aziz Dwaik le 05 août. L’armée israélienne attaque la prison de Jéricho le 14 mars et arrête le chef du FPLP, Ahmad Saadat.

8.6.4 [e1: l’arrestation de Saadat]:

8.6.4.1 Contexte de l’événement

Ahmad Saadat est devenu le secrétaire général du *Front populaire de libération de la Palestine [FPLP]* en octobre 2001. Israël a assassiné son prédécesseur, *Abou Ali Mustafa*, le 25 août. En riposte, un commando des brigades d'Abou Ali Mustafa, le bras armé du FPLP, assassine le israélien ministre du Tourisme d’extrême droite, *Rehavam Zeevi, le* 17 octobre. Poursuivis par Israël, Saadat et les quatre membres du commando se réfugient alors dans le quartier général de Yasser Arafat à Ramallah où ils sont jugés par un tribunal militaire palestinien pour l’assassinat de Zeevi qui avait été condamné par l’Autorité palestinienne. L’armée israélienne assiège la Mouqataa (QG d’Arafat à Ramallah) et essaye d’enlever Saadat et ses camarades. L’affaire prend alors une dimension internationale car les autorités américaines et britanniques proposent un accord pour mettre au fin au siège israélien. Selon cet accord, Saadat et les quatre militants sont transférés à la prison de Jéricho, et seront surveillés par des militaires américains et britanniques. Le 14 mars 2006, les gardiens occidentaux quittent leurs postes sans en avertir la police palestinienne. Ils ouvrent ainsi le chemin à une attaque israélienne,ordonnée par Ehud Olmert, premier ministre israélien en fonction, à quelques jours des élections en Israël. Ce qui fut perçu comme un coup électoral pour augmenter ses chances d’être élu. L’armée israélienne, nous semble-t-il, a voulu une opération spectaculaire en employant des chars et des hélicoptères contre la prison de Jéricho. Nous pensons que les Israéliens ont déployé ces moyens militaires

afin d'attirer les médias pour rappeler l'assassinat de Zeevi. L'armée israélienne finit par arrêter les hommes qu'elle cherchait et tue deux policiers palestiniens. Les médias occidentaux ont mordu à cet appât, voyons comment.

8.6.4.2 La couverture idéologique de l'arrestation de Saadat

La nouvelle de l'arrestation de Saadat est traitée à la une des neuf quotidiens, tantôt comme un sujet principal, tantôt comme un sujet secondaire. Tous et sans exception ont rapporté l'événement d'une manière idéologique, mettant en avant la violence palestinienne et en atténuant, voir justifiant la violence israélienne. Dans tous les articles, l'on peut lire la phrase suivante: Israël arrête les militants palestiniens qui ont tué Zeevi. La violence israélienne (l'attaque de la prison de Jéricho) est rapportée comme une réponse à la violence palestinienne (historique: l'assassinat de Zeevi en 2001 est la cause du raid en 2006). L'usage des titres passifs et des phrases intransitives pour raconter le raid israélien atténue sa violence. La violence israélienne contre les personnes est représentée par métonymie comme violence contre le bâtiment. La formulation des titres et des chapeaux est caractérisée par la construction passive et la mise en contexte qui justifie l'attaque israélienne. Voyons comment les journaux ont titré la nouvelle.

Dans le traitement de l'événement 1, Nous avons identifié les thèmes suivants:

Le thème général: Israël assiège la prison de Jéricho

Des sous-thèmes:

A- Mise en contexte de l'action israélienne- voir mise en avant de la justification israélienne de l'attaque > pourquoi Israël attaque la prison? Pour arrêter les assassins palestiniens d'un ministre israélien.

B- La réaction palestinienne: prises d'otages occidentaux, à Gaza et à Jénine, attaque violente et mise à feu du Centre culturel britannique (le British Council) à Gaza.

C- Un policier et un détenu palestiniens sont tués par l'armée israélienne dans l'assaut, un fait mentionné à la fin des articles

L'attaque israélienne est atténuée par trois éléments présents dans le traitement médiatique: 1) la mise en contexte, 2) la justification, 3) et la mise en avant de la violence palestinienne. D'abord, la mise en contexte qui justifie l'assaut israélien. Premiers élément, la justification et la légitimation. Tous les journaux ont mis en contexte la violence israélienne en tant que riposte à l'assassinat de Zeevi le 17 octobre 2001. Mais peu d'articles rappellent que cet assassinat était une riposte palestinienne à l'assassinat d'Abou Ali Mustafa le 27 août 2001. L'arrestation musclée de Saadat est désignée par l'ensemble de la presse comme légitime car justifiée: «Israël arrête les meurtriers d'un ministre» (The Daily Telegraph, 15 mars, p. 2) car «Saadat et ses complices sont traités comme des princes à Jéricho » et que Israël va «leur faire purger la peine qu'ils méritent » comme déclare le ministre israélien de la Sécurité intérieur, Gidon Ezra dans Le Soir (Le Soir, 15 mars, p. 13). Dans La Libre Belgique, «L'armée israélienne enlève les auteurs et commanditaires présumés de l'assassinat d'un ministre israélien. » (La Libre Belgique, 15 mars, p. 10). En agissant de la sorte, Israël est représenté comme un État de droit qui veut appliquer la loi, et non pas un État qui occupe illégalement des territoires. Le contexte de l'occupation et de l'assassinat ciblé d'Abou Ali Mustafa est absent de la couverture. La justification de l'action israélienne se lit dans la formulation des articles par les journalistes et dans les citations de sources Israéliennes. D'abord dans la formulation du récit, on peut lire dans La Libre «L'objectif israélien était en effet de capturer six détenus qui étaient jusqu'à lundi sous surveillance anglo-américaine: les quatre activistes du FPLP qui ont tué le ministre israélien du Tourisme, Rehavame Zéévi, en 2001; le chef du FPLP, Ahmad Sa'adate » (La Libre Belgique, 15 mars, p. 3). Et les sources israéliennes sont mises en avant-plan. On peut lire dans Le Soir du 15 mars, p. 13) «Le terroriste Saadat et ses complices seront enfin jugés pour leur crime ». Il est important de voir non seulement quelles sources sont citées, mais également d'étudier quels propos elles énoncent.

Les Israéliens sont les acteurs et les commanditaires de l'événement. Les sources palestiniennes sont soit absentes, soit citées pour dénoncer l'attaque israélienne «L'opération israélienne aura un impact négatif sur beaucoup de choses: la trêve, la formation du gouvernement, les relations avec les Israéliens » (Mahmoud Abbas, dans Le Monde, 16 mars, p.4) ou pour accentuer la violence palestinienne «Nous réagirons avec agressivité » (Maher Al-Taher, dirigeant du FPLP, Libération, 15 mars, p.3).

Quant au deuxième facteur atténuant l'attaque israélienne, c'est la mise en avant de la violence palestinienne**.** Certains articles ont commencé la couverture de l'arrestation de Saadat par la riposte palestinienne violente. Ainsi l'on peut lire dans le titre et le chapeau du Figaro (15 mars, p.1) : «Territoires palestiniens en ébullition. Quatre Français enlevés dans la bande de Gaza. Après l'assaut par l'armée israélienne de la prison de Jéricho, des violences ont éclaté dans les territoires palestiniens ». The Daily Telegraph (15 mars, p.1), lui aussi annonce l'événement en commençant par la violence palestinienne «*British Council set on Fire in a day of Palestinian rioting over raid on jail* ». Non seulement ce titre met en avant la violence palestinienne, mais également il rend l'action israélienne invisible car on ne sait pas qui a attaqué la prison. La mise en avant de cette réaction s'illustre aussi par le choix des photos choquantes. The Independent (15 Mars, p.1), titre «Siège de Jéricho [Siege of Jericho]» en lettre majuscules blanches sur fond rouge. La photo principale montre un bulldozer militaire israélien détruisant un bâtiment de la prison. Quatre autres photos illustrent la réaction palestinienne sur la colonne droite. Les images représentent du haut en bas: une manifestation palestinienne agitée, un Palestinien armé et masqué devant le bâtiment incendié du British Council, deux Palestiniens masqués pointant leurs armes à la tête d'un otage occidental et en bas de la colonne, un prisonnier palestinien sous la garde d'un soldat israélien. Cette logique de l'image choquante, domine la une du Times (15 mars, p.1). Le journal titre «Israël capture un militant et lève le siège de Jéricho [Israel seizes militant to end siege of Jericho]». La photo d'un Palestinien armé devant le British Council accompagne l'article. Quant au Guardian, il met lui aussi en une, la photo d'un manifestant palestinien qui hurle devant le British Council.

Troisième facteur atténuant l'attaque israélienne, la mise en arrière-plan (fin de l'article) ou même l'absence de mention du fait que deux Palestiniens ont été tués (un policier et un détenu) par l'armée israélienne lors de l'attaque.

Cette attaque israélienne préparée à l'avance aux niveaux politique et militaire, puisque les gardiens occidentaux ont quitté la prison le matin même de l'attaque, a aussi été préparée au niveau de l'image. Dans certains articles, il n'y a pas une seule source palestinienne (La Libre Belgique, 15 mars)

8.6.5 E6-Enlèvement du soldat Shalit

La couverture médiatique de l'enlèvement du soldat israélien Gilad Shalit par des militants palestiniens du Hamas et d'autres groupes armés est beaucoup plus abondante que celle traitant l'arrestation du président du Conseil législatif palestinien, Aziz Doweik, ou celle de ministres et députés palestiniens par Israël.

Cette observation prend d'autant plus de sens quand on sait que le monde politique européen soutient la cause de Shalit, son père Noam Shalit étant reçu au Parlement européen, par le président français Nicolas Sarkozy etc. Alors qu'on ignore totalement le sort de plus de 8000 prisonniers palestiniens en Israël. Sur cette question, les médias et le monde politique sont sur la même longueur d'onde. Le cas du traitement médiatique du dossier Shalit nous donne des indicateurs sur la couverture de conflit. Ce soldat détient la double nationalité, israélienne et française, d'où on pourrait comprendre l'intérêt du sujet pour les médias et le monde politique français et européens. Mais un autre cas peut se comparer, celui de Salah Hamouri, un étudiant franco-palestinien détenu par Israël depuis 2005. L'asymétrie dans la couverture médiatique des deux «otages », Shalit et Hamouri est évidente. Une simple recherche sur les sites des journaux analysés, à titre d'exemple, puisque nous n'analysons pas ces sites, nous donne les résultats suivants:

Tableau 8.6-2: Nombre d'articles consacrés à Gilad Shalit et à Salah Hamouri sur les sites des journaux le 9 juillet 2010.

Site	Nombre d'articles sur Gilad Shalit	Nombre d'article sur Salah Hamouri
www.lefigaro.fr	313	8
www.lemonde.fr	330	0
www.liberation.fr	168	5
www.lesoir.be	202	5
www.lalibre.be	142	1
www.independent.co.uk	68	0
www.guardian.co.uk	357	0
www.telegraph.co.uk	261	0
www.timesonline.co.uk	116	0

Nous observons ici une disparité et un écart incomparable entre les deux cas. Mais il faut noter l'observation suivante: la plupart des articles sur Gilad Shalit, surtout dans la presse française, rappellent qu'il détient la nationalité française. L'opinion est donc interpellée, et l'intérêt de la couverture trouve ainsi une justification. En même temps, le peu d'articles consacrés à Salah Hamouri rappellent qu'il est condamné à «7 ans de prison pour la préparation d'un attentat contre un rabbin». Dans la totalité des

articles sur Hamouri, les journalistes rappellent cet accusations que le concerné lui-même nie. Alors que la nouvelle de l'enlèvement de Shalit survenu le 25 juin 2006 couvre la première page de tous les journaux, celle de l'arrestation de Hamouri passe presque inaperçue. Dans Le Figaro, la nouvelle de l'arrestation est publiée en 2008, soit trois ans après son arrestation, à la veille de son jugement par un tribunal militaire le 17 octobre 2008. A lui seul, Gilad Shalit est plus exposé à la couverture médiatique de la presse européenne que tous les prisonniers palestiniens. L'armée israélienne lance une attaque violente contre Gaza après l'enlèvement de Shalit. Elle va arrêter plusieurs députés du parlement palestinien ainsi que des ministres, tous membres du Hamas. Les bombardements de Gaza ont été décrits dans la presse comme une riposte israélienne à l'enlèvement du soldat franco-israélien, Gilad Shalit.

8.6.6 E2- Attentat palestinien à Tel-Aviv

Le 17 avril 2006, un kamikaze palestinien, membre du Djihad islamique, se fait exploser à Tel-Aviv. Neuf personnes sont tuées dont quatre Israéliens, quatre étrangers et l'auteur de l'attentat. Le lendemain, l'attentat fait la une de tous les journaux. Le Monde, dont le numéro daté de 18 avril est sorti le 17 avril sans apporter la nouvelle. Le Monde publie à la une de 18 avril les déclarations du Pape favorables aux Palestiniens (Benoît XVI rappelle le droit des Palestiniens à un État). Le Monde couvre l'attentat à la une du 19 avril, soit deux jours après l'attentat, où le titre «Israël: la surenchère du Djihad islamique » est précédé d'un label «Terrorisme». La presse européenne condamne clairement les attentats palestiniens comme on le verra dans ces lignes. Le Monde rapporte également la condamnation du président palestinien, Mahmoud Abbas de «l'attentat terroriste injustifiable » (p. 4). La photo du «jeune kamikaze » qui brandit son fusil M16 devant le drapeau de Djihad islamique est en première page. Une autre photo accompagne l'article principal en page quatre où *«un secouriste tente d'éloigner un jeune homme en État de choc du corps d'une victime* ».

Tous les autres journaux de notre corpus ont traité cet événement en une, parfois en tant que sujet principal (F, I, DT) ou secondaire (S, LB, L, G, T). L'attentat fait la manchette du Monde, mais aussi celles du Figaro, Independent, Dailiy Telegraph. Dans les titres du Figaro et de Libération, le contexte temporel «Pâque juive » est énoncé. «Israël est frappé en pleine Pâque juive » lit-on à la une du Figaro. «Israël:

Pâque de sang » titre Libération. La nouvelle prend tout la une de The Independent qui titre sur l'image de l'auteur de l'attentat comme fond, «Le kamikaze mineur qui a choqué le Proche-Orient [Teenage bomber who shock the Middle East]» et sous-titre «Peur de représailles lorsqu'un kamikaze de 17 ans tue 9 personnes à Tel-Aviv [Fear of reprisals as 17-year-old suicide attacker kills 9 in Tel-Aviv] ». Cette construction de l'action en termes de transitivité indique que les Palestiniens sont les déclencheurs de la violence et que la violence d'Israël sera une réaction à cet attentat. The Times, titre «Le Hamas refuse de condamner l'attentat suicide [Hamas refuses to condemn suicide bombing] ». Même si le Hamas n'est pas responsable de cet attentat, puisque c'est le Djihad islamique qui en est l'auteur, la presse fait un lien direct ou indirect avec le Hamas. Dans les journaux belges, la nouvelle est rapportée en première page, mais pas en tant que sujet principal. Dans la même période, les médias belges étaient préoccupés par un fait divers tragique, le meurtre d'un jeune (Joe van Holsbeeck) par des jeunes polonais qui ont volé son lecteur mp3 à la gare Centrale de Bruxelles.

8.6.7 E4- L'armée israélienne tue sept Palestiniens à Gaza

Cet événement est particulièrement intéressant; dans la mesure où la version de l'armée israélienne - qui conteste sa responsabilité de la mort de sept membres de la même famille (la famille Ghalia) sur une plage de Gaza le 9 juin 2006- est prise en compte dans la couverture médiatique. L'événement n'est plus d'actualité après quelques jours que prend sa vérification. Par exemple dans The Times, cette perspective de l'armée israélienne se manifeste dans les titres du 14 juin «Les Israéliens démentent [Israeli denial] » (p.1). Où les Israéliens ont démenti leur responsabilité dans l'explosion qui causé la mort de ces civils palestiniens. The Times avait traité l'événement le 10 juin «Des bébés meurent lorsqu'un barrage d'artillerie frappe une famille qui piqueniquait sur une plage [Babies die as artellery barrage hits family on picnic beach] » (p.37). Notons ici l'usage du verbe intransitif (to die) au lieu du verbe transitif (to kill). En outre, l'auteur ou l'gent de l'action n'est pas identifié comme tel. Par métonomie le moyen d'action (barrage d'artillerie) remplace l'agent (l'armée israélienne). Dans le corp de l'article, le correspondant du journal, Stephen Farrel, écrit: «Le feu de l'artillerie israélienne a tué une famille palestinienne qui piqueniquait sur la plage de Gaza [Israeli artellery fire killed a Palestinian family who were picnicking on the Beach of Gaza]» (ibid). Dans le même article, le journaliste cite des sources militaires

israéliennes qui expriment leur regret de la mort de civils et rapporte que le Hamas a répondu en lançant de roquettes vers Israël. Dans The Daily Telegraph du 10 juin, l'événement est également rapporté d'un angle proche de celui du Times. Ce n'est pas la mort de civils qui est rapportée en titre mais «le Hamas met fin à la trêve après les morts de la plage [Hamas ends truce after beach deaths] » (p.14). Deux photos accompagnent l'article du correspondant du journal, Tim Butcher qui rapporte l'événement de Jérusalem. Dans la première photo, on voit un navire militaire israélien tirer en direction de Beit Lahya dans la Bande de Gaza où «Israël a ciblé des sites utilisés pour lancer des roquettes par les militants palestiniens [Israel has been targeting sites used by Palestinian militants to fire rockets toward Israel » (Légende de la photo, p.14). Cependant dans l'article le correspondant rapporte que sept civils sont tués par Israël. Ce qui pourrait indiquer que parfois il existe un écart entre les correspondants et les rédactions. La deuxième photo du Telegraph représente des enfants blessés en train de recevoir des soins. Dès le début à la fin de l'article, le Hamas «déclare la fin de la trêve et menace d'attaquer Israël ». En même temps, les sources israéliennes expriment leur regret. À l'instar du Times, le Telegraph publie le 14 juin un dementi israélien «Israël dément avoir causé les morts de la plage [Israel denies causing beach deaths] » (p.16). Dans The Guardian du 10 juin, l'événement est rapporté en une (information secondaire) «Des obus israéliens tuent une famille sur une plage [Israeli shells kill family on beach] » (p.1). Là aussi, l'agent (l'armée israélienne » est remplacé par l'outil (obus). Le correspondant du journal, Chris McGreal, rapporte l'événement de Jérusalem également. The Independent rapporte également l'événement le 10 juin avec un article de son correspondant à Jérusalem, Eric Silver, intitulé «Des Palestiniens sont tués par le feu d'un navire israélien [Palestinians killed on Gaza beach by Israeli gunboats]». Le point de vue de l'armée israélienne est présenté dans le deuxième paragraphe après le compte rendu des faits: «*le lieutenant-général, Dan Haloutz, chef de l'état-major israélien, a ordonné une fin des bombardements terrestres et navals, qui ont continué toute la journée, en représailles à des tirs de roquettes palestiniennes sur le Néguev occidental. L'armée s'est excusée pour l'incident, affirmant qu'elle "regrette l'attaque contre des personnes innocentes"* ».

[Lt-Gen Dan Halutz, the Israeli chief of staff, ordered an end to the shelling from land and sea, which had continued throughout the day in retaliation for Palestinian rocket fire into the western Negev. The army apologised for the incident, saying it "regretted the attack on innocent people".]

Contrairement à la presse britannique, Le Figaro annonce l'événement comme un massacre sur sa une: «Massacre sur une plage de Gaza » et sous-titre «des attaques israéliennes ont tué au moins dix Palestiniens » (Le Figaro, 10 juin, p.1). Dans ce titre on voit également la métonymie (l'agent est remplacé par l'événement). En page trois, l'image du père de famille tué et de sa fille survivante accompagne l'article «Raid israélien meurtrier sur une plage de Gaza ». Quant à Libération, son titre principal est «Mahmoud Abbas appelle les Palestiniens aux urnes » (10 juin, p.6). L'attaque israélienne est rapporté dans la même page avec la photo des enfants palestiniens tués «Un bombardement israélien fait un carnage sur la plage de Gaza ». Le Monde rapporte l'événement dans son numéro daté du 11 juin en une: «*Israël frappe Gaza et aggrave les difficultés de Mahmoud Abbas* ». Mais l'article de son correspondant à Jérusalem, Gilles Paris, entame le récit avec une précision: «dix Palestiniens, des civils et des miliciens auteurs de tirs de roquettes artisanales, ont été tués dans des bombardements de l'armée israélienne ». Le lecteur peut confondre des événements séparés, car d'un côté, la marine israélienne tue sept civils palestiniens sur la plage, les «miliciens tireurs de roquettes » sont tués dans un autre bombardement et un autre lieu. Il aurait été plus exacte de faire cette distinction. De son côté, la presse belge a rapporté l'événement (La Libre Belgique en une, le Soir en page intérieure). La Libre Belgique, publie une dépêche de l'AFP qu'elle intitule «Carnage sur la plage, à Gaza » (10 juin, p.11).

La Libre Belgique publie également ce jour l'article suivant:

[Le chiffre:
5000
Victime en Terre sainte
La barre symbolique des 5000 morts a été franchie dans les violences qui opposent Palestiniens et Israéliens depuis le début de l'Intifada en septembre 2000. Selon un calcul de l'AFP, 5012 personnes, des Palestiniens en majorité, ont péri, y compris 14 Palestiniens, dont un enfant de 7 ans, tués ce week-end dans des raids.]

Le problème de cet article d'une phrase, qui a pour objectif de condenser l'information en chiffre est qu'il est imprécis quant au nombre de morts (israéliens et palestiniens) et n'informe pas quel est l'agent qui en est responsable.

8.7 E9- Guerre israélo-libanaise de 2006

8.7.1.1 Contexte

Environ deux semaines après l'enlèvement de Gilad Shalit par le Hamas à la frontière entre Israël et Gaza, le Hezbollah capture dans une opération bien préparée deux autres soldats israéliens à la frontière israélo-libanaise le 12 juillet 2006. Le chef du Hezbollah, Hassan Nassrallah, avait annoncé publiquement que son groupe avait l'intention de capturer des soldats israéliens afin de libérer cinq prisonniers libanais rentenus par Israël. L'armée israélienne qui s'était préparée à une telle éventualité en mettant une place une procédure d'alarme (l'appel d'Hannibal), s'est fait prendre par surprise. Les combattants du Hezbollah ont réussi à capturer les soldats (Ehud Goldwasser et Eldad Reguev) et à garder leur État de santé, de vie ou de mort dans un secret absolu. En effet, les deux soldats furent capturés morts vue la puissance de la mine qui a visait leur véhicule. Israël déclare alors, qu'il ne négociera pas avec le Hezbollah et commence une guerre qui a dévasté le Liban. La «riposte » israélienne est jugée «disproportionnée ». Les combats durent 33 jours et cessent le 15 août en application de la résolution 1701 du Conseil de sécurité. L'objectif annoncé par Israël est d'écraser le Hezbollah. Cependant, la guerre israélienne est un échec et le Hezbollah se proclame vainqueur. Non seulement, il accomplit l'objectif de l'opération et libère les prisonniers libanais dans un échange des prisonniers avec Israël en 2008 mais également il en sort plus fort de cette guerre. La résolution 1701 prévoit le déploiement de l'armée libanaise parallèlement avec des casques bleus (la Finul) au sud du Liban.

Durant la guerre, l'armée israélienne bombarde le Liban par air, terre et mer, faisant un grand nombre de victimes surtout civiles. À l'issue de la guerre, le Hezbollah annonce seulement quelques dizaines de tués parmi ses combattants. Le parti de Dieu bombarde lui aussi Israël. Amnesty International accuse les deux côtés de violer les règles de la guerre en visant des civils. Israël est accusé d'utiliser des centaines de milliers de bombes à sous-munitions; le Hezbollah est accusé de bombarder des civils israéliens. Les critiques contre les deux camps viennent également de leurs propres sociétés. Le premier ministre Ehoud Olmert et son ministre de la défense Amir Peretz, sont critiqués par l'opinion et les médias israéliens pour sa «mauvaise » gestion de la guerre. Tandis que le Hezbollah est critiqué par la majorité gouvernementale (les forces du 14 mars) et le premier ministre proche de l'Occident Fouad Sinuora pour avoir

provoqué une guerre dévastatrice avec Israël.

8.7.1.2 Positionnement médiatique

Le récit de la guerre va dominer la couverture médiatique pendant plus d'un mois. La plupart des quotidiens analysés affichent leur opposition à la guerre et surtout à la riposte israélienne jugée «disproportionnée ». Deux journaux britanniques, The Times et The Daily Telegraph, soutiennent l'agression israélienne. Nous notons que seul The Independent affiche très clairement son opposition à cette guerre, visuellement dans la mise en page et les images interpellantes et discursivement avec la mise en avant de l'opinion anti-guerre. The Independent marque le début de la guerre avec une une montrant les bombardements israéliens sur le Liban où il titre «la rage d'Israël [The Wrath of Israel] ». Si le journal se montre compréhensif à propos de la réaction israélienne face à la capture de ses soldats par le Hezbollah dans les premiers jours, il se positionne très clairement contre la guerre. The Independent va mettre en avant cette position anti-guerre en publiant les commentaires de son journaliste vedette, Robert Fisk en une. Le journal formule également des vives critiques à l'égard des États-Unis et de la Grande Bretagne pour leur soutien à la guerre et leur refus de la faire stopper. Le 21 juillet, The Independent illustre cette position «et les États-Unis refusent d'endoser une demande de l'ONU pour mettre fin aux hostilités [As Humanitarian disaster looms, Britain and USA are left exposed by refusing to endorse the UN's demand for an end to hostilities] » (p.1). Le 28 juillet, le journal publie un appel signé par plusieurs personnalités et adressé à Tony Blair, le premier ministre britannique, pour mettre fin à la guerre. Le 5 août, le journal met sa une au service de l'appel à un cessez-le-feu mettant des photos de plusieurs personnes habillées d'un T-shirt où il est écrit: «le message est simple: cessez-le-feu maintenant [One Message: Ceasefire Now] » (Figure 8.7-1).

Figure 8.7-1: The Independent: Unes appelant à un cessez-le-feu au Liban (21 et 28 juillet, 5 août)

The Daily Telegraph rapporte la guerre donnant une place importante au point de vue israélien. Le lendemain du massacre de Cana, où l'aviation israélienne tue 62 libanais dont 42 enfants, le titre principal de la une du Telegraph exprime cela: «Israël suspends les frappes aériennes pour 48 heures [Israel halts air strikes for 48 hours] » (The Daily Telegraph, 31 juillet, p.1). Ce qui est mis en avant dans cet article est le fait qu'Israël suspend ses raids, alors que l'événement principal est qu'Israël a tué des dizaines de civils. Le 1er août le quotidien rapporte sur la une ceci: «Les généraux israéliens sont furieux contre la retenue d'Olmert [Israeli generals angry at Olmert's restraint] ».

Le carnage de Cana marque «un tournant de la guerre » comme le note Le Figaro (31 juillet, p.1). Le journal rapporte ce jour-là que la sécrétaire d'État américain, Condoleezza Rice est en tournée au Proche-Orient «pour tenter de mettre fin au conflit ». Alors que The Independent critique le refus américain de mettre fin à la guerre. Tous les quotidiens analysés utilisent le mot «carnage » pour décrire le bombardément israélien de Cana (Figure 8.7-2) ; à l'exception de The Daily Telegraph comme le montrent les unes du 31 juillet (1er août pour Le Monde).

The Times adopte une position pro-israélienne dans cette guerre. Les commentaires et les éditoriaux vont dans ce sens. Par exemple, David Aaaronovitch, un «columnist » régulier dans The Times et The Jewish Chronicle, écrit le 18 juillet (p. 18) un commentaire intitulé «*Une milice lourdement armée attaque votre territoire, qu'allez vous faire? [A heavily armed militia attacks your territory. What are you meant to do?]* ». Dans cet article, Aaronovitch justifie les frappes israéliennes contre le Liban et

en défendant la position israélienne. De plus, The Times consacre l'essentiel de l'actualité au sauvetage des ressortissants occidentaux par les armées , américaine et française le 19 juillet en atténuant les faits du jour comme les attaques aériennes incessantes et intensives contre le Liban: «Des navires de guerre rejoignent la flottille de sauvetage [Warships join rescue flotilla] » (19 juillet, p. 1). Un éditorial intitulé «Une question de valeurs [Question of values] » (The Times du 1er août, p. 15) où le journal expose sa vision d'une guerre de civilisations: [*il n'y aura pas de paix dans la région tant que le Hezbollah, soutenu par les régimes qui le sponsorisent en Iran et enSyrie, est autorisé à menacer Israël militairement (...) Le Hezbollah n'est pas un mouvement d'émancipation. Il représente un courant virulent de l'Islam, caractérisé par la misogynie, l'homophobie, le refus absolu de la différence.* [*There will be no peace in the region as long as Hezbollah, backed by its sponsoring regimes in Iran and Syria is allowed to threaten Israel militarily (…) Hezbollah is not an emancipation movement. It represents a virulent stream of Islam, characterized by misogyny, homophobia, utter intolerance of difference*]

Figure 8.7-2: Unes annoncant le 'carnage de Cana' le 31 juillet 2006

Les photographies des soldats israéliens du Times, mais également de tous les autres quotidiens, représentent ceux-ci «accablés » et «fatigués ». En aucun cas on voit des soldats agressifs qui sèment la mort partout au Liban. Les combattants du Hezbollah ne sont pas visibles dans les images du conflit pour une simple raison, le mouvement n'exhibe pas sa force ni ses combattant contrairement aux mouvements palestiniens.

8.8 Construction de la politique

L'analyse des événements politiques, surtout les périodes d'élections, nous donne des éléments pour comprendre comment les acteurs politiques sont représentés. Ce sont des périodes où le monde politique investit les médias intensivement, et ce n'est pas uniquement le cas du Proche-Orient.

A titre comparatif, nous avons choisi des événements du même ordre pour ne pas dire de même nature. En 2006, des élections législatives ont lieu dans les Territoires palestiniens occupés et en Israël également. Ce sont deux événements politiques importants. Nous comparons les couvertures médiatiques de ces élections pour savoir quels sont les thèmes, les personnalités et les enjeux mis en avant. Est-ce que l'on peut observer des éléments d'une couverture médiatique idéologique? Les événements à comparer:

8.8.1 E11-Ariel Sharon dans le coma

Les personnages du récit médiatique sont les acteurs clés du conflit israélo-arabe. Les plus médiatisés parmi ces acteurs sont les leaders politiques surtout les leaders emblématiques comme les Israéliens Ariel Sharon, Ehoud Olmert, Tzipi Livni, Eghoud Barak, et les Palestiniens Yasser Arafat, Mahmoud Abbas ou le Libanais Hassan Nassrallah. À travers la représentation de ces personnages, les médias donnent une certaine image de leurs sociétés, de leurs causes ou de leurs opinions respectives.

8.8.1.1 Contexte de l'événement Sharon

Ariel Sharon est en 2006 le premier ministre de l'État d'Israël. Il tombe gravement malade, le 4 janvier 2006, victime d'une attaque cérébrale et puis entre dans un coma artificiel en mai. L'événement est traité abondamment sur le plan qualitatif

dans les neuf journaux que comporte notre corpus. Tous reprennent l'info en première page pendant plusieurs jours. À part les questionnements posés par les journalistes sur l'avenir d'Israël dans l'après-Sharon, certains avancent des affirmations comme » Sharon disparaît », «le processus de paix est menacé » (Sources dans le corpus). Ariel Sharon est présenté ici comme le père d'une nation. Les images qui accompagnent les articles représentent souvent des soldats, des citoyens, des hommes politiques, mais aussi des juifs à l'extérieur d'Israël (LLB) en larmes. C'est le deuil. Mais la presse ne manque pas de montrer que certains Palestiniens célèbrent cet événement (Sources dans le corpus).

Les côtés négatifs de la vie d'Ariel Sharon ne sont pas illustrés, comme par exemple sa responsabilité même «indirecte » dans les massacres des camps de réfugiés palestiniens Sabra et Chatila au Liban en 1982. Dans la couverture de la dégradation de l'État de santé d'Ariel Sharon entre janvier et mai 2006, nous pouvons comprendre le traitement médiatique selon le rectangle idéologique de van Dijk. Tous les quotidiens analysés mettent en avant les qualités positives de Sharon en utilisant des métaphores telles que le père de la nation, Israël orphelin… Et tout en mettant en arrière-plan les aspects négatifs de sa vie.

8.8.1.2 Le traitement médiatique de l'État de santé de Sharon

Le Monde, comme tous les journaux analysés consacre plusieurs unes au premier ministre israélien, Ariel Sharon, qui entre dans le coma le 4 janvier. Le monde consacre des unes et des analyses pendant trois jours (Le Monde, 5 janvier, p.1). Les Palestiniens sont montrés par le journal en train de célébrer la disparition éventuelle d'Ariel Sharon «Pour les Palestiniens, Ariel Sharon restera l'homme associé à leurs souffrances » (Le Monde, 7 janvier, p.5), exactement comme The Times l'a fait (6 janvier, p.39). Ariel Sharon est représenté comme le père de la nation israélienne. Dans un éditorial, Le Monde n'hésite pas à dire qu'après lui, Israël est déboussolé «Israël sans boussole » (Le Monde, 7 janvier, p.2).

Dans Le Soir La maladie de Sharon n'est pas rapportée le 5 janvier. C'est une affaire de corruption dans laquelle Omri, le fils d'Ariel Sharon est impliqué «Sharon trébuche dans ses vielles casseroles » (Le Soir, 5 janvier 2006, p.1)

Mais l'image de Sharon va occuper la une du Soir pendant 4 jours du 5 au 9 janvier. Ensuite la couverture passe en pages intérieures du 10 au 12 janvier.Le 6 janvier, le journal consacre sa une et trois pages intérieures à Ariel Sharon » L'absence de Sharon bouscule la carte du Proche-Orient » (p.2).

Les nouvelles de Sharon sont traitées en une pendant trois jours successifs à commencer du 5 janvier dans La Libre Belgique. Le quotidien rapporte également les célébrations des Palestiniens liées à cet événement. Ces derniers sont représentés par des militants armés dans les camps de réfugiés palestiniens au Liban en train de célébrer le fait que Sharon soit tombé gravement malade (La Libre Belgique, 6 janvier **.p4) :** «Ariel Sharon entre la vie et la mort/ La joie des Palestiniens du Liban». L'événement qui marque le début de l'année 2006 est sans doute la maladie soudaine d'Ariel Shraon. (Middle East in turmoil as Sharon collapses:TT 05 01 06 p1; The warrior who inspires love and hate: p2) L'homme, dit le journal, inspire l'amour des Israéliens et la haine des Palestiniens (Palestinians revel in the collapse of their hate figure: TT 06 01 06 p39)

Libération consacre une couverture spéciale sur la tristesse et l'avenir d'Israël après Sharon (L-06-01-2006-p1-6), mais souligne la joie des peuples arabes: «Joie de la rue arabe, peur des dirigeants » (L-06-01-2006-p5). Tous les 9 journaux qu'on analyse l'ont rapporté.

Sharon est représenté comme un homme sérieux d'une grande importance pour les Israéliens mais aussi pour arriver à la paix (Quelle paix après Sharon: L-07-01-2006-p1). La dégradation de l'État de santé de Sharon est vue par Libé comme un danger pour le processus de paix (Israël: doutes sur l'État de santé du processus de paix: L-07-01-2006-p6), alors que le premier ministre israélien n'a pas voulu négocier avec les Palestiniens.

8.8.2 Le traitement médiatique des élections palestiniennes

8.8.2.1 Contexte

Le 25 janvier 2006, l'Autorité palestinienne organise des élections législatives. Le président Abbas voulait retarder la tenue de ces élections. Il avait pressenti une défaite de son parti, le Fatah face au Hamas qui participe pour la première fois aux élections. Mais suite aux pressions européennes et américaines, Abbas donne le feu vert

pour les organiser. Après plusieurs années de négociations israélo-palestiniennes qui n'ont pas donné de résultats concrets pour les Palestiniens, et une période de corruption au sein de l'Autorité palestinienne et le parti au pouvoir (le Fatah), les Palestiniens ont voté pour le Hamas dans ces élections pour punir ces échecs. Mais cette cause principale de la défaite du Fatah va être éclipsée dans la couverture médiatique des élections palestiniennes. Ce qui va être mis en avant-plan (foregrounded), c'est le caractère «terroriste » du Hamas que les journaux européens analysés ici présentent comme la raison de sa victoire écrasante. Par la suite, l'Europe et les États-Unis coupent l'aide financière à l'Autorité palestinienne, gérée désormais par «un groupe terroriste ». Le Quartett (Union européenne, États-Unis, Russie et ONU) pose trois conditions au nouveau gouvernement palestinien: 1) Renoncer à la violence «contre Israël », 2) Reconnaître le droit à l'existence de l'État d'Israël, 3) Reconnaître les accords de paix déjà signés. Faute de quoi, l'aide sera coupée et le gouvernement isolé.

8.8.2.2 Traitement médiatique

Les élections palestiniennes sont traitées abondamment dans la presse. En total 240 articles sont consacrés à cet événement dans les neufquotidiens pendant les deux semaines analysées. Cet événement est traité d'une façon idéologique où les mauvaises qualités et actions des Palestiniens sont mises en avant (affrontements armés entre le Fatah et le Hamas, terrorisme du Hamas). Participer aux élections est l'une des valeurs nobles de toutes les démocraties et donc une bonne action. Le caractère démocratique de la société palestinienne (puisque ces élections sont libres selon des observateurs internationaux dont la députée socialiste belge Véronique De Keyzer). Ce côté positif est éclipsé par une couverture centrée sur les violences électorales et les violences anti-israéliennes. Le Hamas n'avait pas revendiqué d'attentats à l'intérieur d'Israël depuis 2005. Un changement de stratégie confirmé aujourd'hui (aucun attentat revendiqué par le Hamas depuis lors). Cette couverture médiatique est centrée sur trois thèmes: 1) Le Hamas est un mouvement terroriste, 2) Le Hamas ne veut pas reconnaître Israël ni renoncer à la violence; 3) Les sanctions internationales sont justifiées.

La Libre Belgique décrit à la veille des élections «une menace islamiste » en Palestine (25 janvier p.1) Le journal publie en une photo de partisans du Hamas hissant des drapeaux verts du mouvement. Les photographies sélectionnées pour accompagner

les articles de cet événement sont centrées sur les militants du Hamas, les drapeaux verts, les militants armés et masqués, les femmes voilées… Le choix des images soutient les arguments avancés dans les textes journalistiques. La «menace islamiste » apparaît également dans les autres journaux.

L'actualité palestinienne à la une du Monde coïncide avec le premier jour de notre échantillon aléatoire, le mardi 3 janvier 2006. L'article de cette une ouvre la couverture des élections législatives palestiniennes. C'est aussi le jour de début officiel de la campagne électorale (M 03 01 2006 p1: Les pressions s'accentuent pour différer les élections en Palestine).

Avant, pendant et après les élections législatives, Le Monde a publié non seulement des reportages mais également des graphismes et des cartes pour expliquer les enjeux et les raisons grâce auxquelles le Hamas a gagné. Mais comme les autres journaux, le quotidien le Monde n'a pas laissé passer cette occasion sans rappeler le caractère «terroriste » du Hamas (Israël ne négociera pas avec une «organisation terroriste »: M 28 01 2006 p4). Le haut représentant de la politique étrangère européenne, Javier Solana, déclare dans un entretien qu'» un groupe terroriste ne devient pas légitime parce qu'il a gagne les élections » (Le Monde, 30 janvier 2006, p.5). Le journal publie le 31 janvier un autre entretien avec un ancien responsable des services israéliens de sécurité intérieure, le Shin Beth dont le titre est «au Hamas il n'y a pas les «politiques » et les «militaires » ce sont tous des terroristes » (p.4).

Le Soir prédit la victoire du Hamas «Le Hamas mousse en Palestine » (25 janvier p.1), la photo de la une représente une militante voilée. Le 27 janvier, Le Soir annonce les résultats des élections palestiniennes et la victoire du Hamas est illustrée en une avec une photo d'un militant masqué et armé hissant le drapeau vert du mouvement. «Le Hamas est déjà à l'heure du choix » (p.1). L'on peut lire un positionnement du Soir contre la violence dans le sous-titre: «Net vainqueur des élections, le mouvement islamiste radical doit maintenant choisir: politique ou terrorisme? » (ibid). L'élection du Hamas est vue comme «un tremblement de terre » par le journal. Avant une mise en garde dans une carte blanche de Pascal Boniface (p.18) que «l'isolement de la Palestine tiendra à la mue du Hamas ». Le destin d'un peuple ne tient qu'à la nécessité du changement du programme du Hamas.

Des termes comme «alarme », «menace », «bombe », «tremblement de terre », «choc » sont utilisés par la presse, souvent dans les titres, pour annoncer la victoire du Hamas. Des métaphores de guerre et de violence pour décrire un événement pacifique et démocratique. Le Figaro écrit: «Hamas: le monde s'alarme » (27 janvier p.1). Et si l'on lit plus loin, on voit que ce choc émane de la position israélienne adoptée par la communauté internationale à l'égard du Hamas. Dans Libération, l'annonce des résultats du vote palestinien est «Palestine: la bombe électorale » en blanc sur l'image d'un militant armé et masqué hissant le drapeau du Hamas. The Independent va dans le même sens dans sa une du 27 janvier. «Des bombes aux bulletins de vote: est-ce que le Hamas est prêt pour gouverner? [From Bombs to Ballots, Is Hamas fit to govern?]» s'interroge The Independent (p.1).

Le quotidien met une image d'un bus israélien evantré par un attentat palestinien, côté gauche, où il note «Ils ont tué 427 israéliens durant les six dernières années dans 58 attentats suicide [They killed 427 Israelis in the past six years in 58 suicide bombings]. Et sur la photo du côté gauche, une foule du Hamas où il est noté «Hier, ils ont gagné 76 siège sur les 132 qui compose le parlement palestinien [Yesterday, they won 76 seats out of 132 in the Palestinian parliament]. La grille de lecture privilégié de ce vote est donc le suivant: parce le Hamas a fait des attentats pour tuer des Israéliens, les Palestiniens ont voté pour lui. The Daily Telegraph annonce que «des terroristes sont élus au pouvoir [Terrorists voted into power]. The Daily Telegraph adopte le point de vue israélien, du moins en ce qui concerne le mouvement de la résistance islamique, le Hamas. Lorsque celui-ci remporte les législatives du 26 janvier, la tribune du Telegraph annonce une victoire de «terroristes ». Cette tendance à rappeler le caractère «extrémiste/ violent, terroriste/ dangereux » fonctionne comme un fil conducteur des récits et des discours journalistiques sur ces élections. Cette accentuation n'a fait en effet que préparer l'esprit à un boycott total du gouvernement palestinien et le gel de l'aide européenne et internationale.

De son côté, The Times se positionne également du côté israélien. Alors que les résultats des élections palestiniennes de janvier ont été annoncés comme une bombe, un danger et une menace (Islamic bombers triumph at bullout: (The Times, 27 janvier, p.1), les résultats du scrutin israélien de mars montrent que les électeurs ont tourné le dos à la droite (Voters turn their back to hardliners: TT-29-03-2006-p1). Cependant,

l'extrême droite israélien, notamment Yisrael Beiteinu, le parti d'Avigdor Lieberman participe est membre de gouvernement israélien du 23 octobre 2006 au 16 janvier 2008. Libermann s'est retiré de la coalition suite à la reprise des négociations avec l'Autorité palestinienne. The Times justifie le gel de l'aide financière des pays occidentaux à l'Autorité palestinienne car «*L'UE a financé la corruption d'Arafat et elle ne doit pas financer le terrorisme du Hamas [The EU funded Arafat's corruption. It must not finance Hamas terrorism]* » (27 janvier, p. 19).

La couverture commence des élections palestiniennes dans The Guardian commence le 20 janvier. Un éditorialiste écrit que le choix démocratique du peuple palestinien doit être respecté: «Jonathan Steele: *The Palestinians' democratic choise must be respected* » (The Guardian, 27 janvier, p. 25). Néanmoins la une du jour suivant représente le Hamas qui a gagné les élections en tant que mouvement terroriste. Le journal rapporte que les États-Unis demandent au Hamas de choisir entre le terrorisme et une aide de 400 millions de dollars (The Guardian, 28 janvier, p.1).

8.8.3 Le traitement médiatique des élections israéliennes

8.8.3.1 Contexte

Les élections législatives israéliennes sont organisées le 28 mars 2006. Le Kadima (nouveau parti créé par Ariel Sharon suite au retrait unilatéral de Gaza en 2005) en sort vainqueur. Ehoud Olmert, premier ministre en affaires courantes (Sharon tombe gravement malade en janvier), devient alors premier ministre.

8.8.3.2 Traitement médiatique

Si les élections palestiniennes sont traitées d'une manière négative, ce n'est pas le cas des élections israéliennes du 28 mars 2006. Ici, tous les journaux mettent en avant la volonté de paix et même d'évacuation de la Cisjordanie par le candidat principal, Ehoud Olmert dont le parti de Kadima remporte les élections. La Libre Belgique du 28 mars 2006 annonce ces élections en une avec une photo d'Ehoud Olmert dont l'arrière-plan est un grand portrait d'Ariel Sharon et avec le titre: «La marque de Sharon sur les élections ». L'héritier de Sharon «promet de fixer les frontières définitives d'Israël » (p.1). Le quotidien annonce les résultats des élections de la 17ième Knesset (Parlement israélien) en une également le 29 mars. Dans le Soir du 20 janvier, deux mois avant les

élections, l'on peut lire un article du correspondant du journal à Jérusalem, Serge Dumont intitulé: «Olmert fait évacuer la Cisjordanie » (p.13). Un titre qui implique une erreur factuelle, car Olmert n'a pas évacué (ou fait évacuer) la Cisjordanie. De plus, le plan d'Olmert ne prévoit pas un retrait total de la Cisjordanie occupée en 1967 y compris Jérusalem-Est. Soit Le Soir annonce les résultats des élections en une le 29 mars, comme un sujet secondaire contrairement à La Libre qui y consacre deux couverture le 28 et le 29 mars.

Libération ouvre la couverture des élections israéliennes 17 jours avant le scrutin «Israël en rase campagne » (Libération, 11 mars, p.10). Contrairement aux élections palestiniennes qui ont été couvertes deux jours avant. Un dossier spécial est consacré à la Hi-Tech israélienne quelques jours avant la tenue des élections. La Hi-Tech moteur d'Israël (Libération, 23 mars, p. 1 et 34)

8.9 Conclusions

L'observation attentive de la construction médiatique des événements successifs, qui constituent le conflit israélo-palestinien, nous permet de comprendre comment la violence est représentée comme un «cercle » ou une «spirale » où les actions et les agents (acteurs) ont des rôles déterminés. L'action et la réaction sont au cœur d'un dispositif de mise en récit de la violence. Nous avons vu plus haut que le cliché «action palestinienne – réaction israélienne » caractérise souvent la couverture de presse. Il s'agit ici d'une manière systématique de représentation du conflit. À partir des points focaux, où souvent Israël riposte à une attaque palestinienne, c'est la représentation même de ce conflit qui est ainsi façonnée. Les statistiques de B'Tselem montrent clairement que le nombre de tués, blessés ou prisonniers est nettement supérieur dans le camp palestinien à celui du camp israélien. D'emblée, il est légitime de questionner la crédibilité de la presse.

Car comment un des deux camps peut-il être représenté comme agresseur, à savoir les Palestiniens, alors que ce sont eux qui subissent le plus de pertes à tous les niveaux? Et comment Israël peut-il être présenté soit comme victime, soit comme un État de droit, alors qu'il viole le droit international et agit comme une force d'occupation? Dans certains événements, tels que l'arrestation de Saadat, les sources palestiniennes sont quasi absentes dans les comptes rendus des journalistes alors qu'ils

déclarent avoir été sur place à Jéricho. En effet dans les articles consacrés à l'attaque israélienne, les sources militaires, politiques et médiatiques israéliennes sont reprises en premier chef. L'action israélienne est ainsi clarifiée, expliquée et même justifiée.

Chapitre 9: Analyse d'un échantillon aléatoire

9.1 Introduction

Dans le chapitre précédent, nous avons analysé la couverture des événements violents et politiques. Dans ce chapitre, nous présentons les résultats détaillés de notre analyse d'un échantillon aléatoire de 776 articles. Cet échantillon est obtenu de 36 jours choisis au hasard et il a été analysé grâce à un dictionnaire de 81 variables. Ici, nous proposons une analyse automatique (text mining), une analyse thématique (quels sont les thèmes traités), une analyse lexicale (quels sont les termes employés pour désigner Israël et les territoires palestiniens occupés) et une analyse des sources.

9.2 Précisions méthodologiques

9.2.1 Text mining

Le *text mining* (fouille de texte) est un outil d'analyse assisté par logiciels; c'est une méthode d'exploration automatique du texte qui permet par exemple de voir quels sont les mots les plus fréquents. Nous obtenons ainsi des nuages lexicaux pour visualiser les 50 mots les plus fréquents.

9.2.2 Echantillon aléatoire

Notre corpus est consituté de 311 jours de parution des neuf journaux analysés en 2006. Les éditions du dimanche (53 jours) ont été exclues car les journaux français et belges n'ont pas une édition du dimanche que quotidiens britanniques possèdent: The Sunday Times pour The Times, The Sunday Telegraph pour The Telegraph, The Independant on Sunday pour The Independent et The Observer pour The Guardian.

Un échantillon aléatoire de 36 jours de l'année 2006 a été sélectionné en appliquant une procédure de cinq étapes: 1.) Découper 31 papiers de taille égale, chaque papier porte un numéro allant de 1 à 31. Chacun de ces numéros correspond à un jour du mois: le premier jour porte le numéro 1, le deuxième jour porte le numéro 2 et ainsi de suite. Ensuite tous les papiers doivent être pliés et mélangés dans une boîte fermée. Les papiers doivent être bien fermés pour que l'on ne puisse voir les numéros inscrits.

Pour chaque mois, il faut choisir 3 papiers au hasard. Distinguer les chiffres susceptibles de se confondre (le 6 et le 9) ; mettre une flèche à côté du 6. 2.) écarter les numéros correspondant aux dimanches et les numéros excédant le nombre du jour du mois en question. Vérifier que le nombre de papiers pliés correspond au nombre de jours sélectionnables avant de choisir les papiers. Si une erreur se produit (si le nombre de papiers et le nombre de jours ne correspondent pas) il faut recommencer l'opération. 3.) Mélanger les papiers pliés dans un bocal fermé et sélectionner au hasard 3 papiers. Mélanger les papiers après chaque sélection. . 4.) Inscrire immédiatement les dates choisies dans le formulaire conçu pour cela ainsi que sur un agenda imprimé afin d'écarter les risques d'erreurs. 5. Répéter l'opération pour les 12 mois de 2006.

Tableau 9.2-1: **L'échantillon aléatoire**	
Mois	Jours sélectionnés
Janvier	mardi 3, jeudi 7, mardi 17
Février	jeudi 9, mercredi15, jeudi 23
Mars	samedi 11, mardi 14, jeudi 17
Avril	jeudi 6, lundi 24, mardi 25
Mai	samedi 6, samedi 13, vendredi 19
Juin	lundi 5, mercredi 14, vendredi 30
Juillet	jeudi 6, jeudi 27, samedi 29
Août	lundi 7, vendredi, 25, jeudi 31
Septembre	mardi 12, jeudi 21, mardi 26
Octobre	mercredi 4, samedi 21, lundi 23
Novembre	jeudi 9, mercredi 22, jeudi 30
Décembre	lundi 11, lundi 18, samedi 23

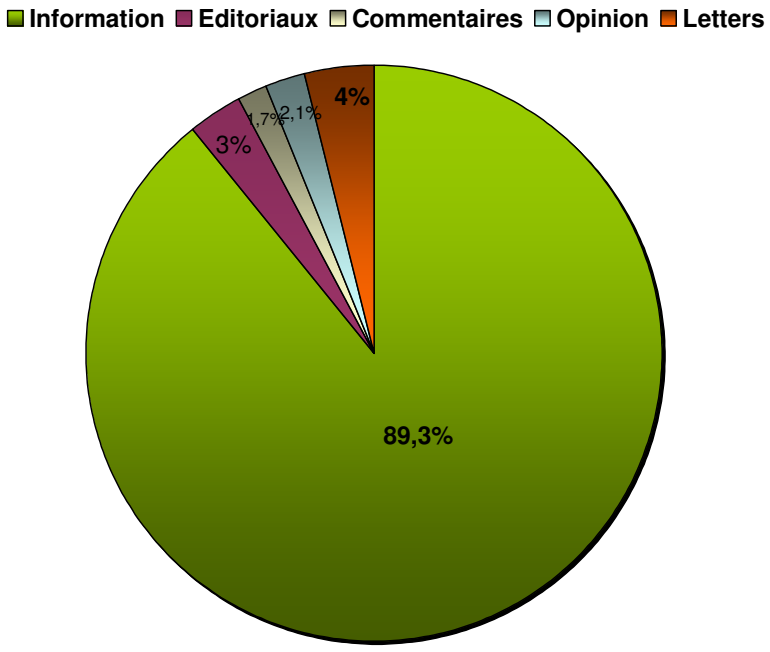
9.3 Intensité de la couverture

Comme nous l'avons montré dans le chapitre 7, la couverture médiatique du conflit israélo-arabe est très intense. Parmi les neuf quotidiens analysés, le journal français Le Monde est le quotidien qui s'intéresse le plus au conflit israélo-arabe avec 125 articles (16,11 % de l'échantillon aléatoire) suivi par le Figaro (105 articles, 13,14%). Libération consacre 76 articles au conflit. Quant à la presse britannique, c'est The Times qui est en tête avec 85 articles, suivi par The Independent (71 articles) et en troisième place The Guardian (62 articles) et enfin The Daily Telegraph publie (60 articles). La presse belge consacre 198 articles au conflit dont 107 par Le Soir et 91 par La Libre Belgique. On note que l'information constitue l'essentiel de la couverture (693 articles, soit 89,3%). Les neuf quotidiens publient en total 23 éditoriaux, soit 3% de l'échantillon; 16 articles d'opinion, soit 2% de l'échantillon et 31 courriers des lecteurs (4 %). Il y a donc peu d'opinion et de courriers de lecteurs (voir tableau 9.3-1).

Tableau 9.3-1: Nombre et genre des articles par quotidien dans l'échantillon aléatoire						
Quotidiens	Information	Editoriaux	Commentaires	Opinion	Lettres	Total
Le Soir	95	2	3	4	3	107
La Libre Belgique	85	1	0	4	1	91
Le Monde	119	4	1	1	0	125
Libération	68	2	0	0	0	70
Le Figaro	97	4	0	0	4	105
The Guardian	50	2	6	1	3	62
The Daily Telegraph	52	3	0	3	2	60
The Independent	51	2	2	2	14	71
The Times	76	3	1	1	4	85
Total	693	23	13	16	31	776
%	89,3	3,0	1,7	2,1	4,0	100,0

La charte (9.3-1) montre que l'information constitue l'essentiel des textes analysés ici.

Figure 9.3-1: Genre des articles



L'intensité mensuelle de la couverture (Figures: 9.3-2 - 9.3-4) connaît un pic dans les mois de juillet de d'août pendant la guerre israélo-libanaise dans les neuf journaux.

Figure 9.3-2: Intensité de la couverture du conflit israélo-arabe dans la presse belge

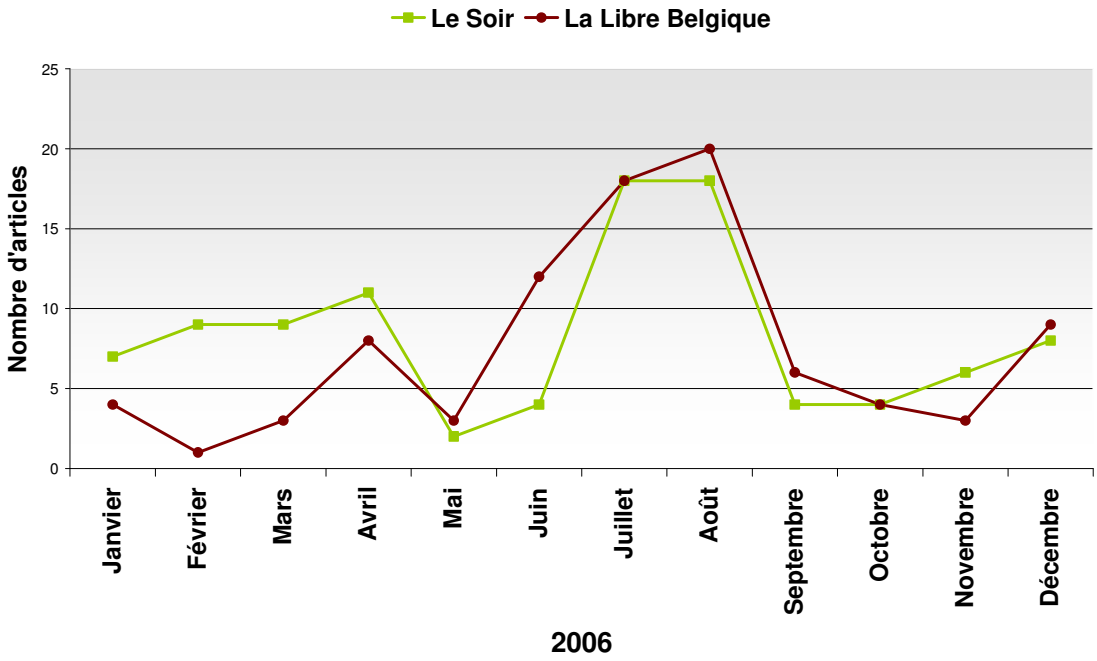


Figure 9.3-3: Intensité de la couverture du conflit israélo-arabe dans la presse française

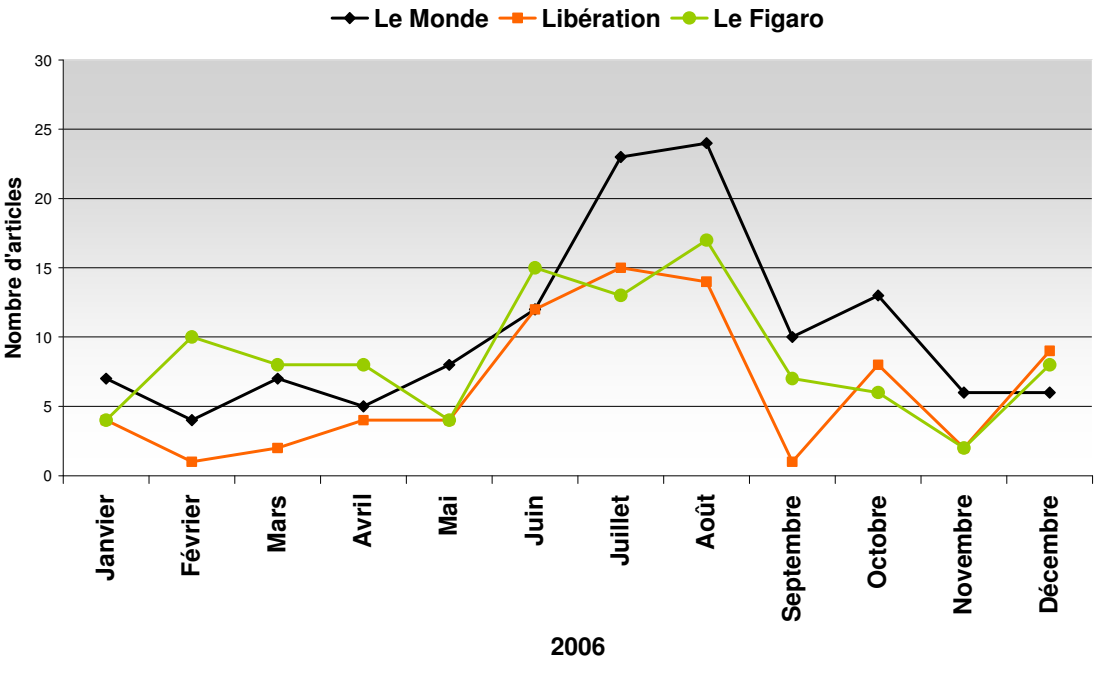
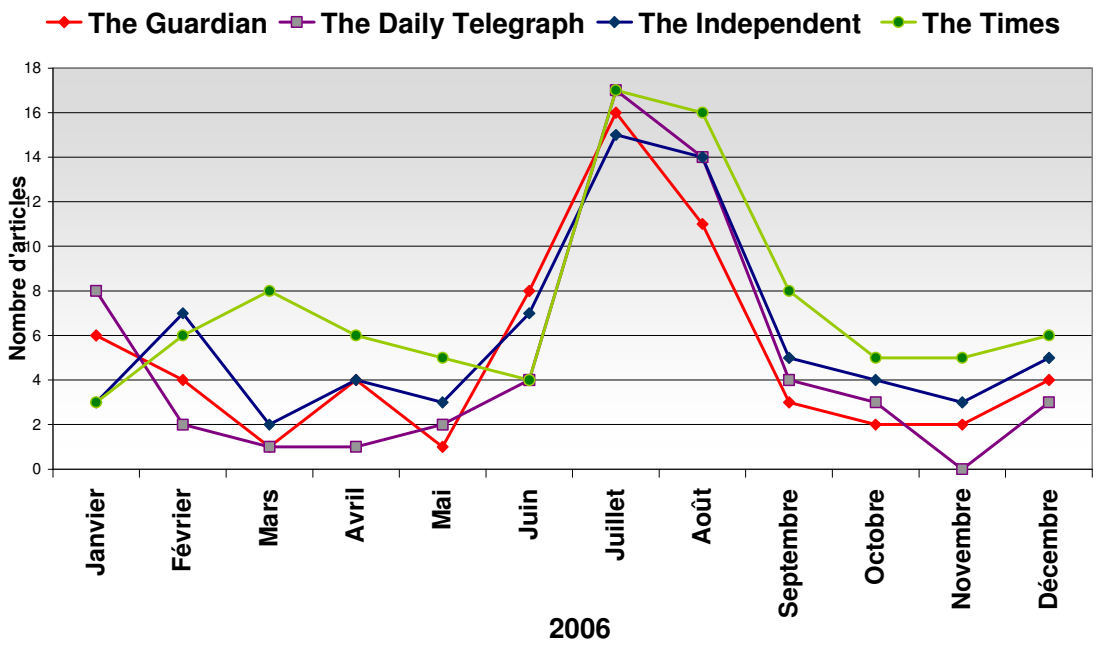


Figure 9.3-4: Intensité de la couverture du conflit israélo-arabe dans la presse britannique



9.4 Nuages lexicaux de la lecture automatique

Les nuages lexicaux sont obtenus automatiquement des textes encodés dans la base de données dans le logiciel Max QDA (projet échantillon aléatoire). Le logiciel permet de visualiser les cinquante mots les plus fréquents dans un texte ou un groupe de textes, mais pour obtenir un nuage lexical pertinent et signifiant, il faut éditer manuellement une liste de mots à ne pas figurer dans le nuage tels que (le, la, les, the, pour, for). Ce qui est intéressant dans cette méthode, c'est qu'elle permet de visualiser la fréquence des mots en couleur et en taille de police pour donner une idée des acteurs, action ou des lieux les plus fréquents dans le texte (Figures: 9.4-1 – 9.4-10). On observe qu'Israël est au cœur de ces nuages lexicaux. Il est au centre du texte comme un acteur principal du conflit. Du côté palestinien et libanais, ce sont le Hamas et le Hezbollah qui sont les acteurs principaux. Nous allons également le voir dans la section 8. Ces nuages lexicaux montrent également que la bande de Gaza est plus fréquemment présente que la Cisjordanie. Cela nous montre à quel point Gaza reste un zone du conflit malgré le retrait israélien en 2005. Gaza reste encerclé et contrôlé par l'armée israélienne. Les événements de 2008/2009 où Israël lance une opération militaire violente contre la bande de Gaza, et l'attaque de la flottille de la liberté fin mai 2010, montrent d'ailleurs que la bande de Gaza continue de faire l'actualité.

Figure 9.4-1: Nuage lexical des 776 articles de l'échantillon aléatoire

À la lecture de ces nuages lexicaux, on observe que l'État d'Israël est représenté par ses responsables politiques (gouvernement, leaders de parties) et par son armée. En même temps, les Palestiniens sont représentés plus par le Hamas; les Libanais par le Hezbollah. Cela signifie que l'État libanais ainsi que l'Autorité palestinienne ne figurent pas au premier plan dans la couverture de l'actualité du conflit. Cette situation va également se confirmer plus loin dans l'analyse des sources citées par la presse par exemple. Dans le nuage lexical de la figure (9.4.1), qui est généré par une lecture automatique de l'ensemble des articles de l'échantillon aléatoire, nous observons qu'Israël est au centre du traitement. Rappelons ici que le logiciel Max Qda, distingue les mots selon leur fréquence par la couleur et la taille de la police du caractère: le mot le moins fréquent est en couleur bleu fade et en petit caractère, le mot le plus fréquent a la police caractère est la plus grande et le degré le plus foncé de couleur. Le logiciels encode les mots séparément et ne fait pas d'annotation entre les mots proches (comme Israël, israélien ou Palestine, palestiniens). Une autre remarque sur l'encodage de premier nuage (9.4-1), il regroupe les textes en français et en anglais où par exemple le mot «Israël » se répète (1118) fois et «Israel » (1293) fois. Si on additionne les termes Israël et Israélien (s), Israel et Israeli (s) ainsi que les noms de leader israéliens représenté dans ce nuage (Olmert et Sharon) on obtient une fréquence plus grande, soit 4625 mots. Si l'on répète la même opération, en additionnant les fréquences des mots palestiniens on obtient une fréquence de 5446 mots dont 1435 pour le mot Hamas.

Pourquoi les mots palestiniens sont plus fréquents? Nous allons voir plus loin que les thèmes de la politique et de la violence palestinienne sont plus fréquents que les thèmes israéliens de ces deux catégories.

Ce qu'on peut également observer dans le premier nuage (9.4-1) c'est la présence que l'on parle plus de guerre que de paix: 2084 mots pour guerre, militaire, armée, force, mort et 462 mots pour paix. D'après cette lecture automatique, l'on parle de du conflit quatre fois plus que de sa résolution. De plus, on voit que les acteurs régionaux comme l'Iran (296) ou internationaux comme la France (255), Tony Blair (240) ou le mot international (594) sont fréquemment cités mais pas les pays arabes. D'ailleurs, nous allons voir plus loin, que les sources arabes sont insignifiantes dans cet échantillon. L'on note également que le terme «occupation » ou des termes proches comme occupé sont absents de ce nuage. Nous pouvons déduire que le caractère international du conflit israélo-arabe se reflète dans ces nuages lexicaux. Dans le nuage principal (9.4-1) le mot «international (e) » est présent 594 fois.

Ces tendances qu'on vient de présenter dans le premier nuage lexical (9.4-1) se confirment dans les nuages lexicaux générés des neuf quotidiens. Dans celui du Soir, la fréquence totale des termes israéliens s'élève à 1028 mots et celle des termes palestiniens 663 mots dont 170 pour le Hamas. L'Iran est absent du nuage du Soir (9.4-2). L'État Libanais n'y est pas moins représenté que le Hezbollah comme le suggère le nuage (9.4-1). On y trouve le mot «guerre » 72 fois et le mot «cessez-le-feu » 32 fois mais pas le mot «paix ». Le président palestinien Mahmoud Abbas y est représenté 78 fois tandis que le premier ministre israélien y est représenté 92 fois. On remarque aussi l'absence des leaders du Hamas (Khaled Machal, Ismaïl Haniyé, Mahmoud Zahar par exemple) et du Hezbollah (Hassan Nasrallah). Les mots «international » et «ONU » sont présents dans le nuage du Soir: 42 et 36 fois respectivement.

Figure 9.4-2: Nuage lexical du Soir

Dans le nuage lexical de La Libre Belgique (9.4-3) comme dans celui du Soir, l'Iran est absent et c'est la Syrie qui est présente. La Syrie soutient le Hezbollah et le Hamas et est toujours en conflit avec Israël. La Cisjordanie est représentée avec une fréquence de 30 mots dans le nuage de La Libre et 29 dans celui du Soir. Les mots israéliens sont moins fréquents (483 en total) que ceux des palestiniens (546). L'on remarque que le mot sécurité se répète 55 fois dans le nuage de La Libre Belgique et 43 fois dans celui du Soir. Il s'agit parfois de la sécurité d'Israël. Par exemple, on lit dans La Libre du 6 janvier 2006, (*Les Juifs belges appréciaient l'évolution de Sharon) : «Arié Renous ne cache pas sa tristesse: 'Nous avons toujours soutenu Ariel Sharon et pas nécessairement par un réflexe partisan. En fait, nous avons su discerner chez lui ce qui était le plus proche de la volonté des Israéliens. Il a montré que seule la fermeté pouvait payer et qu'il fallait d'abord assurer la défense et renforcer la sécurité d'Israël. Il a été critiqué pour avoir fait intervenir l'armée contre les terroristes et pour avoir érigé un mur entre Israël et la Palestine'* ». Mais également, le mot est tiré d'autres contextes comme «le Conseil de sécurité », «la sécurité intérieure israélienne », «la sécurité palestinienne » etc. Dans le nuage lexical de La Libre Belgique on voit apparaître la Belgique 38 fois, les belges 64 fois (ces mots sont absents dans celui du Soir). On y voit également la France 27 fois, un mot inexistant dans le nuage du Soir.

Figure 9.4-3: Nuage lexical de La Libre Belgique

Dans nuage lexical du Monde (9.4-4), l'écart entre la fréquence des mots «Israël » et celle du «Liban » n'est pas énorme comme dans les trois nuages précédents: Israël 221 et Liban 189. Ce qui pourrait signifier à première vue que Le Monde accorde une place du premier plan au gouvernement libanais dans le conflit de l'été 2006 plus que celle du Hezbollah. Mais pour tirer une meilleure interprétation, on dira qu'il faut étudier uniquement les articles de la guerre du Liban.

Figure 9.4-4: Nuage lexical du Monde

Dans ce nuage, les mots palestiniens ont une fréquence totale de 974 et les mots israéliens 933. On remarque également la présence de l'Iran (63) et de la France (143). Si l'on considère ce nuage comme une radioscopie des 102 articles du Monde, on observe que l'essentiel de l'actualité israélo-palestinienne est rapporté de la bande de Gaza. Dans le nuage lexical du Libération (9.4-5), un nouveau mot, absent des nuages précédents, s'ajoute, celui des «islamistes » avec une fréquence de 50 apparitions. Les mots israéliens sont moins fréquents que les mots palestiniens, respectivement 369 contre 633 mots. Le Hamas y est représenté deux fois plus que le Fatah, soit 192 mots contre 94. La Cisjordanie est absente de ce nuage et c'est Gaza qui est présent 131 fois. Et contrairement aux nuages précédents, le mot «Tsahal » (l'armée israélienne) est présent 26 fois dans le nuage du Libé. Les mots «guerre », «militaire », «armée », «roquettes », «force » et «sécurité » ont une fréquence totale de 255 mots tandis que l'addition de la fréquence des mots «cessez-le-feu », «paix », «ONU » et «résolution » nous donne à peu près la moitié de ce chiffre (126).

Figure 9.4-5: Nuage lexical du Libération

Dans le nuage lexical du Figaro (9.4-6), Ismaël Haniyeh, premier ministre palestinien (démis de ses fonctions par le président Abbas après la prise de contrôle de la bande de Gaza par son mouvement, le Hamas en 2007) est représenté 36 fois. Il ne figure pas dans les nuages précédents. L'Iran revient à 62 reprises dans ce nuage. Les termes israéliens ont une fréquence totale de 765 tandis que les termes palestiniens additionnés s'élèvent à 1246.

Figure 9.4-6: Nuage lexical du Figaro

Passons aux nuages lexicaux des quotidiens anglais. Le nuage lexical du Guardian (9.4-7) inclut les acteurs anglais: le mot «british » y est mentionné 33 fois et Tony Blair 36 fois. On y trouve également l'Iran (56 fois) et le «nucléaire » 33 fois. Le mot «hospital » figure dans ce nuage 41 fois, ce qui pourrait signifier que le journal couvre des sujets ayant pour thèmes de victimes (killed: 66 fois; children: 33 fois). Le président palestinien, Mahmoud Abbas est présent dans ce nuage 31 fois et le premier ministre israélien, Ehoud Olmert 49 fois. On y trouve également le mot «Sharon » 51 fois.

Figure 9.4-7: Nuage lexical de The Guardian

Quant au nuage du Daily Telegraph (9.4-8), Ariel Sharon y est présent 91 fois alors que le premier ministre Olmert est présent 46 fois. Les termes israéliens ont une fréquence totale de 768 mots. Les termes palestiniens en total ont une fréquence de 433

mots. La bande de Gaza y est représentée deux fois plus que la Cisjordanie: 75 mots contre 38. Et le Hamas est présent dans le nuage du Telegraph 90 fois, trois fois plus qure le Fatah (30 fois). Le Hezbollah (129) dépasse l'État libanais (122) de 7 mots.

Figure 9.4-8: Nuage lexical de The Daily Telegraph

Le nuage 9.4-9 de The Independent contient plus de mots britanniques que celui du Telegraph (Blair: 72 fois, et british 43 fois). Gaza y est représenté environ trois fois plus que la Cisjordanie (140 et 55 mots respectivement). Le Hamas y est également représenté environ cinq fois plus que le Fatah (175 mots contre 38). Les termes palestiniens y sont 749 fois contre 936 mots israéliens. Le mot «Israël » est au centre de ce nuage, il y est présent 401 fois. Nous pouvons également noter que les termes «palestinian (s) » sont moins fréquents que les termes «israeli (s) », 287 contre 341.

Figure 9.4-9: Nuage lexical de The Independent

Le nuage lexical de The Times (9.4-10) inclut également des termes britanniques (Blair: 71, British: 42 et Britain 39 fois). On y voit le mot «Israel » apparaître 262 fois et les termes israéliens 640 fois. Les termes palestiniens apparaissent 359 fois. Les mots «attack », «attacks » «killed », «conflict » et «war » apparaissent 230 fois tandis que les mots «ceasefire », «peace »et «resolution » apparaissent 131 fois. Le Liban y est représenté 329 fois, soit 113 fois pour le Hezbollah, 144 fois pour «Lebanon » et 72 fois pour «lebanese ».

Figure 9.4-10: Nuage lexical de The Times

9.5 Les thèmes traités

L'analyse thématique de cet échantillon aléatoire montre que les thèmes les plus traités sont la violence et la politique. La presse européenne s'intéresse très peu aux autres aspects des deux sociétés, israélienne et palestinienne. Donc il est fort probable que les deux sociétés ne soient représentées qu'à travers la violence - qu'elles en soient les acteurs ou les victimes - ou à travers la politique souvent représentée par les élites

9.5.1 Thèmes principaux

La violence domine le traitement du conflit israélo-palestinien (10,7% pour la violence palestinienne et 9,1% pour la violence israélienne). Les politiques palestinienne et israélienne sont également abondamment traitées (8,5% et 9,4% respectivement).

Tableau 9.5-1: Thèmes du conflit israélo-arabe dans presse européenne en 2006											
Thèmes	**S**	**LB**	**M**	**L**	**F**	**G**	**DT**	**I**	**T**	**Total**	**%**
Violence palestinienne	9	12	12	17	14	5	3	10	1	83	10,7
Violence israélienne	6	11	8	5	9	8	8	10	6	71	9,1
Politique palestinienne	16	8	9	6	13	2	5	3	4	66	8,5
Politique israélienne	12	7	7	5	14	8	8	4	8	73	9,4
Trêve (Israël/Palestine)	1	0	1	0	0	0	1	0	0	3	0,4
Processus de paix et diplomatie	5	0	6	1	7	0	1	3	5	28	3,6
Guerre israélo-libanaise	33	38	42	26	30	27	25	23	29	273	35,2
Al-Qaida et le conflit	1	2	3	1	2	0	1	2	2	14	1,8
Antisémitisme	5	2	8	0	1	2	0	2	2	22	2,8
Colonies	1	0	2	0	0	1	1	3	1	9	1,2
Crise humainitaire en Palestine	2	0	0	0	0	0	1	2	1	6	0,8
Culture israélienne	3	2	4	1	0	0	0	0	0	10	1,3
Culture palestinienne	1	0	0	0	0	0	0	1	1	3	0,4
Demandeurs d'asile palestiniens	1	0	0	0	0	0	0	0	0	1	0,1
Economie palestinienne	0	0	1	1	0	0	0	0	0	2	0,3
Faits divers israéliens	0	0	0	0	0	1	0	0	0	1	0,1
Islam et conflit israélo-palestinien	0	0	1	0	0	0	0	0	0	1	0,1
Israël et l'Irak	0	0	0	0	0	1	0	0	1	2	0,3
La question de l'eau	0	2	0	0	0	0	0	0	0	2	0,3
Mur	0	0	1	0	0	0	0	0	1	2	0,3
Nucléaire iranien et Israël	4	0	2	1	6	0	0	0	3	16	2,1
Procès Enderlin	0	0	1	0	0	0	0	0	0	1	0,1
Religions	0	1	0	0	3	2	0	2	6	14	1,8
Sciences et technologies (Israël)	2	1	1	0	1	1	0	0	0	6	0,8
Société israélienne	0	0	0	0	0	0	0	1	1	2	0,3
Solidarité internationale avec la Palestine	0	0	1	0	0	0	0	0	1	2	0,3
Sports Israël	1	1	3	0	0	0	0	1	3	9	1,2
Syrie-Israël	0	0	0	1	1	0	0	0	0	2	0,3
Guerre contre le terrorisme	1	1	1	1	0	0	0	0	3	7	0,9
Tramway de Jérusalem	0	0	1	0	0	0	0	0	0	1	0,1
Non disponible	3	3	10	4	4	4	6	4	6	44	5,7
Total	107	91	125	70	105	62	60	71	85	776	100,0

9.5.2 Catégories de la violence palestinienne

L'essentiel du traitement de la violence palestinienne (65,1%) concerne les affrontements entre le Fatah et le Hamas. Nous observons également que la présence d'une violence palestinienne contre les Occidentaux (prises d'otage 3,6%, manifestations anti-Occident 3,6%). La résistance pacifique à l'occupation et le mouvement de solidarité internationale avec les Palestiniens ou le mouvement de la paix en Israël ne sont pas traités. En effet, tous les vendredis dans le village de Ni'ilin près de Ramallah, les Palestiniens organisent une manifestation pacifique contre la construction du mur israélien de séparation avec le soutien de militants israéliens et internationaux pour la paix. Mais celles-ci ne sont pas couvertes dans notre échantillon.

Le tableau 9.5-2 montre les types de la violence palestinienne traitée. Selon ses données, les Palestiniens sont violents entre eux, contre Israël et contre l'Occident. Souvent la couverture de cette violence est accompagnée de photographies représentant des hommes masqués et armés avec une posture menaçante. Les otages occidentaux dans ces photos sont sous la menace des armes des Palestiniens armés et masqués. Visuellement comme textuellement le Palestinien fait figure de violence.

Tableau 9.5-2: Catégories de la violence palestinienne

Violence palestinienne	S	LB	M	L	F	G	DT	I	T	Total	%
Attentat en Israël	1	1	0	0	0	1	0	1	0	4	4,8
Hamas vs Fatah	4	6	10	15	10	1	2	5	1	54	65,1
Prise d'otages occidentaux	2	2	1	0	1	1	1	0	0	8	9,6
Contre l'armée et les colons	0	0	1	0	1	0	0	1	0	3	3,6
Enlèvement du soldat Shalit	1	1	0	0	0	2	0	1	0	5	6,0
Roquettes Kassam	1	1	0	1	1	0	0	1	0	5	6,0
Forces, armement, brigades PS	0	0	0	1	0	0	0	0	0	1	1,2
Manifestations anti-occident	0	1	0	0	1	0	0	1	0	3	3,6
Total	9	12	12	17	14	5	3	10	1	83	100,0

9.5.3 Catégories de la violence israélienne

La presse concentre son attention sur les événements actuels (attentats, attaques, élections) et néglige les processus (checkpoints, colonisations, mur) qui ont un effet quotidien sur la population civile. Par exemple, dans 776 articles, seulement The Independent consacre un article entier aux checkpoints israéliens. Le Monde y fait référence 3 fois et The Daily Telegraph une seule fois. Aucune référence n'est faite aux checkpoints dans les autres quotidiens. Dans la couverture de la violence israélienne, les bombardements occupent une place centrale (23 occurrences soit 32%) (Tableau: 4). Souvent, les chars israéliens sont substitués aux soldats israéliens dans le discours médiatique. L'agent n'est pas l'armée israélienne ou ses soldats mais les chars ou les obus, le moyen de l'action ou le processus (bombardement, incursion). Bref, l'agent humain israélien n'est pas mis en évidence. Par métonymie ce sont soit l'outil de sa violence (chars, missile) ou le processus dans lequel se déroule cette action (opération, bombardement) qui le remplacent. De plus, les causes et les motifs de la violence israélienne sont dans tous les cas expliqués soit par un porte-parole officiel soit par les journalistes. La violence israélienne est également expliquée en tant que «riposte » aux attaques palestiniennes.

Dans les exemples suivants, la violence israélienne est représentée comme une riposte à la violence palestinienne:

1. «Les forces israéliennes ont pénétré, il y a une semaine à Gaza, pour la première fois depuis leur retrait en août 2005, afin de tenter de retrouver le caporal Gilad Shalit, capturé il y a une dizaine de jours par des activistes à la frontière avec Israël. » (Le Figaro, 6 juillet 2006)

2. «L'armée aurait reçu l'autorisation d'encercler Beit Hanoun et Beit Lahiya, deux localités du nord de la bande de Gaza, afin de créer un couloir les coupant de la ville de Gaza en cas de nécessité. Le Premier ministre israélien a discuté avec son ministre de la Défense, Amir Peretz, d'une éventuelle riposte à ces tirs. M. Peretz, dans des propos rapportés par la radio publique, s'est dit favorable à un réexamen de la politique de retenue israélienne afin de ne pas mettre en danger la sécurité des habitants deslocalités visées par les roquettes » (Le Soir 21 décembre 2006).

3. «Selon un ministre, il a été décidé pratiquement d'établir une zone de sécurité élargie dans le nord de la Bande de Gaza à la suite d'un tir de roquette sans précédent dans l'enceinte d'une école à Ashkelon au sud de Tel Aviv. (La Libre Belgique 6 juillet 2006)

4. «Les responsables Israéliens ont plaidé l'erreur. Le Premier ministre Ehud Olmert a exprimé ses «regrets» et le ministre de la Défense Amir Peretz a ordonné à l'armée de procéder rapidement à une enquête sur les causes du drame. «Israël fait tout pour éviter que les populations civiles innocentes soient touchées lors des opérations, malheureusement des tragédies ont parfois lieu. Nous en sommes désolés» (Libération, 9 novembre 2006) :

5. «Israeli forces moved further into northern Gaza early this morning after Palestinian militants succeeded in hitting the Israeli city of Askelon with rockets for the second night running. (…) Ehud Olmert, the Israeli prime minister, called the strike a "major escalation" and vowed harsh retaliation» (The Guardian, 7 juillet, 2006)

6. «The Israeli Defence Forces said they had been launching "preventative" shelling in response to Qassam rocket attacks after the Israeli troops' withdrawal from

Beit Hanoun on Tuesday.Israel intensifies Gaza offensive after second rocket attack» (The Independent, 9 novembre 2006).

7. «Hamas targeted after rocket hits» (The Times, 6 juin 2006)

Tableau 9.5-3: Catégories de la violence israélienne											
Violence israélienne	S	LB	M	L	F	G	DT	I	T	Total	%
Assassinats extrajudiciaires	1	0	0	0	1	0	0	0	0	2	2,8
Arrestation de leaders palestiniens	1	1	1	0	1	1	2	4	1	12	16,9
Opération «Pluie d'été »	2	1	1	2	2	2	0	1	0	11	15,5
Incursion	1	3	1	1	3	2	2	0	2	15	21,1
Bombardements	1	3	5	2	1	2	3	4	2	23	32,4
Prisonniers libérés	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0,0
Arrestations de Palestiniens anonymes	0	1	0	0	1	1	0	0	0	3	4,2
Affrontement entre colons et soldat israéliens	0	1	0	0	0	0	0	1	0	2	2,8
Israël se retient de riposter/attaquer	0	1	0	0	0	0	0	0	0	1	1,4
Arrestation d'Occidentaux	0	0	0	0	0	0	1	0	1	2	2,8
Total	6	11	8	5	9	8	8	10	6	71	100,0

9.5.4 Catégories de la politique palestinienne

Tableau 9.5-4: Catégories de la politique palestinienne											
Politique palestinienne	**S**	**LB**	**M**	**L**	**F**	**G**	**DT**	**I**	**T**	**Total**	**%**
Elections législatives	7	3	3	1	5	0	1	0	4	24	36,4
Pression européenne sur le Hamas	2	2	0	0	1	0	1	1	0	7	10,6
Israël et la politique palestinienne	2	0	1	0	0	0	0	1	0	4	6,1
Soc. civile européen et Palestine	1	0	0	0	0	0	0	0	0	1	1,5
Le Hamas contacte l'ONU	2	0	1	1	1	0	0	0	0	5	7,6
Le Hamas rejette les conditions du Quartet	1	0	0	0	0	0	0	0	0	1	1,5
Soutien de l'Iran au Hamas	1	0	0	0	1	0	0	0	0	2	3,0
Querelles politiques Hamas-Fatah	0	3	2	2	5	2	2	1	0	17	25,8
Ouverture sur le Hamas	0	0	0	1	0	0	0	0	0	1	1,5
Diplomatie de l'AP	0	0	0	1	1	0	0	0	0	2	3,0
Partis et personnalités politiques PS	0	0	0	1	0	0	0	0	0	1	1,5
Corruption de l'AP	0	0	0	0	0	0	1	0	0	1	1,5
Total	16	8	7	7	14	2	5	3	4	66	100,0

9.5.5 Catégories de la politique israélienne

Les nouvelles de la maladie d'Ariel Sharon constituent 47,9% du traitement de la politique israélienne suivies par les élections du 28 mars 2006 (26%).

Tableau 9.5-5: Catégories de la politique israélienne											
Politique israélienne	**S**	**LB**	**M**	**L**	**F**	**G**	**DT**	**I**	**T**	**Total**	**%**
Ariel Sharon malade	7	3	3	4	6	3	6	1	2	35	47,9
Israël-USA alliance	1	0	0	0	0	0	0	0	0	1	1,4
Vue par les Palestiniens	0	0	1	0	1	0	0	0	0	2	2,7
Corruption	1	0	1	0	0	1	1	0	0	4	5,5
Acteurs politiques israéliens	1	1	0	0	1	1	0	1	1	6	8,2
Élections Knesset-Gouvernement	2	2	1	1	4	2	1	2	4	19	26,0
Blocage des TPO	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0,0
Diplomatie israélienne	0	1	1	0	1	1	0	0	1	5	6,8
Sanctions israéliennes contre l'AP	0	0	0	0	1	0	0	0	0	1	1,4
Total	12	7	7	5	14	8	8	4	8	73	100,0

9.6 Nomination des lieux

9.6.1 Territoires palestiniens ou territoires palestiniens occupés

Selon le droit international (résolutions de l'ONU 242, 338, tribunal international de Lahey), les territoires conquis par Israël après la guerre de six jours en 1967 sont considérés en tant que territoires arabes occupés. La quatrième convention de Genève précise qu'aucun changement ou faits accomplis peuvent être acceptés sur ces territoires. Ces territoires occupés doivent être évaqués selon le droit international.

Utiliser le terme «territoires palestiniens occupés » est donc conforme avec le droit international et met les événements traités en contexte: il y a un conflit car il y a une occupation. Cependant, l'analyse de notre corpus montre que ce n'est pas le terme le plus utilisé pour nommer ces territoires comme le montre le tableau 2. Les termes «les territoires » - qui sont employés par la radio de l'armée israélienne en particulier et par les médias israéliens en général - sont plus utilisés que les termes «territoires palestiniens » ou «territoires palestiniens occupés ». Pour les colons israéliens, ce sont des «territoires israéliens » occupés par les Arabes et c'est leur premier argument pour légitimer la colonisation.

Tableau 9.6-1: Termes utilisés pour désigner les territoires palestiniens occupés											
Mots	**S**	**LB**	**M**	**L**	**F**	**G**	**DT**	**I**	**T**	**Total**	**%**
Autorité palestinienne	23	10	4	33	41	10	12	22	15	170	9,82
Cisjordanie	0	0	0	0	0	28	38	52	30	148	8,55
Gaza	84	75	168	131	160	114	75	140	56	1003	57,94
Gouvernement palestinien	5	3	8	7	8	3	7	3	2	46	2,66
Gouvernement Hamas	0	4	3	7	13	9	0	11	0	47	2,72
Les territoires	15	15	20	6	10	0	1	1	1	69	3,99
Palestine	15	19	47	10	11	16	5	33	16	172	9,94
Territoires autonomes	0	0	0	4	0	0	0	0	0	4	0,23
Territoires occupés	5	4	11	3	3	0	0	0	0	26	1,5
Territoires palestiniens	2	6	7	5	6	4	2	7	4	43	2,48
Territoires palestiniens occupés	0	0	0	0	1	0	0	2	0	3	0,17
Total	149	136	268	206	253	184	140	271	124	1731	100

9.6.2 Israël ou État juif

Dans son livre «L'État des Juifs» publié en 1896, le fondateur du sionisme, Théodore Herzl imagine en Palestine «un État juif et démocratique». Le mouvement sioniste a dès le départ voulu créer un État juif. Après la guerre de 1948, la communauté internationale reconnaît l'État créé par le mouvement sioniste sur 78% de la Palestine mandataire. Le nom officiel de cet État est Israël. Le parlement israélien (la Knesset) vote le 5 juillet 1950 la Loi du retour, qui stipule que «*tout Juif a le droit de venir dans ce pays en tant que oleh* (faire son Alyah) » (Abramov, 1976: 285). En même temps, l'État d'Israël refuse même l'idée de discuter le droit au retour des refugiés palestiniens selon la résolution 194 des Nations unies. Ces dernières années, le gouvernement israélien de Binyamin Netanyahou a multiplié les demandes adressées aux Palestiniens afin de reconnaître Israël en tant qu'un État juif. Ces derniers refusent car, selon eux, cela signifierait admettre l'inexistence du droit au retour des refugiés palestiniens chassés de leurs foyers par Israël en 1948. Les Palestiniens d'Israël voient dans cette demande une attitude raciste à leur égard et comme une prélude à leur expulsion. L'usage de ce terme «État juif » ou le terme voisin «État hébreu » est donc controversé. Notre analyse montre que le terme le plus utilisé pour désigner Israël est «Israël » (92,8%) ou le gouvernement israélien (2,5 %). Israël est désigné comme «État juif » 31 fois en total dans les neuf quotidiens soit 1,19% et 79 fois en tant qu'» État hébreu » soit 3,04%. Ces quotidiens font référence à l'occupation israélienne 12 fois.

Tableau 9.6-2: Termes utilisés pour designer Israël											
Mots	S	LB	M	L	F	G	DT	I	T	Total	%
État hébreu	36	1	1	8	33	0	0	0	0	79	3,04
État juif	2	2	1	1	6	4	4	4	7	31	1,19
Gouvernement israélien	11	3	8	3	9	8	7	11	5	65	2,5
Israël	230	204	221	158	310	354	271	401	262	2411	92,8
L'occupation israélienne	0	2	0	1	2	2	2	2	1	12	0,46
Total	279	212	231	171	360	368	284	418	275	2598	100

9.6.3 Colonies ou implantations

Les colonies israéliennes construites en Cisjordanie et à Jérusalem-Est «territoires palestiniens occupés depuis 1967 » sont aux yeux du droit international illégales. Celles-ci sont désignées 201 fois en tant que colonies soit 91,78% et 18 fois en tant qu'implantations. Notons que le terme implantation est utilisé uniquement par la presse francophone.

Tableau 9.6-3: Termes employés pour désigner les colonies israéliennes dans les territoires occupés											
Mots	**S**	**LB**	**M**	**L**	**F**	**G**	**DT**	**I**	**T**	**Total**	**%**
Colonies	11	5	17	8	16	39	12	48	45	201	91,78
Implantations	7	0	5	3	3	0	0	0	0	18	8,22
Total	18	5	22	11	19	39	12	48	45	219	100

Parfois, les journalistes font des erreurs factuelles concernant les colonies, mais cela reste rare dans notre échantillon. Un article du Libération (11/03/2006) pendant la campagne électorale israélienne inclut la colonie de Maalé Adoumim dans la «partie juive de Jérusalem». Or cette colonie se trouve à l'Est de Jérusalem sur la route de Jéricho, en Cisjordanie et fait partie des territoires palestiniens occupés en 1967. La Libre Belgique désigne la colonie israélienne qui se trouve à l'intérieur de la ville d'Hébron au sud de la Cisjordanie en tant que «partie juive de Hébron » (17 janvier). The Independent écrit le 11 mars, que la communauté internationale dans sa majorité voit les colonies juives construites en territoires occupés comme une violation du droit international et notamment de la quatrième Convention de Genève [*Most of the international community has held that Jewish settlement in the territories seized in the 1967 war contravened international law, and the Geneva Conventions in particular, but this has long been publicly contested by Israel*].

9.7 Les sources

Les journalistes n'inventent pas les nouvelles, ils doivent se référer aux sources. Richardson argumente que l'accès aux médias est en soi un pouvoir (Poole & Richardson, 2006: 103). Quels groupes ont accès aux médias et peuvent commenter les autres groupes et leurs actions?

En effet, la question de l'accès aux médias en tant que source ne peut se mesurer seulement quantitativement. Il faut traiter la question d'une manière qualitative. Car le nombre de fois qu'une source est citée ne signifie pas forcément que la couverture lui est favorable ou défavorable. Cependant, il faut voir de quoi cette source parle et dans quel contexte. Par exemple Patrick Saint-Paul écrit dans le Figaro (9 novembre 2006, p.5) : «Le Hamas jure de venger la tuerie de Beit Hanoun ». L'article rapporte que 18 Palestiniens de la même famille dont 8 enfants ont été tués par l'armée israélienne. Le journaliste précise que «les chars israéliens s'étaient retirés la veille à l'aube, après six jours d'une opération meurtrière visant à faire cesser les tirs de roquettes palestiniennes sur le sud d'Israël. » Toutes les sources citées sont des sources palestiniennes, cependant leurs propos sont violents. Le «père endeuillé », Omar Assamna dit: «avant ce massacre, j'étais pour Mahmoud Abbas et les modérés. Maintenant je suis avec les terroristes, pour la vengeance». Le porte-parole du gouvernement palestinien dirigé par le Hamas, Ghazi Hamad, qui «ne prend plus aucune distance vis-à-vis de la branche armée de son mouvement », note le journaliste, «a promis de venger cette tuerie par des attentats suicides en Israël ». «C'est notre droit, s'emporte-t-il. Nous pleurons nos enfants et nos femmes. Israël doit être effacé. C'est un État qui ne reconnaît aucune valeur humaine ». Khaled Mechaal, le chef du Hamas, promet de «riposter par des actes ». Le Fatah, le parti d'Abbas, appelle sa branche armée les Brigades des Martyrs d'al-Aqsa, à reprendre les attentats suicides en Israël. Ismaïl Haniyeh s'adressant à un survivant de la famille: «nous sommes tes frères, nous sommes ta famille». Hiyam Assamna (mère), «lance un appel à la raison: «Nous sommes contre les attentats suicides, contre la mort de civils innocents des deux côtés, dit-elle. Mais, comprenez-nous, le monde nous affame pour que nous acceptions les conditions du Quartette et n'exerce pas la moindre pression sur Israël lorsque nos

enfants sont massacrés ».

Les sources israéliennes sont deux fois plus citées que les sources palestiniennes (en total 960 fois contre 510 fois). Les sources internationales (21,54%) sont en majorité américaines et les propos qu'elles énoncent défendent Israël ou condamne la «violence palestinienne ».

Tableau 9.7-1: Sources israéliennes, palestiniennes et internationales dans les neuf quotidiens									
Sources	**israéliennes**		**palestiniennes**		**internationales**		**arabes**		
Quotidiens	#	%	#	%	#	%	#	%	Total
S	154	63,6	43	17,77	43	17,77	2	0,83	242
LB	64	50,0	44	34,38	19	14,84	1	0,78	128
M	115	41,4	84	30,22	76	27,34	3	1,08	278
L	82	44,3	84	45,41	19	10,27	0	0,00	185
F	105	45,9	70	30,57	53	23,14	1	0,44	229
G	128	60,7	36	17,06	47	22,27	0	0,00	211
DT	76	53,2	42	29,37	25	17,48	0	0,00	143
I	132	54,1	62	25,41	49	20,08	1	0,41	244
T	104	46,2	45	20,00	75	33,33	1	0,44	225
Total	960	50,93	510	27,06	406	21,54	9	0,48	1885

9.7.1 Les sources israéliennes

Le gouvernement et les militaires constituent l'essentiel des sources israéliennes (en total 48,54% et 21,67%). Dans le tableau 9.7-2, les sources médicales sont citées pour des informations sur l'état de santé d'Ariel Sharon. Quant aux sources médiatiques, ce sont des journalistes ou des médias israéliens qui commentent les événements et dans certains cas ils reformulent les arguments du gouvernement.

Tableau 9.7-2: Sources israéliennes													
Sources ▸	officielles		militaires		médicales		médiatiques		anonymes		autres		
Quotidiens ▾	#	%	#	%	#	%	#	%	#	%	#	%	Total
S	72	46,75	16	10,39	6	3,90	32	20,78	3	1,95	25	16,23	154
LB	29	45,31	25	39,06	2	3,13	5	7,81	1	1,56	2	3,13	64
M	67	58,26	19	16,52	3	2,61	9	7,83	15	13,04	2	1,74	115
L	35	42,68	21	25,61	6	7,32	8	9,76	9	10,98	3	3,66	82
F	65	61,90	15	14,29	4	3,81	12	11,43	7	6,67	2	1,90	105
G	64	50,00	32	25,00	6	4,69	8	6,25	9	7,03	9	7,03	128
DT	24	31,58	22	28,95	9	11,84	1	1,32	9	11,84	11	14,47	76
I	62	46,97	37	28,03	7	5,30	4	3,03	8	6,06	14	10,61	132
T	48	46,15	21	20,19	2	1,92	11	10,58	4	3,85	18	17,31	104
Total	466	48,54	208	21,67	45	4,69	90	9,38	65	6,77	86	8,96	960

9.7.2 Les sources palestiniennes

Contrairement aux sources israéliennes, du côté palestinien les représentants du Hamas sont plus citées que ceux du Fatah, le président Abbas est moins cité que le premier ministre ou les responsables du Hamas. Les médias israéliens sont cités dix fois plus que les médias palestiniens (90 fois contre 8).

Tableau 9.7-3: Sources palestiniennes															
Sources ▸	Président		Gouvernement		Médias		Médicales		Anonymes		ONG		Autres		#
Quotidiens ▾	#	%	#	%	#	%	#	%	#	%	#	%	#	%	Total
S	15	34,88	13	30,23	1	2,33	1	2,33	6	13,95	2	4,65	5	11,63	43
LB	25	56,82	14	31,82	1	2,27	0	0,00	0	0,00	2	4,55	2	4,55	44
M	17	20,24	28	33,33	2	2,38	1	1,19	9	10,71	3	3,57	24	28,57	84
L	19	22,62	31	36,90	1	1,19	0	0,00	23	27,38	5	5,95	5	5,95	84
F	19	27,14	34	48,57	0	0,00	0	0,00	4	5,71	5	7,14	8	11,43	70
G	13	36,11	10	27,78	0	0,00	0	0,00	11	30,56	0	0,00	2	5,56	36
DT	7	16,67	16	38,10	3	7,14	0	0,00	15	35,71	1	2,38	0	0,00	42
I	22	35,48	16	25,81	0	0,00	0	0,00	18	29,03	5	8,06	1	1,61	62
T	10	22,22	13	28,89	0	0,00	0	0,00	21	46,67	1	2,22	0	0,00	45
Total	147	28,8	175	34,3	8	1,57	2	0,39	107	21	24	4,71	47	9,22	510

9.7.3 Les sources internationales

Sur le plan international, les articles consacrés au conflit israélo-arabe citent les sources officielles américaines (département d'État, Maison Blanche) dix fois plus que l'ONU. Les déclarations américaines sont centrées sur les intérêts d'Israël et sont critiques à l'égard des Palestiniens. Le Quartet n'est cité qu'à huit reprises dans notre échantillons, pour rappeler les conditions posées au Hamas: 1) renoncer à la violence, 2) reconnaître Israël,3) reconnaître les accords signés. L'UE est également citée 14 fois dans ce sens. Nous observons également que les sources britanniques sont souvent citées dans la presse britannique, les sources françaises dans la presse françaises, les sources belges dans la presse belge. Les sources américaines sont citées par tous les quotidiens. Nous remarquons que les dirigeants iraniens sont plus cités que les leaders

arabes. Les déclarations iranniennes du président iranien Ahmadinejad et des hauts responsables sont dans cet échantillon soit négationnistes et contre Israël et les États-Unis soit menaçantes contre toute éventuelle attaque contre l'Iran. Dans les autres sources, on peut trouver des déclarations de la part de la Chine ou de la Russie sur le conflit israélo-arabe ainsi que des sources arabes insignifiantes.

Tableau 9.7-4: Sources internationales

	S	LB	M	L	F	G	DT	I	T	Total
ONU			9		2		1		4	16
%			11,84		3,77		4,00		5,33	3,941
Quartet	2		2		4					8
%	4,65		2,63		7,55					1,97
G8	1					2		1	1	5
%	2,33					4,26		2,04	1,33	1,232
USA	12	4	26	11	22	19	15	19	28	156
%	27,91	21,05	34,21	57,89	41,51	40,43	60,00	38,78	37,33	38,42
UE	7			3			1	1	2	14
%	16,28			5,66			4,00	2,04	2,67	3,448
UK	2	1	3	1	1	6	7	13	24	58
%	4,65	5,26	3,95	5,26	1,89	12,77	28,00	26,53	32,00	14,29
France			12	1	6					19
%			15,79	5,26	11,32					4,68
Belgique	9	9							1	19
%	20,93	47,37							1,33	4,68
Iran	8	2	16	1	15	17	0	11	9	79
%	18,60	10,53	21,05	5,26	28,30	36,17		22,45	12,00	19,46
Autres	2	3	8	5	0	3	1	4	6	32
%	4,65	15,79	10,53	26,32		6,38	4,00	8,16	8,00	7,882

9.8 Qualité et actions des acteurs

Pourquoi Israéliens et Arabes se battent-ils? Pourquoi l'armée israélienne lance des «opérations » et les groupes armés tels que le Hamas et le Hezbollah lancent des roquettes sur Israël? Les réponses données à ces questions par les journalistes européens peuvent être illustrées dans les exemples suivants:

Les termes extrémiste, radical, terroriste, modéré, ou militants sont employés pour désigner des leaders ou des formations politiques palestiniennes (le Hamas est islamiste, terroriste, tandis que le Fatah est un parti laïque, le FPLP qui est un parti de gauche est décrit comme un mouvement radical. Les partis israéliens sont décrit en terme de clivage politique (gauche, centre, droite).

Dans le traitement médiatique, les journalistes ne construisent pas de

catégorisation dichotomique «modérés contre extrémistes » quant ils font références aux Israéliens. Cette catégorisation est uniquement reservée aux Palestiniens. D'un côté, le président Abbas et son parti, le Fatah, sont souvent désignés comme modérés. De l'autre côté, les militants et les leaders du Hamas sont désignés comme extrimistes, fadamentalistes, radicaux ou terroristes. Les journalistes Damien McElroy et Ohad Gozani écrivent dans The Daily Telegraph (12 septembre, p.6) que «Les Palestiniens radicaux et les modérés ont annoncé, hier, un accord pour constituer un gouvernement qui a pour objectif d'arrêter l'isolement [Radical and moderate Palestinian leaders yesterday announced a deal to establish a unity government aimed at ending international isolation and restoring desperately needed aid packages]»

Tableau 9.8-1: Comment sont désignés les Palestiniens?

Qualités	Modérés		Militants		Radicaux		Extrémistes		Islamistes		Terroristes	
Quotidiens	#	%	#	%	#	%	#	%	#	%	#	%
Le Soir	2	5,9	5	9,1	4	9,1	5	17,2	18	14,2	36	12,7
La Libre Belgique	3	8,8	4	7,3	7	15,9	1	3,4	16	12,6	27	9,5
Le Monde	0	0	4	7,3	5	11,4	7	24,1	13	10,2	32	11,3
Libération	1	2,9	3	5,5	7	15,9	0	0	27	21,3	25	8,8
Le Figaro	4	11,8	3	5,5	10	22,7	3	10,3	28	22	35	12,4
The Guardian	2	5,9	4	7,3	1	2,3	1	3,4	8	6,3	25	8,8
The Daily Telegraph	6	17,6	10	18,2	7	15,9	5	17,2	4	3,1	37	13,1
The Independent	10	29,4	14	25,5	2	4,5	3	10,3	6	4,7	29	10,2
The Times	6	17,6	8	14,5	1	2,3	4	13,8	7	5,5	37	13,1
Total	34	100	55	100	44	100	29	100	127	100	283	100

Le Hamas est l'acronyme du «mouvement de résistance islamique » en arabe. Dans notre échantillon, seuls Le Monde et la Libre Belgique utilisent cette appellation à trois reprises, deux fois dans le premier journal et une fois dans le deuxième. Dans cet échantillon, on fait référence au Hamas 1435 fois (voir figure 9.4-1). Les termes résistance et islamique sont remplacés par «terroriste » et «islamiste ». Le Hamas et les groupes armés palestiniens sont désignés 283 fois comme «terroristes »: 134 fois par Israël, 39 fois par l'administration américaine, 23 fois par l'UE et 60 fois par les journalistes.

Tableau 9.8-2: Les groupes armés palestiniens désignés comme terroristes														
Sources	Israël		CRIF		USA		UE		Journalistes		Opinions		Total	
Quotidiens	#	%	#	%	#	%	#	%	#	%	#	%	#	%
S	23	17,2	0	0	3	7,7	3	13	6	9,7	1	5,3	36	12,7
LB	9	6,7	5	83,3	4	10,3	2	8,7	7	11,3	0	0	27	9,5
M	9	6,7	1	16,7	8	20,5	4	17,4	9	14,5	1	5,3	32	11,3
L	17	12,7	0	0	3	7,7	1	4,3	4	6,5	0	0	25	8,8
F	19	14,2	0	0	5	12,8	5	21,7	6	9,7	0	0	35	12,4
G	13	9,7	0	0	2	5,1	3	13	3	4,8	4	21,1	25	8,8
DT	16	11,9	0	0	6	15,4	2	8,7	8	12,9	5	26,3	37	13,1
I	11	8,2	0	0	3	7,7	1	4,3	6	9,7	8	42,1	29	10,2
T	17	12,7	0	0	5	12,8	2	8,7	13	21	0	0	37	13,1
Total	134	100	6	100	39	100	23	100	62	100	19	100	283	100

Le CRIF, cité dans Le Monde et La Libre Belgique, désigne le Hamas en tant que movement terroriste. C'est la designation courante qu'Israël utilise généralement pour décrire les groupes et les actions arrmées des Palestiniens. Dans The Daily Telegraph (29 juillet), on peut lire ceci: «*L'armée dit avoir tué "25 terroristes". Au moins 13 des morts sont des militants, dont cinq de la branche armée du Hamas et deux des Comités de la résistance populaire.* [*The army said it had killed "25 terrorists". At least 13 of the dead were reportedly militants, including five from the Hamas armed wing and two from the Popular Resistance Committees*] ». Le terme "terroriste" est parfois utilisé sans guillemets, ce qui signifie son adoption par les journalistes. Serge Dumont écrit dans Le Soir (7 août, 2006) «*Officiellement, l'État hébreu ne négocie jamais avec les groupes terroristes afin de récupérer ses soldats enlevés* ». La Libre Belgique écrit le 9 novembre «L'armée dit regretter l'atteinte à des civils, mais en impute la responsabilité "aux organisations terroristes qui utilisent la population civile comme bouclier humain et poursuivent leurs attaques à partir des refuges qu'offrent les aires habitées". Elle continuera donc à punir les tirs de Kassam ». Notons ici l'usage du mot «l'armée » et pas l'armée israélienne. On peut utliser ce terme quand il s'agit de notre armée… Un journal belge peut écrire «l'armée » sans l'adjectif qui donne la nationalité pour évoquer l'armée belge. Pour désigner une armée étrangère, il est nécessaire de mentionner sa nationalité.

Conclusions générales

Dans cette recherche, nous avons étudié le traitement médiatique du conflit israélo-arabe dans neuf quotidiens européens, soit deux journaux belges (Le Soir et La Libre Belgique), trois français (Le Monde, le Figaro et Libération) et quatre anglais (The Times, The Guardian, The Independent et The Daily Telegraph). Pour les questions qui nous préoccupent, nous avons employé une méthodologie alliant l'analyse quantitative et qualitative, deux approches qui se complètent et s'appuient mutuellement. Le conflit israélo-arabe est le conflit le plus traité dans les journaux belges et français, alors qu'il occupe la deuxième place après le conflit irakien dans la presse britannique, cette recherche offre une réponse définitive et d'une façon exhaustive la réponse tant posée par des chercheurs: quelle est réellement la place du conflit israélo-arabe dans la couverture médiatique? Pour y répondre nous avons analysé toutes les unes des journaux en 2006. Cet élément est l'un des résultats les plus importants de cette recherche.

Durant la période analysée, deux élections législatives ont eu lieu dans les territoires palestiniens occupés (25 janvier) et en Israël (28 mars). Les élections palestiniennes ont été traitées par les neufquotidiens en termes de guerre et de menace: «la menace islamiste » (La Libre Belgique, 25 janvier), «le Hamas doit choisir entre politique et terrorisme » (Le Soir, 27 janvier) «la bombe électorale » (Libération, 27 janvier), «Hamas: le monde s'alarme » (Le Figaro, 27 janvier), «Les États-Unis et l'Europe pressent le Hamas à renoncer à la violence » (Le Monde, 28 janvier), «des terroristes sont élus [terrorists voted into power] » (The Daily Telegraph), «Les États-Unis au Hamas: renoncez au terrorisme ou perdez l'aide 400 millions de dollars [US tells Hamas: renounce terror or lose $400m of aide] » (The Guardian, 28 janvier), «victoire des kamikazes islamiques dans le scrutin [Islamic bombers triumph at ballot]» (The Times, 28 janvier), «Des bombes au vote: Est-ce que le Hamas peut gouverner?]? [From bombs to ballots: is Hamas fit to govern» (The Independent, 27 janvier).

En même temps, le scrutin israélien est traité en termes de paix. Les journaux mettent en avant le plan de retrait partiel et unilatéral proposé le premier ministre élu, Ehoud Olmert pendant sa campagne électorale. Un plan qui n'a jamais été exécuté

d'ailleurs. Dans le Soir du 20 janvier, (p. 13) on peut lire «Olmert fait évacuer la Cisjordanie »et dans la Libre Belgique (29 mars, p. 2), on croit Olmert sur paroles: «le Premier ministre israélien a confirmé mardi matin son intention de démanteler plus de la moitié des colonies de Cisjordanie». Le Figaro note en première page que le Kadima, «est donné en tête de scrutin, dont le principal enjeu est le tracé des frontières » (29 mars, p.1). Le Monde titre en une «La «nouvelle frontière » d'Israël, enjeu des élections législatives » (28 mars, p.1). Le Monde réproduit les cartes des plans de retrait unilatéraux des partis politiques israéliens qui participent aux élections (p.26-27) dont aucun ne prévoit un retrait total de la Cisjordanie occupée. Alors que dans Libération (29 mars, p. 11), on est déjà dans l'esprit d'un retrait israélien immanent «L'idée du retrait fait son chemin à Alon Shvout (une colonie israélienne en Cisjordanie). La presse britannique traitet également le scrutin, avec la même perspective, à l'exception de The Guardian qui ne traite pas ce thème. The Independent publie en une les cartes de cet éventuel retrait qu'il désigne comme un plan «controversé » (30 mars). Le journal précise que si le plan est exécuté, Olmert annexerait des territoires palestiniens «The New Israel: Election victory gives Ehud Olmert a mandate to implement his controversial plan to redraw border and annex Palestinian territory ». De son côté, The Times titre comme suit le 29 mars (p.1) : «Les électeurs tournent le dos aux extrémistes israéliens [Voters turn their backs on Israeli hardliners] » et sous-titre «Le Hamas voit dans le plan de séparation unilatérale d'Ehoud Olmert une déclaration de guerre [Hamas… branded Ehud Olmert's plan for unilateral separation as a 'declaration of war'] ». Pour The Daily Telegraph, le plan Olmert est alarmant «la droite israélienne en déroute après le plan alarmant d'Olmert pour les frontières en Cisjordanie [Israeli Right routed out as Olmert issues border warning on West Bank] » (30 mars, p.15).

L'Analyse Critique de Discours est une approche en mutation et ne précise pas de méthodologie explicite. À l'exception de Norman Fairclough, qui exploite la méthodologie de la linguistique fonctionnelle systémique (Systemic Functional Linguistics) développée par Michael Halliday (Fairclough, 2005: 5) les autres théoriciens de l'ACD ne précisent aucune méthodologie d'ACD proprement dite. Teun van Dijk conçoit l'ACD en tant que «Grounded Theory » qui doit théoriser à partir de l'étude empirique (Wodak & Chilton, 2005). Quant à Ruth Wodak, elle a récemment proposé une intégration théorique et méthodologique avec la pragmatique (Wodak, 2007). La pragmatique n'est pourtant pas une théorie ou une méthode critique par

définition contrairement à l'ACD. Pour cette raison, l'intégration entre les deux approches peut être d'une grande utilité. La théorie critique peut se voir compléter par une méthodologie très détaillée que propose la pragmatique et notamment chez Verschueren (2011). D'ailleurs, les théoriciens de l'ACD plaident pour la diversité théorique et méthodologique (Wodak & Chilton, 2005). L'absence d'une méthodologie explicite au sein de l'ACD appelle donc à l'ouverture vers d'autres disciplines et implique une certaine créativité. Cette absence est l'une des difficultés auxquelles nous avons fait face dans la réalisation de cette thèse. En outre, l'ACD est une théorie européenne, que l'application par des chercheurs d'autres régions du monde ne peut que renforcer et enrichir (Wodak & Chilton, 2005).

Cette lacune méthodologique nous a amené à concevoir un modèle d'analyse associant analyses quantitative et qualitative et démarches inductive et déductive. Dans un souci de fournir des preuves empiriques à partir des données, les questions de départs ont été conçues de façon à écarter les interprétations personnelles qui peuvent être idéologiquement marquées. Un modèle d'analyse qui se veut critique mais surtout empirique en employant une démarche analytique centrée sur les données. À la lecture de la littérature des études précédentes, on remarque que beaucoup de chercheurs, idéologiquement impliqués dans le conflit israélo-arabe, mettent l'accent sur la «critique » et négligent souvent d'appuyer leur critique par une analyse systématique des médias. Nous remarquons que certains chercheurs accusent les médias de biais pro-palestiniens comme Daniel Dayan et d'autres critiquent ces mêmes médias d'être pro-israéliens comme Denis Sieffert et Joss Dray. Et ces critiques émanent souvent de réactions personnelles à la couverture médiatique, en utilisant des exemples précis. Même si ces critiques peuvent avoir un certain degré de pertinence, elles restent fort marquées par la position de leur auteur sur le conflit. Ce qui rend parfois le débat académique sur la question ambigu et trompeur. Peut-on dès lors parler de biais de la recherche? Visiblement, oui. Mettre sa critique au-dessous de la démarche scientifique ne peut donner une interprétation plus au moins objective du traitement médiatique. Nous admettons ici, que l'objectivité totale n'existe pas dans ce type d'exercice, car le choix de l'objet d'étude est en soi motivé par un intérêt personnel.

Le modèle d'analyse que nous proposons dans cette thèse est conçu pour faire parler le corpus et non seulement les intuitions ou les impressions personnelles qui

peuvent devenir un piège idéologique. Il est destiné à comprendre au mieux le traitement médiatique du conflit israélo-arabe. Nous nous sommes efforcés de garder une distance par rapport à l'objet que nous étudions dans afin de contribuer au débat sur la question de la façon la plus rationnelle possible. Les pistes d'analyse que cette étude suggère apportent des éléments de réflexion et de méthode qui peuvent être exploités dans une Analyse Critique de Discours.

Les médias sont souvent l'objet de critiques de la part des protagonistes du conflit israélo-arabe. De côté israélien, on accuse les journalistes de biais pro-palestiniens dans leur couverture du conflit. La critique va même jusqu'à l'accusation et le chantage à l'antisémitisme. L'analyse qu'on vient de présenter montre que le point de vue israélien est non seulement omniprésent, mais parfois adopté par les journalistes qui utilisent par exemple le terme «terroriste » pour désigner le Hamas.

La ligne éditoriale d'un journal à l'égard d'une question donnée peut changer au fil du temps. En effet, le discours médiatique peut être façonné par les pratiques journalistiques et sociales, son contexte de production et de réception comme le suggère l'ACD (Richardson, 2007). L'idéologie du discours résiste à l'observation, elle n'est pas explicite (Verschueren, 2011). Pour cette raison, Verschueren propose une méthodologie afin de cerner le discours idéologique et cela implique l'étude d'un corpus varié et suffisamment grand. S'agissant du discours médiatique, l'on ne peut se contenter d'exemples isolés pour arriver à des généralisations.

Peut-on distinguer, dans le cadre de cette analyse, des différentes manières de traiter le conflit dans les neuf quotidiens? Existe-t-il un traitement belge, français ou britannique du conflit? Est-ce qu'il existe des variations entre la presse française et belge et anglophone? Ou au contraire, ce n'est pas la langue ou la nationalité du journal qui façonne sa ligne éditoriale, mais plutôt son positionnement politique (gauche-centre- droite) ? À travers l'analyse de ces neuf quotidiens européens, on peut dire qu'il y a d'abord un traitement européen du conflit israélo-arabe. En même temps, nous observons des divergences de perspectives selon le positionnement politique du journal en relation avec son modèle économique. Ce qui peut également façonner le discours médiatique, c'est le parcours personnel du journaliste qui produit un article de presse.

Ce traitement européen du conflit israélo-arabe est marqué par une reconnaissance de la légitimité d'Israël, mais pas toujours celle de l'occupation. En parallèle nous avons observé une certaine délégitimation du Hamas ou du Hezbollah (désignés comme groupes terroristes, radicaux, extrémistes). L'Islam politique est vu comme une menace comme le montrent plusieurs études (Richardson, 2004, Poole, 2002). Dans ces études, les chercheurs parlent même d'un traitement orientaliste (Said, 2007, Poole & Richardson, 2006). La légitimité d'Israël n'est en aucun cas mise en cause, contrairement aux accusations de certains critiques de médias qui font l'amalgame entre critique de la politique israélienne et mise en cause de l'existence d'Israël. Le sens donné au conflit touche à des questions existentielles pour les deux camps: arabe et israélien. Alain Gresh souligne que chaque camp voit dans ce conflit des enjeux existentiels (Gresh, 2001). Il s'agit d'un traitement européen dans certains cas en ligne avec la politique étrangère de l'Union européenne. Par exemple, le Hamas qui est sur la liste des organisations terroristes de l'UE, est souvent désigné comme tel par les journalistes (Voir chapitre 9).

Malgré l'existence d'un regard médiatique européen, des divergences peuvent néanmoins être observées non seulement entre un journal et un autre, la presse d'un pays comparé à d'autres pays, mais également au sein d'un journal donné. Cela dépend de l'événement traité. À titre d'exemple, le journal britannique, The Independent, publie en début de l'année 2006 des unes idéologiquement marquées contre le Hamas (27 janvier pour annoncer les élections, 15 mars pour l'arrestation de Saadat, le chef du FPLP). Mais pendant la guerre de Liban, le journal affiche son opposition et sa critique virulente des attaques israéliennes et du soutien américain et britannique à cette guerre. À l'occasion de Noël, le quotidien publie une enquête qui critique l'isolement de la ville de Bethléem par le mur et les checkpoints israéliens en imaginant leur existence au temps de Jésus. Le journal imagine que Jésus, la vierge Marie et les Rois mages auraient éprouvé beaucoup de difficultés à atteindre la ville sainte s'ils vivaient à notre époque (*Que se passerait-il si la Vierge Marie se rendait à Bethléem aujourd'hui?* [*What would happen if Virgin Mary came to Bethlehem today?*], The Independent, 23 décembre 2006, p.1). Est-ce qu'on peut dire que le journal est pro-palestinien ou pro-israélien? Nous pensons qu'aucun journal n'est anti-israélien ou anti-palestinien. Par contre tous les journaux montrent une certaine scepticisme face au Hamas. Le Hamas est l'acteur palestinien le plus représenté dans notre corpus, et dans la plupart des articles et des

photographies cette représentation est négative. Des problèmes du traitement médiatique sont parfois liés au manque d'expérience et de connaissance historique du conflit. Nous avons montré plusieurs articles du Soir à Baudouin Loos, journaliste en charge du Proche-Orient du journal, qui s'étonnait: comment a-t-on pu écrire cela (Olmert fait évacuer la Cisjordanie, Le Soir, 20 janvier, p. 13). «Je n'étais pas là ce jour-là » nous dit-il. On peut également noter qu'un journal de gauche ne traite pas de la même façon le conflit israélo-arabe qu'un journal de droite. Le clivage politique des journaux britanniques est plus prononcé que les journaux francophones (français et belges). Par exemple, The Independent et The Guardian s'opposent à la guerre du Liban tandis que The Times et The Daily Telegraph la soutiennent et justifient les attaques israéliennes. Cette distinction selon le positionnement politique n'est pas facilement observable quand un journal comme Le Soir se définit comme un journal indépendant «ni de gauche ni de droite ». Un journal peut également muer au fil du temps. Par exemple, The Times soutenait le parti conservateur jusqu'aux années 1990 et les travaillistes à partir des années 2000 avec l'arrivée du New Labour de Tony Blair.

Les résultats de notre étude montrent que la perspective israélienne sur les événements occupe une place importante. Les sources israéliennes officielles (politiques et militaires) sont citées à chaque fois que les informations concernent l'État d'Israël, sa politique et ses actions. La désignation des territoires palestiniens occupés en tant que «territoires » ou «territoires palestiniens » est plus abondante que «territoires palestiniens occupés » ou «territoires occupés »; là aussi la perspective israélienne est présente dans le choix des mots. Egalement, les groupes armés palestiniens sont désignés comme «terroristes » par les journalistes. Alors pourquoi certains journaux sont-ils accusés de biais pro-palestiniens ou anti-israéliens comme le suggère Daniel Dayan (2006) ? Certains journaux, sont accusés d'antisémitisme par des critiques pro-israéliennes qui ne démontrent pas leur assertion. La persistance de telles critiques basées sur des impressions personnelles animées par une idéologie pro-israélienne fait partie d'une stratégie d'intimidation qui a pour objectif de «faire taire les critiques » comme le note Norman Finkelstein (2003, 2008) ou John Mearsheimer et Stephen Walt (2007).

Annexe: Grille de l'analyse

Dictionnaire de variables (Code book) /
1) Le conflit israélo-arabe à la Une

1. **Quadrants (Placement de l'article) :** Une page dans journal est découpées en quatre parties (1, 2, 3, 4)

1	**2**
3	**4**

Dans cette case il faut noter si l'article est placé dans l'un de ces quatre quadrants.

2. Est-ce que l'actualité de conflit israélo-arabe est présente en une ?: 1=oui ; 2=non **[conflit1_on]**
3. **Contexte:** 1= Conflit israélo-arabe ; 2= conflit palestinien interne ; 3= Nucléaire iranien ; 4= Politique internationale ; 5= économie globale ; 9=Autre
4. **Placement de l'article (sur le conflit israélo-arabe) dans la une (quadrants) :** 1= En haut de la page- côté gauche ; 2= En haut de la page- côté droit; 3= En bas de la page- côté gauche; 4= En bas de la page- côté droit. **[quadrant_une]**
5. **Est-ce que l'article est accompagné d'une photo ?** 1=oui, 2=non **[picune_on]**
6. **Photo en une** (encodage photo)
7. **Est-ce que le thème principal de la une est: 1=politique locale (France, UK, Belgique) ; 2= Politique européenne ; 3= Politique internationale**
8. **Dans l'actualité politique internationale, quel est le premier thème traité ?** 1= conflit israélo-palestinien ; 2=conflit israélo-libanais ; 3=conflit palestinien interne ; 4=Guerre d'Irak ; 5= Nucléaire iranien ; 6= Syrie et Liban ; 7=Syrie et Israël ; 8= Darfour ; 9= Sahaara Occidentale ; 10=Chine-Tibet, 11= Chine -Taiwane ; 12= Corée du Nords-USA ; 13=Philipines ; 14= ETA-Espagne ; 15= FARC-Colombie ; 16=autre conflit/guerre entre États ; 3= autre conflit/guerre dans des États impliquant rebelles et gouvernement/ 4= politique internationale ; 5= économie /nationale ; 6= économie internationale/ 7=écologie et environnement; 8= sport ; 9= arts et cultures ; 10= société/faits divers ; 11=sciences, santé et éducation ; 12=Politique locale dans le pays du journal ; 19= autre **[Thème_une]**
9. **Les pays traités**: 1= Afghanistan; 2= Afrique du Sud; 3= Albanie 4= Algérie; 5= Allemagne; 6= Andorre; 7= Angola; 8= Antigua-et-Barbuda; 9= Arabie Saoudite; 10= Argentine; 11= Arménie; 12= Australie; 13= Autriche; = 14= Azerbaïdjan; 15= Bahamas; 16= Bahreïn; 17= Bangladesh; 18= Barbade; 19= Belau; 20= Belgique; 21= Belize ; 22= Bénin Bhoutan; 23=

Biélorussie; 24= Birmanie (Myanmar) ; 25= Bolivie ; 26= Bosnie-Herzégovine; 27= Botswana ; 28= Brésil ; 29= Brunei ; 30= Bulgarie ; 31= Burkina Faso ; 32= Burundi ; 33= Cambodge ; 34= Cameron; 35= Canada; 36= Cap-Vert; 37= République centrafricaine; 38= Chili; 39= Chine; 40= Chypre 41= Colombie; 41= Comores; 42= Congo; 43= République démocratique du Congo; 44= Corée du Nord; 45= Corée du Sud ; 56= Costa Rica; 57= Côte d'Ivoire; 58= Croatie; 59= Cuba; 60= Danemark; 61= Djibouti; 62= République dominicaine; 63= Dominique ; **64= Égypte**; 65= Émirats arabes unis; 66= Équateur; 67= Érythrée; 68= Espagne; 69= Estonie; 70= États-Unis ; 71= Éthiopie; 72= Fidji; 73= Finlande; 74= France ; 75= Gabon; 76= Gambie; 77= Géorgie; 78= Ghana; 79= Grèce; 80= Grenade; 81= Guatemala; 82= Guinée; 83= Guinée-Bissau; 84= Guinée équatoriale ; 85= Guyana ; 86= Haïti; 87= Honduras; 88= Hongrie ; 89= Inde; 90= Indonésie; **91= Iran**; 92= Iraq ; 93= Irlande; 94= Islande; **95= Israël**; 96= Italie ; 97= Jamaïque; 98= Japon; **99= Jordanie** ; 100= Kazakhstan; 101= Kenya; 102= Kirghizistan; 103= Kiribati; 104= Koweït ; 105= Laos; 106= Lesotho; 107= Lettonie; **108= Liban**; 109= Liberia; 110= Libye; 111= Liechtenstein; 112= Lituanie; 113= Luxembourg ; 114= Macédoine; 115= Madagascar; 116= Malaisie; 117= Malawi; 118= Maldives; 119= Mali; 120= Malte; 121= Maroc; 122= Marshall (îles) Maurice ; 123= Mauritanie; 124= Mexique; 125= Micronésie; 126= Moldavie; 127= Monaco ; 128= Mongolie; 129= Mozambique ; 130= Namibie; 131= Nauru; 132= Népal; 134= Nicaragua; 135= Niger; 136= Nigeria; 137= Norvège; 138= Nouvelle-Zélande; 139= Oman; 140= Ouganda; 141= Ouzbékistan ; 142= Pakistan; **143= Palestine (territoires occupés)** ; 144= Panama; 145= Papouasie-Nouvelle-Guinée; 146= = Paraguay; 147= Pays-Bas; 148= Pérou; 149= Philippines; 150= Pologne; 151= Portugal ; 152= Qatar; 153= Roumanie; 154= Royaume-Uni; 155= Russie; 156= Rwanda ; 157= Sainte-Lucie; 158= Saint-Christophe-et-Niévès; 159= Saint-Marin; 160= Saint-Vincent-et-les Grenadines; 161= Salomon (îles) ; 162= Salvador; 163= Saint-Siège du Vatican; 164= Samoa occidentales; 165= Sao Tomé-et-Principe; 166= Sénégal; 167= Serbie-et-Monténégro; 168= Seychelles ; 169= Sierra Leone ; 170= Singapour;180= Slovaquie;181= Slovénie; 182= Somalie; 183= Soudan;184 = Sri Lanka; 185= Suède; 186= Suisse; 187= Suriname; 188= Swaziland; 189= Syrie ; 190= Tadjikistan; 200= Taiwan; 201= Tanzanie; 202= Tchad; 203= République tchèque; 204= Thaïlande; 205= Togo; 206= Tonga; 207= Trinité-et-Tobago ; 208= Tunisie; 209= Turkménistan; 300= Turquie; 301= Tuvalu ; 302= Ukraine; 303= Uruguay ; 304=Vanuatu; 305= 306= Venezuela; 307= Viêtnam ; 308= Yémen; 309= Zambie; 310= Zimbabwe ; 311= Les pays de G8 ; 312= ONU ; 313= UE ; 314= Ligue Arabe ; 315= OPEP ; **399=autre [Pays_une]**

2) Aspects matériels des messages

Les noms des variables pour SPSS, se trouve entre deux crochet [ ]

10. **Numéro de la case [case]**
11. **Journal:** 1= The Times; 2= Le Monde ; 3= Le Soir; 4=The Independent ; 5= The Guardian ; 6= The Telegraph ; 7= La Libre Belgique ; 8= Libération ; 9= Le Figaro **[journal]:**
12. **Date**: date de publication **[date]**

13. **Page**: la page où commence l'article **[page]**
14. **Placement de l'article dans la page (dans quel quadrant commence l'article ?)** : 1= En haut de la page- côté gauche ; 2= En haut de la page- côté droit; 3= En bas de la page- côté gauche; 4= En bas de la page- côté droit **[quadrant]**
15. **Rubrique (dans quelle rubrique ou section (page label) l'article est publié?)** : 1= Une ; 2=Actualité internationale (monde) ; 3=Europe ; 4=Proche-Orient ; 5= Débats (pages opinions ; éditoriaux ou lettres des lecteurs) ; 6= Economie; 7= Sport ; 8= Médias ; 9=Culture ; 10=société et faits divers; 11= Sciences et éducation; 12= suppléments ; 19= autre. **[rubrique]**
16. **Genre du contenu**: 1= reportage (news item) ; 2= éditorial; 3= Chronique (opinions/ columnists) ; 4= éclairage/analyse; 5= Caricature/Illustration; 6= Courriers de lecteurs; 7= Entretien ; 8= portrait (article sur un personnage) ; 9=publicités payées ; **[genre]**
17. **Surface de l'article**: nombre de mots que contient l'article **[surface]**
18. **Auteurs**: 1= Chroniqueur membre de la rédaction ; 2= Correspondant ou envoyé spécial en Israël ; 3= Correspondant ou envoyé spécial en tPo ; 4=Correspondant ou envoyé spécial au Liban ; 5= Agence France Presse ; 6= Associated Press ; 7= Press Association (Agence de presse nationale en Grande-Bretagne) ;8=Reuters ; 9= United Press International ; 10= Belga (Agence nationale belge) ; 11= Le gouvernement israélien ; 12= Écrivain, journaliste, ou média israélien ; 13=Citoyen israélien ; 14= Le gouvernement palestinien ; 15= Écrivain, journaliste, ou média palestinien ; 16=Citoyen palestinien ; 17= Le gouvernement libanais ; 18= Écrivain, journaliste, ou média libanais; 19=Citoyen libanais; 29= Pas d'auteur mentionné ; **[auteur]**
19. **Nom de l'auteur:** string variable **[n_auteur]**
20. **Eléments graphiques accompagnant l'article:** 1= photos; 2= caricatures; 3= illustrations ; 4=aucun **[graphiques]**
21. **Nombre de photos associées à l'article: [nr_photos]**
22. **Taille de la photo numéro 1**: en centimètre carré **[cm_photo1]**
23. **Caractéristiques de la photo numéro 1**: 1=photo en couleur; 2= photo en noir et blanc; 3= caricatures en couleur; 4= caricatures en noire et blanc; 5= illustration en en couleur; 6= illustration en noire et blanc; **[car_photo1]**
24. **Nombre de sujets humains dans la photo numéro 1**: 1= portrait d'une seule personne; 2= groupe de personnes (2-5 personnes) ; 3= groupe de personnes (6-10 personnes) ; 4= groupe de personnes supérieure à 11; **[sh_ photo1]**
25. **Nom (s) des (de la) personne (s) célèbre (s) (si montrée dans la photo: [celeb_ photo1]**
26. **Nationalité des sujets humains dans la photo numéro 1:** 1= Israélienne ; 2= Palestinienne ; 3= Libanaise ; 4= Arabe ; 5= International ; 6=plusieurs nationalités (Israéliens+Palestiniens+Autres) 9= inconnu **[nation_ photo1]**

27. **L'État (ou la posture) des sujets humains dans la photo numéro 1**: 1= menaçant (s) ; 2= en colère; 3= triste (s) ; 4= angoissé (s) ; 5= heureux; 6=calme (s) ; 7=blessé (s) ; 8= mort (s) par terre; 9=mort (s) portés en funérailles ; 10= en marche (manifestations) ; 11= en prière; 12=neutre (s) ; 29= autre **[État_ photo1]**

28. **Le statut des sujets humains dans la photo numéro 1:** 1= Civil ; 2= Militaire ; 3= Militants (groupes armés) ; 4= Colon ; 9=autre **[statut_ photo1]**

29. **Objets présents dans la photo numéro 1**: 1= bâtiment; 2= plusieurs bâtiments; 3= bâtiment en ruine; 4=plusieurs bâtiments en ruine; 5=une ou plusieurs chars ou véhicules militaires; 6= avion ou plusieurs avions; 7= paysage; 8= cartographie; 9= une vue générale d'une ville ou d'un village; 10= une route; 11= aéroport; 12= le drapeau palestinien; 13= le drapeau israélien ; 14=drapeau libanais; 15= le drapeau du Hezbollah; 16= le drapeau du Hamas; 17= le drapeau du Fatah; 29= autre **[objets_ photo1]**

30. **Endroit de la prise de la photo 1:** 1=Israël (sans Jérusalem-Est) ; 2= territoires palestiniens occupés ; 3= Liban ; 4= Frontière israélo-libanaise ; 5= Frontière entre Israël et les tPo ; 6= Frontière entre Israël et la Syrie ; 7= Frontière entre Israël et la Jordanie ; 8= Frontière entre Israël et l'Egypte ; 9= Dans pays arabe ayant accord de paix avec Israël (Egypte et Jordanie) ; 10= Dans pays arabe sans accord de paix avec Israël ; 11= Quartet (USA, UE, Russie et ONU) ; 29= autre. **[endroit_ photo1]**

31. **Source de la photo1:** 1= pas de source mentionnée; 2= le journal; 3= Agence France Presse; 4= Associated Press; 5= Press Association; 6= Reuters; 7= United Press International; 8= Belga; 9= Source palestinienne; 10= Source israélienne; 11= Source libanaise; 12= Autres agences de presse ou d'image; 19= autre **[source_ photo1]**

3) Les thèmes traités sur le conflit israélo-arabe

32. **Sujet général (contexte de sous-thèmes) :** 1= conflit israélo-palestinien ; 2= conflit israélo-libanais ; 3= politique palestinienne ; 4= politique israélienne ; 5= nucléaire iranien; 6=guerre contre le terrorisme/Al-Qaïda; 7= actualité internationale ; 9=autre [sujet]

33. **<u>Violences (1-39)</u>**

Violence palestinienne/ 1=attentat palestinien en Israël; 2= attaque palestinienne contre les colons et l'armée israélienne dans les tPo ; 3= tire de roquettes artisanales à partir de la bande de Gaza contre Israël ; 4= violation des droits de l'homme par le Hamas ; 5=violation des droits de l'homme par le Fatah et l'AP ; 6=violence palestinienne contre des Occidentaux ou des organisations occidentales ; 7= affrontement armé entre le Fatah et le Hamas ; 8=Gilad Shalit (soldat israélien emprisonné par le Hamas) ; 9=résistance pacifique contre l'occupation israélienne ; 10= forces et armement du Hamas ; 11=forces et armement du Fatah ;

Violence israélienne/ 12= bombardements israéliens contre les tPo ; 13= attaque (incursion) de l'armée israélienne à l'intérieur des tPo ; 14= attaque des colons israéliens contre des civils palestiniens ; 15= violation des droits de l'homme dans les tPo par l'armée israélienne ; 16= checkpoint israélien en tPo ; 17= le

mur (de sécurité) israélien en Cisjordanie ; 18= attaque de l'armée israélienne contre le Liban ; 19= violence israélienne contre des Occidentaux ; 20= Prisonniers palestiniens en Israël (général) ; 21= Marwan Barghouti (le chef du Fatah en Cisjordanie, prisonnier en Israël) ; 22= Députés du Hamas détenus par Israël ; 23= détenus libanais en Israël ; 24= forces et armement de l'armée israélienne ; 25= démolition des maisons palestiniennes ; 26= construction de colonies ; 27= contre les Arabes israéliens
Violence libanaise/ 28= attaque du Hezbollah contre Israël ; 29= Soldats israéliens détenus par le Hezbollah ; 30= forces et armement du Hezbollah ; 31= Liens du Hezbollah avec l'Iran/la Syrie ; 39= autre type de violence

34. Politique et diplomatie (40-59)
Politique israélienne: 40= politique israélienne (général) ; 41= élections; 42= corruption ; 43= citoyens arabes israéliens/discrimination (Palestiniens d'Israël) ;
Politique palestinienne: 44= politique palestinienne (général) ; 45= élections ; 46= corruption au sein de l'Autorité palestinienne (AP) ; 47= négociations entre le Fatah et le Hamas
Diplomatie et négociations: 48= Négociations bilatérales entre Israël et l'OLP (AP) ; 49= Négociations multilatérales impliquant Israël, l'AP, d'autres pays arabes et le Quartet ; 50= le conflit israélo-palestinien sur la scène internationale, 51= mouvement de paix palestinien (la Coalition de la Paix) ; 52= mouvement de paix israélien (Paix Maintenant,) ; 59=autres thèmes politiques

35. Arts et culture (60-79) :

Culture israélienne: 60= générale ; 61 = littérature/poésie ; 62= cinéma ; 63= théâtre et arts de spectacles; 64= peinture; 65= musique; 66= coopération culturelle /festivals ; 67= médias ; 69=autre

Culture palestinienne: 70= générale 71 = littérature/poésie ; 72= cinéma ; 73= théâtre et arts de spectacles; 74= peinture; 75= musique; 76= coopération culturelle ; 77= médias ; 79= autre

36. Economie (80-119) :
Economie israélienne: 80=générale ; 81= problèmes économiques israélien à cause de l'Intifada ; 82= échange économique/ importation/exportation ; 83= entreprise ; 84 = soutien économique américain ; 85= coopération économique avec l'UE ; 86= chômage ; 87= emploi ; 88=PIB/ PNB ; 89= industrie High-Tech ; 90= tourisme ; 91=budget ; 92=pauvreté ; 99=autre activité économique
Economie palestinienne: 100=générale ; 101= problèmes économiques à cause de l'Intifada ; 102= échange économique/ importation/exportation ; 103= entreprise ; 104 = soutien économique internationale ; 105= coopération économique avec l'UE ; 106= chômage ; 107= emploi ; 108=PIB/ PNB ; 109= tourisme ; 110= budget ; 111=pauvreté ; 119=autre activité

37. Sciences, santé et éducation (120-139) :

Sciences, santé et éducation (Israël) 120= découverte scientifique ou médicale; 121= universités/ écoles/ éducation ; 122= hôpital/médecine/ ; 129= autre

Sciences, santé et éducation (tPo) : 130= découverte scientifique ou médicale; 131= universités/ écoles/ éducation ; 132= hôpital/médecine/ ; 133= crise sanitaire ; 139= autre

38. **Sport (140-142) : 140**= sport israélien ; 141=sport palestinien ; 142= sport des Palestiniens en Israël ;

39. **Société (150-169) :**

Société israélienne: 150= aspects positifs de la société (droit des femmes, égalité des citoyen arabes et juifs ; intégration ; etc.) ; 151= aspects négatifs de la société israélienne (racisme ; crimes ; inégalités sociales)

Société palestinienne: 152= aspects positifs de la société palestinienne (droit des femmes, égalité des citoyen arabes et juifs) ; 153=aspects négatifs de la société palestinienne (racisme ; crimes ; inégalités sociales) ;

Antisémitisme et islamophobie

154= Antisémitisme européen ; 155= antisémitisme arabo-musulman ; 156= islamophobie /arabophobie européenne ; 157= islamophobie /arabophobie juive et israélienne ; 158= affaire de caricatures du prophète

169= autres thèmes de société

40. **Violence entre Israéliens et Palestiniens/ Selon l'article qui est responsable de la violence entre Israël et les Palestiniens ?** 1= les Palestiniens, 2= les Israéliens, 3= les deux parties ; 4=, l'article ne désigne pas de responsable. [**Violence_ip]**

41. **Violence entre Israéliens et Libanais/ Selon l'article qui est responsable de la violence entre Israël et les Libanais ?** 1= les Libanais ; 2= les Israéliens, 3= les deux parties ; 4= l'article ne désigne pas de responsable. [**Violence_il]**

42. **Violence entre le Fatah et le Hamas/ / Selon l'article qui est responsable de la violence entre le Fatah et le Hamas ? (si l'article en parle)** 1= le Fatah, 2= le Hamas, 3= les deux parties ; 4=Israël ; 5=l'article ne désigne pas de responsable. [**Violence_fh]**

4) La prise de parole par les acteurs

Sources régionales/ Sources internationales / Autres sources

43. **Source**

1=Président/ Chef d'État ; 2= Primer Ministre; 3= Ministre ; 4= Député ; 5=porte-parole du gouvernement ; 6= Diplomate ; 7= Armée/Police ; 8= Groupe armé ; 9=Tribunal/Juge ; 10=Chef d'une formation politique ; 11= Rabin ; 12= Cheikh ; 13= Prêtre ; 14= Colon ; 15=Croix Rouge ; 16=Croissant Rouge 17= Cristal rouge (emblème du Magen David Adom, l'équivalant de la croix rouge en Israël) ; 18=hôpital ; 19= Médecin/Secouriste ; 20=écrivain/poète ; 21= musicien ; 22= Scénariste/ Metteur en scène ; 23= Artiste ; 24= universitaire/université ; 25= étudiant ; 26= Centre de recherche/sondage; 27= maire/ municipalité ; 28= chauffeur de taxi ; 29=marchant ambulant ; 30= Paysan ;31=Ouvrier ; 32=Syndicat ; 33= Entreprise/ Homme d'affaires ; 34=avocat ; 34= Journaliste/Média ; 31= victime de la violence ; 32= témoin de

la violence ; 33= anonyme ; 34= Sportif ; 36= expert (du P-O) ; 37= citoyen anonyme ; 38=chômeur ; 39=citoyen occidental ; 40= Quatret (ONU, USA, UE, Russie) ; 41= ONU (Organisation des Nations unies) ; 42= UE (Union européenne) ; 43= OTAN (Organisation du Traité de l'Atlantique Nord) ; 44= UNRWA (United Nations Relief and Works Agency for Palestine Refugees in the Near East) ; 45= Observateur international ; 46=Banque mondiale ; 47= OMC (Organisation mondiale du commerce) ; 48= OMS (Organisation mondiale de la santé) ; 49= PAM (Programme alimentaire mondial) ; 50= FMI (Fonds monétaire international) ; 51= MSF (Médecins sans frontières) ; 52= Médecins du monde ; 53= RSF (Reporters sans frontières) ; 54= OCHA (Office for the Coordination of Humanitarian Affairs) ; 55= Handicap International; 56= Amnesty International ; 57= Human Rights Watch ; 58= TPI (Le Tribunal pénal international de La Haye) ; 59= Islamic Relief ; 60= B'Tselem (The Israeli Information Center for Human Rights in the Occupied Territories) ; 61 = Association belgo-palestinienne ; 62 = Vlaams Palestina Comitee ; 63= UPJB (Union des progressistes juifs de Belgique ; soutient la cause palestinienne) ; 64= Maison laïque juive (pro-israélien) ; 65= Cercle Ben Gourion (pro-israélien) ; 66= Artistes contre le Mur (pro-palestinien) ; 67= France Palestine Solidarité (pro-palestinien) ; 68= CRIF (Conseil représentatif des institutions juives de France), pro-israélien ; 69= International Solidarity Mouvement (pro-palestinien) ; 70= AJA (The Anglo Jewish Association) ; pro-israélien ; 71= AIPAC (American Israel Public Affairs Committee), pro-israélien ; 72= League Arabe ; 73= OCI (Organisation de la conférence islamique) 74= AIEA (Agence internationale de l'énergie atomique) ; 99= Autre source.

44. **Nationalité de la source:** 1= Israël ; 2= Israël (Palestiniens d') ; 3= Palestine (tPo) ; 4= Liban ; 5= Jordanie ; 6= Egypte ; 7= Syrie; 8= Iran ;9= Arabie Saoudite ; 10= États-Unis ; 11= Grande-Bretagne ; 12=France ; 13=Belgique ;14= Turquie; 15= Russie ; 16= Allemagne ; UE ; 29=Autre pays arabe ou musulman; 39= autre pays **[nationalité_s1]**
45. **Combien de fois des sources israéliennes sont citées**: **[isras_fréq]**
46. Affiliation politique des sources israéliennes**: 1= Kadima (E. Olmert) ; 2= Travailliste (E. Barak) ; 3= Likoud (B. Netanyahou) ; 4= Shass (Eli Yishaï) ; 5= Israel Beitenou (Avigdor Lieberman) ; 6= Union nationale - Parti national religieux (Binyamin Elon) -; 7= Gil (retraités) ; 8= Yahadut Hatorah (Judaïsme unifié de la Torah) Yaakov Litsman ; 9= Meretz-Yachad (Yossi Beilin) ; 10= Liste Arabe Unie (Abdulmalek Dehamshe) ; 11= Hadash ; 12= Balad (Azmi Bishara) ; 13= Indépendant ; 19= autre [isra_affiliation]**
47. **Combien de fois des sources palestiniennes sont citées: [pals _fréq]**
48. **Affiliation politique des sources palestiniennes:** 1= Fatah (M. Abbas) ; 2= Hamas (I. Haniyeh) ; 3= Jihad islamique (R. Shallah) ; 4= FPLP (A. Saadat) ; 5= FDLP (N. Hawatmeh) ; 6= Parti du peuple ; 7= FIDA ; 8= Parti de la

liberation (mouvance islamiste non combattant) ; 9= indépendant ; 19= autre **[pal_affiliation]**

49. **Combien de fois des sources libanaises sont citées**:**[libs_fréq]**
50. **Affiliation politique des sources libanaises**: 1= Courant du futur (S. Hariri) ; 2= Amal (N. Berri) ; 3= Hezbollah (H. Nassrallah) ; 4= Parti socialiste progressiste (W. Joumblatt) ; 5= Courant patriotique libre (M. Aoun) ; 6= Marada (partie arménien) ; 7= Forces libanaises (Samir Geagea) ; 8= Bloc national (R. Eddé) ; 9= Dashnak «Fédération révolutionnaire arménienne » ; 10= Gardiens des Cèdres ; 11= Jamaa Islamiya (Mouvance salafiste des Frères musulmans) ; 12= Mourabitoun (les Sentinelles ; parti nasseriste) ;13= Mouvement dupeuple ; 14= Parti communiste libanais 15= Parti démocratique libanais ; 16= Phalanges libanaises ; 17= indépendant ; 29=autre [Lib_affliation]

5) Qualité et actions des protagonistes

51. **Contexte des Palestiniens:** l'article parle des Palestiniens dans le contexte de: 1= leur violence contre les Israéliens ; 2= Leur violence interne ; 3= leur politique interne ; leurs négociations avec Israël ; leur culture ; leurs réussites scientifique, sociale ou économique, leur retard culturel, social ou économique,
52. **Contexte des Israéliens:** l'article parle des Israéliens dans le contexte de: 1= leur violence contre les Palestiniens ; 2= Leur violence interne ; 3= leur politique interne ; leurs négociations avec les Palestiniens ; leur culture ; leurs réussites scientifique, sociale ou économique, leur retard culturel, social ou économique,
53. **Le Hamas et/ou ses membres sont: <u>1-5</u>** 1= extrémiste (radical, islamiste ; 2=…. terroriste ; 3=… de résistance ; 4= … extrémiste terroriste ; 5= une formation politique démocratique; 6 = … modéré ; 7= il y a des extrémistes et des modérés; 8= les fous de Dieu ; 9= un mouvement illégitime/ hors la loi ; 19= autre **[Hamas]**
54. **Le Jihad islamique et/ou ses membres sont:** 1= extrémiste ; 2=…. terroriste ; 3=… de résistance ; 4= … extrémiste terroriste ; 5= une formation politique démocratique; 6 = … modéré ; 7= il y a des extrémistes et des modérés; 8= les fous de Dieu ; 9= un mouvement illégitime/ hors la loi ; 19= autre **[Djihad]**
55. **Le Fatah et/ou ses membres sont:** 1= extrémiste ; 2=…. terroriste ; 3=… de résistance ; 4= … extrémiste terroriste ; 5= laïque 6 = … modéré ; 7= il y a des extrémistes et des modérés; 8= les fous de Dieu ; 9= un mouvement illégitime/ hors la loi ; 19= autre **[Fatah]**
56. **Mahmoud Abbas (président de l'Autorité Palestinienne et de l'OLP) est:** 1= un modéré ; 2= … extrémiste ; 3=pacifique/ un homme de paix ; 4=un assassin ; 5= un homme de guerre ; 6=un terroriste ; 7= un pragmatique ; 8= un grand homme d'État/ un leader historique ; 9= un fanatique ; 10= un fous de Dieu ; 11=un combattant pour la liberté ; 12=un raciste ; 19=autre **[Abbas]**
57. **Ismaïl Haniyeh (le Premier ministre palestinien du 19 février 2006 au 14 juin 2007**, Premier ministre du gouvernement déchu du Hamas depuis le 14

juin 2007, **Hamas) est:** 1= un modéré ; 2= … extrémiste ; 3= pacifique/ un homme de paix ; 4= un assassin ; 5= un homme de guerre ; 6= un terroriste ; 7= un pragmatique ; 8= un grand homme d'Etat/ un leader historique ; 9= un fanatique ; 10= un fou de Dieu ; 11= un combattant pour la liberté ; 12= un raciste ; 19=a utre **[Haniyeh]**

58. **Yasser Arafat (président de l'OLP, président de l'AP du janvier 1996 jusqu'à sa mort le 11 novembre 2004) est** 1= un modéré ; 2= … extrémiste ; 3= pacifique/ un homme de paix ; 4= un assassin ; 5= un homme de guerre ; 6= un terroriste ; 7= un pragmatique ; 8= un grand homme d'Etat/ un leader historique ; 9= un fanatique ; 10= un fou de Dieu ; 11= un combattant pour la liberté ; 12= un raciste ; 19= autre**[Arafat]**
59. **Khaled Machaal (chef de bureau politique du Hamas)** 1= un modéré ; 2= … extrémiste ; 3= pacifique/ un homme de paix ; 4= un assassin ; 5= un homme de guerre ; 6= un terroriste ; 7= un pragmatique ; 8= un grand homme d'Etat/ un leader historique ; 9= un fanatique ; 10= un fou de Dieu ; 11= un combattant pour la liberté ; 12= un raciste ; 19= autre**[Machaal]**
60. **Le Likuod et/ou ses membres sont:** 1= extrémiste ; 2=…. terroriste ; 3=… de résistance ; 4= … extrémiste terroriste ; 5= une formation politique démocratique; 6 = … modéré ; 7= il y a des extrémistes et des modérés; 8= les fous de Dieu ; 9= un mouvement illégitime/ hors la loi ; 19= autre **[Likoud]**
61. **Le Kadima et/ou ses membres sont:** 1= extrémiste ; 2=…. terroriste ; 3=… de résistance ; 4= … extrémiste terroriste ; 5= une formation politique démocratique; 6 = … modéré ; 7= il y a des extrémistes et des modérés; 8= les fous de Dieu ; 9= un mouvement illégitime/ hors la loi ; 19= autre **[Kadima]**
62. **Le parti travailliste et/ou ses membres sont:** 1= extrémiste ; 2=…. terroriste ; 3=… de résistance ; 4= … extrémiste terroriste ; 5= une formation politique démocratique; 6 = … modéré ; 7= il y a des extrémistes et des modérés; 8= les fous de Dieu ; 9= un mouvement illégitime/ hors la loi ; 19= autre **[travailliste]**
63. **Ariel Sharon (Premier ministre d'Israël du 17 février 2001 au 14 avril 2006, Likoud puis Kadima) est:** 1= un modéré ; 2= … extrémiste ; 3= pacifique/ un homme de paix ; 4= un assassin ; 5= un homme de guerre ; 6= un terroriste ; 7= un pragmatique ; 8= un grand homme d'Etat/ un leader historique ; 9= un fanatique ; 10= un fou de Dieu ; 11= un combattant pour la liberté ; 12= un raciste ; 19= autre **[Sharon]**
64. **Ehoud Olmert (Premier ministre d'Israël du 14 avril 2006 jusqu'à avril 2009, Kadima) est:** : 1= un modéré ; 2= … extrémiste ; 3= pacifique/ un homme de paix ; 4= un assassin ; 5= un homme de guerre ; 6= un terroriste ; 7= un pragmatique ; 8= un grand homme d'Etat/ un leader historique ; 9= un fanatique ; 10= un fou de Dieu ; 11= un combattant pour la liberté ; 12= un raciste ; 19= autre **[Olmert]**
65. **Binyamin Netanyahou (Premier ministre d'Israël du 18 juin 1996 au 6 juillet 1999, chef du Likoud depuis le 14 Août 2007) est:** 1= un modéré ; 2= … extrémiste ; 3= pacifique/ un homme de paix ; 4= un assassin ; 5= un homme de guerre ; 6= un terroriste ; 7= un pragmatique ; 8= un grand homme

d'Etat/ un leader historique ; 9= un fanatique ; 10= un fou de Dieu ; 11= un combattant pour la liberté ; 12= un raciste ; 19= autre **[Netanyahou]**

66. **Ehud Barak (Premier ministre d'Israël du 6 juillet 1999 au 07 mars 2001 ; ministre de la Défense depuis le 19 juin 2007, travailliste) est:** 1= un modéré ; 2= … extrémiste ; 3= pacifique/ un homme de paix ; 4= un assassin ; 5= un homme de guerre ; 6= un terroriste ; 7= un pragmatique ; 8= un grand homme d'Etat/ un leader historique ; 9= un fanatique ; 10= un fou de Dieu ; 11= un combattant pour la liberté ; 12= un raciste ; 19= autre **[Barak]**

67. **Shimon Peres (Vice-premier ministre du 4 mai 2006 au 4 juillet 2007, président de l'Etat d'Israël depuis le 15 juillet 2007, travailliste, puis Kadima) est:** 1= un modéré ; 2= … extrémiste ; 3= pacifique/ un homme de paix ; 4= un assassin ; 5= un homme de guerre ; 6= un terroriste ; 7= un pragmatique ; 8= un grand homme d'Etat/ un leader historique ; 9= un fanatique ; 10= un fou de Dieu ; 11= un combattant pour la liberté ; 12= un raciste ; 19= autre **[Peres]**

68. **Israël est:** 1= un Etat démocratique ; 2= un Etat moderne ; 3= un Etat démocratique et moderne ; 4= la seule démocratie de la région ; 5= un régime d'apartheid/ un régime raciste ; 6= une force d'occupation ; 19= autre **[Israël]**

69. **Les 'mauvaises' qualités (tel que le recours à la violence) des Palestiniens sont:** 1= en avant-plan (dans le titre ; les trois premiers paragraphes ; dans les photos) ; 2= en arrière-plan (à la fin de l'article) ; 3= en avant et en arrière-plan ; 4= pas de mauvaises qualités mentionnées [**mq_palestiniens]**

70. **Les bonnes qualités des Palestiniens (telle que la résistance pacifique, la participation aux élections ou le choix de la négociation pour la paix) sont:** 1= en avant-plan (dans le titre ; les trois premiers paragraphes ; dans les photos) ; 2= en arrière-plan (à la fin de l'article) ; 3= en avant et en arrière-plan ; 4= pas de bonnes qualités mentionnées [**bq_palestiniens]**

71. **Les 'mauvaises' qualités (telle que le recours à la violence) des Israéliens sont:** 1= en avant-plan (dans le titre ; les trois premiers paragraphes ; dans les photos) ; 2= en arrière-plan (à la fin de l'article) ; 3= en avant et en arrière-plan ; 4= pas de mauvaises qualités mentionnées [**mq_israéliens]**

72. **Les bonnes qualités des Israéliens (la participation aux élections ou le choix de la négociation pour la paix) sont:** 1= en avant-plan (dans le titre ; les trois premiers paragraphes ; dans les photos) ; 2= en arrière-plan (à la fin de l'article) ; 3= en avant et en arrière-plan ; 4= pas de bonnes qualités mentionnées [**bq_israéliens]**

73. **Les 'mauvaises' qualités (telle que le recours à la violence) des Libanais sont:** 1= en avant-plan (dans le titre ; les trois premiers paragraphes ; dans les photos) ; 2= en arrière-plan (à la fin de l'article) ; 3= en avant et en arrière-plan ; 4= pas de mauvaises qualités mentionnées [**mq_libanais]**

74. **Les 'bonnes' qualités (telle que les élections) des Libanais sont:** 1= en avant-plan (dans le titre ; les trois premiers paragraphes ; dans les photos) ; 2= en arrière-plan (à la fin de l'article) ; 3= en avant et en arrière-plan ; 4= pas de bonnes qualités mentionnées [**bq_libanais]**

75. **Les actions violentes des Palestiniens contre Israël sont qualifiées de**: 1= actes terroristes ; 2= actes de résistance ; 3= actes de violence ; 4= actes barbares ; 5= actes injustifiés ; 6= actes démesurés ; 9= autre **[actions_vpci]**
76. **Les actions violentes d'Israël contre les Palestiniens sont qualifiées de**: 1= actes terroristes ; 2= actes de résistance ; 3= actes de violence ; 4= actes barbares ; 5= actes injustifiés ; 6= actes démesurés ; 9= autre **[actions_vicp]**
77. **Les actions violentes du Hezbollah contre Israël sont qualifiées de**: 1= actes terroristes ; 2= actes de résistance ; 3= actes de violence ; 4= actes barbares ; 5= actes injustifiés ; 6= actes démesurés ; 9= autre **[actions_vhci]**
78. **Les actions violentes d'Israël contre les Libanais sont qualifiées de**: 1= actes terroristes ; 2= actes de résistance ; 3= actes de violence ; 4= actes barbares ; 5= actes injustifiés ; 6= actes démesurés ; 9= autre **[actions_vicl]**;

6) Nomination /désignation des territoires occupés et d'Israël

Nomination des territoires

79. **Israël est nommé:** 1= Israël (Etat d'Israël, le gouvernement israélien) ; 2= Etat hébreu ou synonyme – l'Etat juif (aAppellation israélienne) ; 3= Jérusalem (pour désigner Israël) ; 4= Tel-Aviv (pour désigner Israël) ; 5= (l'entité sioniste ou l'ennemi sioniste (appellation des groupes de résistance comme le Hezbollah, le Hamas et le Jihad islamique) ; 6= Eretz Israel ; 9= autre
80. **Les territoires palestiniens occupés (tPo) sont nommés dans cet article:** 1= les territoires palestiniens ou les territoires (appellation israélienne) ; 2= les territoires occupés ou synonyme (Cisjordanie occupée, Jénine occupée) (appellation de l'ONU et des Palestiniens) ; 3= territoires disputés ou synonyme (appellation israélienne) ; 4= Nom de la ville (Jénine, Gaza) ; 5= Ramallah (pour désigner l'Autorité palestinienne) ; 6= l'Autorité palestinienne; gouvernement palestinien ; 9= autre
81. **Les colonies israéliennes dans les territoires occupés:** 1= colonies/ settlements (selon l'ONU et le droit international) ; 2= Quartiers juifs (jewish neighborhood) ; 3= implantations, communautés juives, kibboutz ou synonymes (selon Israël) ; 3= villages juifs (ou villes juives ou israéliennes de Cisjordanie) ; 9= autre

Bibliographie sélective

Introduction

Khader, Bichara (2009) *L'Europe et pour la Méditerranée: de Barcelone à Barcelone [1995-2008]*. Paris: L'Harmattan.
Maalouf, Amin (2009) *Le dérèglement du monde*. Paris: Bernard Casset.
Morin, Edgar (2007) *Vers l'abîme?* Paris: Éditions de L'Herne.
Poole, Elizabeth & **Richardson**, John E. (2006) *Muslims and the News Media.* London: New York: I.B Tauris.
Poole, Elizabeth (2002) *Reporting Islam: Media Representations of British Muslims.* London, New York: I.B Tauris.
Richardson, John E. (2004) (*Mis) Representing Islam: The Racism and Rhetoric of British Broadsheet Newspapers.* Amsterdam: John Benjamins Publishing Company.
Said, Edward & **Hitchens** Christopher (2001) *Blaming the Victims: Spurious Scholarship and the Palestinian Question.* London: Verso.
Said, Edward (2007) *Covering Islam: How the Media and the Experts Determine How We See the Rest of the World*. 2nd edition, London: Vintage.

Chapitre 1

Bard, Mitchell G. & Schwartz Moshe (2005) *One thousand one facts everyone should know about Israel.* Lanham, Maryland: Rowman & Littlefield.
Ben-Asher, Haïm (2009) *L'illusion sioniste*. Paris: Books on Demand.
Brustein, William I. (2003) Roots of Hate: Anti-Semitism in Europe Before the Holocaust. Cambridge: Cambridge University Press.
Carter, Jimmy (2006) Palestine: Peace not Apartheid. New York: Simon & Schuster.
Cattan, Henry (1976) *Palestine and international law: the legal aspects of the Arab-Israeli conflict*. London: Longman.
Chomsky, Noam (1999) Fateful triangle: the United States, Israel, and the Palestinians. Pluto Press.
Chomsky, Noam & **Pappe,** Ilan (2010) *Gaza in Crisis: Reflections on Israel's War against the Palestinians.* New York: Haymarket Books.
Faure, Claude (2005a) *Dictionary Of The Israeli-Palestinian Conflict: Culture, History And Politics* (v.1) New York: Thomson Gale.
Faure, Claude (2005b) Dictionary *Of The Israeli-Palestinian Conflict: Culture, History And Politics (*v.2) New York: Thomson Gale.
Finkelstein, Norman (2003a) Image and Reality of Israel-Palestine Conflict. 2d Edition. New York: Verso.
Finkelstein, Norman G. (2003b) *The Holocaust industry: reflections on the exploitation of Jewish suffering*. 2nd edition, New York: Verso.
Finkelstein, Norman G. (2008) *Beyond chutzpah: on the misuse of anti-semitism and the abuse of history.* Berkeley, Los Angeles: University of California Press.
Franck, Claude & **Bar-Zvi,** Michaël (2002) Le sionisme. Paris: Editions L'Inventaire.
Goldschmidt, Arthur & **Davidson**, Lawrence (2006) *A Concise History of the Middle East, 8th Edition*. New York: Westview Press.
Gresh, Alain & **Vidal**, Dominique (2006) *Les 100 clés du Proche-Orient.* Paris: Hachette.
Gresh, Alain (2001) *Israël, Palestine: vérités sur un conflit.* Paris: Fayard.

Hazony, Yoram & **Darmon,** Claire (2007) *L'État juif: sionisme, postsionisme et destins d'Israël.* Paris: éditions de l'Eclat.
Herzl, Theodor (1988) *A Jewish State*. New York: Dover Publications, Inc.
Jung, Dietrich (ed.) (2004) *The Middle East and Palestine: global politics and regional conflict.* New York: Palgrave Macmillan.
Kaplan, Eran (2005) *The Jewish radical right: Revisionist Zionism and its ideological legacy.* Wisconsin: The University of Wisconsin Press.
Kayyali, Abdul-Wahhab (1985) Histoire de la Palestine: 1896-1940. Paris: Editions L'Harmattan.
Khader, Bichara (1999) *L'Europe et la Palestine: des Croisades à nos jours*. Paris: L'Harmattan.
Khader, Bichara (2009) *L'Europe pour la Méditerranée: de Barcelone à Barcelone [1995-2008]*. Paris: L'Harmattan.
Khoury, Samaha (2002) *Palestine - Israël: Approches historiques et politiques.* Bordeaux: Presses Univ de Bordeaux.
Kotek, Joë & Kotek, Dan (2005) Au nom de l'antisionisme: l'image des Juifs et d'Israël dans la caricature depuis la seconde Intifada. Paris: Editions Complexe.
Kumaraswamy, P R (2006) Historical dictionary of the Arab–Israeli conflict (*The A to Z of the Arab–Israeli Conflict).* Lanham: The Rowman & Little field Publishing Group, Inc.
Laqueur ,Walter (2003) *A history of Zionism*. London: Tauris Parke Paperbacks
Lazare, Bernard (2005) *Anti-Semitism: Its History and Causes.* New York: Cosimo, Inc.
Legrand, Vincent (2009) *Prise de décision en politique étrangère et géopolitique: le triangle "Jordanie-Palestine-Israël" et la décision jordanienne de désengagement de Cisjordanie* (*1988).* Bruxelles: Peter Lang
Lemarchand, Philippe, **Israël**, Lamia Radi (1996) Palestine demain: atlas prospectif. Paris: Editions Complexe.
Marshall, Edgar S. (2002) Israel:current issues and historical background. New York: Nova Publishers.
Medoff, Rafael & **Waxman**, Chaim I. (2008*) Historical dictionary of Zionism,* 2nd edition, Maryland: Scarecrow Press, Inc.
Morris, Benny (2003) *Victimes: Histoire revisitée du conflit arabo-sioniste.* Paris: Editions Complexe.
Pappe, Ilan (2006) *The Ethnic Cleansing of Palestine.* Oxford: Oneworld Publications.
Pappe, Ilan (2007) *The ethnic cleansing of Palestine.*2d edition, Oxford: Oneworld, 2007
Pappe, Ilan (ed.) (1999) *The Israel/Palestine question*. London: Routledge.
Picaudou, Nadine (1989) *Le mouvement national palestinien: genèse et structures*. Paris: Editions L'Harmattan.
Rajsfus, Maurice (1987) *L'ennemi intérieur: Israël-Palestine* Paris: Editions de l'Atelie.
Rosenbaum, Alexis (2006) *L'antisémitisme*. Paris: Editions Bréal.
Rotberg, Robert I. (ed.) (2006) Israeli and Palestinian narratives of conflict: history's double helix. Bloomington: Indiana University Press.
Sanbar, Elias (1994) *Les Palestiniens dans le siècle.* Paris: Gallimard.
Schattner, Marius (1991) *Histoire de la Droite israélienne: de Jabotinsky à Shamir.* Paris: Editions Complexe.
Sharif, Regina S. (1983) Non-Jewish Zionism: its roots in Western history. Zed Press.

Shemesh, Moshe (2008) *Arab politics, Palestinian nationalism and the Six Day War: the crystallization of Arab strategy and Nasir's descent to war, 1957-1967*. Sussex Academic Pres.
Silverburg, Sanford R. (2008) *Palestine and International Law: Essays on Politics and Economics*. North Carolina: McFarland.
Spector, Stephen (2009) *Evangelicals and Israel: the story of American Christian Zionism*. New York: Oxford University Press, Inc.
Trachtenberg, Joshua (2001) The Devil and the Jews: the Medieval Conception of the Jew and its Relation to Modern Antisemitism. Illnois: Varda Books.
Tuten, Eric Engel (2005) Between capital and land: the Jewish National Fund's finances and land-purchase priorities in Palestine, 1939-45. London: Routledge.
Tyler, Warwick P. N. (2001) State lands and rural development in mandatory Palestine, 1920-1948. Sussex Academic Press.
Vidal, Dominique **& Algazy,** Joseph (2002) Le péché originel d'Israël: l'expulsion des Palestiniens revisitée par les "nouveaux historiens" israéliens. Paris: Editions de l'Atelier.
Vidal, Dominique **& Boussois**, Sébastien **Algazy,** Joseph (2009) Comment Israël expulsa les Palestiniens (1947-1949). Paris: Editions de l'Atelier.
Wilde, Tanguy & **Liégeois**, Michel (2006) *Deux poids, deux mesures: L'ONU et le conflit israélo-arabe: une approche quantitative.* Louvain-la-Neuve: Presses Universitaires de Louvain.
Witte, Sam (2004) *Gamal Abdel Nasser.* New York: The Rosen Publishing Group.
Zureik, Elia (1979) *The Palestinians in Israel: a study in internal colonialism*. London: Routledge.

Chapitre 2

Allali, Jean-Pierre (2002) *Les Habits neufde l'antisémitisme*. Paris: Desclée de Brouwer.
Balibar, Étienne (2003) *Antisémitisme, l'intolérable chantage*. Paris: La Découverte
Barberis, Peter et al. (2000) *Encyclopedia of British and Irish political organizations: parties, groups and movements of the 20th century.* New York: Continuum.
Bensimon, Doris (1989) *Les Juifs de France et leurs relations avec Israël:1945-1988.* Paris: Editions L'Harmattan.
Bernier, Marc-François (2004) *Éthique et déontologie du journalisme.* Québec: Presses Université Laval.
Bistolfi, Robert (ed.) (2010) *La Palestine en débat: 1945-2010.* Paris: Editions L'Harmattan.
Blanrue, Paul-Éric (2009) *Sarkozy, Israël et les juifs.* Embourg: Oser dire.
Boniface, Pascal (2003) *Est-il permis de critiquer Israël?* Paris: Robert Laffont.
Bourdon, Jérôme (2009) *Le récit impossible: Le conflit israélo-palestinien et les médias.* Bruxelles: De Boeck Université.
Brown, Phillip, **Scase,** Richard (1994) *Higher education and corporate realities: class, culture, and the decline of graduate careers*. London: Routledge.
Carter, Jimmy (2006) *Palestine: Peace Not Apartheid.* New York: Simon & Schuster.
Cassady, Bryan (1999) European Lobbying Guide: A guide on whom and how to lobby. London: Thorogood.
Childs, Peter & Storry, Mike (eds.) (2002) *Encyclopedia of contemporary British culture*. London: Routledge.

Chomsky, Noam (1999) *Fateful triangle: the United States, Israel, and the Palestinians*. New York: Pluto Press.
Coulon, Laurence (2009) *L'opinion française, Israël et le conflit israélo-arabe (1947-1987).* Paris: Honoré Champion.
Coutte, Alain, 2005. *Sionisme et chrétienté: l'alliance.* Vitrolles: Euro-minorités.
Dershowitz, Alan M. (2009) *The Case Against Israel's Enemies: Exposing Jimmy Carter and Others Who Stand in the Way of Peace*. New Jersey: John Wiley and Sons.
Dormagen, Jean-Yves & Mouchard, Daniel (2009) *Introduction à la sociologie politique*. Bruxelles: De Boeck.
Dray, Joss & **Sieffert**, Denis (2002) *La Guerre israélienne de l'information*. Paris: La Découverte.
Dufoix, Stéphane (2006) «La politique des mémoires en France », Controverses, 2, juin 2006. Paris: éditions de l'Eclat.
Ehrlich, M. Avrum (ed.) (2009) Encyclopedia of the Jewish Diaspora: Origins, Experiences, and Culture. Santa Barbara: ABC-CLIO.
Endelman, Todd M. (2002) The Jews of Britain, 1656 to 2000 (Jewish Communities in the Modern World). California: University of California Press.
Eyal, Gil (2006) *The disenchantment of the Orient: expertise in Arab affairs and the Israeli state.*
Faure, Claude (2005a) Dictionary Of The Israeli-Palestinian Conflict: Culture, History And Politics (v.1) New York: Thomson Gale.
Faure, Claude (2005b) Dictionary Of The Israeli-Palestinian Conflict: Culture, History And Politics (v.2) New York: Thomson Gale.
Finkelstein, Norman G. (2008) *Beyond Chutzpah: On the Misuse of Anti-Semitism and the Abuse of History*. Berkeley, Los Angeles: University of California Press
Finkielkraut, Alain. (2003) *Au nom de l'Autre, réflexions sur l'antisémitisme qui vient*. Paris: Gallimard.
Foxman, Abraham H. (2007) *The Deadliest Lies: The Israel Lobby and the Myth of Jewish Control.* New York: Palgrave Macmillan
Ghiles-Meilhac, Samuel (2011) *Le CRIF: De la Résistance juive à la tentation du lobby. De 1943 à nos jours.* Paris: Éditions Robert Laffont.
Gidley, Ben & Kahn-Harris Keith (2010) Turbulent Times: The British Jewish Community Today. London: Continuum.
Giniewski, Paul (2005) *Antisionisme, le nouvel antisémitisme*. Turquant (France) : Editions Cheminements.
Hecker, Marc «Les groupes pro-israéliens en France: une typologie », *Politique étrangère* 2/2005 (Été), p. 401-410.
Hecker, Marc (2005a) La défense des intérêts de l'État d'Israël en France. Paris: Editions L'Harmattan,
Hughes, Alex & READER, Keith (*eds.*). 1998, *Encyclopedia of Contemporary French Culture*. London & New York: Routledge.
Hughes, Alex & Reader, Keith (eds.) (2003) *Encyclopaedia of contemporary French culture*. London: Routledge.
Karsh, Efraim (2008) The Arab-Israeli Conflict: The 1948 War. New York: The Rosen Publishing Group.
Kessler, Edward & **Wenborn**, Neil (2005) *A Dictionary of Jewish–Christian Relations***.** Cambridge: Cambridge University Press.
Khader, Bichara (1999) L'Europe et la Palestine: des Croisades à nos jours. Paris: l'Harmattan.

Kotek, Joël, **Kotek**, Dan (2005) *Au nom de l'antisionisme: l'image des Juifs et d'Israël dans la caricature depuis la seconde* Intifada. Paris: Editions Complexe.
Kovach, Bill & **Rosenstiel,** Tom (2001) *The Elements of Journalism; What Newspeople Should Know and the Public Should Expect*. New York: The Three Rivers Press.
Kuperminc, Victor (2001) *Les Juifs*. Paris: Le Cavalier Bleu.
Landau, Itzhak (2002) «La nébuleuse des associations pro-palestiniennes en France», *Observatoire du monde juif*, N°, pp. 10-14 .
Latteur, Nicolas (2000) *La gauche en mal de la gauche.* Bruxelles: De Boeck Université.
Lucketti, Chris et al. (2010) *People from Littleborough: Chris Lucketti, Iain Hesford, Lorna Fitzsimons, Kenneth Howorth, Queenie Newall, Richard Maden, Malcolm Pledger.* General Books LLC.
Maréchal, Brigitte et al. (eds.). 2003, *Muslims in the enlarged Europe: religion and society*. Leiden, Boston: Brill.
Marrar, Khalil (2009) *The Arab lobby and US foreign policy: the two-state solution*. New York: Routledge.
Mearsheimer, John J. & **Walt**, Stephen M. (2007) *The Israel Lobby and U.S. Foreign Policy*. New York: Farrar, Straus and Giroux.
Mearsheimer, John J. & **Walt**, Stephen M. (2008) *Le lobby pro-israélien et la politique étrangère américaine*. Paris: La Découverte.
Medoff, Rafael & **Waxman**, Chaim I. (2008*) Historical dictionary of Zionism,* 2nd edition, Maryland: Scarecrow Press, Inc.
Michalski, Milena & **GOW**, James (2007) *War, image and legitmacy: viewing contemporary conflict*, New York: Routledge.
Michalski, Milena; **Gow**, James (2007) *War, image and legitmacy: viewing contemporary conflict.* New York: Routledge.
Morin, Edgar (2007) *Vers l'abîme?* Paris: Éditions de L'Herne,.
Observatoire du monde juif, 3, juin 2002, p. 10-14.
Ralite, Jack (ed.) (2005) *Le traitement par les médias français du conflit israélo-palestinien.* Paris: L'Harmattan.
Ralite, *Jack (ed.) (2007)* Le traitement par les médias français du conflit israélo-palestinien: table ronde au Sénat. *Paris: Editions L'Harmattan.*
Rosenbaum, Alexis (2006) L'antisémitisme. Paris: Editions Bréal.
Schleifer, Ron (2006) *Psychological warfare in the Intifada: Israeli and Palestinian media politics and military strategies.* Sussex Academic Press.
Sibony, Daniel (2004) *L'Enigme antisémite*. Paris: Seuil.
Singer, David & **Grossman**, Lawrence (eds.) (2002) *American Jewish Year Book 2002 (v. 102).*New York: American Jewish Committee.
Singer, David & **Grossman**, Lawrence (eds.) (2007) *American Jewish Year Book 2007 (v. 107).*New York: American Jewish Committee.
Taguieff, Pierre-André (2002) *La Nouvelle Judéophobie*. Paris: Mille et une Nuits.
Taguieff, Pierre-André (2008) *La judéophobie des Modernes: des Lumières au jihad mondial.* Paris: Odile Jacob.
Taguieff, Pierre-André «Aspect de la nouvelle judéophobie» *Observatoire du monde juif*, 3, juin 2002, pp. 2-10.
Témoignage chrétien (2005) *Guide de la fraternité: le guide de la France inter-religieuse, associations, événements, lieux de rencontres et de débats.* Paris: Editions de l'Atelier.
Velilla, Philippe (2003) *Les relations entre l'Union européenne et Israël.* Paris: Harmattan.

Weill-Raynal, Guillaume (*ed*) (2003) *Antisémitisme, l'intolérable chantage*. Paris: La Découverte.
Weill-Raynal, Guillaume. (2005) *Une haine imaginaire, contre-enquête sur le 'nouvel antisémitisme'*. Paris: Armand Colin
Wieviorka, Michel et al. (2007) *The Lure of Anti-Semitism: Hatred of Jews in Present-Day France*. London: BRILL
Zetter, Lionel (2008*) Lobbying: The Art of Political Persuasion.* London: Athenaeum Press Limited.

Chapitre 3

Allali, Jean-Pierre (2002) *Les Habits neufs de l'antisémitisme*. Paris: Desclée de Brouwer.
Allan, Stuart & **Zelizer**, Barbie (eds.) (2004) *Reporting War: Journalism in Wartime*. London: Routledge.
Barah, Mikaïl (2009) *Médias: stratégies d'influences*. Paris: Editions L'Harmattan.
Bazzi, Samia (2009) *Arab news and conflict: a multidisciplinary discourse study.* Amsterdam: John Benjamins B.V.
Boniface, Pascal (2003) *Est-il permis de critiquer Israël?* Paris: Robert Laffont.
Bourdon, Jérôme (2009) *Le récit impossible: Le conflit israélo-palestinien et les médias*. Bruxelles: De Boeck Université.
Bourdon, Jérôme, «Le lieu de la critique», *Revue Questions de communication*, Presses Universitaires de Nancy, 2006, N° 9, pp.163-180.
Champagne, Patric, «À propos du champ journalistique: dialogue avec Daniel Dayan », *Revue Questions de communication*, Presses Universitaires de Nancy, 2006, N° 10, p.197-209.
Charaudeau, Patrick, «Réplique à Daniel Dayan: quelle vérité pour les médias? Quelle vérité pour le chercheur?», *Revue Questions de communication*, Presses Universitaires de Nancy, 2006, N° 9, p. 181-194.
Collon, Michel (1994) Attention *médias!: les médiamensonges du Golfe, manuel anti-manipulation.* Bruxelles: Editions Aden.
Coulon, Laurence (2009) *L'opinion française, Israël et le conflit israélo-arabe 1947-1987*. Paris: Honoré Champion.
Coulon, Laurence «Le Monde, le Figaro, Libération, la place et l'image de l'État d'Israël », Dossiers et documents: Le conflit israélo-palestinien: les médias français sont-ils objectifs?, *Observatoire du monde juif,* 2002, n° 2 p.103-141.
Coulon, Laurence, 2009. *L'opinion française, Israël et le conflit israélo-arabe (1947-1987).* Paris: Honoré Champion
Dayan, Daniel «Pour une critique des médias: échange avec Béatrice **Fleury et** Jaques **Walter**», *Questions de communication*, *Revue Questions de communication*, 2005, N° 8, p. 195-222.
De Bonville, Jean (2000) *L'analyse de contenu des medias*. Bruxelles: de Boeck.
Dray, Joss et **Sieffert**, Denis (2002) La guerre israélienne de l'information: Désinformation et fausses symétries dans le conflit israélo-palestinien. Paris: La Découverte.
Dupret, Baudouin & **Ferrié,** Jean-Noël (eds.) (2008) *Médias, guerres et identités: les pratiques communicationnelles de l'appartenance politique, ethnique et religieuse.* Paris: Archives contemporaines.
Finger, Sarah & **Moatti**, Michel (2010) *L'effet-médias: Pour une sociologie critique de l'information.* Paris: Editions L'Harmattan.

Finkelstein, Norman (2003) *Image and Reality of Israel-Palestine Conflict*. 2nd Edition. London-New York: Verso.
Finkelstein, Norman G. (2003b) *The Holocaust industry: reflections on the exploitation of Jewish suffering*. 2nd edition, New York: Verso.
Finkelstein, Norman G. (2008) *Beyond chutzpah: on the misuse of anti-semitism and the abuse of history.* Berkeley, Los Angeles: University of California Press.
Finkielkraut, Alain (2003) *Au nom de l'Autre, réflexions sur l'antisémitisme qui vient*. Paris: Gallimard, 2003. **Fisk**, **Robert** (2002) Discours prononcé à Concordia University - Montréal - le 17 novembre 2006.
Fisk, **Robert** (2005) *La grande guerre pour la civilisation: L'Occident à la conquête du Moyen-Orient (1979-2005).* Paris: La Découverte.
Fleury, Béatrice & **Walter**, Jaques (eds.) (2008) *Les médias et le conflit israélo-palestinien*. Metz: Université Paul Verlaine.
Fleury, Béatrice & **Walter**, Jacques, «Pour une critique des médias (2) : échange avec Daniel Dayan», *Revue Questions de communication*, Presses Universitaires de Nancy, 2006, N° 10, p.181-195.
Fleury, Béatrice & **Walter**, Jacques, «Pour une critique des médias (3) : échange», *Revue Questions de communication*, Presses Universitaires de Nancy, 2007, N° 11, p.177-186.
Fleury, Béatrice & **Walter**, Jaques, «Pour une critique des médias: échange avec Daniel Dayan», *Revue Questions de communication*, Presses Universitaires de Nancy, 2006, N° 9, p.151-162.
Garzón, Estrella Israël, «L'intra-médiation dans le conflit au Proche-Orient: acteurs, images et comparaisons », *Revue Questions de communication*, Presses Universitaires de Nancy, 2006, N° 10, p.211-223.
Gill, Louis (2004) *Antisémitisme: l'intolérable chantage.* Paris: La Découverte.
Hecker, Marc (2005) *La défense des intérêts de l'État d'Israël en France*. Paris: Editions L'Harmattan,
Hershco, Tsilla «Les relations franco israéliennes 2000-2007, quel bilan? » *Journal d'étude des relations internationales au Moyen-Orient*, Vol. 3, No.1 (mars 2008).
Hodges, Adam & **Nil** Chad (eds.) (2007) *Discourse, War and Terrorism*. Amsterdam: John Benjamins.
Kamalipour Yahya R. (1995) *The U.S. Media and the Middle East Image and Perception,* Greenwood Publishing Group, Connecticut, London.
Khalifa, Shlomo (2008) *Mes lettres au "Monde" sur le conflit israélo-palestinien.* Paris: Société des Ecrivains.
Khayat, David & **Spire**, Antoine (eds.) (2005) *France-Israël, les médias en question*. Latresne: éditions Le Bord de l'Eau.
Koren, Roselyne, «Quels risques pour quelles prises de position 'normatives'?», *Revue Questions de communication*, Presses Universitaires de Nancy, 2006, N° 9, p. 195-205.
Lema, Luis (2003) *Couvrir le désastre: Un regard sur l'Intifada.* Genève: Labor et Fids.
Liebes, Tamar (1997) Reporting the Arab-Israeli Conflict: How Hegemony Works. London: Routledge.
Lits, Marc «La position du chercheur impliqué ». *Questions de communication*. Nancy, Presses Universitaires de Nancy, n°9, 2006, p.-p.207-220.
Lits, Marc, «La position du chercheur impliqué», *Revue Questions de communication*, Presses Universitaires de Nancy, 2006, N° 9, p. 207-220.
Marsden, Lee & **Savigny**, Heather (eds.) (2009) *Media, religion and conflict*. Farnham: Ashgate Publishing, Ltd.
Mathien, Michel (2001) L'information dans les conflits armés du Golfe au Kosovo. Paris: L'Harmattan.

Mercier, Arnaud, «Journalistes et conflit israélo-palestinien: malinformation, mais pas forcément désinformation », *Revue Questions de communication*, Presses Universitaires de Nancy, 2006, N° 9, p. 221-236.
Michalski, Milena; GOW, James (2007) *War, image and legitmacy: viewing contemporary conflict*, New York: Routledge.
Pamler, Michael, «Lecture de Daniel dans la fosse aux lions », *Revue Questions de communication*, Presses Universitaires de Nancy, 2006, N° 10, p.225-233.
Pamler, Michael, «Lecture de Daniel dans la fosse aux lions », *Revue Questions de communication*, Presses Universitaires de Nancy, 2006, N° 10, p.225-233.
Philo, Greg & **Berry**, Mike (2004) *Bad News From Israel*. London: Pluto Press.
Piet, Grégory et al. (2010) *La guerre à Gaza, de l'analyse du discours médiatique à l'analyse politologique.* Bruxelles: Peter Lang.
Poole, Elizabeth & **Richardson**, John E. (2006) *Muslims and the News Media.* London: New York: I.B Tauris.
Poole, Elizabeth (2002) Reporting Islam: Media Representations of British Muslims. London, New York: I.B Tauris.
Ralite, Jack *et al.* (2007) *Le traitement par les médias français du conflit israélo-palestinien: table ronde au Sénat.* Paris: L'Harmattan.
Richardson, John E. (2004) (Mis) Representing Islam: The Racism and Rhetoric of British Broadsheet Newspapers. Amsterdam: John Benjamins Publishing Company.
Richardson, John E. (2007) *Analysing Newspapers: An Approach From Critical Discourse Analysis.* London: Palgrave Macmillan.
Richardson, John E. (2007) *Analysing Newspapers: An Approach from Critical Discourse Analysis*. London: Palgrave Macmillan.
Robert, Bistolfi (ed.) *La Palestine en débat 1945-2010, Confluences Méditerranée*. N°72, 2010, Paris: L'Harmattan.
Said, Edward (2007) Covering Islam: How the Media and the Experts Determine How We See the Rest of the World. 2nd edition, London: Vintage.
Said, Edward & **Hitchens** Christopher (2001) Blaming the Victims: Spurious Scholarship and the Palestinian Question. London: Verso.
Spencer, Robert (2006) *The Truth About Muhammad: Founder of the World's Most Intolerant*. Washington: Religion Regnery Publishing.
Talon, Claire Gabrielle, «Europe/Proche-Orient: réflexions sur la fracture médiatique », *Revue Questions de communication*, Presses Universitaires de Nancy, 2006, N° 10, p.235-246.
Taguieff, Pierre-André (2002) *La Nouvelle Judéophobie.* Paris: Mille et une Nuits.
Tétu, Jean-François, «Pour une critique des médias: écho », *Revue Questions de communication*, Presses Universitaires de Nancy, 2006, N° 10, p.247-262.
Van der Veer, Peter & **Munshi,** Shoma (2004) *Media, War and Terrorism: Responses from the Middle East and Asia.* London: Routledge.
Verschueren, Jef (2011) *Ideology in Language Use: Pragmatic Guidelines for Empirical Research*. Cambridge: Cambridge University Press.
Weill-Raynal, *Guillaume (2005) Une haine imaginaire, contre-enquête sur le 'nouvel antisémitisme'*. Paris: Armand Colin.
Wolfsfeld, Gadi (1997) *Media and Political Conflict News from the Middle East*. Cambridge: Cambridge University Press.

Chapitre 4

Allan, Stuart (2001) «News from NowHere: Televisual News Discourse and the Construction of Hegemony» in Bell, Allan & Garrett, Peter (eds.) *Approaches to media discourse*, pp. 105-141. 4th edition, Oxford: Blackwell.
Altheide, David L. (2002) *Creating Fear: News and the Construction of Crisis (Social Problems & Social Issues.* New York: Aldine Transaction.
Amossy, Ruth & **Herschberg Pierrot**, Anne (2005) *Stéréotypes et clichés.* Paris: Armand Colin.
Amossy, Ruth & **Lits**, Marc (1998) L'image d'Israël et des Juifs durant la guerre de Golfe: analyse de la presse belge et française. Louvain-La-Neuve: Dossier ORM, UCL.
Amossy, Ruth (1991) Les idées reçues: sémiologie du stéréotype. Paris: Nathan.**Amossy**, Ruth (1999) *Image de soi dans le discours: la construction de l'éthos.* Lausanne– Paris: Delachaux et Niestlé.
Amossy, Ruth (2000) *L'argumentation dans le discours: discours, politique, littérature d'idées, fiction.* Paris: Nathan.
Aristote (1991) *Rhétorique*. Paris: Le livre de poche.
Averroès (Ibn Rušd) & **Aouad,** Maroun *(*2002) *Commentaire moyen à la Rhétorique d'Aristote*, volume I. Paris: VRIN.
Bar-Tal, Daniel & **Teichman,** Yona (2005) *Stereotypes and Prejudice in Conflict Representations of Arabs in Israeli Jewish Society.* Cambridge: Cambridge University Press.
Barthes, Roland (1985) *L'aventure sémiologique*. Paris: Seuil.
Bell, Allan & **Garrett**, Peter (eds.) (2001) *Approaches to media discourse.* 4th edition, Oxford: Blackwell.
Blommaert, Jan (2005*) Discourse: A Critical Introduction.* Cambridge University Press.
Charaudeau, Patrick & **Maingueneau**, Dominique (eds.) (2002) *Dictionnaire d'Analyse du Discours*. Paris: Seuil.
Charaudeau, Patrick (1997) *Le discours de l'information médiatique: la construction du miroir social.* Paris: Nathan.
Charaudeau, Patrick (2005) *Les médias et l'information: l'impossible transparence du discours.* Bruxelles: De Boeck.
Chomsky, Noam (1991) *Idéologie et Pouvoir*. Paris: Editions Aden.
Chomsky, Noam (2002) *De la propagande: entretiens avec David Barsamain*. Paris: Fayard.
Chomsky, Noam *et al.* (2003) *La Fabrique de l'opinion publique: la politique économique des médias américains*. Paris: Le Serpent à plumes.
Chouliaraki, Lilie & **Fairclough**, Norman (2001) *Discourse in Late Modernity*. 2nd edition, Edinburgh: Edinburgh University Press.
De Ryke, Luc Beyer *et al. (*2007) *Le traitement par les médias français du conflit israélo-palestinien.* Paris: l'Harmattan.
De Tracy, Destutt (2004) *Projet d'éléments d'idéologie.* Paris: L'Harmattan.
De Tracy, Destutt (1992) *Mémoire sur la faculté de penser; De la métaphysique de Kant et autres textes.* Paris: Fayard.
Dray, Joss et **Sieffert**, Denis (2002) *La guerre israélienne de l'information: Désinformation et fausses symétries dans le conflit israélo-palestinien.* Paris: La Découverte.

Ducrot, Oswald & **Todorov**, Tzvetan (1994) *Dictionnaire encyclopédique des sciences du langage*. Paris: Seuil.
Eveno, Patrick (2001) *Le journal Le Monde. Une histoire d'indépendance.* Paris: Odile Jacob.
Fairclough, Norman (1995a) *Critical Discourse Analysis: The Critical Study of Language*. London: Longman.
Fairclough, Norman *(*1995b) *Media Discourse.* London: E. Arnold.
Fairclough, Norman *(*2001) *Language and Power, 2d edition,* London: Pearson Education.
Fairclough, Norman (2005) *Analysing Discourse: Textual Analysis for Social Research.* 3rd edition, London: Routledge.
Fisk, Robert (2005) *La grande guerre pour la civilisation: L'Occident à la conquête du Moyen-Orient (1979-2005).* Paris: La Découverte.
Fleury, Béatrice & **Walter**, Jaques (2006) «Pour une critique des médias: échange avec Daniel Dayan», *Revue Questions de communication*, N° 9, pp.151-162.
Foucault, Michel (1971) *L'ordre du discours.* Paris: Gallimard.
Fowler, Roger (1991) *Language in the news: discourse and ideology in the press.* London: Routledge.
Gramsci, Antonio (2005) *Selections from the Prison Notebooks of Antonio Gramsci.* Virginia: Electric Book Co.
Grize, Jean Baptiste (1996) *Logique naturelle et communication*. Paris: PUF.
Guilbert, Thierry (2008) *Le discours idéologique ou La force de l'évidence*. Paris: Editions L'Harmattan.
Hailon, Fred (2011) *Idéologie par voix/e de presse.* Paris: Editions L'Harmattan.
Hall, Stuart (ed.) (1996) *Culture, Media, Language.* London: Routledge.
Hall, Stuart *et al.* (2004) *Culture Media, Language.* London: Routledge.
Hardt, Hanno (1992) *Critical Communication Studies Communication, History, and Theory in America.* London: Routledge.
Holmes, David (2005) *Communication Theory: Media, Technology, Society*. London: Sage.
Jørgensen, Marianne & **Phillips,** Louise (2002) *Discourse Analysis as Theory and Method.* London: Sage.
Jucker, Andreas H. (1992) *Social Stylistics Syntactic Variation in British Newspapers,* London: Walter de Gruyter.
Jupp, Victor (ed.) (2006) *The Sage Dictionary of Social Research Methods*. London: Sage.
Kamalipour, Yahya R. (1995) *The U.S. Media and the Middle East Image and Perception.* Connecticut/ London: Greenwood Publishing Group.
Laclau, Ernesto & **Mouffe**, Chantal *(*2001) *Hegemony and Socialist Strategy.* 2nd Edition, London: Verso.
Lits, Marc (2004) *Du 11 septembre à la riposte: les débuts d'une nouvelle guerre médiatique*. Bruxelles: De Boeck.
Locke, Terry (2004) *Critical discourse analysis*. London: Continuum.
Lohisse, Jean (2005) *La communication: de la transmission à la relation.* 2ième édition, Bruxelles: De Boeck.
McQuail, Denis (2000) *McQuail's Mass Communication Theory.* London: Sage Pbulications.
Meunier, Jean-Pierre & **Peraya,** Daniel (2004) *Introduction aux théories de la communication.* 2ème édition, Bruxelles: De Boeck.

Poole, Elizabeth & **Richardson**, John E. (2006) *Muslims and the News Media.* London: New York: I.B Tauris.
Poole, Elizabeth (2002) *Reporting Islam: Media Representations of British Muslims.* London, New York: I.B Tauris.
Ralite, Jack *et al.* (2007) *Le traitement par les médias français du conflit israélo-palestinien: table ronde au Sénat.* Paris: L'Harmattan.
Ramonet, Ignacio (1999) *La tyrannie de la communication*. Paris: Galilée.
Reisigl, Martin & **Wodak** Ruth (2001) *Discourse and Discrimination: Rhetorics of Racism and Antisemitism.* London: Routeledge.
Richardson, John E. (2004) (*Mis) Representing Islam: The Racism and Rhetoric of British Broadsheet Newspapers.* Amsterdam: John Benjamins Publishing Company.
Richardson, John E. (2007) *Analysing Newspapers: An Approach From Critical Discourse Analysis.* London: Palgrave Macmillan.
Ricœur, Paul (1991a) *Temps et récit, Tome I: L'intrigue et le récit historique*. Paris: Seuil.
Ricœur, Paul (1991b) *Temps et récit, Tome II: La configuration du temps dans le récit de fiction*. Paris: Seuil.
Ricœur, Paul (1991c) *Temps et récit, Tome III: Le temps raconté.* Paris: Seuil.
Riffe, Daniel et al. (2005) *Analyzing Media Messages Using Quantitative Content Analysis In Research.* London: Routledge.
Said, Edward & **Hitchens**, Christopher (2001) *Blaming the Victims: Spurious Scholarship and the Palestinian Question.* London: Verso.
Said, Edward (1997) *Covering Islam: How the Media and the Experts Determine How We See the Rest of the World*. 2nd edition, London: Vintage.
Saïd, Edward (2000) *Culture et Impérialisme*. Paris: Éditions Fayard, Le Monde diplomatique.
Saïd, Edward (2005) *L'Orientalisme: l'Orient créé par l'Occident*. Paris: Seuil.
Sarfati, Georges-Elia (1997) *Eléments d'analyse du discours*. Paris: Nathan.
Schepens, Philippe «Présentation », *Revue Semen*, Catégories pour l'analyse du discours politique, Presses Universitaires de Franche-Comté, Besançon, avril 2006, N° 21, p. 73-102.
Schiffrin, Deborah *et al*. (2004) *The Handbook of Discourse Analysis.* Oxford: Blackwell Publishing.
Sperber, Dan & **Wilson**, Deirdre (1989) *La pertinence: communication et cognition*. Paris: Editions de Minuit.
Titscher, Stefan *et al.* (2000) *Methods of Text and Discourse Analysis.* London: Sage.
Vadee, Michel (1973) *L'idéologie.* Dossiers Logos, Presses Universitaires de France.
Van Dijk, Teun «Politique, idéologie, discours », *Revue Semen*, Catégories pour l'analyse du discours politique, Presses Universitaires de Franche-Comté, Besançon, avril 2006, N° 21, p. 73-102.
Van Dijk, Teun A. (1985) *Discourse and Communication: New Approaches to the Analysis of Mass Media Discourse and Communication*. Berlin- New York: Walter de Gruyter.
Van Dijk, Teun A. (1988) *News as Discourse.* Hillsdale: Erlbaum, Lawrence, Associates.
Van Dijk, Teun A. (1989a) *Handbook of Discourse Analysis. Volume I: Disciplines of Discourse*. London: Academic Press.
Van Dijk, Teun A. (1989b) *Handbook of Discourse Analysis. Volume II: Dimensions of Discourse.* London: Academic Press.

Van Dijk, Teun A. (1989c) *Handbook of Discourse Analysis. Volume III*: Discourse *and Dialogue*. London: Academic Press.
Van Dijk, Teun A. (1993) «Principals of Critical Discourse Analysis», *Discourse and Society*, 4 (2), pp. 249-283.
Van Dijk, Teun A. (1995a) «Power and the News Media» in **PALETZ D. (ed.)** *Plitical Communication and Action.* Cresskill, NJ: Hampton Press, p. 9-36.
Van Dijk, Teun A. (1995b) «Discourse Analysis as Ideology Analysis» in Schäffner C., Wenden, A. (eds.) *Language and Peace*, pp. 17-33. Aldershot Dartmouth Publishing
Van Dijk, Teun A. (1995c) *«Power and the News Media» in* Paletz, D., *ed. Political Communication and Action*, pp. 9-36. Cresskill: Hampton Pres.
Van Dijk, Teun A. (2001a) **«**Critical Discourse Analysis» *in* Tannen D. *et al. (*eds.) *Handbook of Discourse Analysis*, pp. 352-371. Oxford: Blackwell.
Van Dijk, Teun A. (2001b) «Opinions and Ideologies in the Press» in Bell, Allan & Garrett, Peter (eds.) *Approaches to media discourse,* pp. 21-63. 4th edition, Oxford: Blackwell.
Van Dijk, Teun A. (2008) *Discourse and Context: A sociocognitive approach*. Cambridge: Cambridge University Press.
Van Dijk, Teun A. (2009) Society *and Discourse: How Social Contexts Influence Text and Talk*. Cambridge: Cambridge University Press.
Van Dijk, Teun A. *(*ed.) (1997a) *Discourse as Structure and Process (Discourse Studies: A Multidisciplinary Introduction),* Volume I. London: Sage Publications.
Van Dijk, Teun A. (ed.) (1997b) *Discourse as Social Interaction (Discourse Studies: A Multidisciplinary Introduction),* Volume II. London: Sage Publications.
Verschueren, Jef (2011) *Ideology in Language Use: Pragmatic Guidelines for Empirical Research.* Cambridge: Cambridge University Press
Weiss, Gilbert & **Wodak**, Ruth (eds.) (2003) *Critical Discourse Analysis: Theory and Disciplinarity*. London: Palgrave Macmillan.W
Wilde, Tanguy & **Liégeois**, Michel (2006) *Deux poids, deux mesures: L'ONU et le conflit israélo-arabe: une approche quantitative.* Louvain-la-Neuve: Presses Universitaires de Louvain.
Wodak, Ruth & **Chilton**, Paul (eds.) (2005) *A New Agenda in (Critical) Discourse Analysis: Theory, methodology and interdisciplinarity.* Amsterdam: John Benjamins.
Wodak, Ruth & **Meyer**, Michael (eds.) (2005) *Methods of Critical Discourse Analysi*s. 4th edition, London: Sage.
Wodak, Ruth (2007) «Pragmatics and critical discourse analysis», *Pragmatics and Cognition* 15 (1), p. 203–225.) Power and the News Media
Wolfsfeld, Gadi (1997) *Media and Political Conflict News from the Middle East.* Cambridge: Cambridge University Press.
Young, Lynne & **Harrison**, Claire (eds.) (2004) *Systemic Functional Linguistics and Critical Discourse Analysis: Studies in Social Change*. London: Continuum.

Chapitre 5

Berelson, Bernard (1952) *Content Analysis in Communication Research*. 1st edition, Glencoe: Free Press.
Bernard, H. Russell & **Ryan**, Gery Wayne (2009) *Analyzing Qualitative Data: Systematic Approaches.* London: Sage.

Bernard, H. Russell (1995) *Research methods in anthropology: qualitative and quantitative approaches*. 2nd edition, New York, Oxford: AltnMira Press
Bernard,H. Russell (2002) *Research Methods in Anthropology*, 3 rd Edition. London: Sage Publications.
Blondet, Sandrine (2004) *Grammaire complète*. Paris: Editions Jean-Paul Gisserot.
Bourdon, Jérôme (2009) *Le récit impossible: Le conflit israélo-palestinien et les médias*. Bruxelles: De Boeck Université.
Charaudeau, Patrick & **Maingueneau**, Dominique (eds.) (2002) *Dictionnaire d'Analyse du Discours*. Paris: Seuil.
Charmaz, K. (2006) *Constructing Grounded Theory: A Practical Guide through Qualitative Analysis.* Thousand Oaks, CA: Sage Publications.
Chartier, Lise (2003) *Mesurer l'insaisissable: méthode d'analyse du discours de presse*. Presses Universitaires du Québec.
Détrie, Catherine, **Siblot**, Paul & **Vérine**, Bertrand (eds) (**2**001) *Termes et concepts pour l'analyse du discours: une approche praxématique.* Paris: Honoré Champion.
Eveno, Patrick (2001) «Pourquoi et comment Le Monde a changé de maquette en 1995? », communication non publiée, «*Rencontre communication et histoire* », organisée les 9 et 10 mars 2001 par le Centre d'étude de l'écriture (CEE, Université Paris VII/CNRS).
Fairclough, Norman (2005) *Analysing Discourse: Textual Analysis for Social Research.* 3rd edition, London: Routledge.
Gavriely-Nuri, Dalia (2008) «The `metaphorical annihilation' of the Second Lebanon War (2006) from the Israeli political discourse», *Discourse and Society*, 19: 5, pp. 5-20.
Krippendorff, Klaus (2004) *Content Analysis: An Introduction to Its Methodology.*2nd edition, London: Sage.
Meunier, Jean-Pierre & **Peraya**, Daniel (2004) *Introduction aux théories de la communications.* 2ième édition, Bruxelles:De Boeck..
Reisigl, Martin **Wodak**, Ruth (2001) *Discourse and Discrimination: Rhetorics of Racism and Antisemitism.* London: Routledge.
Richardson, John E. (2004) (*Mis) Representing Islam: The Racism and Rhetoric of British Broadsheet Newspapers.* Amsterdam: John Benjamins Publishing Company.
Richardson, John E. (2007) *Analysing Newspapers: An Approach From Critical Discourse Analysis.* London: Palgrave Macmillan.
Ryan, Gery Wayne & **Bernard,**H. Russell (2003). *Techniques to identify themes*. Field Methods 15 (1) : 85-109.
Verschueren, Jef (2011) *Ideology in Language Use: Pragmatic Guidelines for Empirical Research*. Cambridge: Cambridge University Press.
Wodak, Ruth & **Chilton**, Paul (eds.) (2005) *A New Agenda in (Critical) Discourse Analysis: Theory, methodology and interdisciplinarity.* Amsterdam: John Benjamins.
Wodak, Ruth & **Meyer**, Michael (eds.) (2005) *Methods of Critical Discourse Analysi*s. 4th edition, London: Sage.

Chapitre 6

Aaseng, Nathan (2005) *Business Builders in Broadcasting*. The Oliver Press Inc.
Ablbert, Pierre (2004) *La presse française.* Paris: La documentation française.
Antoine, Frédéric & **Heinderyckx**, François (2011) *État des lieux des médias d'information en Belgique francophone*. Bruxelles: Parlement de la Communauté française de Belgique.
Baram, Daphna (2003) *Disenchantment: The Guardian and Israel*. London: Politico.

Bendnarek, Monika (2006) *Evaluation in media discourse: analysis of a newspaper corpus*. London: Continuum.
Bitsch, Marie-Thérèse (2004) *L'histoire de la Belgique: de l'Antiquité à nos jours*. Bruxelles: Complexe.
Bourdon, Jérôme (2009) *Le récit impossible: Le conflit israélo-palestinien et les médias*. Bruxelles: De Boeck Université.
Brunois, Richard (1973) *Le Figaro: face aux problèmes de la presse quotidienne*. Paris: Presses universitaires de France.
Campé, René et al. (1975) *Radioscopie de la presse belge*. Bruxelles: André Gérard.
Champagne, Patrick (2009) «La double dépendance: quelques remarques sur les rapports entre les champs politique, économique et journalistique» in Mercier, Arnaud (ed.) *Le journalisme,* pp. 129-146. Paris: SNRS éditions.
Charaudeau, Patrick (2005) *Les médias et l'information: l'impossible transparence du discours*. Bruxelles: De Boeck Université.
Charon, Jean-Marie (2003a) *Les journalistes ont-ils encore du pouvoir?* Paris: CNRS.
Charon, Jean-Marie (2003b) *Les médias en France*. Paris: la Découverte.
Childs, Peter & **Storry**, Mike (eds.) (2002) *Encyclopedia of contemporary British culture*. London: Routledge.
Corroy, Laurence & Roche, Émilie (2010) *La presse en France depuis 1945*. Paris: Ellipses.
Couette, Alain (2005) *Sionisme et chrétienté: l'alliance*. Vitrolles: Euro-minorités.
Curran, James & **Seaton**, Jean (2003) *Power without responsibility: the press, broadcasting, and new media in Britain*. London: Routledge.
Doyle, Gillian (2002) *Media ownership: the economics and politics of convergence and concentration in the UK and European media.* London: SAGE.
Dumont, Jean-François et al. (1998) *La presse écrite en Belgique*. Diegem: Kluwer Editorial.
Dutilleul, Philippe (2008) *Chronique d'une imposture assumée: l'émission choc du 13 décembre 2006 à la RTBF revisitée*. Bruxelles: Lannoo Uitgeverij.
Eveno, Patrick, (2001) *Le journal Le Monde. Une histoire d'indépendance*. Paris: Odile Jacob.
Finkelstein, Norman (2003) *Image and Reality of Israel-Palestine Conflict*. 2nd edition. London-New York: Verso.
Fisk, Robert (2005a) *La grande guerre pour la civilisation: L'Occident à la conquête du Moyen-Orient (1979-2005).* Paris: La Découverte.
Fisk, Robert (2005b) *The Great War for Civilisation — The Conquest of the Middle East*. London: Fourth Estate.
Franklin, Bob (2008) *Pulling Newspapers Apart: Analysing Print Journalism*. London: Routledge.
Goffman, Erving (1981) *Forms of Talk*. Oxford: Blackwell.
Goldman, Rohm Wendy (2002) *The Murdoch Mission: The Digital Transformation of a Media Empire*. John Wiley and Sons.
Grevisse, Benoît (2008) *Écriture journalistique: stratégies rédactionnelles, multimédia et journalisme narratif*. Bruxelles: De Boeck Université.
Hughes, Alex & Reader, Keith (eds.) (2003) *Encyclopedia of contemporary French culture*. London: Taylor & Francis
Huntington, P. Samuel (1996) *Le choc des civilisations*. Paris: Odile Jacob.
Jucker, Andreas H. (1992) *Social Stylistics Syntactic Variation in British Newspapers*. London: Walter de Gruyter.
Kelly, Mary J. et al. (eds) (2004) *The media in Europe*. London: Sage.

Kessler, Edward & Wenborn, Neil (2005) *A Dictionary of Jewish–Christian Relations.* Cambridge: Cambridge University Press.
Khader, Bichara (2009) *L'Europe pour la Méditerranée: de Barcelone à Barcelone [1995-2008].* Paris: L'Harmattan.
Kushner, Harvey W. (2003) *Encyclopedia of Terrorism*. London, Sage.
Laurens, Henry (1989) «Le projet d'État juif attribué à Bonaparte », *Revue d'études palestiniennes*, 33, pp.-69-83.
Maréchal, Brigitte et al. (eds.). (2003) *Muslims in the enlarged Europe: religion and society*. Boston: Brill.
McNair, Brian (2009) *News and journalism in the UK.* 5th edition. London: Routledge.
Merril, John C. (2000), «Les quotidiens de référence dans le monde », *Les Cahiers du journalisme* n°7, pp.10-14.
Moore, John Hartwell (ed.) (2008a) *Encyclopedia of Race and Racism*. Vol1, Detroit: Thomson Gale.
Moore, John Hartwell (ed.) (2008b) *Encyclopedia of Race and Racism.*Vol2, Detroit: Thomson Gale.
Musso, Pierre et al. (1995) *Presse écrite et télévision dans les régions d'Europe*. Strasbourg: Conseil de l'Europe.
Niblock, Sarah (1996) *Inside Journalism*. London: Routledge.
Poole, Elizabeth (2002) *Reporting Islam: Media Representations of British Muslims*. London. New York: I.B Tauris.
Quick, Amanda C. (ed) (2003b), *World press encyclopedia: a survey of press systems worldwide*. Vol. 2. N-Z, 2ième édition. New York: Gale.
Quick, Amanda C. (ed.) (2003a) *World press encyclopedia: a survey of press systems worldwide*. Vol. 1. A-M, 2ième édition. New York: Gale.
Richardson, John E. (2004) (*Mis) Representing Islam: The Racism and Rhetoric of British Broadsheet Newspapers*. Amsterdam: John Benjamins.
Richardson, John E. (2004) (*Mis) Representing Islam: The Racism and Rhetoric of British Broadsheet Newspapers.* Amsterdam: John Benjamins.
RSF (2008) *Rapport annuel sur la liberté de presse dans le monde*, Reporters sans frontières.
RSF (2010) *Classement mondial de la liberté de la presse 2010*, Reporters sans frontières.
Said, Edward & **Hitchens**, Christopher (2001) *Blaming the Victims: Spurious Scholarship and the Palestinian Question*. London: Verso.
Said, Edward (2007) *Covering Islam: How the Media and the Experts Determine How We See the Rest of the World*. London: Vintage.
Shahid, Leila et al. (2006) *Les Banlieues, le Proche-Orient et nous*. Paris: Editions de l'Atelier.
Sharif, Regina (1983) *Non-Jewish Zionism: Its Roots in Western History*. London: Zed Books, Ltd.
Stout, Daniel A. (ed.) (2006) *Encyclopaedia of religion, communication, and media*. New York. London: Routledge.
Tungate, Mark (2006) *Media Monoliths How Great Media Brands Thrive and Survive*. London: Kogan Page Limited.
Van Dijk, Teun A. (2001) «Opinions and Ideologies in the Press» in Bell, Allan & Garrett, Peter (eds.) *Approaches to media discourse,* pp. 21-63. 4th edition, Oxford: Blackwell.
Wurff, Richard & **Lauf**, Edmund (2005) *Print and online newspapers in Europe: a comparative analysis in 16 countries*. Amsterdam: Het Spinhuis.

Zelizer, Barbie & Allan, Stuart (eds.) (2004) *Journalism After September 11*. New York: Routledge.

Chapitre 7

Bourdon, Jérôme (2009) *Le récit impossible: Le conflit israélo-palestinien et les médias*. Bruxelles: De Boeck Université.
Fortmann, Michel et al. (eds), 2006. *Les conflits dans le monde 2006: Rapport annuel sur les conflits internationaux.* Québec: Presses Université Laval.
Grevisse, Benoît (2008) *Écriture journalistique: stratégies rédactionnelles, multimédia et journalisme narratif*. Bruxelles: De Boeck Université.
Hecker, Marc (2003) *La presse française et la première guerre du Golfe*. Paris: L'Harmattan.
Kress, Gunther & **van Leewen,** Theo (2001) «Opinions and Ideologies in the Press» in Bell, Allan & Garrett, Peter (eds.) *Approaches to media discourse,* pp. 186-219. 4th edition, Oxford: Blackwell.
Van Dijk, Teun A. (2001) «Opinions and Ideologies in the Press» in Bell, Allan & Garrett, Peter (eds.) *Approaches to media discourse,* pp. 21-63. 4th edition, Oxford: Blackwell.

Chapitre 8

Alexander, Yonah (2002) *Combating terrorism: strategies of ten countries*. Michigan: University of Michigan Press.
Allan, Stuart, **Zelizer**, Barbie (eds.) (2004) *Reporting War: Journalism in Wartime*. London: Routledge.
Arquembourg-Moreau, Jocelyne (2003) *Le temps des événements médiatiques*. Bruxelles: De Boeck Université.
Bensa, Alban & **Fassin**, Eric (2002) «Les sciences sociales face à l'événement », *Terrain,* 38 pp. 2-14.
Bourdon, Jérôme (2009) *Le récit impossible: Le conflit israélo-palestinien et les médias*. Bruxelles: De Boeck Université.
Brandt, Patrick & **Garcia**, Marco (2010) *Transitivity: Form, Meaning, Acquisition, and Processing*. Amsterdam: John Benjamins Publishing Company.
Charaudeau, Patrick (1997) *Le discours de l'information médiatique: la construction du miroir social.* Paris: Nathan.
Chomsky, Noam (1999) Fateful triangle: the United States, Israel, and the Palestinians. Pluto Press.
Chomsky, Noam (2002) *Pirates and Emperors, Old and New: International Terrorism in the Real World*. South End Press.
Chomsky, Noam (2002a) *Media Control: The Spectacular Achievements of Propaganda*. 2nd edition, New York: Seven Stories Press.
Christison, Kathleen (1999) Perceptions *of Palestine: Their Influence on U.S. Middle East Policy*. California: University of California Press.
Davis, Aeron (2007) The mediation of power: a critical introduction. New York: Routledge.
Fleury, Béatrice & **Walter,** Jacques (eds) (2008) *Les médias et le conflit israélo-palestinien: feux et contre-feux de la critique*. Metz: Université Paul Verlaine.

Fowler, Roger (1991) Language in the news: discourse and ideology in the press. London: Routledge.
Gavriely-Nuri, Dalia (2008) «The `metaphorical annihilation' of the Second Lebanon War (2006) from the Israeli political discourse », *Discourse Society*, 19, pp. 5-20.
Givón, Talmy (2001) *Syntax: an introduction, Volume 1*. Amsterdam: John Benjamins.
Grevisse, Benoît (2008) *Écriture journalistique: stratégies rédactionnelles, multimédia et journalisme narratif*. Bruxelles: De Boeck Université.
Hess, Stephen (1996) *International news and foreign correspondents*. Washington: Brookings Institution Press.
Kress, Gunther & **van Leeuwen**, Theo (2006) *Reading images: the grammar of visual design*. 2nd edition, New York: Routledge

Lamizet, Bernard (2006) *Sémiotique de l'événement.* Paris: Hermes Science Publications.
Liebes, Tamar (1997) *Reporting the Arab-Israeli Conflict: How Hegemony Works*. London, New York: Routledge.
Lits, Marc (2008) *Du récit au récit médiatique*. Bruxelles: De Boeck Université.
Louw, Eric (2010) *The Media and Political Process*. London: Sage.
Macdonald, Scot (2007*) Propaganda and Information Warfare in the Twenty-First Century: Altered Images and Deception Operations*. London: Routledge.
Matheson, Donald (2005) *Media discourses: analysing media texts*. Londres: Open University Press.
Mazet, Véronique (2008) *Advanced French Grammar*. New York: McGraw-Hill.
Philo, Greg & **Berry**, Mike (2004) *Bad News From Israel*. London: Pluto Press.
Poole, Elizabeth & **Richardson**, John E. (2006) *Muslims and the News Media.* London: New York: I.B Tauris.
Poole, Elizabeth (2002) *Reporting Islam: Media Representations of British Muslims.* London, New York: I.B Tauris.
Ralite, Jack *et al.* (2007) *Le traitement par les médias français du conflit israélo-palestinien: table ronde au Sénat.* Paris: L'Harmattan.
Richardson, John E. (2004) (*Mis) Representing Islam: The Racism and Rhetoric of British Broadsheet Newspapers.* Amsterdam: John Benjamins Publishing Company.
Richardson, John E. (2007) *Analysing Newspapers: An Approach From Critical Discourse Analysis.* London: Palgrave Macmillan.
Rocard, Michel (1987) *Le cœur à l'ouvrage.* Paris: Odile Jacob.
Rowlett, Paul, (2007) *The Syntax of French*. London: Cambridge University Press.
Said, Edward & **Hitchens,** Christopher (2001) *Blaming the Victims: Spurious Scholarship and the Palestinian Question.* London: Verso.
Schechter, Danny (2004) *Weapons of Mass Deception*. New York: Prometheus Books.
Simpson, Paul (1993) *Language, ideology, and point of view*. London: Routledge.
Sloan, William David & Mackay, Jenn Burleson (eds.) (2007) *Media bias: finding it, fixing it.* North Carolina: McFarland & Compagny.
Steuter, Erin & **Wills**, Deborah (2008) *At War with Metaphor: Media Propaganda and Racism in the War on Terror*. Virginia: Lexington Books.
Streissguth, Tom (2007) *Media Bias.* New York: Marshall Cavendish Corporation.
Van Dijk, Teun A. (2001b) «Opinions and Ideologies in the Press» in Bell, Allan & Garrett, Peter (eds.) *Approaches to media discourse,* pp. 21-63. 4th edition, Oxford: Blackwell.
Wodak, Ruth & **Chilton**, Paul (eds.) (2005) *A New Agenda in (Critical) Discourse Analysis: Theory, methodology and interdisciplinarity.* Amsterdam: John Benjamins.
Khayat, David & Spire, **Antoine** (eds.) (2005) *France-Israël, les médias en question.* Latresne: éditions Le Bord de l'Eau.

Chapitre 9

Abramov, S. Zalman (1976) *Perpetual dilemma: Jewish religion in the Jewish State*. New Jersey: Fairleigh Dickinson Univ Press,
Blin, Arnaud (2005) *Le terrorisme*. Paris: Editions Le Cavalier Bleu.
Boniface, Pascal (2003) *Est-il permis de critiquer Israël?* Robert Laffont.
Cottle, Simon (2000) "Rethinking News Access", *Journalism Studies* 1 (3), p. 427–48.
Fairclough, Norman (1995) *Media Discourse*, London: Arnold.
Fairclough, Norman *(*2001) *Language and Power, 2d edition,* London: Pearson Education.

Fairclough, Norman (2003) *Analysing Discourse: Textual Analysis for Social Research*, London: Routledge.
Hecker, Marc (2005) *La défense des intérêts de l'État d'Israël en France.* Paris: Editions L'Harmattan.
Khayat, David & **Spire**, Antoine (eds.) (2005) *France-Israël, les médias en question*. Latresne: éditions Le Bord de l'Eau.
Lelièvre, Henry (dir.) (2004) *Terrorisme: questions*. Paris: Éditions Complexe.
Manning, Paul (2001) *News and News Sources: A Critical Introduction*. London: Sage.
Mayr, Andrea (2008) *Language and Power: An Introduction to Institutional Discourse*, London: Continuum International Publishing Group.
Philo, Greg & **Berry**, Mike (2004) *Bad News From Israel*. London: Pluto Press.
Poole, Elizabeth & **Richardson**, John E. (2006) *Muslims and the News Media.* London: New York: I.B Tauris.
Poole, Elizabeth (2002) *Reporting Islam: Media Representations of British Muslims.* London, New York: I.B Tauris.
Ralite, Jack *et al.* (2007) *Le traitement par les médias français du conflit israélo-palestinien: table ronde au Sénat.* Paris: L'Harmattan.
Richardson, John E. (2004) (*Mis) Representing Islam: The Racism and Rhetoric of British Broadsheet Newspapers.* Amsterdam: John Benjamins Publishing Company.
Richardson, John E. (2007) *Analysing Newspapers: An Approach From Critical Discourse Analysis.* London: Palgrave Macmillan.

Conclusions générales

Fairclough, Norman (2005) *Analysing Discourse: Textual Analysis for Social Research.* 3rd edition, London: Routledge.
Finkelstein, Norman (2003) *Image and Reality of Israel-Palestine Conflict*. 2nd Edition. London-New York: Verso.
Finkelstein, Norman G. (2008) *Beyond Chutzpah: On the Misuse of Anti-Semitism and the Abuse of History*. Berkeley, Los Angeles: University of California Press
Mearsheimer, John J. & **Walt**, Stephen M. (2007) *The Israel Lobby and U.S. Foreign Policy*. New York: Farrar, Straus and Giroux.
Poole, Elizabeth & **Richardson**, John E. (2006) *Muslims and the News Media.* London: New York: I.B Tauris.
Poole, Elizabeth (2002) *Reporting Islam: Media Representations of British Muslims.* London, New York: I.B Tauris.
Richardson, John E. (2004) (Mis) Representing Islam: The Racism and Rhetoric of British Broadsheet Newspapers. Amsterdam: John Benjamins Publishing Company.
Said, Edward (2007) Covering Islam: How the Media and the Experts Determine How We See the Rest of the World. 2nd edition, London: Vintage.
Wodak, Ruth & **Chilton**, Paul (eds.) (2005) *A New Agenda in (Critical) Discourse Analysis: Theory, methodology and interdisciplinarity.* Amsterdam: John Benjamins.
Wodak, Ruth (2007) «Pragmatics and critical discourse analysis», *Pragmatics and Cognition* 15 (1), p. 203–225.) Power and the News Media